

## diplomatie

Les contradictions au sein de l'alliance atlantique

(Pages 5 à 7.)

32 pages - 7 F

Algérie : 6,00 DA  
Canada : 1,95 \$  
Espagne : 125 p.  
Italie : 1,500 lire  
Maroc : 6,00 dir.  
Gr.-Brit. : 70 p.  
Suisse : 3 F.S.  
Suède : 165 S.F.  
Pays-Bas : 3,50 f.  
E.-U. : 1,95 \$ U.S.

Abonnements : voir tarif page 11

Publication mensuelle

5, rue des Halles, 75007 Paris Cedex 05

### Myopie

Par CLAUDE JULIEN

PLUS menaçante devient la situation internationale, et plus les pays atlantiques tirent à hue et à dia. L'Angleterre ayant refusé d'appliquer, dans toute leur rigueur, les sanctions contre l'Iran, la détermination d'Etat américain est fondée à déplorer cette mise en cause de la « cohésion » de l'alliance. De même, après la rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev à Varsovie, M. Edmund Muskie a quelque raison d'émettre des critiques courtoises avant de rappeler que « la confiance mutuelle est essentielle à l'unité d'action avec nos alliés ».

Rarement les dangers de guerre ont été évoqués avec autant d'insistance, récemment les tiraillements entre alliés se sont manifestés avec une telle ostentation. Voilà trois décennies, l'Europe servait les vœux autour des Etats-Unis, alors que le rapport de force était défavorable à l'Union soviétique. Or, voici qu'à l'heure de la parité nucléaire, au moment où l'U.R.S.S. marque des points, les alliés occidentaux évoluent en ordre dispersé. L'impensable des hommes au pouvoir ? Invoqué notamment à propos des Etats-Unis et de la France, l'argument est par trop simpliste. Le mal paraît plus profond. Il ne réside pas devant les exhortations à la « cohésion » et à la « confiance ».

On pressent donc naissante les forces centrifuges qui croquent l'édifice occidental ? Pendant la période dite de « guerre froide », la seule évocation de la menace soviétique, parfois suramplifiée, suffisait à cohésionner les brèches ; mais celles-ci n'ont cessé de s'élargir dans les illusions de la « détente » alors que l'U.R.S.S. renforçait son arsenal et étendait sa zone d'influence. Au moment où, non sans légitimité, l'Occident constate la « fin des idéologies », la « socialisme » pousse ses ramifications dans l'hémisphère sud. Dévalé et défiguré chez ceux qui s'en réclament, soumis à de fortes contradictions, il progresse à la fois géographiquement et en puissance stratégique. De telle sorte que, d'un même mouvement, on prophétise sa mort et on s'inquiète de ses conquêtes, sans pour autant parvenir à lui opposer un barrage efficace. Avec la multiplication et l'intensification des conflits périphériques, la « détente » n'avait pourtant rien d'une idylle qui aurait pu berner les gens.

Mais la « détente » n'était pas dépourvue d'avantages : elle ouvrait à l'Est des marchés financiers par de généreux crédits occidentaux. Expansion et prospérité primeaient toute autre considération, occultant les drames de ce « ventre mou » de l'aire capitaliste où les Soviétiques trouvent des conditions propices à leur expansion.

ALORS, quand la puissance de l'U.R.S.S. s'abat brutalement sur l'Afghanistan, on improvise une riposte — sans toucher à l'essentiel. L'embargo est bien jeté sur les exportations de céréales qui, sous Richard Nixon, avaient pourtant fait flamber le prix sur le marché américain et permis de substantiels profits. Mais les quelques firmes concernées ne perdent pas tout : leurs filiales à l'étranger continuent de livrer le maïs et le soja interdits — « business as usual ». On jette aussi l'embargo sur les technologies avancées : mesure assez peu onéreuse pour les Etats-Unis (183 millions de dollars), beaucoup plus pour l'Allemagne, le Japon, la France et l'Italie (1 476 millions au total) qui rechignent.

Heureusement pour l'Amérique, la Grande-Bretagne (43 millions de dollars de ventes de technologies avancées à l'U.R.S.S.) n'a pas de mal, sur ce point, à se solidariser avec elle. En revanche, Londres a trouvé dans l'Iran de Khomeiny un client qui, depuis le départ des Américains, augmente ses commandes. Certes, les autorités britanniques souhaitent la libération des otages — mais « business as usual ».

Aujourd'hui dans le regain de tension internationale, comme hier dans l'euphorie d'une « détente » ensauvageant au Vietnam, en Angola, en Ethiopie, etc., les pays occidentaux parviennent mal à insérer leurs intérêts nationaux dans une vision plus large, et ils ne portent qu'un regard droit sur cette portion de la planète où l'U.R.S.S. a les meilleures chances de marquer des points. L'invasion de l'Afghanistan ne parvient même pas à leur inspirer un réexamen de leurs priorités. Les calculs commerciaux — et, on le voit bien, électoraux — brouillent le jeu, dominent les préoccupations, exacerbent les rivalités — et préparent d'autres échecs. Jusqu'à quand ?

### APRÈS L'ABANDON DES THÈSES SUR LE RÉVISIONNISME

## La Chine et l'U.R.S.S. peuvent-elles modifier leurs relations ?

Par JEAN DAUBIER

LA remise en cause par le Quotidien du peuple des bases idéologiques du différend sino-soviétique est un événement capital. Un éditorial du 2 avril indiquait que les neuf grandes articles (1) publiés en 1964 à Pékin pour réfuter les thèses Krouchtchev étaient « inexacts ». « L'origine et les caractéristiques du révisionnisme », disait ce texte, furent présentées de manière erronée.

Les nouveaux dirigeants chinois portent ainsi le coup de grâce à l'héritage maoïste. Cette prise de position affecte le domaine, jusqu'à présent épargné, de la politique extérieure et, en outre, elle ébranle les fondements mêmes d'une série de thèses sur lesquelles un consensus semblait exister dans le pays et le parti (2). Cette contestation des principes de base de la grande conversation est lourde de conséquences qu'un court rappel historique permet de mieux saisir. Le différend est né en 1956 à l'issue du vingtième congrès du parti communiste soviétique. Les communistes chinois n'ont jamais accepté le contenu du rapport Krouchtchev et moins encore de se trouver mis devant le fait accompli de la désattribution. Autant peut-être que le désaccord idéologique, le problème de l'égalité des partis composant le mouvement communiste se posait avec force.

La revendication chinoise d'une sorte de direction bicipitale et le refus soviétique conduisirent Mao Tsé-toung à affirmer l'originalité de sa politique, ce que concrétisèrent en 1958 le déclenchement du grand bond en avant et l'institution des communes populaires. Au début des années 60, la dégradation des rapports entre les deux capitales était manifeste. Le rapprochement soviéto-américain ébauché en 1959 se précipita tandis qu'on dénonçait à Pékin la « Sainte-Alliance réactionnaire ». Les neuf lettres publiées en 1964 réfutaient minutieusement la politique Krouchtchevienne et revendiquaient, pour la Chine, la direction idéologique du mouvement communiste. Elles exposaient une conception révolutionnaire des rapports internationaux basée sur l'appui aux peuples colonisés et opprimés du tiers-monde contre les deux superpuissances. Mais, à l'époque, les Chinois parlaient encore d'un camp socialiste et semblaient croire que la situation intérieure soviétique pouvait se retourner. Les neuf textes analysaient les caractéristiques antirévolutionnaires de la politique du Kremlin et sa « complicité avec l'impérialisme américain ». « Le

pseudo-communisme de Krouchtchev », publié le 14 juillet 1964, soulignait la cause interne des « déviations » apparues dans la diplomatie soviétique : l'existence en U.R.S.S. d'une couche privilégiée parmi les fonctionnaires du parti et de l'Etat, qui exerçait le pouvoir à son seul profit. Ce texte faisait référence à une « bourgeoisie bureaucratique opposée au peuple (qui) s'est approprié les fruits du labour des masses soviétiques et (qui) a des revenus des dizaines, voire des centaines de fois supérieurs à ceux des ouvriers et des paysans (3) ».

Ce rappel permet de comprendre que le rejet des neuf textes est dans la logique de la politique suivie actuellement par M. Hsu Guofeng et Deng Xiaoping. En effet, en matière de rapprochement avec Washington, ne sont-ils pas allés plus loin que Krouchtchev dans les années 60 ?

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international, Editions en langues étrangères, Pékin, 1963.

(2) Ainsi, à l'époque, M. Deng Xiaoping fut, bien qu'adversaire de Mao, un ardent propagandiste des idées communistes dans les neuf textes. Ses journaux idéologiques avec M. Souklov sont restés célèbres.

(3) Ibid, p. 424.

### Regain de tension au Proche-Orient

## LA DÉTERMINATION DES PALESTINIENS DE L'INTÉRIEUR

Avant même l'expiration du 26 mai, les pourparlers égypto-israéliens sur l'autonomie palestinienne ont été interrompus par le président Sadat. Placé dans une situation intenable par l'intransigeance du gouvernement Begin sur la question de Jérusalem et l'ensemble du problème palestinien, le chef d'Etat égyptien a de nouveau procédé à d'importants changements au sein de l'exécutif, afin de mieux faire face aux réticences croissantes qu'inspire, à l'intérieur, sa politique étrangère (voir page 11 l'article d'Ahmed Sid-Ahmed).

L'Iran et l'Afghanistan continuent d'accaparer l'attention dans la région, mais les événements de Cisjordanie et les nouvelles interventions israéliennes dans le Sud-Liban sont venus rappeler, en mai, toute la force explosive du vieux conflit israélo-arabe, aux confins des zones pétrolières. Face aux forces d'occupation, les Palestiniens de l'intérieur — en Cisjordanie et à Gaza — ont manifesté avec détermination leur refus de toute solution imposée. Du coup, la « paix séparée » entre Israël et l'Egypte paraît encore plus précaire.

Par AMNON KAPÉLIQ

danie et à Gaza traduit un refus catégorique de l'occupation que la population tout entière oppose aux autorités israéliennes. L'occupation, avec l'attentat meurtrier contre des colons israéliens à Hébron et la répression sévère qui l'a suivie, a été le point de départ d'un mouvement de résistance massive de manifestations et de grèves. La présence parmi elle de dirigeants combattifs rend cette lutte plus efficace que par le passé. Telle est l'inévitable conséquence de la faillite de la politique annexionniste du gouvernement Begin à l'égard des territoires occupés.

Le premier ministre israélien espérait que la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient lui laisserait les mains libres en Cisjordanie et à Gaza. Or le gouvernement de Washington considère que la politique du Grand Israël de M. Begin nuit à ses efforts pour regrouper le camp pro-américain au Proche-Orient face à la révolution iranienne. M. Begin ne se fait pas faute, cependant, de réitérer sa proposition de mettre

l'armée israélienne à la disposition des Américains, tout en souhaitant avoir gain de cause dans sa politique des faibles accomplie. « Le monde libre », disait-il récemment, ne dépend pas des armes nucléaires, qui ne peuvent pas être utilisées, mais des forces militaires conventionnelles. Israël est tout à fait prêt, avec son armée bien entraînée, à aider les Etats-Unis dans la défense des intérêts occidentaux au Proche-Orient » (2). Le vote intervenu le 14 mai à la Knesset sur une loi fondamentale faisant de la ville de Jérusalem dans son intégralité la capitale d'Israël, alors que les pourparlers sur l'autonomie étaient en cours, a ajouté un nouvel obstacle à l'issue des conversations égypto-israéliennes sur l'autonomie palestinienne. Même les Egyptiens, habitués cependant à avaler des couleuvres, ont exprimé leur amertume à ce propos. D'autant que, dans la question palestinienne, les Américains exigent de M. Begin des concessions (au demeurant assez minimes) que son idéologie annexionniste lui interdit d'accepter (3).

### Le durcissement de la résistance

Si les pourparlers avec l'Egypte sur l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza ne peuvent aboutir, ce n'est pas seulement à cause de l'entêtement de M. Begin, qui refuse d'accepter la moindre souveraineté arabe sur un seul pouce du territoire d'Israël (la Palestine). Ils se ressentent aussi de ce refus que manifeste la population palestinienne devant ce médiocre succédané d'Etat indépendant qu'elle envisage. Le chef de la délégation égyptienne aux pourparlers sur l'autonomie, le premier ministre Mostapha Khalil — qui a donné sa démission depuis lors — avait reconnu, dans un moment de vérité, devant ses collègues américains et israéliens qu'il n'y avait pas un seul Palestinien pour reconnaître cette « autonomie ». De fait, les un million trois cent mille habitants arabes des territoires occupés semblent plus résolus que jamais à lutter pour leurs revendications nationales.

Trois étapes ont marqué cette lutte depuis l'instauration du régime d'occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Gaza en

1967. Les six premières années qui suivirent la guerre de six jours, des vagues de grèves et de manifestations avaient déjà déferlé sur les territoires occupés, provoquant une sévère répression. Pourtant, la présence de dirigeants conservateurs mis en place à l'époque jordanienne avait été un obstacle assez important au développement de la combativité.

(Lire la suite page 12.)

### Dans ce numéro :

- Interdire les armes biologiques ? (Page 2.)
- La rencontre à Paris des partis communistes d'Europe (Page 3.)
- Le crépuscule de la raison (Pages 8 à 10.)

### Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)  
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.  
Ambiance calme et studieuse.  
Excellents résultats.

école  
**lémania**  
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/2015 01, Télex 28600



RECONSTRUCTION  
CONSTRUCTION

- **LES ARMEMENTS CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES**, par E. de Naeys : l'un des récents ouvrages de l'Institut de Recherches Chimiques et d'Information sur le Paix (GRIP) de Bruxelles traite, en une quarantaine de pages ronéotées, des principaux aspects du problème des armes chimiques. Un résumé succinct, mais complet, quatre chapitres principaux : description ; stocks ; aspects stratégiques ; négociations de désarmement. Cf. 15, 23 avril 1959, 100 F.E. GRIP, Bruxelles. Saint-Pierre, 141, 1940. Chapuis.

mesure, l'arme chimique affectent la supériorité stratégique des grandes puissances. Les Etats-Unis en ont tiré leurs conclusions après que l'armée se fut préoccupée de mesurer la vulnérabilité du pays à une agression biologique. Les tests — réalisés en nombre impressionnant — simulèrent, à l'aide d'agents estimés non actifs, des attaques contre les principaux centres urbains : dispersion de la bactérie *Serratia marcescens* au large de San-Francisco (malon-

**ÉCOLE INTERNATIONALE  
des ESTHÉTICIENNES  
TECHNICIENNES DE BEAU**  
**19, rue Marbeuf PARIS 7500**  
**☎ 225-87-87**  
Établissement privé agré  
par le Ministère de l'Éducation Nationale



مجلس القضاء الاعلى



## LES RELATIONS ENTRE COMMUNISTES ITALIENS ET CHINOIS

# Pékin et l'« unité dans la diversité »

Par XAVIER LUCCIONI

**I**NDÉPENDANCE, autonomie, responsabilité nationale : ces concepts qui, naguère, auraient été considérés comme des « principes », hantent depuis plusieurs années les débats au sein des principaux partis communistes d'Europe occidentale. Pékin les reprend à son compte, moins au nom de la doctrine qu'en fonction de la réalité géo-politique européenne. La Chine ne condamne plus des organisations comme le « révisionnisme » — lorsqu'elles contestent la dictature du prolétariat — mais reconnaît leur poids politique, leur dimension historique, leur assise sociale ouvrière et populaire, afin de souligner l'importance que revêt leur aspiration d'autonomie à l'égard de Moscou.

Le calcul n'est pas vraiment neuf. Depuis plusieurs années, des liens étroits sont noués entre partis communistes chinois, nord-coréens et roumains — auquel Pékin, du vivant de Mao Tse-toung, accordait volontiers le label « marxiste-léniniste » — essentiellement en raison de leur réserve à l'égard du Kremlin. Il s'agit dans la stratégie engagée par Mao Tse-toung et Zhou Enlai après 1970, en vue de désenclaver la Chine et de constituer, parallèlement à un faisceau d'alliances capables de réduire la bipolarisation dans un monde de plus en plus écartelé entre les blocs américain et soviétique. Une politique qui, après 1975, allait s'insérer dans l'établissement d'un front destiné à contrebalancer l'avancée soviétique, désignée par Pékin comme élément moteur d'un inéluctable conflit mondial « entre principes » dans la contradiction principale (1).

Il serait abusif de prétendre que le récent voyage de M. Deng Xiaoping et de Jia Jie à Pékin, s'inscrivent uniquement dans la perspective d'une telle coalition. Cependant, les dirigeants chinois n'ont point fait mystère : si les liens sont renoués avec le P.C.I., c'est en raison des « problèmes internationaux auxquels nous sommes confrontés », répondait aux journalistes M. Deng Xiaoping en confirmant les propos tenus par M. Hu Yaobang, secrétaire général du comité central du P.C. chinois, lorsque celui-ci insistait sur la nécessité de s'opposer fermement à ces partis qui, affublés d'un masque communiste, trahissent en fait les autres partis, s'ingèrent dans les affaires d'autres pays et même envoient leurs troupes occuper les territoires d'autres pays (2).

Cependant les dirigeants du P.C. italien n'étaient pas allés à Pékin pour entendre un réquisitoire qui les eût placés dans une situation délicate. M. Berlinguer avait d'emblée émis la position de son parti : « Nous ne sommes pas d'accord pour qualifier l'Union soviétique d'ennemi », mais, s'empêchant-il d'ajouter, « nous voudrions préciser que nous ne sommes pas non plus d'accord pour qualifier la Chine d'ennemi ». Ce soulèvement d'« ennemis » (3) incite aujourd'hui le P.C. italien à élargir ses contacts (4). Ses dirigeants s'inscrivent de voir se développer les facteurs de guerre : « Dans la situation internationale qui s'annonce actuellement très grave, disait M. Berlinguer à Pékin, la tâche principale qui incombe à notre parti est aussi de lutter pour la paix, la sécurité et la stabilité du monde ; dans cette perspective, il est d'une importance

majeure de rétablir aujourd'hui les relations de camaraderie entre nos deux pays » (5). Ainsi le P.C.I. se dit-il porteur de la constitution d'un front de lutte pour la paix (6). La guerre est bien au cœur des préoccupations des deux partis. Mais si, contrairement aux Chinois, les communistes italiens en contestent le caractère inéluctable. Ce à quoi M. Deng Xiaoping répondait que, si son parti a toujours considéré qu'elle éclaterait tôt ou tard, « il est cependant possible de créer une conjonction de paix qui durera assez longtemps. Quant à nous, nous espérons que la guerre mondiale ne viendra pas d'ici vingt ans au moins » (7).

Vingt ans, c'est l'échéance fixée pour la réalisation du programme des quatre modernisations (8). L'enjeu est tel que l'on peut s'interroger : pour y parvenir, la Chine ne sera-t-elle point disposée à des concessions à l'égard de l'Union soviétique ? Ne peut-on aussi considérer le voyage en Chine de M. Berlinguer comme un prétexte à un rapprochement avec Moscou ? Et puis-elle ne parle plus de révisionnisme à propos de l'U.R.S.S., et conteste les « révisions » commentées par la Chine ne sera-t-elle point disposée à des concessions à l'égard de l'Union soviétique ? Ne peut-on aussi considérer le voyage en Chine de M. Berlinguer comme un prétexte à un rapprochement avec Moscou ? Et puis-elle ne parle plus de révisionnisme à propos de l'U.R.S.S., et conteste les « révisions » commentées par la Chine ne sera-t-elle point disposée à des concessions à l'égard de l'Union soviétique ?

**P**OSER la question en ces termes serait oublier que le point focal de la controverse était l'autorité exercée par le Kremlin sur toutes les organisations et partis communistes, selon une conception de l'internationalisme prolétarien à laquelle les dirigeants soviétiques ne paraissent nullement avoir renoncé. Or le monde, vu de Pékin, a considérablement évolué depuis trente ans. Ce n'est point sans hasard que, si la délégation italienne rentrée dans son pays, M. Deng Xiaoping a pris soin de déclarer que « l'Union soviétique n'est pas un pays socialiste mais un pays social-impérialiste » (10).

Cette attitude s'impose aussi pour des raisons internes. Il ne faut pas sous-estimer la « démotivation » qui marque à cet égard une part de la classe politique chinoise, notamment parmi les cadres moyens : après le mariage idéologique des dernières années, n'ont-ils point constaté que bien des méthodes aujourd'hui admises en Chine étaient dénoncées comme facteurs du révisionnisme en U.R.S.S. ? Les relations sino-soviétiques doivent-elles alors demeurer antagoniques ? Une tendance existe qui voudrait établir un *status quo* avec le grand voisin du Nord. Cependant la direction actuelle, menée par ses vieux dirigeants formés à l'époque du « Kamouï », est convaincue qu'il n'est pas de compromis possible avec Moscou à partir d'un rapport de force défavorable.

Fondamentales, ces préoccupations ne sont néanmoins pas seules à expliquer les réorientations sino-italiennes. Ainsi des dirigeants du P.C.I. évoquent-ils l'idée d'un mouvement communiste international fondé sur le droit à la différence. « Nous sommes d'accord », déclarait M. Berlinguer, « que la compréhension et la coopération exigent non seulement la reconnaissance, mais aussi l'encouragement à la diversité du processus

Par XAVIER LUCCIONI

révolutionnaire, de même que le plein respect de l'indépendance et de l'autonomie de chaque parti, de chaque mouvement, de chaque État » (11). Ce langage trouve un écho à Pékin depuis que la notion de « modèle » de socialisme, qu'il soit d'essence soviétique ou chinoise, est largement remise en cause tandis que se manifeste un intérêt nouveau pour d'autres formes. Intérêt qui pousse les autorités chinoises à s'interroger du type de développement à la Hongrie ou à la Yougoslavie, à enquêter sur les causes du déclin économique de la Corée du Sud, de Singapour, de Hongkong et à se « mettre à l'école » des aspects jugés positifs de la gestion économique des pays capitalistes les plus développés. Sociétés de croissance ? Pas uniquement. Les précédentes décennies ont confirmé la très grande complexité de cette « transition socialiste » aux caractéristiques encore exagérées par les particularités nationales. Le besoin est ressenti de comparer des expériences, d'échanger des réflexions, de confronter.

(1) Voir « Un échiquier triangulaire », dans *Le Monde diplomatique*, mars 1980.

(2) *Pékin information*, no 17, 1980.

(3) Suivant le terme employé par M. Javacovich, dans la série d'articles rendant compte du voyage de la délégation italienne, dans *Pékin information*, no 17, 1980.

(4) A la différence du P.C.F., le P.C.I. entend maintenir des liens étroits avec le courant social-démocrate européen (l'« euro-gauche »).

(5) Conférences de presse aux journaux italiens, Chine nouvelle, 23 avril 1980.

(6) Cette préoccupation fut d'ailleurs l'une des causes invoquées par le P.C.I.

organisations d'Europe et d'Amérique, s'inscrivant pompeusement « partis marxistes-léninistes ». En quinze ans, ceux-ci n'ont jamais réussi à dépasser le stade groupusculaire et ils se sont complu dans un mimétisme caricatural à l'égard des Chinois. Les nouveaux maîtres de Zhongnanhai auront d'autant moins de mal à faire admettre la rupture de ces relations qu'elle découle de l'occurrence d'un simple (et coûteux) constat d'échec.

Les communistes chinois prêtent étonnement et approfondissent leurs relations avec des communistes portés à l'indépendance à l'égard de Moscou, tels les Roumains et les Yougoslaves. La récente reprise des rapports avec le parti italien va dans le même sens. Le voyage de M. Berlinguer à Pékin, en avril, résulte d'une double convergence : en abandonnant leur doctrine de 1964, les Chinois n'ont plus de raisons de tenir les Italiens pour révisionnistes ; de son côté, M. Berlinguer a subi dans la péninsule un échec relatif, qu'il cherche (comme M. Marchais, mais de manière différente) à compenser en escomptant une stature internationale. Son voyage en Orient, comme ses rencontres avec les socialistes français et allemands s'inscrivent dans cette perspective.

Rivalités de partis et d'empires

actuels. A l'inverse, il paraît prématuré de parler de détente ou de rapprochement quand demeure une tension militaire considérable et une légitime méfiance réciproque.

Écartons d'emblée ce qui paraît dû à des erreurs d'interprétation. Pour justifier la thèse de l'apaisement, on a abondamment cité cette phrase de l'éditorial du 2 avril : « On a qualifié à tort, de révisionnisme, l'attitude d'un parti prolétarien qui se consacre au développement des forces productives ». Certains ont cru que ce label « prolétarien » était décerné aux Russes et ont conclu à la cordialité des Chinois envers eux. En réalité, le commentateur pékinois parlait des communistes yougoslaves, ce qui enlève à cette phrase beaucoup d'importance (4). Venons-en à l'essentiel : en abandonnant l'anti-révisionnisme, Pékin n'amorce pas un rapprochement, mais crée cependant une condition très favorable à la déclassification. Dans le jeu tripartite qui domine le monde actuel, avoir de bons rapports avec les deux autres protagonistes est la plus enviable des positions. Ce n'est le cas ni des Russes ni des Chinois, et ce n'est plus celui des Américains. Un relâchement, même léger, de la tension avec Moscou placerait les Chinois en position plus avantageuse. C'est peut-être leur objectif.

La démarche chinoise est significative et elle n'a pas de précédent dans les rapports sino-soviétiques depuis vingt ans. Il serait bien improbable qu'à Moscou on n'en perçoive pas la portée et qu'on ne fasse aucun geste envers les frères ennemis. S'il se traduisait par un allègement, même symbolique, du dispositif militaire soviétique, une voie s'ouvrirait. Mais elle est au revers de la médaille. C'est une autre affaire. Divers éléments peuvent, il est vrai, favoriser cette évolution : le côté décevant des rapports avec l'Occident, la baisse de la crédibilité américaine, le refus de Washington d'armer et de soutenir, conjointement avec Pékin, la résistance afghane, le refus de l'Europe de prendre en considération le péril soviétique et de remettre en question ses relations avec le Kremlin. A l'inverse, d'autres facteurs jouent en sens diamétralement opposé. L'abandon des thèses de 1964 réduit, voire efface, le différend idéologique ; reste la question de l'égalité dans les rapports et, d'une manière générale, celle de la capacité des Soviétiques d'accepter qu'un autre parti, qu'un autre État, suive une voie nationale. Moscou, c'est le moins qu'on puisse dire, s'y est toujours montré mal disposé. Et puis, il y a ce fait élémentaire et peu réductible : la Chine et l'U.R.S.S. sont deux empires ; et deux empires, surtout s'ils ont une frontière commune, sont toujours rivaux (5).

JEAN DAUBIER.

(4) Une des deux lettres s'intitulait : « Le Yougoslavisme est-il un pays socialiste ? ». La réponse, est-il besoin de le dire, était alors négative.

(5) Recevant le président Sâkon Touré, M. Deng Xiaoping a déclaré, le 5 mai, que l'U.R.S.S. « n'est pas un pays socialiste mais un pays social-impérialiste » et a poursuivi sa politique d'« indépendance » et « commet des agressions contre d'autres pays qu'elle intimide, asservit et exploite ».

## La Chine et l'U.R.S.S. peuvent-elles modifier leurs relations ?

(Suite de la première page.)

Et l'exercice du pouvoir par une néo-bourgeoisie n'est-il pas désormais une caractéristique de la Chine comme de l'U.R.S.S. ? Les principes exposés dans les neuf lettres contenaient en germe ceux de la révolution culturelle, notamment le thème de la lutte contre les inégalités et le « droit bourgeois » à la « bande des quatre ». Ils faisaient du révisionnisme l'expression politique d'une dégradation de la société socialiste marquée par la réapparition d'une stratification et de disparités sociales que la révolution doit supprimer sous peine d'imposture. Ceci imposait à la Chine d'aller elle-même plus loin et de se radicaliser. En effet, la différenciation sociale qui s'était développée en U.R.S.S. en quarante ans était également à l'œuvre dans la République populaire depuis 1962. La révolution culturelle fut donc une tentative complexe, et d'ailleurs chaotique, d'enrayer cette progression. Son rejet actuel impliquait logiquement celui des neuf textes de 1964.

Que va-t-il en découler ? Pékin renonce à exercer une quelconque hégémonie idéologique dans le mouvement communiste et accepte en principe sa diversité. L'idée de défendre un marxisme-léninisme « pur » contre des « déviations révisionnistes » est abandonnée. Cela revient à admettre de facto le pluralisme doctrinal entre partis. Il sera intéressant d'observer si, indirectement et à plus long terme, cela favorisera de nouvelles tentatives centrifuges à l'intérieur de la société chinoise en atténuant les tendances et les pratiques dogmatiques.

Le soutien que Pékin apportait à divers groupements maoïstes devrait cesser. La défense de la pureté idéologique contre le « révisionnisme » prosocviétique conduisait le parti communiste chinois à entretenir des relations avec une multitude de petits

groupements maoïstes devrait cesser. La défense de la pureté idéologique contre le « révisionnisme » prosocviétique conduisait le parti communiste chinois à entretenir des relations avec une multitude de petits

groupements maoïstes devrait cesser. La défense de la pureté idéologique contre le « révisionnisme » prosocviétique conduisait le parti communiste chinois à entretenir des relations avec une multitude de petits

groupements maoïstes devrait cesser. La défense de la pureté idéologique contre le « révisionnisme » prosocviétique conduisait le parti communiste chinois à entretenir des relations avec une multitude de petits

groupements maoïstes devrait cesser. La défense de la pureté idéologique contre le « révisionnisme » prosocviétique conduisait le parti communiste chinois à entretenir des relations avec une multitude de petits

Un livre de Jean Ziegler

## Les sociologues et la légitimité des dominateurs

**U**N titre. Retourner les fusils (1), en forme d'appel à la rébellion, qui dit bien ce qu'il veut dire : un sous-titre — « Manuel de sociologie d'opposition » — plus explicite encore ; une dédicace à ceux qui sont morts pour avoir dit « non » ! D'emblée, Jean Ziegler annonce la couleur : rouge. Le rouge des révoltes anti-capitalistes, le rouge de la lutte anti-impérialiste, le rouge de ce drapage de la révolution que tant de sociologues rêvent aujourd'hui de voir définitivement amené.

A l'encontre de la plupart de ses collègues, en effet, Jean Ziegler se refuse à croire que le capitalisme soit devenu « l'horizon indépassable de notre temps ». « Une terre où la multitude — de son travail, son humiliation, sa faim — nourrit une minorité de seigneurs, jouissant de toutes les libertés et de la majorité des biens, reste, pour tout homme qui pense, radicalement, inacceptable ». Aussi la tâche première de la sociologie est-elle de débusquer et de démasquer ce qui n'apparaît pas d'ordinaire dans les « explications » fournies sur « la production » de la société par elle-même : par ceux qui affectent de confondre le « mouvement social » avec celui du capital et le « changement social » avec la reproduction des rapports de production. Aider à détruire la légitimité des dominateurs et fournir ainsi aux dominés une « arme de critique », tel est l'aider à se libérer de l'exploitation, de l'oppression et de la dépendance. « telle est, pour l'auteur, la raison d'être de cette sociologie que certains esprits « scientifiques » qualifieront sans doute de « partisane » pour la dévaloriser. A tort, d'ailleurs, puisque eux aussi, quoi qu'ils en disent, ont choisi leur camp.

Pas plus que la Suisse et sa prétendue « neutralité », la sociologie et sa prétendue « objectivité » ne sauraient être, selon Jean Ziegler, « au-dessus de tout soupçon ». « La sociologie est un outil qui libère ou opprime », et la sociologie, qui s'imaginaient souvent hors de la mêlée, « est toujours, qu'il le veuille ou non, qu'il en soit conscient ou pas, au service d'une classe ou d'une stratégie ». Il doit donc en prendre son parti... et prendre parti.

**Q**U'EN est-il alors de la scientificité de la démarche sociologique, jugée par beaucoup incompatible avec toute forme d'engagement politique, lorsque celui-ci vient à inspirer

Par JEAN-PIERRE GARNIER

celle-là ? Faux problème, répond Jean Ziegler, car la science « est toujours guidée par un choix idéologique implicite ». Le nier revient à sombrer dans le scientisme, idéologie si en est et à oublier que si la science détermine les règles et les critères de vérification, le contenu du concept « la vérité est fonction des prémisses idéologiques » : ce sont eux qui orientent les questions que pose la science. Il s'ensuit que « tant l'idéologie que la science produisent des idées justes et des idées fausses », les deux pouvant, de surcroît, « produire des idées justes avec des moyens faux ». Ce point de vue paraît paradoxal, d'autant que les arguments avancés pour l'étayer et les exemples choisis pour l'illustrer semblent parfois infirmer la thèse de l'auteur. Et l'on ne manquera pas de lui reprocher, lorsqu'il parle d'« idées justes »,

Sociologue.

(1) Jean Ziegler, *Le Souffle*, Paris, 1980, 214 pages.

Les contradictions

Les contradictions

Les contradictions

Les contradictions

Les contradictions



# diversité

Les relations entre la France et la République fédérale d'Allemagne ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France. Cette rivalité a été le résultat de la situation géographique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

## peut-elles modifier leurs relations?

La France et la République fédérale d'Allemagne ont toujours été des partenaires importants en Europe. Cependant, les relations entre elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

## Rivalités de partis et d'empires

Les relations entre la France et la République fédérale d'Allemagne ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

La France et la République fédérale d'Allemagne ont toujours été des partenaires importants en Europe. Cependant, les relations entre elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

Les relations entre la France et la République fédérale d'Allemagne ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

La France et la République fédérale d'Allemagne ont toujours été des partenaires importants en Europe. Cependant, les relations entre elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

Les relations entre la France et la République fédérale d'Allemagne ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

La France et la République fédérale d'Allemagne ont toujours été des partenaires importants en Europe. Cependant, les relations entre elles ont été marquées par une certaine ambiguïté. Cette ambiguïté a été le résultat de la situation géopolitique et économique de l'Europe. La France a toujours été une puissance majeure en Europe, mais elle a dû faire face à de nombreuses difficultés. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, a connu une croissance économique remarquable, ce qui a entraîné une rivalité économique avec la France.

## TENSION EST-OUEST ET RIVALITÉS ÉCONOMIQUES

# Les contradictions au sein de l'alliance atlantique

Par PAUL CHAMOL

DANS le climat de tension aggravée entre l'Est et l'Ouest, Washington et Londres se tiennent fermement côte à côte. Pour la plupart, les autres gouvernements occidentaux n'ont guère manifesté d'enthousiasme devant les exhortations américaines les invitant à prendre des mesures contre l'U.R.S.S. à la suite de l'affaire algérienne.

Il s'agit en effet de ne pas se laisser entraîner dans une dynamique d'affrontement avec l'Est. C'est ainsi que la France et la République fédérale d'Allemagne ont mis l'accent sur la nécessité de sauvegarder la détente, et non de refuser de réduire son commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale: que banquiers et industriels japonais et ouest-allemands se sont précipités à Moscou pour parler affaires (1). C'est à dire que les classes capitalistes du gouvernement Carter sur l'« expansionnisme soviétique » n'ont guère fait d'adoption: elles se sont contentées de savoir à quel point leur intérêt est en jeu.

M. Helmut Schmidt l'a dit on ne peut plus clairement il y a quelques mois: « Fondamentalement, la direction brésilienne n'a pas pour but la guerre en Europe, n'a pas pour but des mouvements offensifs en Europe, mais a pour but le maintien d'une situation stable et sûre. (...) Il n'y a, aussi loin que je puisse voir, aucune attitude offensive dissimulée derrière la politique russe » (2).

Les divergences entre puissances occidentales alliées sont aujourd'hui manifestes. Mais les États-Unis et la Grande-Bretagne s'efforcent-ils réellement de voir les blindés soviétiques foncer sur l'Arabie Saoudite? Est-ce vraiment par attachement pour la paix que la R.F.A. des eurocrates et la France des expéditions africaines se font les porte-parole de la détente? On sera mieux inspiré de chercher l'explication des accents guerriers des uns et de la modération des autres là où elle se trouve: dans leurs intérêts, leurs objectifs et leurs stratégies politiques respectives.

Une étude publiée il y a quelques semaines par M. Peter Jay, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington (3), évoque l'actuel conflit au sein de l'alliance avec une franchise tout à fait inhabituelle. Contrairement à ce que le titre (*« L'Amérique et l'Autriche européenne »*) laisse supposer, M. Peter Jay ne reproche pas principalement aux Européens de s'enfermer la tête dans le sable face au « péril rouge ». Il s'agit plutôt de l'urgence prochaine d'un « Reich européen », voué à rompre avec Washington et à détruire l'harmonie et la puissance de l'Occident.

« Le nationalisme est le génie politique caractéristique de l'Europe », écrit M. Peter Jay. Le danger central est

que le vieux esprit du nationalisme européen n'entre dans le corps de la C.E.E. et ne l'amène dans les directions trop familières:

« 1) Du nationalisme économique (autarcie, mercantilisme, protectionnisme);

« 2) Du centralisme politique;

« 3) De l'affirmation militaire, ce qui érodait et finalement détruisait l'unité et donc l'intérêt de l'Occident ».

L'Europe, affirme-t-il, est sur la pente dangereuse, et la crise économique risque d'accroître les choses. Or cette évolution ne peut se faire que contre les États-Unis: « la création d'une nouvelle grande entité politique passe inévitablement par le renouveau d'un sentiment d'unité contre un ennemi extérieur, et l'U.R.S.S. n'est pas un candidat plausible à ce rôle. (...) D'où la mise en garde finale, qu'il ne faut pas se laisser entraîner par la tentation de l'Amérique elle-même à devenir, et qui est devenue, la cible de la rivalité européenne ».

Donc la mise en garde finale, qu'il ne faut pas se laisser entraîner par la tentation de l'Amérique elle-même à devenir, et qui est devenue, la cible de la rivalité européenne.

La nouvelle puissance économique allemande

LORSQUE survient le choc pétrolier de 1974, la République fédérale vient d'imposer deux changements radicaux à l'équilibre financier et commercial entre puissances occidentales. Après une décennie de stabilité, ses réserves de devises sont passées brusquement de 7 129 millions de dollars de tirage spécial (1 D.T.S. équivaut à 1,33 dollar environ) à la fin de l'année 1969 à 27 498 millions de D.T.S. à la fin de l'année 1973, c'est-à-dire qu'elles ont presque quadruplé en quatre ans. En même temps, l'excédent commercial, jusqu'alors de l'ordre de 8 milliards de deutschemarks (D.M.), a quadruplé lui aussi dans la seule année 1973, pour atteindre 32,58 milliards de D.M. Dès lors, réserves et exportations sont devenues les deux atouts majeurs de la nouvelle puissance allemande.

Le quadruplement des prix du pétrole et de nombreuses matières premières en 1974 ont pu annuler cette double avancée. N'ayant ni pétrole ni matières premières, la R.F.A. n'allait-elle pas devoir dépenser ses réserves de devises pour les payer à leur nouveau prix? Ainsi, les réserves allemandes seraient rapidement transférées aux compagnies pétrolières et minières américaines et britanniques, ainsi qu'aux gouvernements de l'O.P.E.P. et d'autres pays du tiers-monde, dont beaucoup placeraient leurs avoirs à Londres ou à New-York. De plus, trois facteurs allaient jouer pour ramener les exportations allemandes à leur niveau traditionnel: le coût de leur production se trouverait considérablement accru, et se répercuterait sur

leur prix de vente: leur principal marché, l'Europe industrielle (voir tableau 1), ne pourrait plus absorber autant de produits allemands, car la baisse des réserves financières serait mobilisée pour payer le pétrole et les matières premières; enfin, les nouveaux marchés en expansion de l'O.P.E.P. et d'autres pays du tiers-monde ne fourniraient pas à la R.F.A. mais à leurs fournisseurs traditionnels, au premier rang desquels les puissances de langue anglaise. Bref, tant sur le plan commercial que sur le plan

financier, la bataille paraissait perdue d'avance pour la République fédérale. Or les choses ont pris un tout autre tour. Les réserves allemandes n'ont baissé que très légèrement en 1974 et en 1975 (de 1 milliard de D.T.S. environ), puis ont repris une progression rapide (1976: 29 954 millions; 1977: 32 713 millions; 1978: 41 300 millions). Loin de se dégonfler, l'excédent commercial a connu en 1974 son année record (50,85 milliards de D.M.), puis il s'est stabilisé à 35-40 milliards de D.M.

Manifestement, la R.F.A. est parvenue, en pondant ses exportations, à gagner assez de dollars pour ne pas avoir à entamer ses réserves de devises en payant son pétrole et ses matières premières. La clé de ce tour de force, c'est la nature bien particulière de ces exportations: pour la moitié environ, il s'agit de machines-outils et d'autres biens d'équipement. Or la R.F.A. domine de très loin le marché mondial des biens d'équipement. En 1977, par exemple, elle a assuré à elle seule 42 % des ventes, contre 10 % à son premier concurrent, les États-Unis (4). Lorsqu'un marché est ainsi monopolisé, les clients ont tendance à se tourner vers les sociétés les plus puissantes pour des raisons de fiabilité, de qualité, de service après-vente, etc. même si ces sociétés ne sont pas les moins chères. C'est d'autant plus vrai pour des produits sophistiqués et durables comme les biens d'équipement.

Le premier facteur négatif, celui du renchérissement des coûts de production, n'a donc pas joué. Le second, la compression du marché européen, n'a pas joué non plus: devant la crise énergétique et les nouvelles conditions de la concurrence, de nombreuses firmes françaises, italiennes ou néerlandaises ont ressenti le besoin de moderniser leurs installations, de se rééquiper. Le troisième facteur négatif, le transfert des ressources financières hors des régions atteintes par le myonnement commercial allemand, n'a pas joué davantage: certains pays du tiers-monde, disposant enfin des liquidités qui leur faisaient tant défaut, se sont lancés dans de vastes projets d'industrialisation rapide, et ont réclamé justement ces usines « clés en main », ces machines-outils, ces biens d'équipement dont l'industrie allemande s'est fait une spécialité. Bref, à la fin de 1974, le « choc pétrolier », loin de briser la montée en puissance de l'Allemagne, était en passe de lui donner un élan irrésistible.

Tableau 1. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DE LA R.F.A. EN 1973 ET EN 1978

	1973	1978
Etats-Unis	8,4 %	7 %
Europe industrielle (1)	61,7 %	59,4 %
O.P.E.P.	3,2 %	8,4 %
Pays de l'Est	5,4 %	5,5 %
Reste du monde	21,3 %	19,7 %

(1) C.E.E. plus Suisse, Autriche, Suède, Norvège, et autres Irlande. (Source: F.M.T.)

Seule une dépression mondiale pouvait bloquer ce cours en contrariant les forces qu'on avait imprudemment déchaînées.

Et il y eut une dépression mondiale (5). Les cours des matières premières s'effondrèrent, laissant ici et là dans le tiers-monde telle aciérie géante inachevée, tel complexe chimique en construction, certains vestiges de plans d'industrialisation fondés sur l'hypothèse du maintien des cours du cuivre, de la bauxite ou du phosphate. Le chômage grimpait dans les pays industrialisés en pleine récession. Le commerce international périclita, et la monnaie internationale, le dollar, perdit de sa valeur, réduisant d'autant les avoirs de l'O.P.E.P. Enfin, la majeure partie des capitaux cessait d'être investie dans la production, chacun préférant garder les siens hors circuit jusqu'au règlement du problème politique de fond.

La R.F.A. réagit à cette situation nouvelle en amplifiant le recentrage géographique de ses exportations. Tout son effort, dans les quatre dernières années, a porté sur les pays périphériques du Proche-Orient, le marché le plus désert.

(Lire la suite page 6.)

(1) Déclaration d'un responsable de la Commission dit par l'International Herald Tribune du 7 février 1980: « Vous sentez que nous avons une chance sérieuse de détacher des contrats commerciaux à Moscou, peut-être suite au retrait américain; les industriels allemands se précipitent actuellement à Moscou comme ils ne l'ont jamais fait auparavant, et les Japonais font la même chose. » L'auteur ajoute que, à son avis, « les banques ne doivent pas et ne peuvent pas faire de politique ».

(2) Cf. *The Economist* du 6 octobre 1978. La longue interview de M. Helmut Schmidt publiée par cet hebdomadaire dans le numéro du 29 septembre (problèmes économiques) et du 6 octobre 1979 (relations Est-Ouest) est un document de premier ordre sur le conflit au sein de l'alliance.

(3) Cf. *The Economist*, 8 mars 1980. Nous ne retranscrivons que l'avis principal du raisonnement de M. Peter Jay, dont l'étude mérite d'être lue dans son intégralité.

(4) Cf. *Conjoncture*, bulletin de la Société générale, n° 394, juillet 1979.

(5) Bien qu'on ait pris l'habitude d'expliquer les crises par des facteurs exclusivement macro-économiques, il semble qu'il y ait moyen de détecter sensiblement une situation en récession à l'extrême le coût de l'argent, ce qui s'est fait à l'époque M. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale américaine. De même, le bas des cours des matières premières a pu être amplifié à dessein.

## DIPLOMATES



## les taxes en moins... Peugeot en plus!

Le «plus» PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le «plus» PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing — chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le «plus» PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

**PEUGEOT**

8.000 points de vente et de service dans le monde.

SOLEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacérès 75008 Paris.

## FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décaissés dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales et à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (93).

Cours tous niveaux (même débutant) Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi de 10-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Réglementation privée.)

Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, n° de juin, service 2241, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

Je suis intéressé



[illegible]

oppose, en gros, au sein de la communauté blanche, des éléments « durs » d'origine hollandaise ou allemande à des éléments plus libéraux, et plus proches de la culture britannique, d'origine anglo-saxonne. Au moins, jusqu'à la récente arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement sud-africain, qui a fait quelques pas en direction des ces derniers éléments, on assiste à l'érosion de l'influence anglo-américaine, au profit d'une influence accrue de l'influence franco-allemande. Sur l'ensemble des exportations de ces quatre pays en direction de l'Afrique du Sud, la part de la France et de la R.F.A. est passée de 33,2 % à 48,5 % en 1978, et de 31,2 % à 48 % en 1979, et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en 1972, est devenue en 1978 le premier, avec une avance

du Canada) que l'on voit se dessiner un gigantesque conflit pour le continent noir, qui n'est certes pas celui dont parlent les journaux télévisés...

...s franco-américaines

au nom duquel la R.F.A. se lirait en priorité avec les pays du « Six ». Et si l'un d'eux n'est pas le Japon, ne peuvent être présents eux-mêmes...

Il y a cependant un attribut essentiel de la puissance qui fait défaut à la R.F.A. : l'arme nucléaire. Officiellement, la République fédérale n'a pas de programme de bon effort de montée en puissance si l'on renonce d'avance à l'atout-maitre ? Periodiquement, d'ailleurs, on évoque l'éventualité d'une « bombe allemande » à propos des projets israéliens ou sud-africains dans la maîtrise de la technologie nucléaire, progrès qui s'effectuent, dit-on, en liaison étroite avec les centres de recherche ouest-

Aucune puissance nucléaire actuelle ne verrait d'un bon œil l'acquisition de l'arme atomique par la R.F.A. Pas même la France, qui estime que sa propre force de frappe est l'élément décisif de sa politique internationale. L'Allemagne allemande dans l'alliance

au nom duquel la R.F.A. se lierait en priorité avec les pays où les Etats-Unis sont peu appréciés et ne peuvent être présents eux-mêmes.

(source : F.M.I.)

Destination	Etat- Unis	Grande- Bretagne	R.F.A.	France	Japon	U.R.S.S.
Pays industrialisés (X) .....	24,2 %	12,7 %	38,9 %	16 %	12,7 %	3,5 %
OPEP .....	27,9 %	15 %	21 %	10,9 %	24,7 %	0,5 %
Afrique du Sud, Nouvelle - Zélande, d'Australie .....	28 %	22 %	17,9 %	5,6 %	36,4 %	0,1 %
Autres pays d'Europe (3) .....	15 %	21,7 %	29,3 %	13,8 %	6,6 %	13,6 %
Autres pays d'Amérique .....	56,8 %	7,5 %	11,4 %	7 %	17 %	0,3 %
Autres pays du Proche-Orient .....	35,9 %	17 %	18,9 %	14,2 %	10,3 %	3,7 %
Autres pays d'Asie .....	29,1 %	8,3 %	8,3 %	4,5 %	49 %	0,8 %
Autres pays d'Afrique .....	13,7 %	16,6 %	16,4 %	42,3 %	8,7 %	1,3 %
Pays de l'Est et Chine .....	17,9 %	8,3 %	34 %	12,1 %	27,7 %	

(1) Seules ont été prises en compte, pour le calcul des pourcentages, les exportations provenant des six pays comparés.

(2) Etats-Unis, Canada, Japon, O.E.C. plus Autriche, Suisse, Suède, Norvège et moins Irlande.

(3) Y compris la Yougoslavie et la Roumanie, ce qui explique le pourcentage surévalué.

Source : F.M.I.)

(1) Seules ont été prises en compte, pour le calcul des pourcentages, les exportations provenant des six pays comparés.

(2) États-Unis, Canada, Japon, C.E.R. plus Autriche, Suisse, Suède, Norvège et moins Irlande.

(3) Y compris la Yougoslavie et la Roumanie, ce qui explique le pourcentage surélevé. Le pourcentage britannique est dû en majeure partie au commerce avec l'Irlande.

(Source : F.M.I.)

**Afghanistan**, dans le style très libre propre au Mouvement de libération des femmes (Avril, mensuel), 28 F. - 36, rue de Condé, 75006 Paris).

**En** Vingt ans d'existence, c'est l'occasion pour le P.S.U. d'établir un bilan dans **CRITIQUE DU SOCIALISME** : moins de réus- sices qu'on s'imaginait qu'une fonction d'avant-garde dans la politique française. (N° 32-33, bimestriel, 32 F., Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris).

**En** Une livraison de **FEMMES ET MONDES** sur le thème des droits de l'homme. Salaires insuffisants, chômage, sollicitations à la consommation atteignant bestiaux plus les femmes que les hommes, les droits de la femme étant les droits de l'homme, plus quelques choses. On est d'abord une protection contre l'oppression. (N° 10, 1980, 25 F. - 7, rue de Landy, 75116 Cllek).

**CINÉMA**

**LA REVUE DU CINÉMA** étudie, à l'occasion du Festival de Bagdad, les films consacrés à la question irakienne. (N° 350, mai, mensuel, 18 F., 3, rue Edouard, 75031 Paris Coteur 27).

**En** Dans **CINÉMA 80** : une étude théma- tique du cinéma soviétique des années 70

**LE LA REVUE DU CINEMA étudie, à l'occasion du Festival de Cannes, les films consacrés à la question palestinienne.**  
(N° 359, mai, mensuel, 12 F. 3, prix Économique, 75041 Paris Cedex 07.)

**LE DASH CINEMA 80 :** une étude thématique du cinéma soviétique des années 70 (1970-1979), avec le cinéma indien, le hindou Miralal Sen... (N° 359, mai, mensuel, 14 F. 6, prix Ordreux, 75018 Paris.)

**Le film de Francesco Rosi « Le Christ arrêté à Eboli » fait l'objet d'un dossier dans POSITIF où on lira aussi les textes de trois autres cinéastes italiens : Pier Paolo Pasolini, Pasquale Scudato (chef opérateur) et Gianfranco Zampuni (scénariste). (N° 239, mai, mensuel, 18 F. 30, chez Schönböck, 75006 Paris.)**

**Les lectures et les pages du débat télévisé sont exposés (à partir d'un film de Paul Ruiz) dans VIDÉO/GLYPSES.**  
75004 Paris Cedex 02. 20 F. - R.F. 327.

**■** La revue québécoise **COPIE ZÉRO** consacre un numéro spécial (entretien, témoignages, filmographie) à l'œuvre remarquable de Michel Brault, père du cinéma direct. (N° 5, mai, trimestriel, 2 dollars canadiens - 335, boulevard de Maisonneuve - Est, Montréal, Québec H2K 1K1.)

**■** LES CARIERS DU CINÉMA publient un texte inédit de Roland Barthes sur l'œuvre du cinéaste italien Michelangelo Antonioni. (N° 311, mai, mensuel, 18 F - 5, passage de la Bonde-Blanche, 75012 Paris.)

**NATIONALE FACTION COMMUNISTE** dans le second volar, les rapports entre France et monde du travail. (24/4), printemps, 1968, 10 p., 10 francs.

**POLITIQUE, CPESS, R.P.** 34, 34/51 Saint-Martin-d'Elzeux.)

**LE HUMANISME OUVRE UN DOGMEUR SUR LES ESCHES,** dont elle dresse un répertoire et analyse qui peut donner de l'objectivité jugement. (Avril, Biscuitier, 14 F, 16 bis, rue Cadet, 75006 Paris.)

**LE TN UNIVERSAIRE, DANS L'HISTOIRE:** la France de Méri-Ed-Sabir, résultats de la conférence. On voit et de dignes mémoires, avec ses conséquences dans la France d'aujourd'hui montre bien la République. (Mars, 1968, 10 francs.) La Recherche, 31, rue de Seine, 75006 Paris.)

**LES TEMPS MODERNES COMPRENDENT** le vingtième anniversaire de la mort de Pasternak avec un témoignage dans la rubrique, suite de l'écrivain. Dans la rubrique, suite de l'écrivain. Une déclaration contre l'intervention en



[illegible]

مكتبة ابن خلدون



# LE CRÉPUSCULE DE LA RAISON

Des hommes politiques qui fréquentent des voyantes des scientifiques séduits par la mystique, des millions de personnes attentives à leur horoscope: l'irrationnel envahit les sociétés industrielles. Où les libertés tendent à s'estomper

ENQUÊTE DE MAURICE T. MASCHINO

« Tu seras impuissant ! » Debout devant la paillasse de sa cuisine, Mme V. qui vient de couper avec une pince une longue aiguille à coudre la trépane dans un verre de vinaigre, la retire, la plonge de nouveau, puis la pique dans un coton. Surprise par la maîtresse de maison — l'épouse d'un sénateur très connu — elle interrompt ses maléfices et, sur le même ton paisible qu'elle prend pour demander si le gigot doit être saignant ou à point, elle explique :

« Etudiante en médecine, ma fille a décidé d'épouser un garçon qui, l'en suis sûre, la rendra malheureuse ; mais j'espère que, maintenant, elle hésitera : se marie-t-elle — elle montre l'aiguille brisée — avec un homme impuissant ? »

Ce mélange de raison et de déraison — une raison et une déraison qui, comme le dit le sociologue André-Clément Decouffé, « ne cessent de couler ensemble et d'enfanter des monstres », — ce brusque jaillissement, dans le discours le plus sensé, d'une bouffée délirante, n'est-ce pas l'un des symptômes les plus déconcertants de notre temps ?

À écouter les uns et les autres — de l'employé de maison qui jette des sorts au volant qui se livre à la « méditation transcendante » (on répète vingt minutes par jour un mantra, formule incantatoire qui n'a aucun sens, pour se décontracter), du député qui lit les horoscopes, « comme tout le monde », à Marilyn l'astrologue qui, tout en se disant « très cartésienne », s'abstient d'entreprendre quoi que ce soit « si Mars et Vénus sont en opposition », — il semble bien qu'on assiste à un reflux de la pensée rationnelle. Devins, médiums, voyantes, astrologues attirent un public de plus en plus nombreux : 12 % des Américains s'adonnent à la magie, davantage fréquentent les « foires psychiques » où l'on peut se procurer, par exemple, « soixante-quinze recettes transcendantes pour bien vivre » et une cinquantaine d'autres, qui mettent « le nirvana à la portée de tous » (1). Les sorciers, comme les voyants, se réunissent en assemblées mondiales : la dernière eut lieu à Bogota en 1976 ; mais c'est à Blois que s'est ouvert, en 1975, le premier Centre international de la magie.

## Magie, technique du pauvre

REVENCHES de ceux qui ne savent pas, qui ne peuvent pas ? Tout se passe comme si les réalisations les plus remarquables de la technique (ordinateurs, fusées interplanétaires, greffes d'organes) en incitaient beaucoup à s'inventer une contre-technique. Et à retrouver, par le détour de l'imaginaire, la maîtrise qu'ils n'exercent plus sur leur environnement : la magie est la technique du pauvre.



Autant s'en méfier, assurément, lorsqu'on est convaincu, comme le Père Joseph R., de la réalité des maléfices : « Les sorts, écrit-il dans un texte inédit, sont des émanations, des radiations funestes, des influx néfastes... Les jetons de sorts sont les soldats innombrables de Satan... Ce peut être ce voisin complaisant, ce pédagogue, ce poli-

ticien... Les antéchristes sont partout. » La différence est-elle si grande entre ces pratiques et les sacrements ? Le porteur de sorts, écrit encore le Père R., appartient au royaume des ténébreux comme le saint appartient au royaume de Dieu ; l'un et l'autre ont un pouvoir. Comme en ont un les médailles pieuses et les gris-gris, l'eau bénite et les fers à cheval, la main de Fatima ou l'effigie de saint Benoît.

Conduite compensatoire, ou de défense, face à un univers technologique qu'on ne domine pas, la magie n'est certes pas une pratique générale : beaucoup préfèrent encore le vétérinaire à la « démauvérisation » (3) (la sorcellerie), le médecin ou médium. Mais même chez ceux que leur formation ou leur profession ne laissent pas démuniés devant les « mystères » du monde, la croyance

A sa façon — avec des herbes, du sel, du sang de poulet — il « agit » sur les choses et les êtres. A distance. En court-circuitant les procédés — longs, difficiles, parfois fastidieux — de ceux qui calculent et expérimentent. Déchu, l'homme faber récupère au centuple sa puissance et devient Dieu ; d'un mot il ensorcelle ou guérit, d'un geste il retrouve l'être aimé :

« Prenez une bougie de cire... Musée de cette bougie, il faudra opérer un vendredi soir (le vendredi étant le jour consacré à Vénus, donc aux amours). On plantera deux épingles sur la tête, dans la cire, à 2 ou 3 millimètres l'une au-dessus de l'autre ; ensuite, il suffira d'allumer la mèche et d'attendre la chute de la première épingle. »

Attention, à partir de ce moment, l'opératrice devra se concentrer mentalement et penser de toutes ses forces à l'infidèle... Eux au vingtième siècle, pour parfaire cette expérience, vous pouvez placer une photographie de l'être aimé derrière la bougie... »

Sylvie P., qui vient de nous lire cet extrait du Petit Grimoire, mensuel ésotérique et magique (2), n'a pas recours à cette pratique : « Pas encore », dit-elle en souriant ; mais elle la recommande à ses amis. Cartes, tarots, pendule, boules de cristal, elle pratique tous les arts, et s'en trouve bien :

« Avant mon initiation, je doutais de moi, je ne savais jamais quoi faire, ni comment, dit-elle. Maintenant, j'ai repris confiance. Un médium m'a appris d'où je viens (oui, je crois à la métépsychèse ; autrefois, j'étais une fleur, quelque part dans l'archipel des Philippines), je sais où je vais... J'ai un ami, musulman, qui va épouser

une seconde femme, mais je reste sereine : un jour, grâce à mon fluide, il m'appartendra. »

Sylvie P., vingt-trois ans, n'est pas une paysanne de la Mayenne, du Berry, de l'Ardèche ou du Limousin — l'une de ces campagnes où l'on jette couramment des sorts, envoûte, désenvoûte et, parfois, fait mourir : fille de fonctionnaires, étudiante en histoire, elle habite Paris.

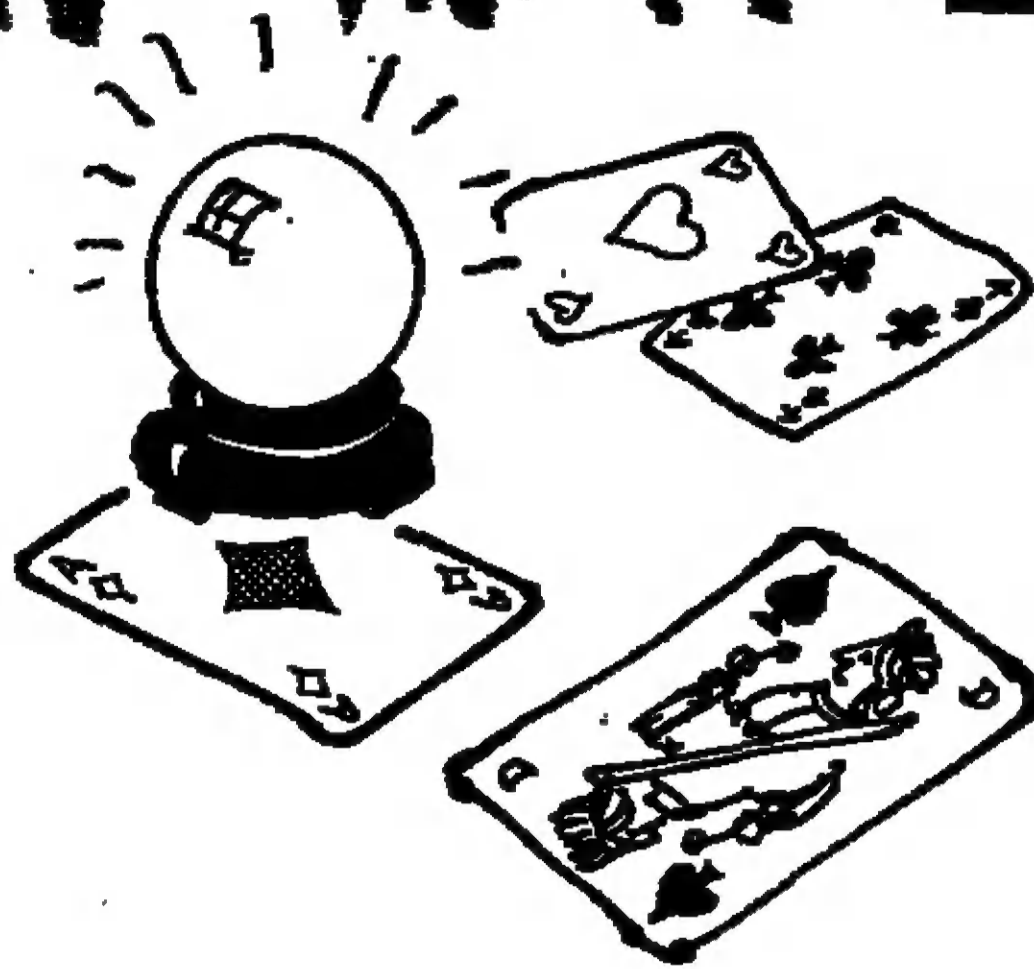
Non loin de ce ministère, dans le septième arrondissement, où il arrive que les services financiers fonctionnent au ralenti ; la raison : enfermés, qui signe d'ordinaire les ordres de paiement, célèbrent régulièrement des messes noires. « Le patron (le ministre) n'est rien dire ; on ne sait jamais : un sort est si vite attrapé... »

Des polytechniciens, à leur tour, se laissent impressionner par l'« étrange » : leur revue, la Jeune et la Rouge, a récemment consacré un numéro spécial — préfacé par M. Ambroise Roux, P.-D.G. de la Compagnie générale d'électricité — à la parapsychologie.

Pendant soudain toute prudence expérimentale, de bons esprits s'égarent : directeur scientifique de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, M. Charles Crusard écrit qu'un illusionniste « est capable de produire un effet psi réel » ; conseil en systèmes informatiques, M. Georges Nicouland estime que « des phénomènes psychiques peuvent apporter un bouleversement profond dans les lois de la nature », et le Père jésuite François Russo évoque — évidemment — les miracles reconnus par la religion (7).

A l'est comme à l'ouest, télépathie, torsion à vue de boîtes métalliques, lévitation excitent l'imaginaire ; baptisée « psychotronique », la parapsychologie s'enseigne dans plusieurs universités soviétiques, et l'australien Pravda n'hésite pas à donner dans le sensationnel : « Mikhaïlov a attiré à elle un morceau de pain, déplacé sur la table une carafe pesant 460 grammes, arrêté et lancé de nouveau le balancier de l'horloge, et tout cela sans contact avec les mains » (8).

Plus encore que la parapsychologie, l'astrologie a la faveur du public. D'après un sondage de l'IRIS Marketing (1968) — que citent, dans



un dossier très richement documenté, Jean-Pierre Desmond et Pierre Goulène (9) —, 60 % des Français (femmes : 70 % ; hommes : 50 %) connaissent leur signe-astrol ; 71 % des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans en tiennent compte dans la conduite de leur vie ; huit millions de personnes (soit 15 % de la population) consultent au moins une fois l'an un astrologue (prix d'une séance : 200 F.).

## Un bon chiffre d'affaires

LA demande est telle que toutes sortes d'organismes se chargent d'y répondre et, ce faisant, de l'amplifier. Ecoles, instituts, clubs, cercles se proposent — moyennant une participation financière souvent élevée (1 500 à 1 800 F pour une quinzaine de cours) — d'initier ceux qui le désirent aux sciences occultes. A Paris, l'Institut psychique scientifique, la Fondation d'études psychiques, l'Ecole supérieure d'astrologie, entre autres.

Les curieux peuvent consulter des revues (Horoscope, 160 000 exemplaires ; Astres, 50 000 ; Astral, 40 000 ; recettes annuelles de vente : 4 millions de francs) ou des livres : 198 ouvrages d'occultisme ont été publiés en 1976 (chiffre d'affaires : 17 millions de francs), et de grands éditeurs ont leur collection : « L'initiation secrète » (Marabout) ; « L'aventure mystérieuse » (Uai lu) ; « Les portes de l'étrange » (Laffont).

Les amateurs ont également la possibilité d'écouter la radio (médiums et devins occupent l'antenne environ 50 heures par an), d'écrire ou de téléphoner à Mme Soleil (par jour : 15 000 appels, 17 000 lettres) et d'interroger, pour 30, 60 ou 100 F, l'ordinateur I.B.M. d'Astrofash, sur les Champs-Élysées : 350 personnes le font quotidiennement (chiffre d'affaires : 30 à 60 millions de francs par an). 500 000, enfin, se fournissent régulièrement en objets magiques : boules de cristal (200 F) ; bougies de cire vierge (15 F) ; encens, parfums d'amour, gadgets électroniques, bijoux talismans, crème de lait d'orties. Industrie prospère, dont le chiffre d'affaires, selon J.-P. Desmond et P. Goulène, se situait autour de 45 millions de francs par an.

La clientèle se recrute, quoique de façon inégale, dans toutes les catégories sociales : « Parmi mes habitués, dit Marilyn Verlojle, astrologue, j'ai une baronne qui vit aux Etats-Unis, deux ministres africains, des préfets — qui m'envoient souvent leurs épouses, — un moine ; j'ai même reçu la visite d'un truand, qui voulait savoir si c'était le bon moment pour commettre un hold-up. »

La plupart de ceux qui fréquentent les devins appartiennent toutefois aux classes moyennes (employés, cadres, techniciens, commerçants). Non seulement parce que leur culture est souvent

(1) Le Monde, 29 janvier 1977.  
(2) Le Petit Grimoire, n° 1, E.D.S.M., Paris, 1978.  
(3) D. Courtes, G. Tver, La Démocratie, une sorcellerie d'aujourd'hui, Stock, Paris, 1978, 250 pages.  
(4) D'après une enquête de Mme P. Astor-Lesperaux. Du même auteur : « Les Corrélatifs de la superstition », traités de sciences sociales des religions, n° 45/1, Paris, 1978.  
(5) Solennes et Vie, avril 1978.  
(6) Ibid., juin 1978.  
(7) La Jeune et la Rouge, numéro spécial. Nous empruntons ces citations à Solennes et Vie, numéro d'octobre 1979, qui, sous le titre « Des polytechniciens initiés par l'étrange », en donne une analyse très détaillée.  
(8) Cité par Science et Vie, numéro d'avril 1976.  
(9) J.-P. Desmond, P. Goulène, Enquête chez les voyants, Alain Moreau, Paris, 1978, 211 pages.



superficielle. Mais, surtout, à cause de leur mode d'insertion dans le système de production : leur pratique professionnelle tend à masquer des rapports sociaux qu'ils vivent sous la forme (illusoire) de relations personnelles : détaillant/grossiste, ingénieur/directeur, enseignant/patron, inspecteur/chef de service. Si bien que, toute position de classe magiquement abolie, la tentation est grande de privilégier les facteurs individuels. Et d'attendre d'un astrologue un conseil « judicieux ».

Femme, vingt-cinq-trente ans, secrétaire,



Que la profession ou l'âge puisse incliner à la crédulité, c'est certain ; mais si les ouvriers fréquentent peu les astrologues, ils jouent au Loto et au Tiercé, et de grands bourgeois — qui pratiquent aussi les jeux de hasard — font tourner des tables. A moins qu'ils ne s'offrent un mois de « végétarisme humaniste » (avec viols collectifs et brutalités « mystiques ») dans la communauté de Shri Rajnesh Baghwan à Poona, en Inde (11). Employés, employeurs, mêmes fantasmes ?

Que dans tout homme survive l'enfant qu'il a été, on le sait depuis Freud. Or « l'enfant », rappelle M. Gérard Mendel, médecin et psychanalyste, vit d'abord dans un univers fantasmatique, où le réel et l'imaginaire se confondent. Normalement, il participe d'une sorte de nébulosité très riche en perceptions sensorielles et fonctionnelles selon le seul principe du plaisir. A quatre ou cinq ans, il vit encore dans un monde chatoyant et féérique ; plus tard seulement, il acquiert le sens du réel — qui est aussi celui de ses propres limites, de la souffrance et de la mort. Subsiste alors comme une nostalgie de la bêtise originelle, qui s'exprime dans le goût ou la recherche du merveilleux. Aspirations à l'âge d'or que toute société s'ingénie à la fois à contenir et contrôler, en offrant à ses membres une espérance ou une utopie. En formalisant dans un discours idéologique (religieux ou politique) cette demande de bonheur.

Or il n'est plus aujourd'hui de discours crédibles. Ni de rites gratifiants. Le merveilleux s'est retiré des lieux que jusque-là il baignait. De l'Eglise, par exemple. Sans doute, avec ses pompes et ses dogmes, reste-t-elle, comme dit le sénateur Henri Colliquet, « le plus grand facteur d'irrationnalité de par le monde : elle a créé Dieu. Elle a donné forme et consistance — en les institutionnalisant — aux chimères des peuples opprimés. On dénonce à juste titre la fanatisme et les extravagances des nouvelles sectes, mais on oublie la plus importante. Celle-ci est son grand âge et le nombre de ses fidèles lui confèrent un air de raison ».

Donnant au préjugé de l'inegalité des hommes et des femmes (interdits de prêtre) un fondement « théologique », condamnant l'avortement et les méthodes chimiques de contraception, prescrivant toute relation sexuelle avant le mariage et vouant aux gémonies les homosexuels, il est vrai qu'elle propage moins les lumières de la connaissance que les opinions les moins rationnellement fondées.

Mais justement : l'écart devient tel entre les mœurs et cet enseignement décrié que beaucoup se détachent. L'Eglise romaine l'a compris, trop tard, et superficiellement : elle s'est précipitée à faire peu neuve. De se réajuster et de se « moderniser ». En simplifiant les rites, par exemple. En parlant le langage du quotidien.

Mais elle n'a guère revivifié la foi de ses fidèles : « Le christianisme », se dit-il, n'est plus rien en propre, déclare le Père de Cortese. Il est insignifiant. Vous en êtes ce que vous voulez. C'est n'importe quoi » (12). Un n'importe quoi qui ne fait plus fantasmer : si 90 % des Français sont baptisés, 40 % croient à la divinité du Christ et 11 % pratiquent régulièrement (13). L'effacement de l'Eglise l'a partiellement démythifiée ; mais, en s'efforçant de rejoindre le siècle, elle l'a perdu. Il n'est pas de magistère sans magie, et le succès de Jean-Paul II en est la preuve à contrario : il séduit dans l'exacte mesure où il réactive l'image classique des grands pontifes et, derrière elle, comme un filigrane, celle du père que l'enfant a besoin de sentir autoritaire et tout-puissant.

### Une science qui fait peur

Il y a quelques décennies, la désaffection du public à l'égard de l'Eglise rejoignait les esprits « éclairés » : n'était-ce pas la preuve que les mentalités évoluaient, que le progrès des connaissances balayait les croyances irrationnelles ? Encore aurait-il fallu que la science se propageât. Non pas dans ses résultats et ses applications, mais dans sa démarche même. Que chacun pût l'accomplir pour son propre compte et, confronté à de vrais problèmes, découvrir les exigences et les difficultés de la méthode expérimentale. Or pas plus l'école que les médias ou les ouvrages de vulgarisation n'incitent à cet apprentissage.

On apprend la science comme le catéchisme, constate le docteur G. Mendel. On admire une réalisation technique comme un prodige céleste. Loin d'encourager l'enfant à poser des questions, on lui apporte des réponses. Mais rocher une formule chimique comme une prière, c'est, pour l'intelligence, du pareil au même : elle n'est en rien concernée.

Si bien que le rationnel des uns est devenu l'irrationnel des autres, et que le progrès des sciences ne s'est pas accompagné d'un égal progrès de la raison.

S'il a magnifié (et mythifié) la puissance de l'homme, le développement scientifique l'a en même temps rendue terrifiante. Sciences et conscience, sciences et bonheur. Les grands idéaux du siècle des Lumières ont volé en éclats. Lieu de fixation, comme autrefois l'Eglise, des fantasmes humains, la science, en perdant ses fards, a peu à peu, découvert son vrai visage : celui-là même du système social qui l'a promue comme pièce essentielle de son dispositif, et qu'en retour elle conforte. Car on sait aujourd'hui

amoureuse et sans fortune : c'est la cliente-type des marchands d'illusions. « Ne demandez pas, au milieu, une augmentation de salaire : votre patron est de mauvaise humeur » ; seul un terrible peut être sensible à une telle onctuosité de ce genre, nous dit le sociologue Jacques Maître. Les ouvriers — qui se battent avec la matière, qui subissent dans toute leur rigueur les lois objectives du capital — sont généralement indifférents aux avertissements « célestes ». On n'imagine pas des syndicalistes se fondant, pour déclencher une grève, sur l'horoscope du P.-D.G. »

## Recul du merveilleux irruption du non-sens

qu'elle n'est pas « désintéressée » — comme on l'enseignait encore il y a vingt ans dans les classes de philosophie, — que « la connaissance » n'est pas son objectif premier, qu'elle est indissolublement savoir et savoir-faire, et que sa prétendue « pureté » n'est que la voile idéologique dont l'ont pudiquement recouverte ses laudateurs. « Recherches militaires, expériences nucléaires, tortures, manipulations génétiques, organisation du travail : la science n'est pas innocente », dit un ingénieur, René Alleau. Participant à grande échelle à la destruction de la nature et à l'asservissement des hommes, elle fait peur. Animé autrefois de divinités maléfiques, le monde paraît aujourd'hui peuplé d'effrayants robots : radars, caméras invisibles, fusées, satellites, objets volants non identifiés, composent les personnages de la nouvelle mythologie.

Tant d'espérance, tant de désillusions : passant des conséquences (réelles ou possibles) de l'activité



C'est le cas, notamment, d'un certain nombre de scientifiques. Qui raisonnent, sans doute — c'est leur métier — mais qui n'ont pas accès, pour autant, à ce qu'on ne sait que la rationalité en soi.

Spécialistes, ils pratiquent une rationalité régionale, qui porte sur l'objet même de leur travail, sortis de leur laboratoire, ils ne sont pas mieux équipés que d'autres pour demeurer lucides : d'étudier au microscope électronique la structure d'une molécule ne prédispose pas à mieux comprendre les réalités politiques, sociales ou psychologiques.

Que la mystique séduise ceux que le philosophe Gaston Bachelard hâterait peut-être, aujourd'hui, à appeler les « travailleurs de la pensée », l'actualité en fournit maints exemples. Comme le remarque le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond, de nombreux savants entretiennent des rapports plus ou moins constants avec des sectes, des médiums ou des associations d'occultisme. En novembre 1975, des prix Nobel (Wigner, Heisenberg, Néel), Jean Piaget, Mac Luhan participent à une conférence internationale sur l'unité des sciences, organisée par la secte Moon (il est vrai que chacun d'eux reçut un dédommagement de 3 000 dollars) ; la même année, un physicien, professeur à l'université de Paris-V, devient président de la nouvelle Fédération française de parapsychologie ; en 1976, un ancien élève de l'Ecole polytechnique anime des séminaires de formation en astrologie (15).

En octobre 1979, d'éminents chercheurs assistent au congrès de Cordoue, organisé par France-Culture, sur le thème Science et conscience ; nous montrant l'affiche du congrès — à gauche, l'ange de Reims, à droite, le portrait d'Einstein, — le physicien Jean Pierre Vigié ajoute : « C'est la première fois que des scientifiques s'assoient à côté de religieux. Pour mettre en accusation Einstein et le principe de causalité. Et remettre à l'honneur une lecture de l'univers qu'on croyait dépossédée ».

Déçu par la science et par l'Eglise, beaucoup le sont enfin par la politique. Depuis un siècle, elle a été, elle aussi, l'un des lieux d'inscription du merveilleux ; mais ce merveilleux, tel un



voix devient métallique. Comme celle d'un médium.

Encore s'agit-il, dans tous ces exemples, d'une aspiration à l'irrationnel ou du surgissement de l'irrationnel dans un discours qui obéit, pour l'essentiel, aux exigences de la pensée logique ; mais chez beaucoup d'autres le mythe s'est substitué à la raison, l'intuition à l'illumination, ou l'aveuglement à la lucidité : ceux-là portent déjà le langage de la mystique.

Tel cet ingénieur, qui se dit « réceptif » aux messages d'une nature chargée d'« informations » et juge nécessaire de « créer une symbolique » qui permette de les décrypter. Il en trouve un exemple, ou une préfiguration, dans l'astrologie : « Sensible à l'harmonie du monde, l'astrologue entend la musique du temps ».

D'autres entendent la voix de Dieu. « Je crois que chacun est Dieu, dit Françoise G., architecte. Il s'agit de s'ouvrir à l'être. D'être poreux. Ça passe par vous ». La preuve que « ça passe », qu'« on est sur le chemin de la transcendance » ? Les pouvoirs qu'on acquiert (« mes crayons écrit tout seul », les « perceptions colorées » qui vous assaillent, les changements que se produisent dans la voix : « Quand l'Esprit me traverse, ma

Mais l'on rencontre des présidents-directeurs généraux, des hommes d'affaires et des hommes de loi qui pratiquent assidûment l'astrologie : « Nous avons approché tel avocat réputé plaidant devant les Tribunaux, tel juge estimant qu'un prévenu n'était d'un certain signe risqué de récidiver ; tel médecin qui fait systématiquement dresser le thème de ses malades par un astrologue payé au mois ; tel manager faisant dresser l'horoscope des sociétés qu'il crée » (10).

scientifique à la nature même de son procès, certains se demandent, comme dit le psychologue Benjamin Malin, « s'il n'y a pas quelque chose de faux ou de pervers dans la raison analytique ». Car analyser, c'est décomposer, réduire le complexe au simple, et le multiple à l'un ; c'est donc — aussi — détruire.

Indépendamment de ses applications mortelles, la science apparaît à beaucoup comme une machine à fabriquer du non-sens. Dépouillant la nature de ses symboles, la vie de ses mystères, le psychisme de sa richesse, n'a-t-elle pas imposé comme seul valable le modèle mathématique ? Privé de la seule quantité ?

Que cela tienne principalement au mode d'insertion et de fonctionnement de la raison analytique dans un système fondé sur la recherche du profit, que cette perversion de la raison — qui calcule, rentabilise, sérialise, pèse et soupèse — résulte d'abord d'exigences extra-

## Le parti pris de l'absurde

mirage, s'est constamment dérobé. Union soviétique, Chine, « révolutions » du tiers-monde : autant d'astres morts dans un ciel désormais vide d'utopies. A son tour, l'histoire s'est tue et ne parle plus ou cache des hommes.

Mais elle ne parle pas davantage à leur raison, et la fin des mythes n'a pas mis fin à leur mythomanie : la perte des évidences les moins rationnelles (ou les moins raisonnables) est vécue comme un échec, la chute des idoles provoque une sorte d'effacement.

Probablement parce que rien ne prédispose la plupart à affronter l'incertitude — qui est l'angoisse de la liberté. Famille, école, Eglise, parti, pouvoir — toutes les institutions ont toujours fonctionné de façon telle que chacun sût à quel s'en tenir. Que penser ? Qui croire ? Comment s'orienter ? « Tout a été fait », dit G. Mendel, pour que les gens aient des certitudes. Qui aujourd'hui se désolent. S'effaçent. Comme la plupart n'ont jamais appris à faire face à l'incertitude — c'est-à-dire à penser et à décider par eux-mêmes, — ils sont dans le plus grand désarroi.

Situation à laquelle ils se hâtent d'échapper. En se donnant au plus vite d'autres certitudes, qui se situent généralement à l'opposé des précédentes. Se livrant à une sorte d'alchimie mentale, beaucoup — surtout parmi les intellectuels — métamorphosent une déception existentielle en « théorie » philosophique et leur non-savoir en savoir positif. L'histoire n'a pas répondu à leurs espérances ? Elle n'a aucun sens ? l'action politique n'a pas refait le monde ? Elle ne sert à rien ; la science ne conduit pas au bonheur ? Il faut la rejeter.

Condamnant absolument (dogmatiquement) les diverses entreprises humaines qui se sont proposées de mieux maîtriser les phénomènes de la nature et de la société, certains (les philosophes, les sociologues, hommes politiques, journalistes) en viennent à jeter un discrédit total sur les œuvres de la raison — et la raison elle-même. Mais ils le font en « raisonnant » ; si bien qu'à leurs yeux leurs dénégations se trouvent du coup justifiées.

Ainsi, un député se réjouit-il que « la politique ne soit jamais logique. Les hommes politiques les plus logiques se sont toujours trompés ».

Un psychologue praticien, M. Sokolov, tient un langage encore plus radical : « Il n'y a pas de vérité, dit-il ; tout dépend du lieu d'où on parle ; il n'y a que des points de vue. Qu'une mal-

rationnelles (économiques et politiques), peu l'aperçoivent. Qui constatent simplement que l'essor des sciences humaines, sur le mode même des sciences de la nature (primat de l'« objectivité », expérimentation), a entraîné une perte considérable de sens. A disqualifier, comme le notait déjà Henri Bergson, tout ce qui relève du non-mesurable — entre autres, les aspirations et les désirs des hommes, leur subjectivité.

Subjectif : le mot sonne mal, il fait sourire, il renvoie à une non-valeur, pis : à un non-être. Ce qui est subjectif n'existe pas. On passe pour une lubie. Marxisme et psychologie moderne se rejoignent, qui définissent l'homme comme pure exteriorité, l'un en termes de rapports sociaux (il ne connaît que le travailleur, et encore : au pluriel, les « masses laborieuses »), l'autre, en termes de stimulus-réponse. Tels ces étranges psychologues (les « comportementalistes ») qui traitent par exemple l'énurésie en équipant l'enfant d'un pipi-stop (il reçoit une décharge électrique dès qu'il urine) ou en l'enfermant dans un placard s'il se montre violent (14).

De l'homme à l'animal, de la recherche d'un sens au conditionnement des réflexes : démontés, mis en pièces, réduits à quelques mécanismes élémentaires ou à une définition « en dernière instance » économique, beaucoup ne s'y retrouvent pas, qui cherchent ailleurs une réponse à leurs angoisses. En s'efforçant, d'une façon ou d'une autre, d'exprimer une intériorité qui n'a plus droit de cité. En préférant, à la froideur des laboratoires et des statistiques, la chaleur — et le délire — d'un « groupe en fusion ». Où l'on peut s'abandonner au « cri primal » (à raison de 200 francs par semaine et par personne, on crie, on hurle, on donne des coups de poing dans un matelas), libérer sa « spontanéité » dans des psychodrames qui tournent parfois à la catastrophe, ou perdre ses « complexes » en se touchant les uns les autres et se reniflant. A moins que, plus calmement, on ne revienne à Dieu.

titude de grilles. A ce compte-là, Auschwitz aussi est un « point de vue » ; si « l'irrationnel » est le fondement de toute chose, on ne peut dire et faire n'importe quoi.

La position d'un universitaire comme Lucien Sfez est sensiblement différente (le Longwy est inacceptable, on n'a pas le droit de disposer des gens comme de pièces), mais certains de ses propos laissent rêver. Refusant de « dissocier le personnel de la théorie », il juge « manichéisme » l'opposition du rationnel et de l'irrationnel : « C'est comme l'opposition homme/femme : une douce digression » ; dénonçant « le mystère de la science », il croit qu'« un sorcier peut enrouler une appendice aussi bien qu'un médecin » ; « homme de gauche », il pense que « le socialisme n'est pas un concept : personne ne sait ce qu'il y a dedans ; d'ailleurs, les gens ne vivent pas de concepts, mais d'images ». Puisqu'« il n'existe plus d'espace pour un projet politique collectif », le plus urgent est de « libérer en commun les affects, de se demander lucidement d'où on vient, ce qu'on aime : quelle bouffe, quel type de copains ».

Ethologue et psychanalyste, Mme Jeanne Favret (qui adresse volontiers certains de ses clients à des cartomanciers) préconise de « développer l'aptitude à l'illusion : sans illusions, il n'y aurait plus qu'à s'effondrer » ; s'interdisant d'établir une différence de nature entre les croyances des envoutés et les convictions des clairvoyants, elle affirme que « ce qui soutient les premiers n'est pas plus que ce qui nous soutient » ; « ce nous a servi à vivre de croire qu'il y avait un petit peuple vietnamien pur et juste. Si on lit le journal, n'est-ce pas parce qu'on pense qu'une nouvelle aube va se lever quelque part ? Que quelque part on va trouver un paradis ? »

Comment ne serait-elle pas encouragée dans sa recherche, quand un journaliste de renom écrit : « Oui, nous sommes arrivés à un temps où l'émancipation est plus importante que la connaissance, où le radiotage économique est plus dangereux que la quête de l'irrationnel ».

Il ne reste donc plus qu'à s'en remettre aux devins pour régler les affaires humaines : déplorant le martyre du peuple khmer, un autre journaliste, également très connu, compte sur... le pape pour lui porter secours : « Souhaitons qu'il consacre l'essentiel de son appel (devant l'Assemblée générale des Nations unies) à ce devoir primordial de charité élémentaire et qu'il sache primer les accents qui feroient honte à ses auditeurs, et derrière eux à leurs gouvernements, de leur passivité ».

(Lire la suite page 10.)

- (10) « Le retour des astrologues », dossier du Nouvel Observateur, Paris, 1971.
- (11) M. Pagès, « Une nouvelle religion, le psychisme », le Monde, 30 septembre 1979.
- (12) M. de Cortese, J.-M. Domenach, le Christianisme décliné, Seuil, Paris, 1974.
- (13) Cité par A. Woodrow, Les Nouvelles Sectes, la Seuil, Paris, 1977, 190 pages.
- (14) O. Colombani, « Les traitements de choc du docteur Sturzer », le Monde, 21 octobre 1979.
- (15) Nous empruntons ces informations à J.-M. Lévy-Leblond, « L'horoscope et l'ordinateur », Impression, 10, Paris.
- (16) Mgr L. Cristiani, Présence de Satan dans le monde moderne, France-Empire, Paris, 1969, 315 p.

Depuis que j'ai décidé mon mari à se convertir à notre Sainte Mère l'Eglise, écrit-elle, le démon me poursuit. Chaque nuit, je sens



(Suite de la page 9.)

Comme il peut prendre possession d'un peuple : « La révolution française, écrit encore le prêtre, peut être considérée comme satanique » ; en Union soviétique, « le démon est présent dans la direction, dans la politique, dans l'enseignement, dans les desseins d'avenir des dirigeants », mais c'est de Chine qu'il défertera sur l'Europe : « Ce péril est maintenant imminent. » (17)

Sans entrer dans le détail de ses manifestations, individuelles ou collectives, le pape Paul VI réaffirme, lui aussi, l'existence de Satan : « Cet être obscur et troublant existe réellement. Il agit encore, il est l'ennemi occulte qui sème les erreurs et les maux dans l'histoire humaine. Celui qui refuse de reconnaître l'existence du démon, l'âme réelle, effrayante et mystérieuse, sort du cadre de l'enseignement biblique et ecclésiastique. » (18).

### Illusion de chaleur humaine

LES intellectuels qui divaguent sur les chômes de l'illusion, des hallucinations qui vont chaque nuit en enfer : entre ces deux extrêmes, le marais

— ceux qui ont encore un peu de bon sens, mais plus aucun repère : chaque année, près d'une dizaine de millions de personnes, en France, consultent l'une des vingt mille (ou trente mille ?) voyantes en exercice (19).

« C'est terrifiant, comme les gens sont seuls ! Ils meurent d'isolement affectif », dit Mme Clémence. La soixantaine, petite, repêlée, son abord, déjà, s'écroule : souriante, elle prend l'arrivant — « mon nouvel ami » — par le bras et l'introduit dans l'une des pièces, sobrement meublées, du petit appartement qu'elle occupe dans le seizième arrondissement.

Sur une table, deux bougies, une boule de cristal, un jeu de cartes, des tarots : « Coupez, de la main gauche. Tirez cinq cartes » ; le visage de Mme Clémence s'assombrit : rois, dames, valets, toutes les cartes sont noires. « Frenes-en d'autres » : du noir, encore. « Avez-vous quelque chose de malade dans votre entourage ? D'habitude, j'évite d'annoncer des malheurs. Mais, ajoutez-t-elle d'un air complice, avec un intellectuel... »

A chacun un mot gentil. Un mot qui porte et détend. Rassuré, le client parte. Il ne demande pas mieux : il est venu se confier. Confier sa

vie, tel un matériau brut, à un expert qui la mettra en forme. Qui la lui rendra — enfin ! — compréhensible.

« La leur explique ce qu'ils sont, ce qu'ils espèrent, ce qu'ils veulent », dit Mme Clémence. L'essai de la rendre plus forte. Elle réussit, en tout cas, à les rendre plus dépendants : « La plupart me téléphonent assez souvent, viennent me voir quatre ou cinq fois par an et m'envoient chacun deux à trois nouveaux clients. Vous voyez, on forme une grande famille. » Puis, plus réaliste : « Enfin, disons qu'on va chez la voyante comme on va au bordel. Ici, c'est le bordel de l'humanité. » Une « amitié » qui rapporte : le revenu moyen d'une cortomancienne est de 30 000 F par mois.

Payer (100 à 200 F la séance) pour trouver un peu de chaleur humaine, ou plutôt, son illusion : le succès des voyantes illustre à quel point cette société est loin de répondre aux besoins fondamentaux de ses membres. Communiquer avec l'autre, donner un sens aux événements, savoir où l'on va, en un mot : maîtriser sa propre vie et l'épanouir — aucune de ces aspirations n'est actuellement satisfaite. Ni encore moins — avec l'aggravation de la crise économique et le déclin de la démocratie — en voie de l'être.

ses richesses en coupe réglée, aux autres, la folle ou le mysticisme.

Marché de dupes ? Assurément. Mais qui trouve preneurs : ceux que le nouvel ordre féodal rejette dans les marges. Entre autres, les classes moyennes. Longtemps détenteurs d'un savoir et d'un pouvoir, techniciens, cadres, ingénieurs, intellectuels (pratiquants ou théoriciens) assistent, impuissants, à leur agonie historique. Promus à l'existence sociale par le capitalisme libéral, ils se fondent aujourd'hui dans la masse anonyme des tertiaires. Déqualifiés — « prolétaires », comme disent les sociologues, — simples agents d'exécution d'une machine socio-économique qui n'a plus grand besoin de leurs compétences. Employés de plus en plus comme vocataires, auxiliaires, temporaires. Encombrés, comme d'actions dévaluées, de diplômes invendables.

Témoins amers de leur infortune, ils se tournent, en masse, vers les marchands de rêves. Pour s'affirmer — en tant qu'individus et non plus en tant que classe — face à un ordre qui les nie. Protestation désolée — qui se retourne contre elle-même, puisqu'elle réintroduit dans une société néo-féodale les valeurs mêmes que cette société sollicite : croyance aux esprits, aspirations eschatologiques.

Des millions d'hommes à la dérive qui s'accrochent à des chimères, un système qui n'a rien d'autre à leur offrir : rarement la conjoncture fut aussi favorable à la propagation d'une mentalité irrationnelle. Le nouvel ordre féodal n'hésite pas à en tirer profit.

Par sa discrétion même, d'abord — Il se tait, il se tait : « Le pouvoir des multinationales ? C'est un mythe ! », nous déclare un président-directeur français (22) ; « La puissance des banques ? C'est une légende ! », nous dit un banquier suisse (23). Jamais peut-être dans l'histoire une classe montante n'a mis autant d'application à passer inaperçue, à se nier (imaginairement) comme telle, et, précisément, parce qu'elle n'a rien à proposer (aucune perspective, aucune utopie), à prétendre qu'elle n'existe pas.

Politique du vide, au sens où l'on dit : faire le vide. En France, notamment, les appareils idéologiques d'Etat fonctionnent essentiellement comme des « machines à abêtir » (24). Médiocrité d'un enseignement qui perd progressivement toute finalité, négligence des programmes de radio et de télévision, atteintes (économiques) à la liberté de la presse, pratique systématique de l'électrochoc affectif (dramatisation du moindre événement), organisation à grands frais de congrès obscurs (Cordoue), publicité tapageuse pour les idéologies les plus réactionnaires (« nouveaux philosophes », « nouvelle droite »), le dispositif que le pouvoir met en place tend à priver les citoyens de toute possibilité de réflexion et d'action. En imposant silence à la raison.

## Naissance d'un nouvel ordre féodal



Condamné à l'impuissance par un système qu'il subit aveuglément, le citoyen ne se demande pas ce qu'il peut faire (il ne peut rien faire), il s'inquiète seulement de ce qui peut lui arriver. Comme si un destin, qu'il s'efforce d'entrevoir, lui était imposé par des puissances maléfiques qui, dans l'ombre, en décideraient. L'individu, sans prise sur le devenir de la collectivité ni le sien propre, en est réduit à attendre du sort qu'il lui sourie. Ou le frappe.

« La montée de l'irrationnel est liée à la perversion du rôle politique du citoyen, dit A.-C. Decourfil. Un citoyen à qui on ne demande jamais d'exprimer un projet, mais de donner par sondage une opinion. Qui n'a pas les moyens de lutter pour faire prévaloir ses options. Qui s'est tout juste la « privation » d'être soudé. Et sur des questions qu'il n'a même pas contribué à poser. »

Coupé de toute information, enseveli sous un amoncellement de messages contradictoires et incohérents, comment ne serait-il pas poussé à déraisonner ? « A partir du moment où l'ordre politique nous refuse le droit à l'existence d'une parole sensée, il nous met à la merci d'une parole folle, dit encore A.-C. Decourfil. A partir du moment où je ne décide plus, où je ne sais même pas qui décide pour moi, il ne me reste plus qu'une solution : égarer un poulet ou m'adresser à un devin pour trouver du sens ou du non-sens. »

Comme n'hésitent pas à le faire des hommes politiques (20). Victimes, eux aussi — bien que complices — d'un système qui a le culte du secret et qui pratique une politique de non-information ; mensonges, petites phrases, tristes, sous-entendus, silences, obscurités calculées, anti-phrases composent un discours où chacun entend ce qui lui convient. Si bien qu'un ministre ou un député n'est souvent pas mieux informé (ni formé) qu'un simple citoyen :

« Lors du débat sur l'énergie, dit Henri Caillat, nous n'avons jamais pu disposer d'un contre-savoir ; les scientifiques qu'il nous a été donné d'interroger étaient tous porteurs de l'énergie nucléaire. Il ne nous restait plus qu'à nous fier à notre intuition. » Ou, tel ce haut magistrat qui hésite à poursuivre deux personnalités politiques, a demandé à ses enfants de jouer à pile ou face : « Pile, je poursuivais, face, j'abandonnais. C'est pile qui est tombé », confie-t-il, dans les couloirs de la Chambre, à un interlocuteur.

### Croire pour survivre

BIEN loin d'être une survivance — comme une zone d'ombre que le « progrès » n'aurait pas encore réduite, — la mentalité irrationnelle trouve dans les processus économiques et politiques en cours des conditions propices à son développement.

Ces processus tendent à l'instauration de ce que l'économiste Gérard Klein appelle un « nouvel ordre féodal » :

« Le fait saillant de notre époque, dit-il, est l'émergence d'un système de pouvoir dominé par quelques grands groupes financiers extrêmement fermés. Comme des castes. Ces groupes — dont les responsables se recrutent par cooptation — font le loi aux Etats-Unis (ainsi les rois le faisaient-ils à leurs provinces), battent monnaie —

par exemple, les eurodollars — déclenchent des conflits armés, participent, directement ou par personnes interposées (les hommes politiques ne sont souvent que des hommes liges) à l'élaboration d'une législation qui les favorise. Ils interviennent dans toutes les affaires du monde — qui est leur champ d'action — et, tels les seigneurs d'autrefois, maîtres dans leurs domaines, ils régissent les peuples selon leur bon plaisir. » Mais, à la différence des féodaux du Moyen Age, ceux d'aujourd'hui ne peuvent se réclamer d'aucune légitimité : le monarque en avait une — il était roi de droit divin. La bourgeoisie d'inventa une mission : bien-être matériel et moral, diffusion de la culture, conquête du monde, « civiliser » les « bons sauvages », autant de valeurs qui donnaient un semblant de justification à sa domination.

Les nouveaux féodaux, eux, n'en ont aucune. « Leur légitimité procède de leur seule existence, dit G. Klein. Ce qui ne suffit pas : tout système a besoin d'une superstructure idéologique » (21). Faute d'être immédiatement contesté, tout pouvoir doit être en mesure d'expliquer pourquoi il est le pouvoir, au nom de quels idéaux il exige obéissance, impose des sacrifices, vers quelles fins il tend et guide la collectivité.



## Les monstres nés de la raison endormie

Mais, comme le rappelle la légende d'un célèbre tableau de Goya, « le sommeil de la raison enfante des monstres ». A l'échelle d'un individu comme à celle d'une collectivité. Parce qu'il provoque la résurgence de conduites, d'attitudes, de formes de vie et de pensées que toute l'histoire de la culture humaine s'est efforcée, précisément, de maîtriser et de dépasser.

Comme Freud l'a bien vu, grâce à cet effort millénaire, les hommes ont pu émerger d'une vie végétative soumise au seul principe du plaisir immédiat, développer des formes d'existence sociale qui ne se fondent pas sur les seuls rapports de forces, ou encore cultiver l'art, la science, la philosophie.

C'est cette construction — toujours fragile — que la montée de l'irrationnel a déjà entrepris de minier.

Refus de la pensée théorique et du rigueur logique, primat des excitations (ou des jouissances) sensorielles sur le travail intellectuel et ses joies, repli sur un ego qui (re)devient source unique de plaisir — qu'on le cultive en s'étendant (et se détendant) sur le divan d'un analyste ou en fréquentant une cortomancienne : la « libération de la spontanéité », comme disent les apologistes de la déraison, conduit des millions d'hommes à vivre leur propre histoire à l'envers. A s'infantiliser. A défaire en eux l'œuvre d'humanité. A détruire le long travail par lequel l'homme fabre, peu à peu, est sorti de la nature et s'est créé l'homme sapiens.

Que des intellectuels (professeurs d'université, écrivains, psychologues) se soumettent à toutes

sortes de rites insensés et humiliants pour avoir le droit — les dents ou le nez cassés — d'approcher un gourou et de porter son effigie autour du cou en dit long sur le vent de folie qui souffle actuellement dans les pays d'Europe (25). Où se répandent de nouveau — moins de deux siècles après les Lumières — l'obscurantisme le plus épais et c'est tout l'ombre d'un nouveau totalitarisme.

### Fascination de la mort

COMME l'a constaté le psychologue Max Pagès dans l'ashram de Poona, « tous les caractères d'une société totalitaire (y) sont réunis : institutionnalisation de la violence, mise au pas des déviants, conformisme moral, culte de l'autorité, soumission à l'ordre établi, exploitation économique » (26). Auteur d'une enquête sur le phénomène sectaire, Alain Woodrow aboutit aux mêmes conclusions : « Fondamentalisme, autoritarisme, paterfamilisme : trois idées joyeusement renversées par les jeunes de 1968 et soigneusement ramassées sur leur piedestal par les jeunes de 1977 » (27). Loin de préfigurer un nouveau type d'existence, les sectes développent jusqu'à ses dernières conséquences une logique qui est déjà à l'œuvre dans la société globale.

Logique de l'abandon et de la mort : renoncer aux exigences de la raison, s'abandonner aux rêves à bon marché que distribuent devins, prophètes, voyantes, hommes providentiels ou trafiquants de drogue, c'est faire le lit de la barbarie. Parce qu'on ne libère pas en vain les fantômes les plus archaïques. Parce qu'on ne sollicite pas impunément des peuples : quand des chimères s'emparent de folles en délire, elles tuent.

Quand près de sept millions d'hommes confient la conduite de leur vie au gourou Maharaj Ji, quand plus de deux millions d'autres attendent de Sun Myung Moon qu'il pense pour eux (« Je sais votre cerveau », dit le maître), quand vingt

millions d'adeptes de la Soka Gakkai (« Société créatrice de valeurs ») pratiquent joyeusement le shakubuku (ou évangélisation forcée) (28), est-on si loin de ces années noires où un autre « sauveur suprême » lançait un peuple fanatisé à la conquête de l'espace vital ? « Ce qu'on appelle les pulsions de l'irrationnel aboutit au nazisme, dit A.-C. Decourfil. L'irrationnel, c'est la fascination de la mort. »

Fascination tragique, qui a conduit des hommes à en brûler des millions d'autres dans les fours crématoires, à exterminer des ethnies et détruire des cultures. Formes extrêmes de la folie collective, que préfigurent ou rendent possibles — parce qu'elles participent de la même logique — ses manifestations les plus courantes : racisme, violence sauvage ou organisée, soumission aveugle à l'autorité ou révolte anarchique, culte des idoles. L'irrationnel de l'histoire s'enracine dans les délires de chacun, et lorsque des peuples perdent toute capacité de réflexion et de raison, c'en est fini, pour longtemps, de la démocratie et des libertés.

(Copyright Maurice T. Maschino de la Monnaie diplomatique.)

(Dessins de PLANTU.)

(17) Ibid.  
(18) Le Monde, 15 novembre 1975.  
(19) Cf. J.-P. Damond, P. Gourde, op. cit. Beaucoup de voyantes croient leur médium sans le déclarer. Les chiffres indiqués n'ont qu'une valeur approximative.  
(20) S. de Torreggiani, Les Hommes politiques et leurs voyantes, J. Grancher éditeur, Paris, 1978, 248 pages.  
(21) De G. Klein, lire entre autres la remarquable étude « Malaise dans la science-fiction américaine », Cahiers du laboratoire de prospective appliquée, Paris, 1979.  
(22) Cf. « La capitalisme contre la démocratie », la Monnaie diplomatique, mars 1977.  
(23) Cf. « Une Suisse modeste », la Monnaie diplomatique, novembre 1979.  
(24) Cf. « La machine à abêtir », la Monnaie diplomatique, février 1979.  
(25) M. Pagès, op. cit.  
(26) Ibid.  
(27) Cité par A. Woodrow, op. cit.

### ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE  
62, route de Chêne  
1208 GENEVE (Suisse)  
Tél. : 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE  
1297 FOUNEX (Vaud)  
(Suisse)  
Tél. : 022.76-17-76

#### BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français  
Interat et extemat pour filles et garçons de 12 à 19 ans  
Sports d'été et d'hiver

### CLINIQUE LA MÉTAIRIE

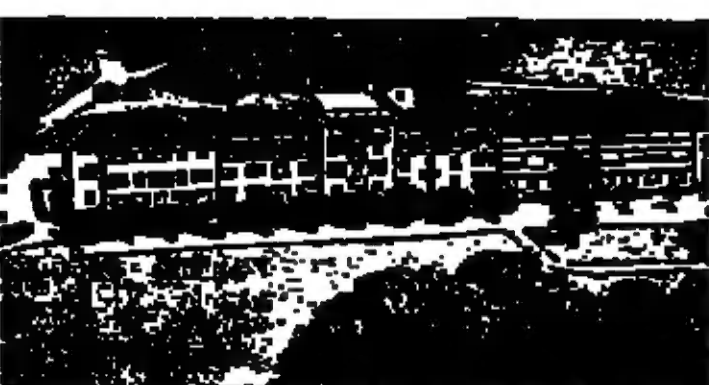
CH-1260 NYON près GENEVE  
SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre  
pour les affections du système nerveux

Loc. Léman - Tél. : 1941/22/61 15-81

Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur

Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies  
Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique  
Physiothérapie - Sports.



Clinique LA LIGNIERE

1196 Gland près Nyon (Suisse)  
Téléphone : (022) 64.10.61

Etablissement médical, diététique et physiothérapique, au bord du lac, dans un grand domaine, avec une vue ravissante sur les Alpes. LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement des maladies internes (du tube digestif, foie, vésicule biliaire, maladies de la nutrition, diabète, anémie, arthrites chroniques, maladies de l'appareil cardio-vasculaire : insuffisance cardiaque, artériosclérose, hypertension).

Programme de rééducation cardio-vasculaire après infarctus myocardique ou opérations cardiaques.

Durée : 28 jours. (Remboursé par les caisses maladie.)

Radiologie - Laboratoire  
Cinq médecins - Deux diététiciennes  
DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS  
A LA DIRECTION

### vient de paraître

Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts a publié

Incidence d'un second salaire sur les ressources de la famille  
Documents du CERC, n° 47.24 F

Le patrimoine des Français - montant et répartition  
Documents du CERC, n° 49.24 F

Deuxième rapport sur les revenus des Français  
Documents du CERC, n° 51.30 F

Abonnement : 4 cahiers/an - 80 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire 75340 Paris Cédex 07  
165, rue Garibaldi 69401 Lyon Cédex 03

### Important Éditeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle,

4, rue Charlemagne, 75004 Paris

Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

La pensée universelle



## REGAIN DE TENSION AU PROCHE-ORIENT

## VERS DE NOUVEAUX RÉALIGNEMENTS EN ÉGYPTE ?

« **L**a voie que s'est choisie le président Sadate nous conduit à une impasse. Elle ne nous laisse d'autre issue qu'une situation qui nous échappera à tous et nous plongera dans le chaos. Il est grand temps que s'affirme en Égypte une opposition dont la crédibilité ne soit pas mise en question et qui pourrait devenir, le cas échéant, un interlocuteur valable pour les Arabes, les Européens et même les milieux américains qu'inquiète la dégradation actuelle dans les régions pétrolières. » Ces propos, adressés par un éminent homme d'affaires égyptien à des personnalités ayant occupé des postes de la plus haute importance dans le hiérarchie du régime, avaient pour objectif de le rallier à la signature d'une déclaration qui, rendue publique le 26 février dernier, jour même de la « normalisation » des relations avec Israël, appelait au boycottage des Israéliens en Égypte. L'appel, initialement lancé par M. Montas Nasser, le seul à avoir pu assurer sa réélection parmi les seules personnalités qui s'étaient opposées au traité de paix, réunissait quarante signataires, déjà représentants de tout l'éventail de la vie politique (1) ; mais, dans une plus large mesure, il représentait une révélation, il repoussait la signature, de personnalités dont la notoriété est encore plus marquante (2).

Cette démarche de coalition, se voulant l'expression d'un consensus national, voire le garant d'une certaine légitimité politique, que l'autorité suprême aurait répudiée, signalait déjà un retournement spectaculaire de l'opinion politique qui avait soutenu dans sa forte majorité le président Sadate lorsqu'il se rendit à Jérusalem. Rien ne permet en Égypte d'évaluer avec certitude l'opinion de la majorité silencieuse, accueillie par ses problèmes quotidiens. Scandales, pétitions, reflets que projettent de l'opinion les moyens d'information officiels, ne sont pas au sérieux par personne. Il faut donc la jauger par des moyens indirects. Il est significatif à cet égard que tous les partis politiques (3) sont, bien entendu, celui de M. Sadate lui-même, aient

jugé nécessaire de prendre position contre la normalisation des rapports avec Israël, y compris ceux d'entre eux qui avaient auparavant misé sur les accords de Camp David et le traité de paix, et notamment le ministre de la Défense, qui était représenté dans la délégation du président lors de sa visite à Jérusalem. Cette opposition, cela va de soi, n'est pas homogène et exprime toute une variété de points de vue avec, à un extrême, les intégristes musulmans, hostiles au principe même de la paix avec Israël d'Israël, et, à l'autre, le parti libéral, qui s'oppose à une normalisation aussi longtemps qu'aucun progrès n'aura été enregistré dans les négociations sur l'autonomie palestinienne. Mais quelle que soit cette diversité, nul ne peut contester que le climat politique a sensiblement changé depuis l'époque où le parti de gauche, avec quelques rares intellectuels, journalistes et diplomates égyptiens, étaient les seuls à se prononcer franchement contre l'embargo inauguré par le voyage à Jérusalem.

On pourrait arguer que la classe politique égyptienne, dépourvue de moyens d'expression appropriés, demeure une élite dont l'influence sur l'ensemble de la population reste marginale. On pourrait même demander si l'éventail des tendances qu'elle représente ne constitue pas, en définitive, un « système de cliquants » à qui le pouvoir cherche à utiliser pour lui désigner les écueils à éviter, avant que n'intervienne la rue en tant que force indépendante. On notera, en effet, que, chaque fois que ce « système de cliquants » a failli, dans l'histoire contemporaine, le pays a connu des mutations les plus extraordinaires. C'est quelques mois après l'insurrection du Caire, par le peuple égyptien, en janvier 1952, que les « officiers libres » prirent le pouvoir. C'est quelques mois après les émeutes de janvier 1977 que M. Sadate se rendit à Jérusalem. Aujourd'hui c'est précisément la crainte de voir ce « système de cliquants » faire encore une fois défaut qui rend les propos rapportés plus haut particulièrement pertinents.

## La loi et la « moralité »

CETTE crainte a été confirmée par l'insistance du gouvernement à faire voter la « loi sur la honte » (4), en dépit du tollé général qu'elle avait soulevé et de la vive opposition que manifestait le non égaré le barreau du Conseil d'État, l'association des juges et nombre d'éminents juristes. Cette loi qui « codifie les règles de la moralité en Égypte » rend passibles de peines allant de la non-délicatesse aux organes politiques ou syndicaux à l'interdiction de quitter le territoire et à la mise sous séquestre des biens, en passant par la résidence surveillée et l'interdiction de travailler, tout acte dit « honteux » selon des normes « morales » (à distinguer de normes « légales ») qui sont fixées par le pouvoir. Les contrevenants sont soumis à un tribunal dit « des valeurs », composé non seulement de juges, mais aussi de parlementaires siégeant dans un Parlement où le parti au pouvoir dispose d'une écrasante majorité. L'annonce est conduite par un corps non judiciaire, indépendant du parquet, que

dirige un « procureur général socialiste » par le chef de l'État. La promulgation de cette loi rend l'anormalité saute aux yeux, au moment même où les relations avec Israël sont normalisées, cette « normalisation » revêt, elle aussi, un caractère si anormal qu'il faut une loi « anormale » pour la faire accepter. On remarquera à ce propos qu'aucun texte n'est intervenu dans le code pénal égyptien permettant de traduire en justice quiconque entreprendrait des actes, ou proférerait des menaces, « de haine, de violence, d'hostilité, de subversion ou de violence » à l'égard d'Israël, selon les propres termes de l'article III du traité de paix. Devant la république qu'éprouverait une Chambre même intouchable à voter une loi qui, explicitement, comblerait cette lacune, la difficulté est ainsi tournée par la

Par MOHAMED SID-AHMED \*

« loi sur la honte », propre à faire faire toute opposition.

Inversement, assimiler toute opposition, même celle touchant aux questions purement intérieures, à l'opposition à la normalisation des rapports avec Israël n'est pas non plus un hasard. Pour rallier les masses à la démarche de paix inaugurée par le voyage en Israël de M. Sadate, celle-ci ne leur a pas été présentée comme une réconciliation avec un ennemi longtemps supposé inextinguible, mais plutôt comme la solution à leurs problèmes endémiques propres, dont l'aggravation devenait de plus en plus insupportable. La paix, dans le discours officiel, c'est la fin de la misère, le décollage, la prospérité. C'est aussi l'image de l'Israélien égyptien, symbolisée par le drapeau hissé sur l'ambassade d'Israël dans leur capitale, et qui vient soudainement ponctuer la réalité de l'Israélien de retour en Égypte, dans des conditions différentes du passé, certes, mais en vertu d'un accord qui

ne leur paraît pas particulièrement équilibré. Après tout, c'est en application du traité que la « normalisation » totale se fait alors que l'évacuation totale n'a pas eu lieu et, surtout, à un moment où les promesses de prospérité paraissent moins crédibles qu'auparavant.

Jamais encore, les denrées (et première nécessité) n'ont connu une hausse aussi vertigineuse que ces derniers mois. L'Égypte, en effet, s'est aliéné l'appui économique des États pétroliers arabes sans qu'un soutien aussi bénéfique de la part de l'Occident lui soit assuré. Nombre d'hommes d'affaires se demandent s'il est possible, sans l'intercession d'Israël d'Israël, de faire passer les entreprises multinationales à investir en Égypte, conformément à la politique d'« ouverture économique ». Ils ne manquent pas de remarquer qu'Israël y aurait un certain intérêt, mais uniquement à condition que son intervention dans la vie économique du pays soit garantie une emprise de nature à compenser les effets de l'abandon de l'occupation militaire du Sinaï. Il ne s'agit donc que d'un sage de sécurité, propre à rendre les engagements de paix irréversibles. Mais, pour la masse des Égyptiens, assurer la sécurité d'Israël n'est pas synonyme de prospérité.

## Tensions confessionnelles

C'est « retour », cette fois à l'Égypte, de l'Israélien est venu enflammer un autre problème qui, comme celui du bifeet, échappe à tout « système de cliquants » : la question des rapports entre les Égyptiens musulmans et leurs coreligionnaires. Les intégristes islamiques, enchaînés par la réurgence d'un islam militant dans toute la région, ne manquent pas d'interpréter l'alignement de l'Égypte sur les États-Unis et l'Occident chrétien, non seulement par rapport au traité de paix, mais aussi par rapport à la vie du pays, d'une complicité dans la vie du pays, d'une complicité, qui, par-dessus le marché, bénéficie d'un statut privilégié dont elle n'aurait jamais joui auparavant. Cette situation, qui ne peut que conduire à une promotion des Coptes devant rompre l'équilibre délicat entre les deux communautés. Ces derniers, dont on ne saurait nier le bien-fondé de doléances signalées par l'envennement des rapports interconfessionnels, ne se sentent nullement obligés de renoncer aux atouts qu'ils considèrent comme le fruit de leur valeur. D'où une situation qui se prête à certaines analogies avec le Liban.

C'est cette montée des tensions d'instabilité qui a conduit le président Sadate, dans son discours majeur du 14 mai dernier, à essayer de reprendre la situation en main en assumant lui-même les responsabilités de premier ministre et en annonçant sa volonté de consacrer désormais 95 % de ses efforts aux problèmes intérieurs. Il est cependant difficile d'imaginer que le nouveau témoignage de volontarisme se voulant à même de réduire les prix sera en mesure d'endiguer des mécontentements qui courent en fait leurs racines dans l'orientation fondamental de la politique officielle et les structures qui en découlent. M. Sadate proclama l'abrogation de la loi martiale, mais, ne se contentant pas de la « loi sur la honte », il exige la promulgation d'une loi rendant permanents les tribunaux de sécurité d'État, partiellement composés de juges militaires, et demanda que lui soient délégués des pouvoirs spéciaux pour protéger l'économie nationale contre l'éventualité de troubles ou de grèves et la rapidité des commerçants.

\* Journaliste égyptien.

« L'ÉGYPTES ET LA PALESTINE, 1945-1980 : l'Égypte avec Israël et la conclusion, le point de vue de l'ancien gouvernement égyptien sur le problème palestinien. Au centre les thèses défendues par le président Sadate dans la négociation des accords de Camp David. (Publication officielle du ministère égyptien des affaires étrangères, diffusée par l'ambassade d'Égypte à Paris, 1980, 62 pages).

du 26 mai est dépassée, mais rien n'a convaincu les parties intéressées qu'elles pourraient espérer de ces négociations une proche solution du problème palestinien ; rien n'est venu confirmer l'allégation du pouvoir égyptien selon laquelle le traité de paix avec Israël n'était pas un accord séparé. Or c'est précisément parce que la poursuite égyptienne dans son ensemble a pris conscience que la préparation d'un nouveau Camp David remettrait en cause les fondements mêmes de l'accord est devenu indélébile (bien que la campagne présidentielle américaine condamne Washington à l'immobilisme pour l'année en cours) que les changements d'opinion, désormais manifestes dans ces milieux, ont pris une telle envergure. D'aucuns se posent déjà la question de savoir si la loi sur la honte ne leur est pas, au premier chef, destinée avant de viser les oppositions « traditionnelles » de mouvance non occidentale, à s'interroger aussi sur la légitimité de leur égard d'une telle entreprise de la part du pouvoir (5).

(1) Voir le Monde du 14 mars 1980 : « Égypte : l'hostilité à la normalisation avec Israël favorise le regroupement des opposants ».

(2) Pour ne citer que deux : M. Ismail Fahmy, ex-ministre des affaires étrangères, qui présenta sa démission le jour où le président Sadate décida de se rendre à Jérusalem, et M. Mahmoud Riad, ex-ministre des affaires étrangères, puis secrétaire général de la Ligue arabe, qui démissionna aussi de son poste à la tête de la Ligue le jour de la signature des accords de Camp David. M. Riad n'est pas un homme politique, mais il faut noter que ces personnalités ne signèrent la déclaration des quarante, mais elles publièrent des articles dans le journal d'opposition Et Chabab, dans lesquels elles affichaient des positions similaires à celles des signataires.

(3) Ce parti comprend le parti national progressiste unioniste (gauche) ; le parti socialiste du travail, qui fait paraître le journal d'opposition Et Chabab ; le parti libéral (droite). Il faut aussi citer le parti des Frères musulmans, non reconnu officiellement comme un parti.

(4) Voir le Monde du 13 avril 1980 : « Égypte : un projet de loi contre l'immoralité » suscite une vive opposition. Le 2 mai, le Parlement a approuvé la « loi sur la honte ».

(5) Le 12 mai, la veille de la démission du ministre de M. Moustapha Khalil et l'avant-veille du discours du président Sadate, M. Montas Nasser convoqua une seconde conférence de presse, où il présenta une seconde déclaration, réunissant cette fois la signature de cinquante-quatre personnalités, dont M. Mahmoud Riad et M. Riad, dont la déclaration était consacrée à la « loi sur la honte », au non-respect de la Constitution et à la violation des droits démocratiques en Égypte.

DEJA PARU

sudestasie

MAGAZINE D'INFORMATION

Pour la première fois : un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est :

Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam

350 millions d'habitants

Neuf pays plus peuplés que l'Europe des Neuf

A la une de notre information,

par une équipe de chercheurs, sociologues, historiens, ethnologues, économistes et journalistes venus d'Asie ou intimement liés à celle-ci.

Disponible dans les kiosques et librairies depuis MAI 1980

Premier numéro : MAI, 72 pages Deuxième numéro : JUIN 1980

Prix du numéro : 10 F

Tarif annuel d'abonnement : France : 90 F et pays d'Europe : 120 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à Sudestasie 17 rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

LE MONDE  
diplomatique  
Abonnez-vous

Le Monde diplomatique présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux dont les fonctions ou l'intérêt s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal .....

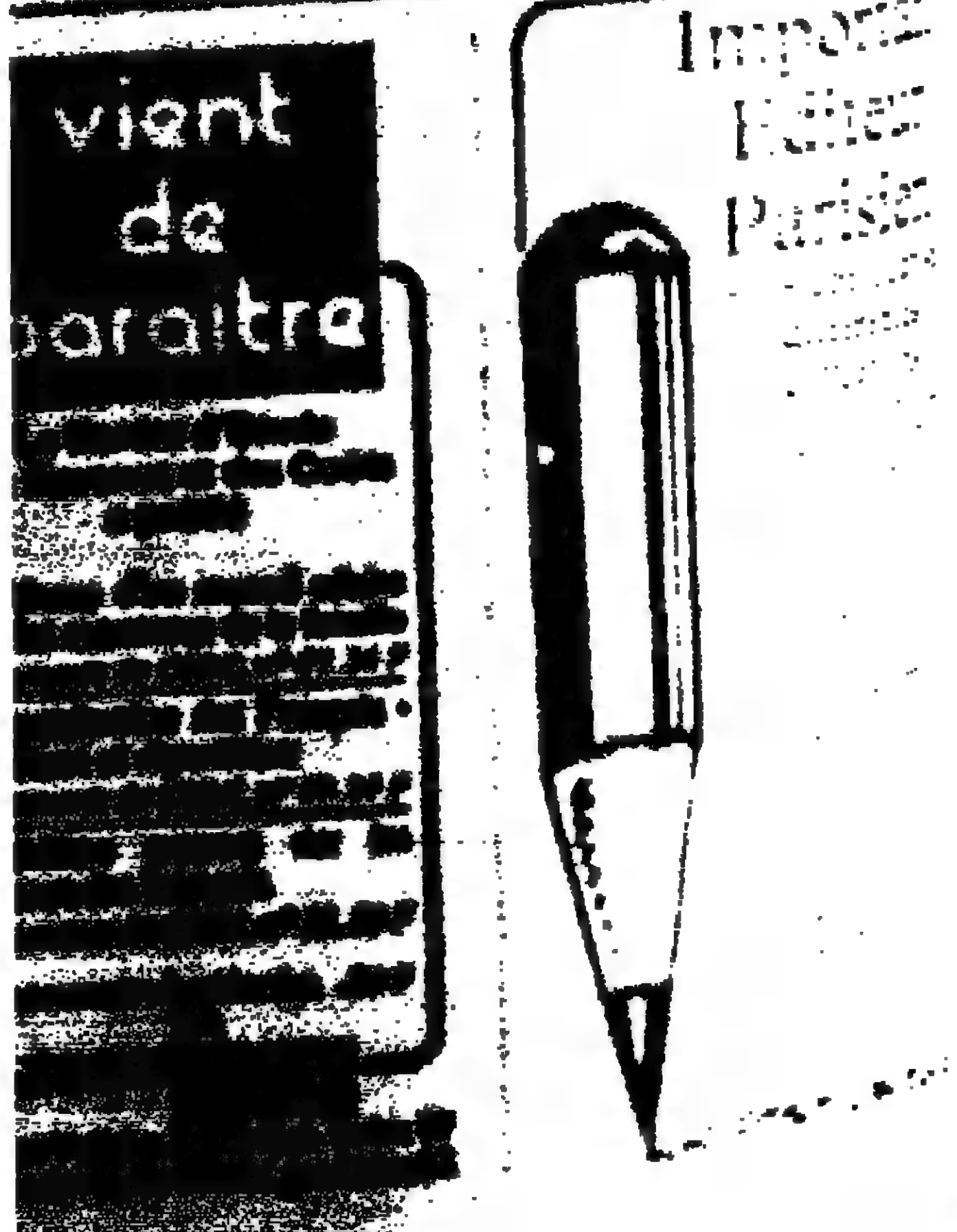
Je vous règle la somme de 75 F pour mon abonnement d'un an (douze numéros) ou « Monde diplomatique » et le regle en supplément l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés ; je vous les règle sur la base de 7 F l'exemplaire.

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre règlement à : « LE MONDE », service Promotion abonnements, département publications annexes, 5, rue des Filles, 75427 Paris Cedex 09.

## Choisissez l'un des numéros suivants :

- 300. L'implosion du social, décembre 1979.
- 301. La guerre des données, novembre 1979.
- 302. Une culture pour gérer la crise, octobre 1979.
- 303. L'Espagne de demain, septembre 1979.
- 304. L'Europe du tiers-monde, août 1979.
- 305. Paysans disposés de la terre, juillet 1979.
- 306. Le syndrome des moyens de répression, juin 1979.
- 307. Un mondialisme sur mesure, mai 1979.
- 308. L'éthologie de l'homme Khomani, avril 1979.
- 309. Guerre en Asie, mars 1979.



« Le Monde diplomatique »



## REGAIN DE TENSION AU PROCHE-ORIENT

(Suite de la première page.)

L'unionisme entre le Jordanien et l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), qui atteignait son point culminant lors du « septembre noir » de 1970, affaiblit les éléments nationalistes palestiniens dans les territoires occupés. En outre, par sa politique des « ponts ouverts » sur le Jourdain, le roi Hussein avait consenti à une sorte de normalisation qui allégeait les pressions pesant sur la population palestinienne de ces mêmes territoires.

Seule la bande de Gaza connaît, au début des années 70, une véritable résistance armée, que le général Sharon brisa par la force.

De la guerre d'octobre 1973 jusqu'aux élections municipales de 1976 en Cisjordanie, on assiste à la cristallisation de l'opposition. Alors que l'O.L.P. s'efforce sur la scène politique comme le seul et unique représentant du peuple palestinien, les habitants des territoires occupés l'accablent publiquement comme leur porte-parole officiel. La vulnérabilité d'Israël pendant la guerre d'octobre encouragea aussi les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza à manifester leur hostilité. En avril 1976, c'est le ras de marée : l'encontre de celles de 1972, les élections municipales donnent une majorité écrasante aux candidats se réclamant ouvertement de l'O.L.P. En même temps, des manifestations de masse ont lieu, au cours desquelles plusieurs habitants tombent sous les balles de l'armée israélienne. Dès lors, commence la troisième étape qui

verra les habitants et leurs dirigeants (des maires, en l'occurrence) se ranger côte à côte, dans une confrontation ouverte avec les autorités d'occupation. Certes, l'arrivée de la droite nationaliste au pouvoir en Israël, en mai 1977, n'aurait pas apportée de changements significatifs, par rapport à la politique d'occupation appliquée par les précédents gouvernements travaillistes : mêmes châtiments collectifs, mêmes expropriations de terres arabes, même détermination à créer des implantations juives dans les territoires occupés. Avec une différence, cependant : désormais, les colonies juives s'installent presque uniquement au cœur même de la Cisjordanie, là où la population arabe est la plus dense. L'attaque surtout par des colons du mouvement nationaliste fanatique Gouch Emounim (Bloc de la foi), elles représentent des foyers permanents de tension et de provocation ; les habitants des Palestiniens du voisinage deviennent de plus en plus méfiant.

Les accords de Camp David (1978) et le projet d'autonomie qui en découle prévoyant la perpétuation de l'occupation israélienne selon une nouvelle formule sonneront l'alarme dans les territoires occupés, où la colère et la révolte grandissent chez les Palestiniens obligés de constater que l'objectif du gouvernement israélien n'est pas seulement de leur dénier tout droit à l'indépendance nationale mais aussi de les priver, par l'expropriation systématique de leurs terres, de l'assise territoriale sur laquelle ils pourraient un jour bâtir leur souveraineté.

## Cent vingt-deux colonies

La lutte pour la terre devient le thème central d'une confrontation désormais quotidienne entre Israéliens et Palestiniens. La politique d'implantation dirigée par le général Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture, a un but clair et net : créer des faits accomplis en Cisjordanie de façon à rendre le nouveau statut quo irréversible et empêcher ainsi la création d'un État palestinien. L'effort de colonisation continue d'ailleurs : la nouvelle des colonies israéliennes en Cisjordanie est aujourd'hui de soixante-juste, et cinquante-neuf autres sont prévues (cinq cents familles) dans le cadre du plan quinquennal (1980-1985) de l'Agence juive (voir la carte page 12). Dans le Golan (partie du territoire syrien occupé depuis 1967), il existe déjà vingt-neuf agglomérations israéliennes ; dans la bande de Gaza, il y en a cinq ; et si l'on trouve vingt dans le Sinaï, qui toutefois devront être démantelées dans deux ans en vertu de l'accord de paix israélo-égyptien. En tout, cent vingt-deux implantations juives ont déjà été installées dans les territoires occupés, rassemblant une population de vingt mille colons (sans compter les soixante mille juifs installés dans les nouveaux quartiers construits dans la partie arabe de Jérusalem).

Les colonies israéliennes ont été créées sur des terres domaniales dont le gouvernement israélien se préoccupe l'habiter, ou bien sur d'autres lots appartenant à des réfugiés palestiniens ainsi que sur des terres privées confisquées pour des raisons de sécurité. Cependant, des propriétaires bien informés, tels les généraux Weisman et Dayan, ont reconnu publiquement que de nombreuses implantations juives ont été créées pour d'autres raisons que de sécurité (4). Dans sa course à la terre, le gouvernement israélien cherche depuis plusieurs mois de nouvelles « zones légales » pour s'approprier douze mille hectares en Cisjordanie. Les moyens pour expulser les propriétaires palestiniens sont variés (intimidation, invocation des lois de sécurité, etc.) et même inhumains : récemment, des avions ont répandu des défoliants sur plusieurs centaines d'hectares de cultures (blé, orge et oliviers) appar-

tenant à des paysans palestiniens de quatre villages de la région d'Hébron (5). Une méthode qui avait déjà été utilisée « avec succès » en 1972



(Dessin de Mike, Yediot Aharonot, Tel-Aviv.)

« TU NE VOULÉES POINT... » CHUIVENNE COMMANDERMENT.

dans le village d'Abraha en Cisjordanie, dont les terres furent ensuite remises à la nouvelle colonie voisine de Ghit.

Dans de telles conditions, les affrontements entre les colons israéliens, toujours armés, et la population palestinienne devenaient inévitables : manifestations et jets de pierres par des écoles palestiniennes sur les voitures israéliennes d'un côté ; actes de vandalisme et molestations à l'égard des Arabes, de l'autre. Cependant, les réactions des autorités sont toujours violentes. Si de jeunes Palestiniens lancent des pierres, un couvre-feu de plusieurs jours est généralement décrété dans toute l'agglomération. Mais lorsque des colons saccagent des meubles dans les écoles

ou chez les particuliers, le fait est généralement passé sous silence. L'assassinat d'un colon à Hébron, au début de cette année, a entraîné un couvre-feu sévère de trois jours dans toute la ville ; tandis que l'affaire du meurtre de deux juifs, à Khalkhoul, par des colons israéliens, l'année dernière, a été classée. Une inquiétude se manifeste à ce sujet dans les milieux libéraux d'Israël. Ainsi, le député Shoulami Aloni, inscrit sur la liste des droits civiques (ex-travailliste), a déclaré que « la nonchalance dans les enquêtes portant sur les actes de vandalisme contre les Arabes encourage le mépris de la loi, de la justice et des sentiments d'humanité » (6). Les actes

Pour les colons, qui jouissent de la complaisance du pouvoir, les Arabes ne comprennent que le langage de la force, et il faut les « remettre à leur place ». Leurs interventions à la radio et à la télévision israéliennes sont souvent empreintes d'un racisme anti-arabe qui n'est pas dissimulé. L'entendre du temps des travaillistes. Beaucoup aspirent dans leur for intérieur, à créer une atmosphère de troubles qui faciliterait l'expulsion des Palestiniens des territoires occupés. Les appels à l'évacuation des habitants de ces territoires ne sont plus des tabous. M. Hannan Porat, chef du Gouch Emounim, constatait récemment que des « émeutes entre juifs et Arabes ne pourront plus être évitées », et, pour lui, « ces émeutes prouvent que juifs et Arabes ne sont pas capables de cohabiter, elles entraînent l'expulsion de tous les Arabes » (7).

Certains militants de ce mouvement croient que, si la situation internationale était « plus favorable » (c'est-à-dire si la guerre froide s'installait définitivement au Proche-Orient, avec



(Dessin de Mike, Yediot Aharonot, Tel-Aviv.)

« TU NE VOULÉES POINT... » CHUIVENNE COMMANDERMENT.

toutes ses conséquences), il serait possible de provoquer, de la part des colons, une « déroute » par le « départ » des habitants des territoires occupés. Les Palestiniens n'ignorent pas ces desseins. Pour eux, la résistance la plus efficace consiste à rester sur place, à pousser, et à s'agripper à la terre.

Il serait cependant erroné de croire que le Gouch Emounim n'est qu'un groupe de dissidents. Il jouit de l'appui de M. Menahem Begin et de plusieurs de ses ministres, dont, en tête, le général Sharon. Sans cesse, le Gouch Emounim pose des revendications, exerce des pressions, et gagne. Toute son histoire est une série de meurtres. Récemment encore, après le meurtre

de vandalisme perpétré par les colons du Gouch Emounim qui pu se multiplier sans que l'armée intervienne. Le 26 février dernier, quelque quarante voitures appartenant à des Arabes ont été endommagées par des colons juifs, dans le village de Khalkhoul (près d'Hébron). Aucune réaction de la part des forces de l'ordre. Deux mois plus tard, le 24 avril, nouvelle opération du même genre, à plus grande échelle : cent cinquante voitures endommagées et quelques deux cents vitres brisées dans les villes de Ramallah et El-Bireh. Ce qui a fait dire à un conseiller municipal de Ramallah, devant les journalistes : « C'est nous qui devons réclamer des frontières de sécurité ».

## Les desseins des colons

Un colon à Hébron (janvier 1980), les camarades de la victime demandèrent une « réponse unifiée » : le gouvernement décida aussitôt d'installer des juifs à Hébron, en plein cœur de la ville arabe — sans fixer pour autant de date précise à la réalisation de ce projet, qui n'est pas dissimulé. Y compris quelques ministres — considérés comme une provocation, ou au moins une erreur. C'est aussi à la demande pressante des colons du Gouch Emounim qu'a eu lieu l'expulsion des trois leaders palestiniens de Hébron et de Khalkhoul, après l'attentat du 2 mai. Les habitants des territoires occupés ont ainsi le sentiment que des émeutes entre juifs et Arabes ne pourront plus être évitées, et, pour lui, « ces émeutes prouvent que juifs et Arabes ne sont pas capables de cohabiter, elles entraînent l'expulsion de tous les Arabes » (7).

Si les colons représentent un défi constant pour les Palestiniens, c'est l'armée qui mène la répression (contingent, réservistes et, surtout, les redoutables « bédouins verts » ou la garde frontalière). Les manifestations d'étudiants et de lycéens sont réprimées à l'aide de bâtons, de grenades lacrymogènes et de tirs en l'air. Arrestations, fermetures d'établissements scolaires, des professeurs ont été arrêtés à toute occasion dans l'enceinte des universités et des écoles et, de temps à autre, des étudiants sont blessés au cours d'acrobies avec l'armée. Des professeurs ont été arrêtés « parce qu'ils n'avaient pas empêché leurs élèves de lancer des pierres sur des véhicules israéliens ».

Les camps de réfugiés installés depuis 1948 à proximité des grandes villes subissent un régime particulièrement sévère. Tels, ces derniers mois, les camps de Jalazoun (près de Ramallah) et de Deheisheh (au sud de Bethléem) : couvre-feu la nuit, prolongé souvent plusieurs semaines de suite ; fouilles systématiques accompagnées d'actes de brutalité ; rassemblement de tous les hommes de quinze ans à soixante-dix ans durant des nuits entières, à trois reprises, sous la pluie et le froid ; humiliations quotidiennes. Ailleurs, au camp de Nour Chams (près de Tulkarem), le gouvernement militaire a obligé les habitants à construire, par leurs propres moyens, un grand mur autour de l'agglomération pour « donner une leçon » aux enfants qui jettent des pierres sur les voitures israéliennes circulant sur la route qui longe le camp. Bref, une répression en plusieurs phases, de type colonial classique. Les choses en étaient arrivées à un tel point que le

quotidien indépendant Haaretz avait publié, quatre jours avant l'attentat d'Hébron, un éditorial au titre significatif : « La malédiction de l'occupation » dans lequel il soulignait que « la réalité, que nous n'avons pas pu changer ni par des discours ni par des arguments légaux, c'est qu'en Cisjordanie et à Gaza un peuple essaye d'en gouverner un autre contre sa volonté... Après 1967, beaucoup d'entre nous se sont imaginés que l'occupation pourrait continuer pour l'éternité. Cette illusion s'effondre chaque jour, sous nos yeux (8) ».

Tel est le cercle vicieux de la violence et de la répression. D'ailleurs, l'occupation israélienne n'a jamais été aussi « libérale » que le gouvernement israélien le prétendait souvent. Les méthodes de répression s'adaptent à la gravité du défi. Avec l'attentat d'Hébron, le gouvernement militaire est revenu à des moyens classiques déjà utilisés au cours des treize années d'occupation : expulsion des dirigeants palestiniens, démantèlement de maisons près desquelles les attentats étaient commis, représailles économiques sévères, couvre-feu pendant plusieurs semaines, difficultés d'approvisionnement, censure draconienne sur la presse arabe locale, punitions collectives et, toujours, humiliations quotidiennes parfois choquantes. Des soldats et des officiers, révoqués par ce qui se passe dans les territoires occupés, prennent contact avec des personnalités et des journalistes pour leur demander d'informer l'opinion publique. C'est ainsi que de nouvelles recrues se sont adressées au député israélien Uri Avnery du parti Sheli (gauche non travailliste) pour apporter leurs témoignages sur certains faits observés pendant leur service dans les territoires occupés. Ils ont raconté, par exemple, comment on les a envoyés dans un village de Cisjordanie pour imposer le couvre-feu. Un officier supérieur leur a donné des instructions : « Frappez tous ceux qui se trouvent hors de leur maison, frappez surtout, sur la tête. N'ayez pas peur, frappez-les. Les coups de frappe d'abord, expliquez ensuite. Si vous attrapez un enfant, faites sortir la famille, alignez-le et frappez le père devant les enfants. C'est un devoir. Ils ne comprennent pas d'autre langage. » Un autre groupe de soldats a été envoyé en ville avec cet ordre : « Pour le moindre incident (attroupe-ment, jet de pierres, apparition d'un drapeau palestinien), donnez l'assaut et frappez sans pitié, non pas en cachette mais devant tout le monde pour faire régner la peur. » La plupart des soldats, selon les témoignages, se sont pliés sans hésitation aux ordres qui sont décrits comme monnaie courante. Seule, une minorité a refusé de les exécuter. M. Avnery a demandé la constitution d'une commission parlementaire d'enquête sur les services commis récemment par l'armée israélienne en Cisjordanie. D'autres voix se sont élevées pour demander des explications aux autorités militaires après la description, dans la presse locale, des brutalités commises contre les Cisjordaniens.

Phénomène jusqu'ici très rare : les autorités militaires entravent désormais l'action des journalistes chargés de couvrir les événements en Cisjordanie.

## Le « radicalisme » du Comité d'orientation nationale

Ces derniers mois, il est vrai, avaient vu une recrudescence des activités armées des Palestiniens dans les territoires occupés. Cent trente-neuf cellules de fedayin avaient été découvertes pendant l'année qui s'est achevée le 31 mars 1980, dont vingt-quatre avaient réussi à procéder à des actes de sabotage (9). D'après le général Rehavam Zeevi, ancien conseiller de la lutte antiterroriste auprès du premier ministre, le matériel de guerre qui se trouve dans les territoires occupés est de la meilleure

qualité, tel qu'on en trouve « dans les arsenaux de FOTAN » (10). Cependant, ce qui inquiète le plus les autorités israéliennes, c'est l'existence, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, d'un véritable leadership qui se comporte comme une autorité de facto : le Comité d'orientation nationale.

Ce Comité a été créé à Beit-Hanina, faubourg au nord de Jérusalem, le 1<sup>er</sup> octobre 1978, à la suite de la signature des accords de Camp David. Il a pour vocation de mobiliser

## Juifs et Noirs aux États-Unis :

Par SCHOFIELD CORYELL

gères, leur domaine étant exclusivement celui des droits civiques à l'intérieur du pays.

Quelques semaines plus tard, M. Young lui-même, s'adressant à un auditoire enthousiaste de cinq mille représentants de la communauté noire à Washington, expliquait clairement pourquoi un règlement « juste et pacifique » au Proche-Orient était dans l'intérêt de la population noire : « Si l'y a une crise au Proche-Orient, il y aura pénurie de pétrole, il y aura augmentation du prix du pétrole... Cela contribuera à accroître le chômage, et les chômeurs à la recherche d'un emploi seront principalement les plus pauvres parmi les pauvres... Ce sont les gens que nous représentons, vous et moi ».

Dans les jours et les semaines qui suivent la démission, les prises de position en faveur de la reconnaissance de l'O.L.P. par les États-Unis et Israël et de la recherche d'un compromis intelligent et humain au Proche-Orient se multiplient. La N.A.A.C.P. — organisation réputée conservatrice — tout en se prononçant pour le droit à l'existence d'Israël, affirme « le droit à l'autodétermination et à une patrie pour les Palestiniens ». Le révérend Joseph Lowery, président de la Southern Christian Leadership Conference (fondée par Martin Luther King) et le révérend Jesse Jackson, président d'un groupe d'action juive de

Chicago, PUSH (People United to Save Humanity, le Peuple uni pour sauver l'humanité), rencontrèrent à New-York le délégué de l'O.L.P. auprès de l'ONU avant d'aller enquêter sur place au Proche-Orient, où ils affirmèrent de nouveau leur désir d'un règlement juste du conflit tenant compte des intérêts vitaux des deux peuples. M. Jesse Jackson se fit même photographier à Beyrouth en train de chanter avec M. Yasser Arafat le fameux chant du mouvement américain pour les droits civiques : We Shall Overcome ! « Nous serons vainqueurs ! ».

Les principales organisations juives (American Jewish Congress, l'American Jewish Committee, l'Anti-Defamation

League — n'ont pas vu d'un bon œil cette intrusion des Noirs dans la politique du Proche-Orient. Pour ces institutions, tout contact avec l'O.L.P. reste tabou, et la moindre critique de la politique d'Israël est vite assimilée à de l'antisémitisme. En ce qui concerne l'affaire Young, leurs porte-parole refusent d'y voir un signe de discrimination et rejettent l'idée que le renvoi du jeune diplomate puisse être dû à une quelconque pression juive ou islamiste. Tous s'accordent pourtant à reconnaître que la tension entre les communautés noire et juive est une pénible réalité et que l'alliance qu'elles avaient conclue au moment des grandes luttes pour les droits civiques dans les années 60 est bel et bien rompue.

## Les causes de friction

En effet, la politique étrangère n'est pas le seul terrain d'affrontement entre les deux groupes. Selon un porte-parole de l'Influant American Jewish Congress, la véritable cause de l'hostilité actuelle entre Noirs et Juifs n'est pas leur point de vue divergent au sujet du Proche-Orient mais l'inévitable conflit entre minorités concurrentes en période de récession.

L'écrivain noir James Baldwin avait bien dit, il y a douze ans, sur un aspect fondamental du problème des relations entre Juifs et Noirs dans un article remarqué du New York Times intitulé : « Les Noirs sont antisémites parce qu'ils sont antiblancs ».

Pour des raisons historiques bien déterminées, les Blancs les plus présents physiquement les plus proches des Noirs à New-York sont, en effet, souvent les Juifs. Ces derniers sont dans les ghettos en tant que commerçants, travailleurs sociaux, agents des propriétés des taudis, enseignants, etc. Or, c'est un fait que les prix pratiqués dans les boutiques des ghettos sont nettement plus élevés qu'ailleurs : les logements sont insalubres et mal entretenus ; les écoles surpeuplées, et souvent délabrées. Ce n'est évidemment pas la faute des Juifs, mais, aux yeux des habitants du ghetto, le « Juif » devient trop souvent la responsable de leurs malheurs, qui sont, en

PEU de sujets sont plus délicats à évoquer aux États-Unis que celui des relations complexes et tendues entre les communautés noire et juive qui, ensemble, représentent une partie considérable de la population de New-York, véritable mosaïque de groupes ethniques originaires de tous les coins de la terre.

Cette question épineuse — projetée à la « une » de tous les quotidiens new-yorkais par la démission forcée, au mois d'août dernier, du représentant des États-Unis à l'ONU, M. Andrew Young, — perturbe la vie politique de cette ville depuis plus de dix ans.

L'affaire Young — a souligné la profonde divergence des deux communautés quant au conflit israélo-arabe, ainsi que les ressentiments mutuels qui en résultent. Martin Luther King, « intégrationniste » conséquent luttant pour le droit des Noirs à partager la « rêve américain », avait été un supporter d'Israël ; mais les mouvements d'inspiration des conceptions plus radicales du Pouvoir noir n'ont jamais caché leur sympathie pour le nationalisme palestinien, dont la cause, à leurs yeux, s'apparentait à la leur et à celle de tous les dépossédés de la Terre.

Tandis que cette attitude « tiers-mondiste » — celle des « Panthers noirs » et des Black Muslims — gagnait petit à petit du terrain dans l'ensemble de la communauté noire, les organisations les plus puissantes, comme la National Association for the Advancement of Colored People (N.A.A.C.P.) et l'Urban League, hésitaient encore à méconnaître par une

prise de position antisioniste les Juifs libéraux, qui contribuaient substantiellement à leur financement et participaient étroitement à la direction de leurs affaires.

La démission forcée de M. Young, chassé pour avoir rencontré secrètement le représentant de l'O.L.P. à l'ONU, a provoqué une vague de colère dans la communauté noire et a contribué, par contre-coup, à la popularité de la cause palestinienne. Pour l'homme de la rue, l'affaire était claire : M. Carter avait lâchement cédé aux pressions des sionistes américains et du « lobby » israélien.

Au lendemain du départ de M. Young, deux cent trente dirigeants noirs les plus en vue, toutes tendances confondues, se réunirent d'urgence à New-York pour condamner les circonstances de la démission du jeune diplomate. Sans aller jusqu'à accuser nommément Israël ou les organisations juives américaines d'avoir provoqué son renvoi, leur déclaration précisait : « Nous nous joignons à l'ambassadeur Andrew Young pour rejeter l'idée que la politique étrangère des États-Unis puisse être dictée par une nation étrangère ».

Les dirigeants faisaient ressortir que, tandis que M. Andrew Young était chassé pour « contacts illégaux » avec l'O.L.P., l'ambassadeur américain en Autriche, M. Milton Wolf — Blanc et juif, — n'avait même pas été réprimandé pour une démarche analogue. « Deux poids, deux mesures », clamaient-ils. Ils s'élevaient avec force contre l'idée que les Noirs n'ont pas à s'occuper des affaires étran-



# Palestiniens de l'intérieur

Les Palestiniens sous occupation israélienne pour faire échouer le projet d'autonomie administrative. Il lance des ordres de grève et de manifestation. Il publie des communiqués, il tient des réunions. Depuis sa création, il a accumulé une influence politique dépassant celle de toute autre organisation dans les territoires occupés. Jusqu'à l'attentat d'Hébron, le gouvernement militaire tolérante ses activités, et quelques esprits réalistes au sein de l'établissement militaire avaient cherché à voir en lui, le cas échéant, un interlocuteur valable. Toutefois, le Comité a fait savoir sans équivoque que, pour toute négociation, l'O.L.P. est le seul représentant des Palestiniens. En fait, il est rattaché au « département de la paix occupée », l'un des dix départements du comité central de l'O.L.P.

Le Comité d'orientation nationale rassemble des dirigeants jeunes et dynamiques qui représentent différents secteurs de la société palestinienne. On y trouve neuf maires : MM. Bassam Chaka (Nablous), Eliazar Chakaf (Ramallah), Ibrahim El-Rawi (El-Bireh), Helmi Hanoun (Tulkarem), Abd El-Aziz El-Sonetti (Jéricho), Wafiq Hantash (Ankara), Richard David (maire de Beit Jala, limogé par les autorités militaires), et les deux maires expulsés au début du mois de mai : MM. Fawad Kawasme (Hébron) et Mohammed Melhem (Khalkhoul); siégeant à leurs côtés M. Jérôme Khouri (président du syndicat des avocats), MM. Ibrahim Dabak (président du syndicat des ingénieurs) et Adel Ghazem (président de l'Union des syndicats ouvriers); M. Said Ala El-Din (ancien ministre en Jordanie) et Chahid Ali Tams (représentant des chambres de commerce); deux journalistes, MM. Mamoun El-Sayed (directeur d'Al-Fajr, quotidien proche de l'O.L.P.) et Bachir Barghouti (directeur de l'hebdo-

madate communiste Al-Talia); le Dr Amin El-Khatib (président de l'Association de bienfaisance de Jérusalem); Mme Samiha-Khail (président de l'Association pour le bien-être de la famille), ainsi qu'un Secrétaire (membre du conseil municipal suprême); deux représentants de la bande de Gaza: le Dr Haidar Abd El-Chafi (président du Croissant-Rouge) et le Dr Sayed Bakr (président de l'Association médicale de Gaza); enfin, un représentant des étudiants palestiniens.

Tout en se réclamant de l'O.L.P., le Comité manifeste une certaine indépendance d'action dans les questions locales, allant parfois jusqu'à ignorer les conseils venant des bureaux de l'O.L.P. à Beyrouth. Ainsi, par exemple, lors de l'affaire Chaka en novembre et décembre derniers, l'O.L.P. était défavorable à la démission des maires des territoires occupés en signe de protestation contre l'intention du gouvernement militaire d'expulser M. Chaka, maire de Nablous, de crainte qu'il ne profite de l'occasion pour se débarrasser d'eux en revanche, le Comité d'orientation nationale estimait que cette démission collective pouvait jouer un rôle décisif dans la lutte pour la libération de M. Chaka, et il préconisait cette solution qui produisit finalement l'effet escompté. Même débat après la décision de démissionner les maires d'aujourd'hui. Les élections municipales prévues pour avril dernier: cette fois, l'O.L.P. recommandait la démission des maires, qui, eux, y étaient opposés. Autre exemple: au congrès du conseil pacifique israélien New Outlook, organisé à Washington en octobre 1979, l'O.L.P. souhaitait la participation des représentants des territoires occupés, mais les intéressés préférèrent s'abstenir, en l'absence de représentants officiels de l'Organisation.

## Encourager la droite ?

Le comité passe pour « radical », les partisans du Fata n'ayant pas la majorité en son sein, comme à la direction de l'O.L.P. Six de ses membres, au moins, représentent la gauche, et ce sont les plus influents. Aussi la droite palestinienne désire-t-elle diriger sa composition en y incluant des éléments conservateurs. Le quotidien arabe de Jérusalem Al-Kuds devait récemment publier des lignes contre la gauche palestinienne en condamnant la « politisation des organisations patriotiques ». « Pas de place pour le jeu des partis. L'O.L.P. est notre seul et légitime représentant à l'extérieur et à l'intérieur », a-t-on pu lire dans un éditorial de ce quotidien de droite (11). A quoi l'hebdomadaire communiste palestinien Al-Talia rétorqua: « Ceux qui se disent sans parti sont en fait des partisans » (12). Le quotidien palestinien radical El-Chabab explique, quant à lui, que « les attaques de droite contre l'unité d'orientation nationale visent à transmettre les rênes du pouvoir à des groupes qui seront prêts à réaliser les projets de Sadate-Begin-Carter » (13).

De fait, la rivalité entre le Fata de la Jordanie et partisans de l'O.L.P. s'est estompée dans les territoires occupés depuis la réconciliation du roi Hussein et de M. Yasser Arafat, qui participent, un peu, à une ligne arabe commune contre les accords de Camp David. Le personnel la plus fidèle au régime hachémite, M. Anouar Nousseiba, ancien ministre de la défense de Jordanie, a affirmé maintes reprises que seule l'O.L.P. représente les Palestiniens.

Les éléments pro-jordanien dans les territoires occupés se réclament aujourd'hui du Fata; plusieurs d'entre eux se sont embarqués avec le chef de l'O.L.P. Yasser Arafat, avec la bénédiction du souverain hachémite. Le Fata et la Jordanie coopèrent au sein de la commission mixte jordanio-palestinienne pour le soutien aux habitants des territoires occupés. En vain, le Comité d'orientation nationale

a-t-il demandé qu'on lui laisse le soin de distribuer les sommes destinées aux territoires occupés. M. Melhem, maire de Khalkhoul, qui est aussi l'un des membres les plus influents du Comité, a alors protesté contre une politique qui tend à sous-estimer les institutions palestiniennes de l'intérieur. « Nous pensons, a-t-il déclaré, que la commission mixte jordanio-palestinienne ne pourra exister longtemps, à moins qu'elle n'accepte de traverser les institutions nationales qui fonctionnent dans les territoires occupés car ce sont elles qui peuvent, mieux que tout autre, faire passer nos besoins » (14). A ce point, la gauche et les éléments radicaux disposent d'une influence certaine au sein des institutions locales de la Cisjordanie et à Gaza. Certaines instances à Amman et au siège de l'O.L.P. ont une attitude un peu hésitante à leur égard. En revanche, la Fédération des syndicats et l'Union des étudiants palestiniens dans les territoires occupés sont orientés plus à gauche que leurs homologues à Beyrouth, où l'influence du Fata est prédominante.

Pour sa part, le gouvernement militaire israélien préférerait voir le Fata s'affirmer dans le Comité d'orientation nationale. Selon le correspondant de la télévision israélienne dans les territoires occupés, un certain nombre de responsables israéliens ont recommandé d'encourager cette tendance au détriment de la gauche au sein du comité (15). Les choses en sont arrivées à un tel point que la démission de Jordanie, affirmée en termes élogieux les pressions de l'Irak sur la Jordanie et sur l'O.L.P. pour freiner l'influence de la gauche dans les territoires occupés, les attribua à une « attitude rétrograde face aux extrémistes palestiniens » (16).

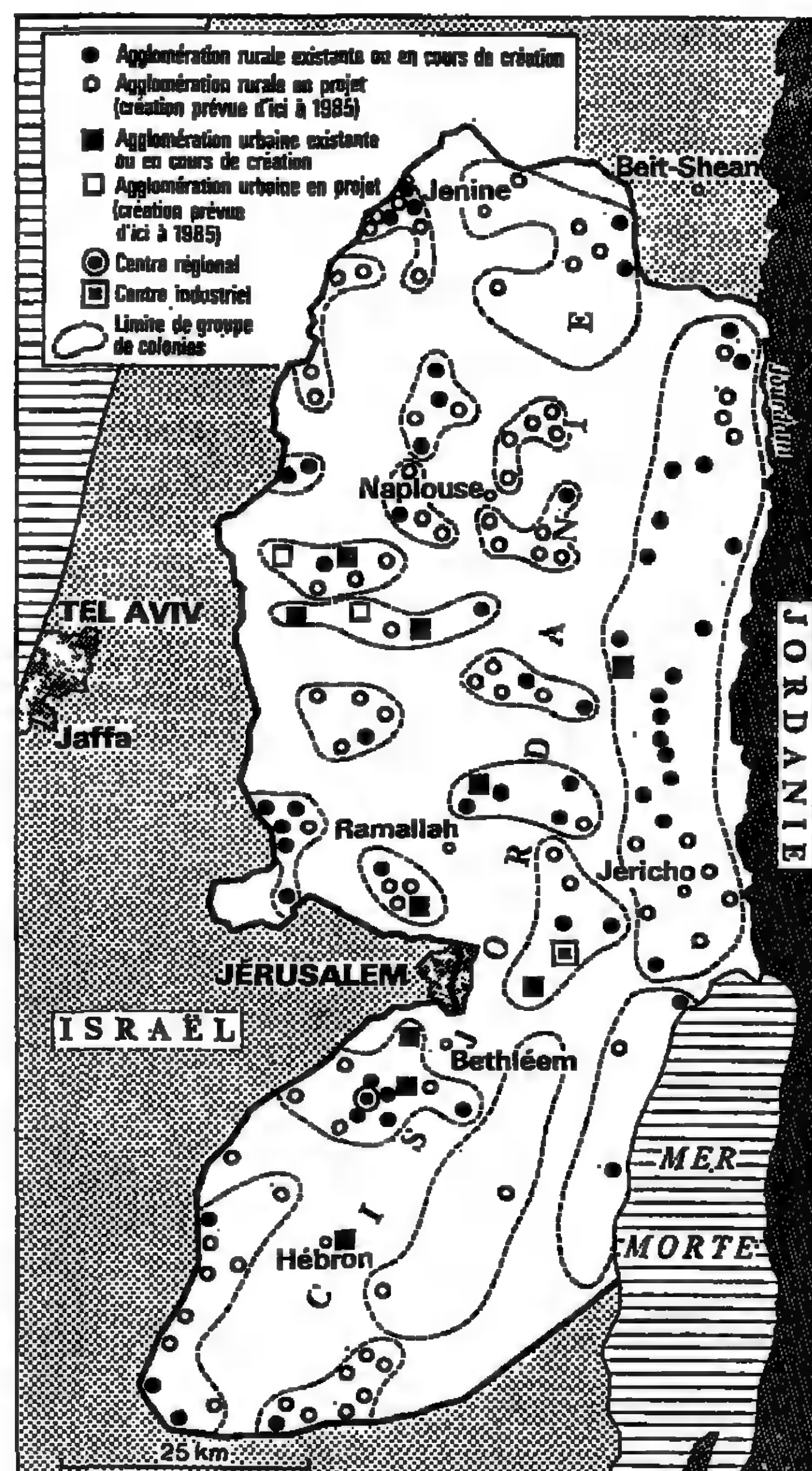
Les autorités israéliennes s'efforcent aussi d'exploiter un certain regain d'influence des intégristes musulmans, à l'encontre du Comité d'orientation nationale et de ses membres. En janvier dernier, à Gaza, les intégristes musulmans ont pu incendier et mettre

à sac, sans que l'armée intervienne, les locaux du Croissant-Rouge palestinien, lieu des partisans du Comité d'orientation nationale et dont le président, le Dr Haidar Abd El-Chafi, est un membre actif de ce comité. Une heure et demie d'incendies en pleine ville, à Gaza: il est difficile d'imaginer ce genre de scène sans l'accord tacite des autorités d'occupation. En outre, les autorités militaires, qui veulent à ce que les prédicateurs des mosquées s'abstiennent de toute référence politique et, surtout, de toute critique à l'égard d'Israël, n'ont pas réagi lorsque certains d'entre eux ont attaqué explicitement, au nom de l'islam, les « bandes des partis » et le Comité d'orientation nationale. Ni la montée, assez limitée, certes, du courant intégriste musulman dans les territoires occupés, ni les cris apocalyptiques de « vive Khomény » ne semblent préoccuper outre-mesure les autorités israéliennes, l'adversaire principal restant le Comité.

En dépit de l'existence de ces différences courantes politiques, la population de Cisjordanie et de Gaza continue d'opposer un front uni inébranlable face aux accords de Camp David et à la répression israélienne. L'O.L.P. reste le dénominateur commun, ce qui n'empêche pas les différentes tendances de tenter de marquer des points auprès de la base d'une véritable négociation de paix.

La Jordanie, quant à elle, veille de près sur ce qui se passe sur la rive occidentale du Jourdain. Ainsi elle continue de verser leurs salaires aux fonctionnaires de l'ancienne administration jordanienne. Le roi Hussein apporte une aide aux villages dont les moudjahidés (chefs traditionnels) sont connus pour leur attachement à Amman. Les intéressés du souverain déploient leurs activités jusque dans les camps de réfugiés. Les bureaux dépendant d'Amman qui émettent des passeports jordanien sont ouverts de nouveau, depuis quelques mois, dans les locaux des chambres de commerce de Cisjordanie. Le roi rejette d'emblée toute participation aux pourparlers sur l'autonomie selon les accords de Camp David, ainsi que l'invitation du chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, à entamer une négociation sur la rive orientale de la Cisjordanie (y compris la partie arabe de Jérusalem) et de Gaza à une souveraineté arabe. Une proposition fort délicate, car elle implique la reconnaissance de la souveraineté d'un peuple, mais à une condition: la restitution de la Cisjordanie (y compris la partie arabe de Jérusalem) et de Gaza à une souveraineté arabe. Une proposition fort délicate, car elle implique la reconnaissance de la souveraineté d'un peuple, mais à une condition: la restitution de la Cisjordanie (y compris la partie arabe de Jérusalem) et de Gaza à une souveraineté arabe.

Le sentiment qui règne en Israël, ainsi que parmi les Palestiniens de l'intérieur, c'est qu'il faut attendre au pire avant que la situation ne soit débloquée. Pourtant, le tabou qui pesait sur les contacts avec des Israéliens « de bonne volonté » a été levé, et l'on a pu voir par exemple des personnalités palestiniennes de premier rang (tels les deux maires récemment démissionnés) participer en Israël à des réunions contre les implantations. Au fil des années, les Palestiniens ont découvert que la société israélienne n'était pas aussi homogène, bien que le malin s'efforce d'entretenir le discours du pouvoir. En même temps, cependant, la polarisation de l'opinion publique et la montée des éléments fascistes (17) ont incité les réalistes qui cherchent à éviter le pire. De temps à autre, des personnalités qui généralement s'abstiennent de se mêler de politique quotidienne laissent un cri d'alarme. Ainsi sous le titre « La paix en danger » (18), l'éminent historien israélien J.-L. Talmon lance un long réquisitoire contre la politique actuelle du gouvernement qui, selon lui, peut avoir des conséquences catastrophiques pour l'Etat hébreu. « Notre refus, écrit-il, de considérer les Palestiniens comme une entité séparée, sous prétexte que le pays tout entier nous appartient, et que le sort des Arabes doit être conditionné par nos



LA COLONISATION DE LA CISJORDANIE  
Implantations juives existantes ou en projet pour 1980-1985  
d'après le plan établi par l'Agence juive.

aspirations et nos besoins stratégiques, ébranle la légitimité d'Israël aux yeux du monde entier.

L'article, sous forme de lettre ouverte à M. Begin, précise que la tentative d'annexer les territoires occupés ne garantira pas la sécurité d'Israël tout en épuisant ses forces face à l'hostilité de ses voisins et à l'opposition de la communauté internationale. Pour l'historien des mouvements nationalistes, Israël retourne à la mentalité et à la pratique d'une secte religieuse isolée, dans un esprit de diaspora. Or le destin d'une secte est de rester en marge de l'histoire et de s'enfermer sur elle-même. En outre, le projet d'autonomie présenté par le premier ministre procèderait d'une conception archaïque, et ne serait qu'une ruse destinée à faire taire les autres peuples. M. Talmon se livre alors à une critique acerbe de l'utilisation de la religion à des fins politiques, et met en garde contre le « khoménisme à l'israélienne ».

Le pouvoir, complètement isolé sur

la scène internationale, cherche à maintenir sa mainmise sur l'opinion israélienne. L'inflation galopante — 10,2 % pour le seul mois d'avril, un vrai record — a aggravé la crise de confiance envers le gouvernement. En ce domaine, le gouvernement Begin a perdu toute crédibilité. Mais à propos des relations avec le monde arabe et de la politique étrangère, le vieux slogan éculé « le monde est contre nous » est utilisé pour décourager une politique qui, de l'avis des observateurs lucides, mène à une catastrophe. Ce qui est dramatique, c'est que l'opposition travailliste adhère toujours au consensus sur les trois grands refus: non à la création d'un Etat palestinien, non à tout dialogue avec l'O.L.P., non au retour aux frontières d'avant la guerre de six jours en Cisjordanie et sur le Golan, même en échange d'une paix définitive. Seule une minorité conteste le bien-fondé de cette politique qui bloque la voie vers une paix « juste et durable ».

AMNON KAPELJOUK,

- (4) Haaretz, 5 mars 1980 et 23 mars 1980.  
(5) Al-Hamishmar, 14 avril 1980.  
(6) Davar, 4 mars 1980.  
(7) Jerusalem Post, 5 mai 1980. Plus récemment encore, au cours d'un colloque tenu à Jérusalem le 22 mai, le général Aharon Yariv a révélé certains projets de la part des milieux extrémistes, visant à « mettre une situation de guerre pour expulser 700 000 ou 800 000 Arabes des territoires occupés ».  
(8) Cf. Amnon Kapeljouk, « L'après-critique des projets (cf. Haaretz, 23 mai 1980).

- (9) Haaretz, 28 avril 1980.  
(10) D'après le correspondant militaire de Haaretz, 12 mai 1980.  
(11) Interview à la télévision israélienne, 9 mai 1980.  
(12) Al-Kuds, Jérusalem, 4 mars 1980.  
(13) Al-Talia, Jérusalem, 20 mars 1980.  
(14) Al-Chabab, Jérusalem, 13 mars 1980.  
(15) Magazine de la semaine de la télévision israélienne, 23 avril 1980.  
(16) Bulletin d'information de 6 heures de la radio israélienne, 25 avril 1980.  
(17) Cf. Amnon Kapeljouk, « L'après-critique des projets (cf. Haaretz, 23 mai 1980).

## la fin d'une alliance ?

réalité, le fait de l'organisation et des priorités de la société tout entière, de tout un réseau complexe d'exploitation et de manipulation: les véritables bénéficiaires sont en général des Américains de vieille souche anglo-saxonne dont les bureaux luxueux sont très éloignés des rues encombrées des ghettos.

En 1968, au moment où James Baldwin écrivait son article, New-York venait d'être le théâtre d'une lutte opiniâtre, mettant directement aux prises les communautés noire et juive à propos du problème de la qualité et du contrôle de l'éducation dispensée dans les quartiers noirs de la ville.

Face à l'ampleur et à l'intensité des mouvements de protestation de l'époque, les autorités municipales avaient tenté d'instaurer, à titre d'expérience, un nouveau système de décentralisation sociale donnant aux Noirs et aux Portoricains un certain contrôle sur les écoles de leurs quartiers par le moyen de conseils d'administration élus. Mais lorsque le conseil d'Oceanhill-Brownsville, quartier noir de Brooklyn — siège le transfert d'une quinzaine d'enseignants blancs qui avaient fait preuve de racisme à l'égard de leurs élèves, le puissant syndicat des enseignants, composé en grande partie de juifs, s'éleva contre cet « abus de pouvoir ». Il déclencha alors une longue grève accompagnée d'une campagne de propagande sur le prétendu « antisémitisme » des administrateurs noirs. Cet épisode, qui mit rapidement fin à l'expérience de décentralisation, empoisonna pour longtemps le

climat social de la ville tout entière.

A l'heure actuelle, le véritable antagonisme entre les deux communautés concerne ce qu'il est convenu d'appeler l'« action affirmative », c'est-à-dire une politique de promotion des Noirs en vue de leur accès à certains établissements scolaires ou industriels, et qui consiste à admettre un nombre déterminé de Noirs afin de leur assurer une représentation proportionnelle à leur importance numérique dans la population. Cette méthode de lutte contre la discrimination est vivement critiquée par les organisations juives qui, craignant que les juifs ne soient les premiers à en faire les frais, le qualifient de « racisme à rebours ».

Aux Etats-Unis comme souvent ailleurs, en effet, les juifs ont dû lutter contre le « numerus clausus », qui limitait leur accès aux universités et aux professions libérales. Ils ont fini par obtenir que le mérite soit le seul critère de toute promotion. Mais, actuellement, ce sont les Noirs qui exigent des quotas, afin de briser les barrières qui les excluent dans tous les domaines: emploi, éducation, logement, etc. D'où un malentendu entre Noirs et juifs, d'ordre à la fois historique et psychologique.

La question de l'« action affirmative » a passionné et divisé la nation il y a deux ans à propos de la célèbre affaire Bakke. Les grandes organisations juives avaient vigoureusement soutenu la cause de cet étudiant blanc dont le candidature avait été refusée d'université de médecine de Californie qui donnait traditionnellement la préférence aux candidats

noirs dans le cadre de son programme d'« action affirmative ».

Bakke — Américain de souche « nordique », excellent élève et plein d'ambition — protesta énergiquement contre cette « discrimination à rebours », contraire, selon lui, à la lettre et à l'esprit de la Constitution, ainsi qu'à la loi de 1964 sur les droits civiques. Il finit par porter l'affaire devant la Cour suprême. Par une décision ambiguë, cette dernière, tout en tranchant en faveur de Bakke lui-même, approuvait le principe général de l'« action affirmative ».

## Compétition en bas de l'échelle sociale

Un éminent rabbin américain, M. Arthur Hertzberg — vice-président du Congrès juif mondial, éminent journaliste mais critique — a mis le doigt sur le fond du problème en expliquant que si les juifs d'Amérique sont moins enclins que par le passé à soutenir les revendications des plus défavorisés, c'est sans doute parce qu'ils ont, dans une grande mesure, « fait leur paix » avec un ordre établi qui les accepte enfin en tant qu'Américains à part entière, malgré la persistance, ici et là, de préjugés à leur égard. Dans le monde des affaires comme l'université, et même dans les hautes sphères du gouvernement, les juifs ont désormais pignon sur rue, tandis que les Noirs (mis à l'exception d'une classe moyenne, il est vrai restreinte) sont toujours tenus à l'écart.

Un an plus tard, à propos de l'affaire Weber — concernant un programme d'« action affirmative » dans une usine d'aluminium en Louisiane — la Cour suprême allait plus loin et justifiait explicitement les « quotas raciaux » imposés pour « supprimer les effets de la discrimination traditionnelle ». Cette décision, unanimement acclamée par les Noirs comme une « victoire importante », était dénoncée par l'American Jewish Committee et par d'autres organisations juives.

« L'antisémitisme en Amérique, conclut le rabbin, n'est pas le fruit de la distance sociale entre David Rockefeller et Henry Kissinger, entre le vieil établissement et les juifs. L'antisémitisme en Amérique est le problème de ceux qui, du bas de l'échelle, se disputent les places au-dessus... »

Mais la situation évolue. Au sein de la communauté juive des Etats-Unis, et surtout de la ville de New-York — principale ville juive du monde — des fissures s'élargissent. Des voix minoritaires s'élèvent de plus en plus nombreuses et insistantes pour une « paix juste » au Proche-Orient, pour la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens, ainsi que pour une vigoureuse politique d'« action affirmative » contre les barrières d'intolérance et de discrimination.

Tandis que les grandes organisations se cantonnent dans des positions figées sur toutes ces questions brûlantes — se laissant entraîner, en outre, par la vague de chauvinisme belliqueux déchaînée par les crises d'Irak et d'Afghanistan — les aspects les plus excessifs de la politique du gouvernement Begin provoquent des remous parmi des milliers de juifs américains épris de paix. C'est ainsi que la tournée récente aux Etats-Unis d'une délégation de l'organisation de la nouvelle gauche israélienne, la Paix maintenant, a eu un retentissement considérable, particulièrement auprès des jeunes, qui applaudissent à ce renouveau d'humanisme dans la meilleure tradition du judaïsme.

Dans de telles circonstances, l'appel que vient de lancer un groupe de juifs progressistes américains pour la tenue d'un congrès à l'automne prochain risque d'éveiller un écho réel. Cet appel propose, en effet, l'étude des points suivants: démocratisation de la vie et des institutions juives aux Etats-Unis; soutien à une politique visant à assurer la paix et une sécurité véritable à l'Etat d'Israël par une juste solution du problème palestinien; élimination des inégalités socio-économiques par l'« action affirmative » et d'autres programmes du même genre.

Une telle initiative ne pourrait-elle contribuer à forger une nouvelle alliance entre les juifs d'Amérique et tous ceux qui restent attachés aux bienfaits de la « société de l'abondance » ?

SCHOFIELD CORTELL

## aux Etats-Unis

réalité, le fait de l'organisation et des priorités de la société tout entière, de tout un réseau complexe d'exploitation et de manipulation: les véritables bénéficiaires sont en général des Américains de vieille souche anglo-saxonne dont les bureaux luxueux sont très éloignés des rues encombrées des ghettos.

En 1968, au moment où James Baldwin écrivait son article, New-York venait d'être le théâtre d'une lutte opiniâtre, mettant directement aux prises les communautés noire et juive à propos du problème de la qualité et du contrôle de l'éducation dispensée dans les quartiers noirs de la ville.

Face à l'ampleur et à l'intensité des mouvements de protestation de l'époque, les autorités municipales avaient tenté d'instaurer, à titre d'expérience, un nouveau système de décentralisation sociale donnant aux Noirs et aux Portoricains un certain contrôle sur les écoles de leurs quartiers par le moyen de conseils d'administration élus. Mais lorsque le conseil d'Oceanhill-Brownsville, quartier noir de Brooklyn — siège le transfert d'une quinzaine d'enseignants blancs qui avaient fait preuve de racisme à l'égard de leurs élèves, le puissant syndicat des enseignants, composé en grande partie de juifs, s'éleva contre cet « abus de pouvoir ». Il déclencha alors une longue grève accompagnée d'une campagne de propagande sur le prétendu « antisémitisme » des administrateurs noirs. Cet épisode, qui mit rapidement fin à l'expérience de décentralisation, empoisonna pour longtemps le



## LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN IRAN

## M. Bani Sadr face aux « vrais défenseurs de l'islam »

L'un des paradoxes du nouveau régime de Téhéran est le souci de son dirigeant de doter le pays d'institutions constitutionnelles régulières, alors que rien n'est fait pour mettre un terme à l'anarchie révolutionnaire dans laquelle est plongé le pays. Depuis la fondation de la République islamique, les hommes ont participé à deux référendums, l'un sur l'instauration de la République, l'autre sur le texte de la Constitution, et à trois élections, celles de la Constituante, du président de la République, et enfin de l'Assemblée législative. Celle-ci vient d'ouvrir sa première session ordinaire, sans que soit tranchée pour autant la lutte pour le pouvoir qui ne poursuit sans relâche entre M. Bani Sadr, le chef de l'Etat, et son principal adversaire, l'ayatollah Beheshti, chef du parti républicain islamique (P.R.I.), appelé dès la création de la République à devenir la principale force politique du pays. Il est même probable que le Parlement, loin de constituer un élément de concorde dans le pays, ne sera au final que le théâtre d'un nouveau « centre de pouvoir » qui ne cessera de défer l'autorité du président de la République.

Par JEAN GUEYRAS

La première manche de la lutte pour le pouvoir avait été remportée haut par M. Bani Sadr en janvier dernier lorsqu'il fut élu premier président de la République islamique avec environ 70 % des voix, tandis que le candidat officiel du P.R.I., M. Hassan Habibi, subissait, lui, une cuisante défaite, n'obtenant guère que 10 % des suffrages. A l'époque, on attribuait la victoire de M. Bani Sadr au haut parrainage de l'imam Khomeiny, dont il était considéré alors, un peu hâtivement peut-être, comme le « fils spirituel ». En réalité, M. Bani Sadr avait gagné parce qu'il avait minutieusement préparé, dès son retour en Iran, une campagne dynamique et habile, alors que ses concurrents religieux du P.R.I. s'étaient trouvés, à quelques jours du scrutin, à déconforter la suite de la disqualification de leur candidat Jalil M. Jalil Bidineh et Farzi, éliminé de la course présidentielle parce qu'il n'était pas d'origine iranienne, ainsi que l'exige la Constitution.

La victoire inattendue de M. Bani Sadr constituait une grave menace pour le P.R.I. dans la mesure où le nouveau chef de l'Etat paraissait fermement décidé à ne pas limiter ses activités à « inaugurer les chrysanthèmes ». Avant même de prêter serment devant le « guide de la révolution », il avait invité tous ceux qui avaient contribué à son élection à fonder un « front » dans le but de présenter des candidats aux élections législatives prévues pour le 14 mars. Il espérait ainsi consolider son succès initial en s'assurant le contrôle du pouvoir législatif, ainsi que du gouvernement qui en serait l'exécutif.

## Un champ clos

AINSI purgé des « laïcs libéraux » de tous bords, des formations de la gauche marxiste — du parti communiste Tudeh aux Khalki — et des Moudjahidin Khalki, musulmans de gauche considérés par le clergé intégriste comme étant plus dangereux que les militants marxistes, le Parlement iranien ne représentera qu'une partie des forces qui ont contribué à la chute du régime du chah, exacerbant ainsi les contradictions qui existent dans le pays. Dans l'immédiat, l'Assemblée législative ne sera qu'un champ clos où s'affronteront

les deux principales tendances qui se partagent actuellement le pouvoir légal. Les républicains islamiques de l'ayatollah Beheshti, discrètement appuyés par l'imam Khomeiny, y feront vraisemblablement la pluie et le beau temps, et il faudra bien que le président Bani Sadr, dont les pouvoirs constitutionnels sont singulièrement limités, se plie à leur loi, alors que, il y a encore quelques mois, il espérait gouverner sans partage.

L'érosion des pouvoirs de M. Bani Sadr a été en grande partie l'une des conséquences de l'occupation de l'am-

bassade des Etats-Unis par les « étudiants islamiques ». L'affaire des otages américains, que M. Bani Sadr avait dénoncée dès le début comme totalement inacceptable, lui avait pourtant été bénéfique puisque son premier résultat fut la chute du gouvernement de M. Bazargan, dont il réclamait déjà depuis plusieurs mois le départ en affirmant que l'équipe alors au pouvoir, « résolument réformatrice », ne convenait pas à la « situation révolutionnaire » du pays. En somme, M. Bani Sadr, l'ayatollah Beheshti et les « étudiants islamiques » étaient alors d'accord pour penser que la présence de M. Bazargan à la tête du gouvernement signifiait grosso modo le « régime du chah sans le chah ».

Les premières divergences au sein de cette alliance, apparemment unie dans une commune hostilité à l'égard de M. Bazargan, se manifestèrent lorsque, chargé des principales responsabilités au sein du Conseil de la révolution converti en gouvernement, M. Bani Sadr déclara ouvertement son opposition de principe à la détermination des otages américains et s'efforça de trouver un règlement honorable pour les deux parties. Les adversaires de M. Bani Sadr cherchaient alors à le perdre en utilisant précisément les mêmes moyens auxquels se dernier avait eu recours pour contraindre M. Bazargan au départ. Rien ne trouve grâce aux yeux de ses censeurs, qui l'accusent de ne pas vouloir pousser trop loin la guerre économique que lui-même — simple dans l'affaire

des otages — préconise contre les intérêts américains pour « rompre les liens de dépendance de l'Iran à l'égard des Etats-Unis ».

Peu à peu, les positions de M. Bani Sadr évoluent. Il utilise désormais les mêmes termes que, dans le passé, il condamne avec sévérité lorsqu'ils étaient employés par M. Bazargan. C'est ainsi qu'il dénonce « la paralysie née de la démission du pouvoir étatique et de la multiplicité des centres de décision ». Il lance des

appels passionnés en vue d'établir dans le pays « la sécurité, l'ordre et la modération », et met en garde les Iraniens contre les dangers du « fascisme religieux » et les agissements de ceux qui tentent « de rétablir le clergat politique sous le couvert de la religion ». Il s'aligne progressivement sur les thèses défendues par les représentants du Bani Sadr et de la bourgeoisie libérale, qui aspirent à la normalisation de la situation et à la fin de l'anarchie révolutionnaire.

## Les préférences de l'imam

Il est peu probable que le nouveau Parlement puisse arbitrer le conflit de plus en plus aigu qui oppose la tendance « modérée » de la révolution, conduite par M. Bani Sadr — singulièrement attiré à la suite de l'échec des négociations en vue de la libération des otages américains, et de la malheureuse opération hélicoptère de Tabas — et celle, plus « radicale », présidée par le parti de l'ayatollah Beheshti, qui, de son côté, a évolué vers des positions plus révolutionnaires, ne serait-ce que pour l'arrestation de l'imam Khomeiny, dont le pouvoir charismatique est resté intact malgré les avatars de la révolution et les aléas d'une santé précaire. Il ne fait cependant pas de doute que les préférences du « guide de la révolution »

vont pour l'instant au parti républicain islamique, qui lui est toujours resté fidèle et constitue, pour ainsi dire, son bras séculier.

En revanche, tout semble indiquer que les relations entre l'imam et le chef de l'Etat, frappées depuis un certain temps du sceau de l'ambiguïté, sont en train de se dénouer franchement. C'est ainsi que le patriarche de Qom a récemment constitué un comité supérieur militaire chargé de lui soumettre un rapport hebdomadaire sur la situation au sein de l'armée, alors qu'il y a encore deux mois il s'était déchargé de ses responsabilités militaires en nommant M. Bani Sadr au poste de commandant en chef des forces armées. De plus, le Conseil de la révolution, qui ne peut prendre aucune décision sans le consentement, au moins tacite, de l'imam, a opposé, vers le milieu de son veto à la proposition du chef de l'Etat de nommer un premier ministre sans attendre la réunion du Parlement, malgré le fait que, consulté au préalable, le « guide de la révolution » avait paru avaliser cette suggestion. A certains égards, et toutes proportions gardées, la situation de M. Bani Sadr rappelle celle dans laquelle se trouvait l'imam Khomeiny, l'ancien chef du gouvernement, lorsqu'il fut contraint de se démettre en affirmant que son gouvernement n'était plus qu'un « coquillage sans âme ».

C'est dire qu'il existe peu de chances pour que le Parlement, contrôlé par les amis de l'ayatollah Beheshti, puisse décider rapidement au sort des otages américains, ainsi que le souhaitent M. Bani Sadr et un nombre non négligeable des membres du haut clergé chiite. Les sanctions économiques, même limitées, imposées à l'Occident à la demande des Etats-Unis, venant après l'affaire de Tabas, ont considérablement renforcé la position des « étudiants islamiques » et de ceux qui suivent inconditionnellement le « ligne de l'imam », irrésistiblement opposés à l'« impérialisme américain ». Il est peu probable, dans ces conditions, que le Parlement accepte de libérer les otages sans obtenir en contrepartie de substantielles concessions politiques de la part du « Grand Satan ».

## Deux centres d'études français au Proche-Orient

Deux centres d'études français ont été créés récemment pour faire connaître le Proche-Orient, ses réalités économiques et sociales les plus concrètes.

● A Beyrouth, le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient (CERMO) (1), installé depuis fin 1977 dans les locaux de l'ancienne Ecole supérieure des lettres (fermée depuis 1974), reçoit tous les deux ans dix à douze jeunes chercheurs français et libanais sous l'égide d'un conseil scientifique également réparti entre les deux nationalités. Son but : mener des recherches universitaires et « appliquées » correspon-

dant aux préoccupations actuelles des autorités libanaises. (Cf. sa première publication en 1978 : *Etat et perspectives de l'industrie au Liban*) (2).

La conjoncture locale devait amener le Centre à dépasser le cadre du Liban pour s'intéresser plus tôt que prévu aux problèmes économiques et sociaux des autres pays arabes du Machrek.

## Prochain colloque

● LA SECURITE EN MEDITERRANEE. Les Cercles universitaires organisent à Toulon le 7 juin un colloque sur « la sécurité en Méditerranée », sous la présidence de M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, et de Charles Zorobé. Les débats auront lieu dans les salons de l'hôtel de Ville et porteront sur les thèmes suivants : panorama historique de la Méditerranée comme théâtre de conflits entre empires ; les conflits et stratégies en Méditerranée ; les politiques des pays riverains et des Deux Grands (Cercles universitaires, 1 bis, rue Vaneau, 75007 Paris - tél. : 555-86-17).

## Carnet des ambassades

● A l'occasion de la visite en France du ministre de l'Éducation et de Mme Pir Stenbäck, l'ambassadeur de Finlande et Mme Aarne Karhilo ont offert une réception le 28 avril.

● L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme de Banits ont donné une réception le 28 avril à l'occasion de la fête des tulipes.

● M. Sverker Aström, ambassadeur de Suède, a offert une réception le 29 avril pour célébrer l'anniversaire du roi.

● A l'occasion de l'anniversaire de l'empereur, l'ambassadeur du Japon et Mme Katsuchi Ikawa ont donné une réception le 29 avril.

● L'ambassadeur de la République démocratique de Corée et Mme Hwang Warman ont offert un cocktail le 5 mai à l'occasion de leur départ.

● L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Jan Pustak ont offert une réception le 5 mai à l'occasion de la fête nationale.

## Calendrier des fêtes nationales

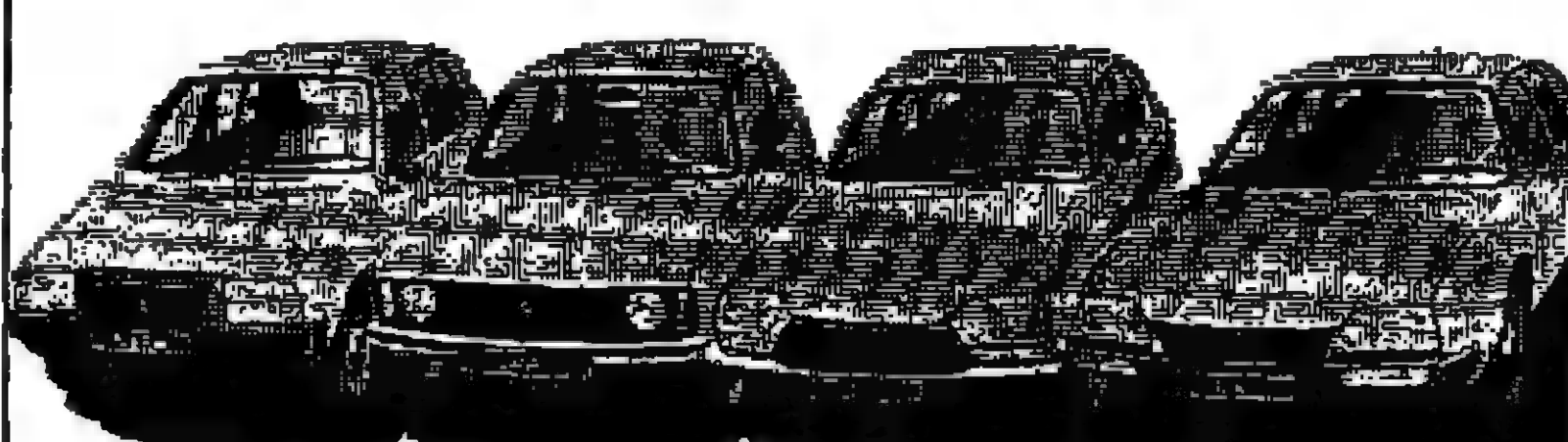
	1 <sup>er</sup> - 30 juin
1 TUNISIE	Fête nationale
4 TONGA	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Anniv. de la procl. de l'indépendance
21 ISLANDE	Fête nationale
22 LUXEMBOURG	Fête nationale
28 REPUBLIQUE MALGACHE	Fête nationale

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants : Jacques Farret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
94 publications à 20 F 74-02

## Citroën : des voitures de bonne relation.



Que ce soit la petite LNA avec son moteur à allumage électronique intégré, ou la prestigieuse CX avec sa suspension hydropneumatique et sa direction assistée à rappel asservi, sans oublier la GS et la nouvelle VISA avec son tableau de bord original, vous bénéficiez avec l'une de ces Citroën d'une technique avancée.

Les Citroën sont des voitures racées qui savent se tenir dans le monde.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plaira d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

6-10, rue de la Cavalerie - 75005 Paris - Tél. 77 20 48 33 F - Tél. 567 55 82

CITROËN

## DES ETUDES A 1300 M. LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Garçons et filles de 6 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Cycles primaire et secondaire complets - Préparation au Baccalauréat types A, B, C et D - Cours de langues modernes - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Laboratoire de langues et sciences - Animation culturelle - Conférences d'orientation - Bulletins scolaires adressés aux parents à la fin de chaque période de deux semaines.

Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15000 m<sup>2</sup> - Equipement sportif moderne, privé et collectif : tennis, piscine, football, fitness, patinoire, vaste domaine skiable.

Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE.

Début de l'année scolaire 1980/81 : mardi 16 septembre 1980.

Pour l'envoi d'une documentation écrire à :

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1204 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)  
Tél. 026/39 21 64/50/55 - Télex BSVIL 25 553

## VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

interlivres

RESIDENTS A L'ETRANGER  
Commandez livres et disques français disponibles en ouvrant un compte par une provision minimum de 150 F ou l'équivalent en devises

Ils vous parviendront dans les meilleurs délais  
- détaxe de 7% sur notre prix France pour les livres -  
- remise de 10% sur les disques et les cassettes -  
Envois recommandés - Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 150 F (soit 5 F)  
Frais réels de port (avion ou surface à votre choix)

14 place de Rungis - 75013 Paris - Tél. 588.44.45





# La social-démocratie en Amérique latine

Parfois dénoncée en Europe occidentale pour ses tendances réputées conservatrices, la social-démocratie prend sous d'autres cieux une coloration sensiblement différente : face aux régimes militaires d'Amérique latine, par exemple, elle apparaît comme une force de progrès, capable de fournir une aide précieuse aux or-

ganisations qui luttent pour le respect des droits fondamentaux. En Afrique et en Asie du Sud-Est, elle contribue à la mise en place de syndicats et à la formation de militants ou de cadres dans une optique qui n'est certes pas révolutionnaire, mais qui n'en entraîne pas moins une rupture progressive avec des formes de pouvoir archaïques.

Levier contre les dictatures et contre les nouvelles formes de l'exploitation impérialiste

## Un rôle grandissant, mais des objectifs limités

Au cours de ces dernières années, les activités des partis sociaux-démocrates européens et de l'Internationale socialiste se sont multipliées en Amérique latine. Conférences, rencontres, contacts avec les dirigeants de partis frères ou susceptibles de le devenir, sont allés de pair avec le financement de recherches, de sessions de formation de cadres, de mise en place de structures politiques et même de combats de guérilla (au Nicaragua). On aurait du mal à trouver un pays d'Amérique latine qui ne dispose pas au moins d'un parti (et, dans certains cas, de deux ou plus) d'un mouvement associé ou en contact avec la social-démocratie européenne. Par le canal des partis ou d'institutions comme la Fondation Friedrich-Ebert (voir page 18 l'article de Jean-Michel Palmier), les sociaux-démocrates européens se sont constitués une base solide et en constante progression parmi les partis nationalistes, populistes ou à base ouvrière.

La plus importante base d'opérations de la Fondation Friedrich-Ebert en Amérique latine est le CORDAL (Centre d'études démocratiques sur l'Amérique latine), centre de conférences et de stages situés à vingt minutes de la capitale du Costa-Rica, « La Catalina », comme on l'appelle familièrement, abrite régulièrement des sessions régionales de formation

d'animateurs de jeunes et de préparation aux campagnes électorales, des séances de groupes de travail et des rencontres politiques. Cependant, l'influence idéologique de la social-démocratie s'étend bien au-delà des partis affiliés, comme le montre l'accent que, dans beaucoup de leurs déclarations, les dirigeants et les intellectuels latino-américains mettent à nouveau sur les coalitions de front populaire, les théories de la révolution par étapes et de la démocratie sans classes.

Les pertes accomplies par la social-démocratie se manifestent par le fait que deux gouvernements au moins (ceux de la République Dominicaine et de la Jamaïque) relèvent de son obédience et que, dans deux autres cas (El Salvador et Nicaragua), certains de ses membres ont participé à des juntes mixtes. Elle dispose d'une forte implantation au Venezuela où, jusqu'à l'an dernier, elle était au pouvoir avec le président Carlos Andrés Pérez et où elle contrôle toujours l'appareil de la principale centrale syndicale, la C.T.V. (Confédération des travailleurs du Venezuela). Son influence est en progrès en Bolivie grâce au MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et au Brésil avec le P.T.B. (Parti travailliste brésilien).

Beaucoup de ces liens se sont noués pendant la longue période d'exil

Tout en apportant une aide précieuse aux forces progressistes latino-américaines, ainsi pourvues d'une « légitimité occidentale », la social-démocratie a permis aux milieux d'affaires européens d'effectuer une percée sur les grands marchés du sous-continent. Les syndicats sont le principal lieu de la lutte d'influence que mène l'Internationale socialiste, au nom du réformisme, contre les partisans de la libre-entreprise à tout prix.

Par JAMES F. PETRAS \*

Quint comme bien des dirigeants latino-américains. Fuyant la montée des dictatures, ils trouvèrent refuge auprès des sociaux-démocrates européens. Plus de quatre cents réfugiés politiques du sous-continent, dont la majorité issus de partis de gauche, disposent de bourses du Fonds international d'échanges universitaires (F.I.E.U.) qui a son siège à Genève. Le gros du financement du programme latino-américain du F.I.E.U. provient de gouvernements d'Europe occidentale. Le F.I.E.U. est très proche des structures de l'Internationale socialiste (I.S.), particulièrement en Angleterre, en Suède et en Allemagne. Certains de ces Latino-Américains ont été convaincus que la voie de leur avenir était celle de l'évolution et non de la révolution. La social-démocratie fait bon accueil à des mouvements se donnant des objectifs « socialistes », critiquant l'impérialisme et les interventions des États-Unis, s'opposant aux dictatures d'extrême droite qui sévissent dans l'Amérique latine, et de leur épargne d'être catalogués comme agents de la subversion communiste. Être à la fois un opposant de gauche et bénéficier d'une légitimité occidentale, telle était la formule qui allait permettre aux exilés de rentrer dans leurs pays. L'appartenance à l'I.S. donnait aux opposants latino-américains la possibilité de faire appel au soutien européen dans les périodes critiques : la menace de sanctions économiques, les pressions diplomatiques et les campagnes d'isolement politique menées par les gouvernements ou les partis social-démocrates pouvaient empêcher la

répression de s'abattre sur eux. Ressources économiques, légitimité politique et soutien organisationnel ont été les principaux facteurs de revitalisation de la social-démocratie en Amérique latine.

Pourquoi la social-démocratie européenne s'est-elle prise d'un intérêt croissant et profond pour cette région ? Au cours de ces dernières années, l'Europe et le Japon ont fait des percées significatives dans cette sphère d'influence des États-Unis, supplantant ces derniers comme premier partenaire commercial du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, les dépassant même quant au volume des marchandises importées du Chili, d'El Salvador, du Nicaragua et du Pérou. Entre 1955 et 1970, la différence en pourcentage entre le commerce des États-Unis,

d'une part, et celui de l'Europe et du Japon réunis, d'autre part, avec l'Amérique latine a baissé de 17 à 9 %. On peut déceler la même tendance en matière d'investissements.

Il paraît difficile d'échapper à cette conclusion que le drapeau rose de la social-démocratie ouvre la voie au mark vert du capital allemand. Autre facteur qui a provoqué la poussée de l'Europe social-démocrate vers le tiers-monde : après la crise du pétrole de 1973, le Vieux Continent est bien obligé de reconnaître qu'il dépend du tiers-monde pour s'approvisionner en matières premières. C'est en grande partie à M. Willy Brandt que reviennent les initiatives de l'I.S. pour améliorer les rapports avec le tiers-monde, après qu'il se fut démis de ses fonctions de chancelier en mai 1974.

### Les atouts de l'Europe

La croissance de l'influence européenne dans certaines parties de l'Amérique latine est l'une des caractéristiques de ces dernières années. Les investissements et les relations commerciales sur une grande échelle et à long terme nécessitent des relations de travail étroites avec les dirigeants gouvernementaux et non gouvernementaux pour favoriser la

signature de contrats et d'accords sur les brevets, la fiscalité et la main-d'œuvre. Les Européens ne se sont jamais sentis totalement à l'aise avec les régimes militaires en place, bien qu'ils aient noué avec eux d'excellentes relations, et ceci pour plusieurs raisons :

(Lire la suite page 16.)

## L'AFRIQUE AUX AFRICAINS

PIERRE BIARNES

20 ans d'indépendance en Afrique noire francophone



Témoin privilégié de cette vaste région d'Afrique depuis vingt ans, Pierre Biarnes, correspondant du « Monde », analyse ici - sans agressivité eurocentrique mais sans complaisance reverencieuse non plus - une évolution qui nous concerne tous.

ARMAND COLIN

Lire pages 16 à 18 :

PAGES 16 et 17. — Suite de l'article de James F. Petras. — La démocratie dans la crise, par Michel Beaud.

Page 18. — La Fondation Friedrich-Ebert, par Jean-Michel Palmier. — A la recherche d'un « juste milieu », par Bernard Cohen.

## cours de vacances par correspondance

... à la MER, à la CAMPAGNE, à la MONTAGNE, comme ailleurs... Nos révisions, agréables, efficaces, vous prépareront UNE RENTRÉE TELLEMENT PLUS FACILE

**PEDAGOGIE MODERNE** Enseignement privé dans le calme et la verdure à « LA CHARMERAIE » à CIMIEZ (NICE). Professeurs hautement qualifiés. Internat - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE 1980-81 des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

**COURS DE VACANCES 1980** du 4 août au 2 septembre, de la 6<sup>e</sup> aux terminales préparation à la session de remplacement du baccalauréat

**50 HEURES DE MATH** du 3 au 13 septembre, de la 4<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> C et D

2, AVENUE VILLEBOIS-MAREUIL - NICE - TEL. (93) 81.42.82

## COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à « LA CHARMERAIE » à CIMIEZ (NICE). Professeurs hautement qualifiés. Internat - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE 1980-81 des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

**COURS DE VACANCES 1980** du 4 août au 2 septembre, de la 6<sup>e</sup> aux terminales préparation à la session de remplacement du baccalauréat

**50 HEURES DE MATH** du 3 au 13 septembre, de la 4<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> C et D

2, AVENUE VILLEBOIS-MAREUIL - NICE - TEL. (93) 81.42.82



1) Les militaires sont généralement liés de longue date aux intérêts financiers américains et, dans un certain nombre de cas, ils ont accédé au pouvoir avec l'aide des Etats-Unis, ce qui réduit les possibilités d'accès et d'influence des Européens :

2) Les Européens doutent parfois de la stabilité de ces régimes et ne souhaitent pas mettre tous leurs œufs dans le même panier, afin d'éviter des déconvenues comme celle des Etats-Unis en Iran ;

3) Les mouvements ouvriers européens ont eu une expérience directe du fascisme et de la dictature, ce qui les rend moins enclins que leurs homologues américains de l'A.F.L.-C.I.O. à soutenir les régimes autoritaires. Il en résulte de fortes pressions de la gauche et des syndicats pour limiter les relations économiques avec le droit dictatorial.

Les syndicats social-démocrates européens sont, pour la plupart, membres de la C.I.S.I. (Confédération internationale des syndicats libres). Celle-ci, toutefois, n'a eu que peu d'influence directe sur les

syndicalistes latino-américains, car l'AFL-CIO, (qui s'était retirée de la C.I.S.L. en 1969) a toujours maintenu une relation étroite avec la région de la Confédération, l'ORT (Organisation régionale Interaméricaine du travail). De fait, l'AFL-CIO, a toujours contesté les relations d'interdépendance des membres latino-américains de l'ORT, soit directement, soit par le biais de l'Institut américain pour le développement économique, qui agit en faveur de l'ORT. C'est ainsi que la Confédération canadienne du travail accueillit une réunion de la C.I.S.L. pour mettre en place une sous-commission pour l'emploi, l'homme et les droits syndicaux en Amérique latine. Du fait qu'il s'agissait d'une réunion de la C.I.S.L. et non de l'ORT, les Américains ne furent pas invités. A la suite de ce deuxième événement, cette sous-commission à Caracas, du 23 au 27 juillet 1979, le secrétaire général et une délégation de la C.I.S.L. se rendirent à Naraguatze pour contribuer à l'élaboration d'un programme d'aide d'urgence. Ceux des Latino-Américains qui se considèrent socialistes sont frontalement opposés aux Européens et les Canadiens; cependant que les «antecomunistes» purs et durs s'allient à l'AFL-CIO, dont l'influence est la plus grande. Ils ont également, cependant, les ressources déguçées par les Européens et les Canadiens pour financer les différents programmes syndicaux américains, à l'égalité celles des Américains.

Autre symptôme d'une influence accrue de la tendance proche de l'I.S. : le remplacement du secrétaire général de l'ORIT, M. Julio Etcheverry, par M. Juan José Del Pino. Moins étroitement lié au mouvement

syndical américain que son prédécesseur, M. Del Pino était auparavant le responsable de la Fédération vénézuélienne des travailleurs du pétrole et il avait été désigné par la C.T.V. (Confédération des travailleurs vénézuéliens) pour la représenter à l'exécutif de l'ORIT. Or, la C.T.V. est connue pour faire valoir le point de vue de la « gauche » social-démocrate au sein de l'ORIT. M. Del Pino tout comme M. Javier Sandoval, attaché de presse de l'ORIT, assisteront au congrès de l'IS de 1978 à Vancouver en qualité d'invités spéciaux.

L'érosion de l'influence de l'A.P.I.C.I.O. s'est également traduite par l'expulsion de ses représentants du Guatemala, d'El Salvador et du Paraguay, lors du congrès mondial de la C.I.S.L. tenu à Madrid du 20 au 25 novembre 1978. Ces trois centres avaient été accusés « de complicité dans l'oppression et la violation des droits de l'homme dans leurs pays respectifs ». Lors de ce même congrès, deux Latino-Américains furent élus secrétaires de la C.I.O., furent élus pour siéger dans les instances de la C.I.S.L. : M. Manuel Penabaz, de la C.T.V., et M. Fidel Velazquez, de la Confédération des travailleurs mexicains (C.T.M.).

L'influence des idées proches de l'I.S. est loin d'être homogène chez les dirigeants des mouvements de la C.I.S.L. et de l'ORIT, mais elle ont gagné du terrain au cours des cinq années passées. Il faut aussi garder à l'esprit que les centrales affiliées à la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT), elle-même partie intégrante de la C.A.M.T. (Confédération mondiale des travailleurs américains), sont des organisations social-démocrates plus progressistes que les membres de la C.I.S.L. Cela est vrai du Honduras, où la tendance générale est toujours la même. Les dirigeants de la C.G.T., affiliés à la CLAT, sont plus militants que la Confédération des travailleurs du Honduras (C.T.H.) relevant de l'ORIT et également du Conseil international du mouvement syndical (C.I.S.).

L'Amérique latine a connu des taux de croissance industrielle relativement élevés en même temps qu'une expansion de l'agriculture commerciale, ce qui a considérablement augmenté les effectifs, absolus sinon relatifs, de la main-d'œuvre salariée. Les conditions politiques ayant permis cette croissance économique ont, dans une large mesure, été créées par des gouvernements

## Un nouveau

PENDANT de nombreuses années, la social-démocratie, depuis longtemps en veilleuse, ne fut guère prise au sérieux en Amérique latine. Les partis sociaux-démocrates européens se consacraient presque exclusivement à une amélioration du fonctionnement du capitalisme et à l'obtention d'avantages sociaux. En Amérique latine, les partis se définissant comme sociaux-démocrates — tels que l'APRA au Pérou, l'Action démocratique (A.D.) au Venezuela et le parti de libération nation-

autoritaires se contentant de mettre leur main-d'œuvre au service de l'accumulation capitaliste, au travers d'organismes « corporatifs » pseudo-représentatifs et contrôlés par l'Etat. Les investissements étrangers massifs étaient fonction de l'aptitude de l'Etat dictatorial à contenir les conflits de classe. La concentration accrue de la main-d'œuvre, produit de la croissance démographique, était la condition d'organisations, « illégales » ou semi-illégales, parallèles à celles mises en place par l'Etat. Le manque de représentativité des organismes officiels, l'absence d'indépendance, accompagnent l'expansion capitaliste, l'absence d'autonomie politique du mouvement ouvrier : autant de bases pour de nouvelles luttes et de nouvelles organisations. Vers la fin de la violente répression d'Etat qui précéda et accompagna la croissance, la gauche révolutionnaire ne se trouve pas (et n'est toujours pas) en mesure d'organiser la lutte contre le mécontentement de masse. Bon nombre de ses militants ont été physiquement éliminés, et ses activités continuent à être réactivées par la répression. Il lui manque la capacité de s'adresser publiquement aux nouvelles couches sociales qui se mettent en mouvement. De plus, la préoccupation immédiate de la survie organisationnelle empêche la masse elle-même de recouvrir un niveau de vie décent et des droits politiques élémentaires, revendications qui ne sont nullement incompatibles avec son engagement révolutionnaire. Le rôle de social-démocrates conséquents,

Ce mouvement populaire naissant s'entendrait peu aux organismes régionaux dépendant de l'A.F.I.-C.I.O. En outre, les questions qui, en Amérique latine, font l'objet de débats incessants, sont traitées à la fois politiques et syndicales qui sortent du cadre restreint de l'épure fixée par la direction de l'Institut. Ce mouvement a fait une large espace pour la social-démocratie européenne. La croissance et l'ampleur de ce courant des mouvements de ce pays se placent dans l'ordre des idées basées sur le type européen. Le caractère dictatorial des régimes qui ont encadré un « développement » à ourance a permis de constater que le mouvement a venir en défense de la démocratie. Enfin, grâce à l'affaiblissement de la gauche révolutionnaire et au discrédit de l'A.F.I.-C.I.O., le mouvement a pu pratiquement seules sur le terrain.

**ynamisme**

nale au Costa-Rica — avaient depuis longtemps abandonné toute velléité d'innovation et de réformes et s'étaient, de fait, transformés en appareils bureaucratiques et conservateurs, associés aux milieux d'affaires locaux ou étrangers, et pratiquaient des politiques qui n'avaient rien à voir avec leur rhétorique populiste et nationaliste. Bien que deux au moins de ces partis soient encore membres de la « famille socialiste », la montée des mouvements populistes a contraint

L'U.S. à aller au-delà de leurs discours anticommunistes et de leurs limites programmatiques, pour s'engager sur un terrain plus progressiste.

Ce déplacement du centre de gravité est particulièrement manifeste dans les efforts accomplis pour gagner les bonnes grâces d'éléments importants du mouvement révolutionnaire. On trouve tout particulièrement les "terroristes" de M. Brizola et du parti travailliste brésilien, du New Jewel Movement, à Grenade, etc. En outre, les syndicalistes de quelques pays ont rejoint la vague de la révolutionnaire dominicaine (P.F.D.), les socialistes démocratiques et les populistes du parti national du peuple (P.N.P.) à la Jamaïque, des sections du parti communiste au Chili, les parti nationaliste révolutionnaire d'El Salvador relèvent, à un degré ou à un autre, le nouveau réformisme des sections latino-américaines de la social-démocratie. En tout, dix pays (pour en citer) sont membres de l'P.S.

Les tentatives récentes pour élargir l'influence de la social-démocratie commencèrent en avril 1976, lors d'une réunion des dirigeants politiques européens et latino-américains au pouvoir ou dans l'opposition, convoqués pour discuter les nouvelles possibilités qui s'ouvraient sur le continent. Sous les auspices de l'A.D. et du président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, alors au pouvoir des bases furent jetées pour l'élargisse-

ment de contacts avec les forces nouvelles apparaissant dans la région. En mars 1978, M. Mario Soares, qui avait été ministre des Affaires étrangères portugaises consécutives au coup d'Etat du 25 avril 1974, et que dans le milieu de l'I.S., on appelle « l'homme des Allemands », prit la tête d'une délégation qui visita le Mexique, la République dominicaine, le Costa Rica, le Chili, le Brésil, le Venezuela, la Jamaïque, le Pérou, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, l'Ecuador, la Bolivie, de l'Equateur et du Venezuela, pour réaliser un travail d'organisation et la victoire électorale du P.R.D. en République Dominicaine eurent des conséquences en chaîne, dont l'une fut la présence de vingt-neuf ministres américains à une conférence sur l'Amérique latine organisée par son congrès de l'I.S., en novembre 1978 à Vancouver, avec, parmi elles, le parti indépendantiste portoricain (P.I.P.) et le Front sandinista révolutionnaire nicaraguayen. L'initiative des Suédois, un groupe de travail sur l'Amérique latine fut créé avec M. Michael Manley (premier ministre de la Jamaïque) comme président, et M. José Fernández Arce (président du P.R.D.), comme secrétaire. En outre, le congrès eut quatre Latino-Américains comme vice-présidents : MM. Michael Manley, Daniel Oduber (Costa Rica), Carlos Prío (Cuba) et Guillermo Barrios (Venezuela) et Anselmo Silva (Chili).

Ces élections et les nominations au sein de l'I.S. reflètent la lutte d'in-

## Un nouveau dynamisme

- **MEMBRES DE PLEIN DROIT :**
  - Argentine ..... Parti socialiste populaire (P.S.P.).
  - Barbade ..... Parti travailliste barbadien.
  - Chili ..... Parti radical (P.R.).
  - Costa-Rica ..... Parti de libération nationale (P.L.N.).
  - Émirats Arabes Unis ..... Parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.).
  - El Salvador ..... Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.).
  - Jamaïque ..... Parti national du peuple (P.N.P.).
- **MEMBRES À TITRE CONSULTATIF :**
  - Venezuela ..... Action démocratique (A.D.).
  - Paraguay ..... Mouvement écosocial du peuple (M.E.P.).
  - République Dominicaine ..... Parti écologiste révolutionnaire (P.F.R.).
- **PARTIS LIÉS INFORMELLEMENT À L'U.L.S. (1) :**
  - Bolivie ..... Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.I.).
  - ..... Mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.).
  - Grenade ..... New Jewel Movement.
  - Guyana ..... Front élargi.
  - Guatemala ..... Frontal de la révolution (FUR).
  - ..... Parti socialiste démocratique (P.S.D.).
  - Nicaragua ..... et groupe des Douze.
  - ..... F.L.S.N.
  - Mexique ..... Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).
  - Argentine ..... Union civique radicale (U.C.R.).
  - ..... Mouvement périste montonero (M.P.M.).
  - Brésil ..... Parti travailliste brésilien (P.T.B.).
  - Chili ..... Parti socialiste (P.S.).
  - Équateur ..... Front de la gauche démocratique (FID).
  - Panama ..... Parti révolutionnaire démocratique (P.R.D.).
  - ..... Parti social-démocrate (P.S.).
  - ..... Mouvement indépendant démocratique (MID).
  - Pérou ..... Alliance populaire révolutionnaire américaine

(1) Définis par cette dernière comme ceux qui ont participé à des conférences de l'I.S. ou sollicité son soutien à la suite de mesures répressives dans leur pays.

(2) Le P.S. et le MID sont en concurrence pour la reconnaissance par l'I.S.

# LA DÉMOCRATIE DANS LA CRISE

**Prof MICHEL BEAUD \***

**J**AMAIS le démocrate n'a paru aussi universellement admiré. Qui ne s'en réclame aujourd'hui ? Des démocrates occidentaux, des démocrates populaires, des régimes de démocrates chrétiens aux républiques islamiques, les opposants qui revendiquent la démocratie aux régimes d'ordre qui promettent la prochaine restauration de la vie démocratique. Démocrates-*elbibi*, démocrates-*troupe-œil*, démocrates musclés... mais beaucoup, dans le monde, meurent ou sont emprisonnés pour n'avoir pas réussi à sauvegarder la démocratie ou pour avoir cherché à la reconstruire.

Car il n'y a pas de pays où la démocratie ne soit menacée, déformée, étouffée ou en danger de l'être : systèmes de parti unique, régimes policiers, dictatures sanglantes, fascisme, racisme, interdiction des libertés individuelles et politiques fondamentales, camps, hôpitaux psychiatriques ; mais aussi, dans les pays de « tradition démocratique », manipulation de l'information, interdictions professionnelles, contrôle et répression sélectifs. L'élbi des risques médicaux et biochimiques.

\* Professeur à l'U.E. d'économie politique à l'université de Paris-VIII-Vincennes, animateur du CEECA (Centre d'études et de recherches sur le capitalisme).

la montée des terrorismes, l'insécurité quotidienne, facilitent, chaque jour, le renforcement du pouvoir policier. L'informatique et la télétransmission, qui auraient pu être d'extraordinaires moyens d'élargissement de la démocratie, sont systématiquement mis au service du contrôle social et de la répression.

Or l'ampleur des changements en cours nous donne le sentiment que l'humanité est engagée dans un nouveau et décisif basculement : l'ordre impérialiste, restauré au lendemain de la deuxième guerre mondiale, est détreuvé par la grande crise des années 70-80 ; de nouveaux capitalismes se forment dans les tiers-monde, ce qui signifie nouvelles classes dirigeantes et nouvelles classes ouvrières ; d'autres pays ont choisi de se développer selon la logique du collectivisme d'Etat, ce qui signifie aussi nouvelles classes dirigeantes et nouvelles classes ouvrières ; à l'échelle mondiale est en cours le plus puissant mouvement de prolétarisation de l'histoire : transformation des petits producteurs détenteurs de leurs moyens de travail en travailleurs obligés, pour vivre, de vendre leur force de travail. Un puissant développement des forces productives s'est fait, avec, notamment, les nouvelles énergies, la chimie, la bio-industrie, l'exploitation des océans. Les capacités de destruction s'accroissent, bien au-delà de ce qui serait nécessaire pour détruire la planète une bonne fois. Dépassé par les réalités qui se sont développées sous des régimes qui se disent « socialistes », ne croyant plus guère aux promesses des experts en « développement économique et social » des classes populaires, des peuples entiers se réfrènt à la violence religieuse. Les crises sont — on le savait déjà — les maux entraînés pour faire supporter aux plus démunis le misère, la détresse et l'accroissement ; elles se révèlent, dans certains pays, seules capables de dénoncer la tyrannie, l'arbitraire, l'injustice et la répression.

### Née avec le capitalisme—

**D**ANS ce mouvement, quelle peut être la place de la démocratie ? N'aura-t-elle été, dans l'histoire, qu'une brève parenthèse entre l'ère des dominations associatives, féodales et monarchiques, et de nouvelles tyrannies armées des modernes technologies du contrôle social ? Est-elle en l'ère auquel peuvent seuls accéder les pays bénéficiant des avantages de l'impérialisme ? N'est-elle jamais été, comme certains l'affirment, qu'une façade derrière laquelle s'obrite la domination d'une classe ? Ou bien est-elle un aspect essentiel, fondamental, non seulement des révolutions bourgeoises, mais des combats du mouvement ouvrier socialiste ? N'est-elle pas la forme à travers laquelle s'effectue nécessairement la progression émancipatrice de toutes les classes, masses et catégories opprimées ? Et, dès lors, n'est-elle pas, non seulement une condition,

mais une composante essentielle de toute société se réclamant du socialisme ?

La démocratie moderne s'est formée dans le mouvement même du développement des capitalismes nationaux en Hollande, en Angleterre, plus tard en France.

S'appliquant tantôt sur le souverain, tantôt sur des fractions de la noblesse, les bourgeois neoisment s'enrichissent et se renforcent ; mais, dès lors qu'entre l'immense masse paysanne dominée et étroite couche des privilèges, elles ne trouvent pas l'espace dont elles ont besoin, elles murmurent, critiquent, parfois insurgent. Contre l'arbitraire, elles prennent l'état de droit ; contre le monarchisme et la prééminence de la noblesse, la république, la liberté, la démocratie. Dans les périodes de crises, quand résonnent et se conjuguent le crépuscule du Moyen-Age et l'aube du capitalisme dans les villes, les révolutions bourgeoises, armées de ces mots d'ordre, l'emportent, d'abord en Angleterre, puis en France, et, plus largement, en Europe.

**Maia, une fois battu ou abattu l'Ancien Régime, les nouvelles classes dirigeantes se réservent l'avantage des récentes conquêtes : le droit de vote sera restreint à ceux qui en sont « dignes », c'est-à-dire aux possédants ; la liberté sera, pour les uns, la liberté d'association, d'entrepreneurs, de faire produire, de s'enrichir, pour les autres, celle de vendre leur force de travail au prix « librement fixé sur le marché. S'il est une démocratie qui mérite d'être qualifiée de « bourgeoise », c'est assurément celle-là.**

Elle est d'une grande précarité : menacée d'un côté par la réaction, combattue de l'autre par les forces populaires des villes et des campagnes, sur lesquelles s'était appuyée la bourgeoisie, elle se laisse emporter à la dérive, sans pouvoir servir des intérêts précis, sans pouvoir couvrir des emplois, s'élargir ou rétrécir des progrès du capitalisme. Mouvement chariste en Grande-Bretagne, révolutions de 1830 et de 1848 sur le continent : le suffrage universel, les droits fondamentaux de réunion, d'association, d'expression, vont être acquis, parfois au prix du sang. Et le mouvement envierai vu obtenir, dans une lutte sans cesse à reprendre, le droit de créer des syndicats, de faire grève, d'élire, en de telles étapes, une législation du travail limitant l'arbitraire patronal dans l'entreprise.

Ainsi la démocratie, dans les pays capitalistes développés, est, comme la répartition des charges et des avantages de la production, l'enjeu du rapport des forces entre les classes en présence. Elle fait partie d'un compromis global que la classe dirigeante, alliée avec la moyenne bourgeoisie et le paysannerie, a pu passer avec le monde du travail. Certes, par l'importance des moyens financiers dont elle dispose, par le réseau de liens personnels qu'elle a tissés dans l'appareil d'Etat central comme dans le monde social des villages.

des régions, par le contrôle qu'elle exerce sur l'information, la classe dirigeante est en mesure de peser, de biaiser, de détourner la démocratie à son avantage.

**...mais conquise contre la bourgeoisie**

**E**LLLE ne peut cependant être réduite à un simple instrument de domination. Au cours des luttes politiques, les socialistes, les écologistes, les espaces de liberté ont été envahis des bastions ont été établis d'où peut se développer le contrôle sur les dirigeants, la critique et la contestation, mais aussi d'où peuvent naître propositions et initiatives ; des contre-pouvoirs ont été mis en place. Qu'il y ait une intégration, récupération partielle, dénaturation, nul ne peut le nier. Mais ces avancées sont des points d'appui essentiels pour ceux qui aspirent et travaillent à une société plus juste et plus humaine. Faut-il rappeler que le socialisme devient un objectif fondamental pour tous les citoyens ? La démocratie n'est pas suffisante pour que la participation à une démocratie totale, c'est-à-dire la société capitaliste, en les utilisant, en prenant appui sur eux, et donc, s'il le faut, en les déformant, qu'on pourra servir à les élargir.

Aujourd'hui, nous avons à les défendre. car la crise mondiale en cours oblige les classes dirigeantes des pays capitalistes à remettre en cause des concessions qu'elles avaient été amenées à faire aux classes ouvrières, et plus largement au monde du travail. L'offensive est systématique : développement des formes précaires d'emploi (travail intérimaire, travail à temps partiel, contrats à durée déterminée, stagiaires, vacataires, retraiteux), menaces sur la fonction publique, privatisation, multiformes attaques du secteur public, réduction de la protection sociale, limitation du droit de la protection sociale, l'abolition du droit de grève, restrictions à l'exercice du droit syndical, utilisation et mise en concurrence de travailleurs des cinq continents.

Ces mesures, l'insécurité qui les accompagne, l'inquiétude et l'angoisse qui gagnent, notamment chez les jeunes, l'insécurité, le renforcement de la contrainte d'État et donc une nouvelle réduction de l'espace de la démocratie allant donc de ans : contrôle de plus en plus serré de l'information de masse (télé, radio, grande presse) ; l'accompagnement d'une certaine tolérance pour les publications sélectives ou marginales ; dépolitisation en profondeur de l'opinion par l'usage combiné des divertissements (sport, théâtre, lots, jeux télévisés) et de l'angoisse (guerre, crise, crimes) ; abandon de chaque jour plus net des valeurs républicaines fondamentales : sens de l'État et de l'intérêt général, coupure intrinsèque entre le public et le privé pour les fortunes des hommes politiques.



LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE

finances entre la section suédoise et la section allemande. M.M. Barrios et Oubier représentent la « vieille garde », proche des milieux d'affaires, alors que M.M. Manley, Peña Gomez et Velles, plus populistes et plus ouverts, ont la faveur des Suédois. Les Allemands restent cependant la force dominante grâce à leur importante contribution (60 %) au budget de l'Internationale et au rôle de M. Brandt en tant que président et initiateur de l'« internationalisme » revigoré de l'organisation.

Il faut se garder d'exagérer les différences entre les sociaux-démocrates européens et leur identité leur coopération et leur identité d'objectifs, mais nul ne saurait pour autant ignorer les conditions nationales différentes dans lesquelles ils déploient leur action et les nuances qui caractérisent leur manière d'aborder les problèmes. Les membres du S.P.D. admettent dans un contexte caractérisé par la croissance massive des investissements et des liens com-

merciaux de l'Allemagne en Amérique latine. L'idée que la social-démocratie allemande vise à donner une assise politique au capital allemand en Amérique latine est généralement acceptée dans les milieux européens. L'orientation des sociaux-démocrates suédois, elle, est moins directement liée au capital suédois, moins dynamique en matière d'investissements à l'étranger. En second lieu, les syndicats suédois, en particulier les métallurgistes, sont davantage préoccupés par la fuite des capitaux vers des régions du monde à bas salaires, et par là même plus enclins à examiner d'un œil critique les conditions de travail des Latino-Américains employés par des filiales de firmes suédoises. La social-démocratie suédoise dispose ainsi d'une plus grande marge de manœuvre dans ses rapports avec les forces progressistes d'Amérique latine. Bien que le parti social-démocrate suédois opère à partir d'un système capitaliste, il jouit d'une souplesse tactique et d'une capacité de pénétration auxquelles les Allemands ne sauraient prétendre.

Un capitalisme plus ou moins social

LES expériences récentes des mouvements sociaux-démocrates font ressortir trois caractéristiques majeures :

- 1) Dans l'opposition aux régimes (civils ou militaires) de droite, ils ont été capables de s'inscrire au large soutien et même, dans plusieurs cas, de prendre le pouvoir ;
  - 2) Au gouvernement, ils ont été à l'impossibilité d'appliquer leurs programmes de contentement de masse et du pouvoir politique ;
  - 3) Des divisions aiguës entre l'appareil d'Etat et l'appareil du parti, en prise sur les masses, provoquant des luttes internes prolongées et parfois des scissions.
- En cours de ces dernières années, deux partis sociaux-démocrates ont accédé au pouvoir puis ont été écartés (P.A.D. au Venezuela et le P.L.N. au Costa-Rica), deux autres ont récemment gagné les élections (P.R.D. en République Dominicaine et le P.M. au Chili). Dans ces quatre cas, les partis ont vu éliminer leur force politique avant d'être élus, grâce à leur programme nationaliste, populiste et réformiste. Au Venezuela, les revenus pétroliers considérables, la fesse entre les promesses électorales et les réalités du développement capitaliste a atteint une telle ampleur que des secteurs entiers de la base électorale du P.A.D. furent perdus. Il en est allé de même au Costa-Rica. La concentration des ressources dans la promotion du développement capitaliste, les liens entre les dirigeants des partis et les milieux d'affaires, l'absence de programme global de redistribution des richesses, la polarisation sociale croissante qu'impose le modèle d'accumulation ne laissent guère d'autre choix que des pratiques clientélistes. C'est pourquoi l'alliance entre la classe dirigeante et la bourgeoisie, sur la base d'un « capitalisme social » préconisé par ces partis, prit un contenu plus capitaliste que social.

C'est une évolution stimulée que sont en train de connaître les deux

seuls gouvernements sociaux-démocrates subsistant dans les Caraïbes, le parti social-démocrate de M. Manley, qui avait d'abord entamé un programme radical de nationalisation des entreprises étrangères et qui, après avoir été écarté, s'est transformé en exécutant de la politique économique et sociale dictée par le Fonds monétaire international, ce qui a eu pour résultat de faire baisser le niveau de vie des salariés de 20 à 30 %. Les manifestations de masse organisées par le parti travailliste jamaïcain, la multiplication des grèves et le mécontentement général semblent indiquer que le gouvernement de M. Manley est en difficulté. En République Dominicaine, le régime du président Guzman, porté au pouvoir par un raz de marée populaire, a montré une hostilité croissante à la classe dirigeante et même aux syndicalistes membres du P.R.D. et a poursuivi la politique de développement de son prédécesseur, M. Balaguer. Malgré ses engagements en faveur des libertés civiles, les sociaux-démocrates n'ont tenté aucun effort sérieux pour modifier les relations fondamentales de propriété, ni les rapports entre les classes ou avec l'étranger qui perpétuent les inégalités. En outre, ils se heurtent aux mêmes limitations lorsqu'il s'agit de politique des revenus. Toute tentative visant à réformer les captaux entraîne la stagnation et la fuite des capitaux. Toute recherche de financement extérieur provoque de fortes pressions sur la politique gouvernementale. Les sociaux-démocrates risquent alors de devenir les instruments de la restructuration des dépenses publiques, des services sociaux et des salaires. Ces pratiques provoquent des divisions au sein de leurs partis, affaiblissent encore davantage leur capacité d'organisation et préparent leur défaite électorale. Les forces qui avaient facilité leur victoire lors de l'élection dans l'opposition, les alliances avec le capital, le thème de la « démocratie sans classes », le modèle de développement

alliant capitalisme et extension des prestations sociales, etc., deviennent une fois au pouvoir, autant d'obstacles à des changements de grande envergure. Les liens avec l'Union soviétique ont facilité l'obtention des prêts de la Banque mondiale et du F.M.I. fournissant à ces mêmes institutions l'occasion de freiner les programmes de réforme.

L'histoire récente de l'Amérique latine paraît démontrer que la social-démocratie mouvement consé-

Les relations avec les États-Unis

AU Brésil, le retour d'exil de M. Brizola et la constitution du parti travailliste brésilien peuvent permettre la création d'un pôle d'organisation pour les sociaux-démocrates des villes du sud du pays. Les efforts déployés pour attirer les dirigeants syndicaux, en particulier ceux de la métallurgie, ont été frustrés par la naissance du parti des travailleurs. Au Nicaragua, les sociaux-démocrates se sont assurés une tête de pont d'importance grâce à leurs liens avec le « groupe des Douze », le représentant des milieux qu'on appelle les « bourgeois » et la fraction « réformiste » du Front sandiniste. Les destructions provoquées par la dictature du général Somoza ont laissé le régime dans une situation précaire qui l'oblige à solliciter des aides extérieures. Le parti social-démocrate a répondu à cet appel. Les réformes marquées par les membres de l'Internationale socialiste sont en partie l'indice de leur préoccupation à l'égard des tendances révolutionnaires qui entraînent au sein du mouvement sandiniste et de leur désir de les contenir. Vers la fin du mois de novembre dernier, les Allemands ont finalement consenti à accorder une aide de 14 millions de dollars, ce qui est bien malgré par rapport aux besoins du pays. Au Salvador, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) se sépara de l'opposition révolutionnaire de gauche pour participer à une junte composée de colonels se disant réformistes et d'hommes d'affaires libéraux, quand il apparaît que le régime était incapable d'accomplir un minimum de réformes, et que la gauche ne cessait de se renforcer, les sociaux-démocrates, ayant fait preuve de leur inefficacité, se retirèrent de la coalition.

En Panama, le général Torrijos s'est efforcé d'institutionnaliser les fondements de son pouvoir par la création d'un parti bureaucratique de masse, le Parti révolutionnaire (P.R.), dont des militants furent envoyés en Espagne pour être formés par le P.S.O.E. de M. Felipe Gonzalez. Le P.R.D. semble se satisfaire du soutien organisationnel de certains partis de l'I.S., mais solliciter son admission comme membre à part entière. Associé sans être adhérent, il peut faire valoir qu'il n'est pas contrôlé de l'étranger, accusation souvent portée contre le parti du peuple (P.C. fidèle à Moscou).

Au Guatemala, si aucun parti n'est affilié à l'I.S., plusieurs en

malgré ses échecs, se renforce et continuera à se renforcer compte tenu des possibilités de choix restreintes qui s'offrent aux populations. Là où la social-démocratie est libre d'opposition, particulièrement dans les pays à régimes militaires ou dictatoriaux, elle devrait être en mesure de s'assurer un appui de masse grâce à son programme de démocratie sociale et au soutien énergétique de l'Internationale, tant sur le plan du financement que de l'organisation.

sont nettement proches. Le parti révolutionnaire (P.R.) se réclame un moment de la social-démocratie et entretient quelques rapports avec l'I.S. Il a depuis viré à droite et participe aujourd'hui au gouvernement du général Romero Lucas. Une fraction a fait scission pour former le parti socialiste démocratique (P.S.D.) sous la direction de Mario Posas. Ce parti, réorganisé en janvier 1979 en moment où son parti obtenait sa légalisation. Une autre formation social-démocrate est le Front uni de la révolution (F.U.R.) sous la direction de M. Manuel Colon Argueta, avant accordé son appui politique tacite à la candidature du général Lucas lors des élections de 1978. M. Colon Argueta fut assassiné en mars 1979.

Tant que ces groupes sont dans l'opposition, ils dirigent leur action en conjuguant leurs efforts avec ceux de la gauche et de la bourgeoisie libérale. Ces gains politiques leur permettent de poursuivre leur tâche lorsqu'ils assument la responsabilité de l'Etat, les exigences « internes » des salariés réclamant une redistribution de la richesse entrent en conflit avec les exigences « externes » du capital financier soucieux de limitation des salaires, de liberté d'entreprise et de réduction des dépenses publiques. Certains éléments membres de la coalition social-démocrate exigent alors des mesures favorisant la croissance ainsi que la mise au pas de la main-d'œuvre, ce qui limite les possibilités de réforme pouvant obtenir l'appui des travailleurs.

D'une certaine manière, les conflits entre la démocratie américaine et les régimes militaires apparaissent comme une partie intégrante du conflit entre le capital américain et le capital européen. Le capital américain, implanté depuis longtemps, est lié aux pratiques politico-militaires formées et dynamisées par le Pentagone. Le capital européen, pour se faire une place en Amérique latine, ne son sort à celui des forces civiles réformatrices ou conservatrices, qui tentent de diversifier leurs sources de financement et leurs partenaires commerciaux pour s'assurer une certaine indépendance à l'égard des États-Unis. Même si cette façon de voir surestime l'importance des liens extérieurs dans la définition des politiques qui mènent des régimes ou des partis à la droite, elle met en évidence les difficultés auxquelles s'expose toute tentative d'introduire des solutions réformatrices en Amérique latine. Sans doute les mouvements réformistes disposent-ils d'une certaine autonomie à l'égard de leurs appuis interna-

tionaux et peuvent-ils prendre des initiatives qui vont au-delà des normes pratiquées en Europe, car ils sont contraints de le faire s'ils veulent conserver un minimum de soutien populaire ; nationalisations, expropriation d'un certain nombre de propriétés foncières, etc.

La concurrence se poursuivra entre les fanatiques de la libre entreprise, appuyés par les États-Unis, et les sociaux-démocrates soutenus par les Européens. A certains moments, elle pourra prendre l'allure d'un conflit fondamental. Néanmoins, face à la perspective d'une révolution socialiste, sociaux-démocrates et conservateurs mettront de côté leurs divergences et coopéreront pour tenter d'isoler et de vaincre les forces révolutionnaires, comme ce fut récemment le cas au Salvador. A un moment donné, les sociaux-démocrates s'aligneront avec la fraction libérale de l'Église, les milieux d'affaires et les militaires contre le Bloc populaire révolutionnaire qui disposait d'un appui de masse. En période de révolution, les États-Unis peuvent faire bon usage de la social-démocratie.

Pendant la période 1976-1978, où M. James Carter tentait de se donner une légitimité internationale, les États-Unis courtisèrent et appuyèrent les sociaux-démocrates comme ce fut le cas en République Dominicaine au moment de l'élection du président Guzman. Mais, que le risque paraisse trop grand et revienne la tentation de la manière forte. En Amérique latine, comme au Portugal en 1975, les États-Unis peuvent se servir de la social-démocratie, quitte à s'en débarrasser lorsque, à leurs yeux, elle cesse d'être utile.

JAMES F. PETRAS.

LA NEO-SOCIAL-DÉMOCRATIE, OU LE CAPITALISME AUTOREGÉ. — A. Bhir et J.-M. Heinrich

★ Le Sycomore, Paris, 1980, 287 pages.

Tous ceux qui s'interrogent sur l'évolution des sociétés industrielles ont intérêt à lire l'ouvrage de Bhir et de J.-M. Heinrich : c'est probablement l'un des essais théoriques les plus récents qui ont été produits ces dernières années. Il permet en effet d'entrevoir quelle réponse les pays capitalistes peuvent apporter à la crise sociale et politique) qu'ils traversent actuellement.

Renforcement de l'Etat ? Sans doute — et le processus est déjà avancé ; mais, en même temps, décentralisation des formes de la prise sociale ; gardant par devant lui le contrôle global de la société, le pouvoir politique s'efforce de contrôler par le haut les tâches de gestion courantes. Bien loin de constituer une riposte de gauche à la menace d'un Etat totalitaire, l'expansion, l'expérimentation sociale, la convivialité répondent aux intérêts de la grande bourgeoisie et aux aspirations de la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle, qui s'inspirent surtout dans les mouvements écologistes ou de lutte urbaine.

S'interrogeant, dans un dernier chapitre (en peu de pages), sur les chances et les formes de l'action révolutionnaire, A. Bhir et J.-M. Heinrich ont raison de souligner qu'elle ne peut réussir que si elle se mondialise, réintègre à la fois son projet et son sujet. Mais que l'analyse de la situation ne peut se circoscrire à l'Amérique, même si, au-delà, elle est plus que jamais d'actualité.

M. T. M.

rières des fonctionnaires), transformation des lieux locaux et des citoyens en clientèle d'assistés ; mais aussi recours aigu aux législations d'exception et répressions sélectives : face à la contestation violente et au terrorisme, les gouvernements des États-Unis (contre les Black Panthers), de l'Italie et de l'Allemagne occidentale ont vu s'effondrer l'appui d'une partie importante de l'opinion pour systématiser la répression et en élargir la menace.

Ces mesures s'inscrivent dans un système global. La commission trilatérale, envisageant il y a quelques années les moyens de contrebalancer les risques de contestation du système résident dans une activité démocratique trop intense, avait recommandé un plus strict contrôle de l'enseignement et de l'information ; mais elle n'avait pas exclu la censure ; elle avait même plus brutalement réprimé en Iran. Comme en Italie après la première guerre mondiale, et en Allemagne dans la crise des années 30, comme en Amérique latine dans les dernières décennies, les classes dirigeantes des pays capitalistes peuvent, pour maintenir leur domination, alors que la crise en cours les oblige à revenir sur des concessions antérieures, recourir aux systèmes fondés sur la force vive, la répression et l'oppression politiques.

Les exemples de fascisme italien, de nazisme allemand, du franquisme espagnol peuvent être oubliés ; dans les pays capitalistes développés, la défense des acquis démocratiques doit être, avec celle des conquêtes sociales, une ligne que le mouvement ouvrier et démocratique doit tenir fermement dans les prochaines années. Tout en cherchant à ouvrir la perspective d'une avancée vers le socialisme démocratique.

Socialisme sans liberté

D'UNE certaine manière, la question du caractère démocratique du socialisme ou du socialisme sans pour les socialistes du dix-neuvième siècle : une fois arrachés aux exploiteurs les moyens de production et abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, une nouvelle société sans classe s'élève, reposant sur la libre association des producteurs ; l'Etat devient dépeuplé, il n'y a plus de problème de la correction démocratique.

Marx avait indiqué la nécessité, comme étape, de la dictature du prolétariat. Dictature exercée à l'égard de l'extrême minorité des classes exploitatrices, et qui devait, pour les travailleurs, se traduire par un épanouissement de la démocratie ; et cela dans des formes nouvelles esquissées d'une manière concrète par la Commune de Paris. A la veille de la révolution d'Octobre, Lénine réaffirmait la nécessité du dépassement de l'Etat en représentant la référence de Marx à la Commune de Paris ;

mois en quelques mois, dans son achèvement face aux adversaires et aux obstacles, c'est bientôt la dictature du parti ou nom du prolétariat, puis la dictature du parti et de l'Etat, sur le paysannerie et sur la classe ouvrière.

Il s'agissait, ils croyaient bâtir le socialisme. Lénine est bien le témoin, lors de la conférence d'Etat, de la victoire sur le capitalisme d'Etat. Les contraintes économiques et sociales résultant de l'immense effort d'accumulation qu'ils durent ensuite engager les conduisirent à organiser l'économie selon un modèle de production qui a beaucoup de traits communs avec le capitalisme, même s'il diffère sur deux points essentiels : l'appropriation collective des moyens de production et le rôle central de l'Etat. Les sociétés « collectivistes d'Etat » (1) restent des sociétés de classes ; une bonne diversité de moyens pour accéder à la production de survie et à ses utilités ; une domination sur les classes productrices, cette nécessité, et l'Etat en est l'instrument principal : les conditions de base de toute vie démocratique (liberté d'expression, droit de réunion et d'association, libertés individuelles) sont soit abolies, soit strictement encadrées au nom même du socialisme et de la classe ouvrière.

Ces sociétés collectivistes d'Etat, il n'est pas indifférent qu'elles se nomment allemandes « socialistes » ; qu'elles ne présentent comme héréditaires et constitutives de la pensée socialiste du dix-neuvième siècle ; qu'elles aient la pensée marxiste comme armature idéologique ; car de par le monde s'accroît l'idée qu'il peut y avoir socialisme sans démocratie (2) et qu'entre le socialisme et la démocratie il faut choisir.

Dans les pays capitalistes, la nouvelle droite exploite le thème qui lui est ainsi offert : si elle enclenche pour nommer socialisme les régimes réalisés en Europe de l'Est, c'est pour pouvoir affirmer l'identité socialisme-totalitarisme ; ce qui lui permet de soutenir que le socialisme capitaliste (comme l'Étatisme) est le seul qui permette la démocratie et la liberté. C'est là une des manières d'opposer démocratie et socialisme. Il en est d'autres. Dans l'extrême gauche après 1968, il était courant d'opposer les compromissions de la démocratie bourgeoise (3) à la pureté de la révolution prolétarienne. D'une autre manière, les partis communistes orthodoxes arrivent à la même attitude : en effet, dès lors que le parti est le parti de la classe ouvrière et que celle-ci a la tâche historique de libérer l'ensemble de l'humanité, la démocratie peut être un mot d'ordre de regroupement, mais ne doit en aucun cas être un obstacle à l'accomplissement de la mission du parti. De même, si l'U.R.S.S. est le pays du « socialisme », et si la responsabilité de diriger le « camp socialiste », les impératifs de la cause risquent bien un jour ou l'autre d'entrer en conflit avec la logique de la démocratie. Et

il en sera de même, si ce qui peut conduire, par exemple, à approuver l'intervention militaire soviétique en Afghanistan.

Fusionner les perspectives démocratique et socialiste

AINSI, entre démocratie et socialisme le divorce paraît profond. Le socialisme a pu être conquis sous différentes formes et à des degrés assez avancés dans les sociétés capitalistes, dans le cadre du capitalisme de conservation, l'essentiel de leur pouvoir et de leurs richesses. Et, au nom du socialisme, se sont mis en place des régimes de domination de classe qui ont éliminé jusqu'aux plus démenties formes de la démocratie. Quant aux pays en voie de développement, ils sont à leur tour amenés à imposer aux classes productrices le dur effort qu'implique tout processus d'accumulation ; monarchies militaires, régimes militaires, tyrannies militaires ou bureaucratiques, impérialismes occidentaux et où les groupes industriels et financiers développent d'étroits secteurs insérés dans leurs stratégies multinationales ; autres régimes militaires, systèmes policiers et de parti unique, encouragés ou encadrés par l'empire soviétique et où le système d'accumulation étatique a été adopté comme pouvant seul permettre un développement économique soutenu. Dans les deux situations, la démocratie n'est pas à l'ordre du jour.

Pourtant, ici ou là, les fractions de la bourgeoisie ou de l'intelligentsia, les communautés paysannes héréditaires de traditions de débats et de décisions collectives, des classes ouvrières en cours d'émancipation ou de réorganisation, se font les porteurs de la toujours renaissante revendication démocratique. Difficile combat qui se heurte à la fois à la répression des régimes en place et à l'ombre du hémisphère des puissances impériales (sauf l'Amérique ou l'État ou Chili, interventions militaires soviétiques en Tchétchévie et en Afghanistan).

Pourtant, en U.R.S.S. même, comme dans les pays de l'Est, ceux qui contestent et critiquent la réalité existante au nom du socialisme et de la démocratie témoignent que la bourgeoisie, dans l'Occident capitaliste, la flamme reste vivace pour fusionner, dans le projet comme dans la pratique, l'impératif démocratique et l'aspiration socialiste : la perspective autogestionnaire en est l'expression. Plus fondamentalement, l'importance des transformations déjà engagées dans le sens du socialisme ne doit pas être sous-estimée même si elles n'ont pas conduit à l'accomplissement du socialisme ; socialisation des moyens de production ; planification des activités des secteurs sociaux ; conditions de travail meilleures, socia-

rité, protection sociales obtenues par les travailleurs ; efforts réalisés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture... Dans des cadres sociaux très différents, ces conquêtes constituent des plates-formes avancées à partir desquelles pourraient être franchis de nouveaux pas vers le socialisme qui mérite ce nom : le socialisme démocratique.

La question n'est pas d'en décrire le modèle ; ce que Rosa Luxemburg écrivait du socialisme en 1918, dans un texte sur la révolution russe, demeure pour le socialisme démocratique : « Nous savons à peu près ce qu'il nous faut supprimer d'abord pour ouvrir la voie à l'économie socialiste ; mais, en revanche, la nature des milieux sociaux et pratiques, petites et grandes, qu'il faudra prendre pour introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux n'est consignée dans aucun programme de parti socialiste, dans aucun manuel socialiste (...). La nature même du socialisme fait que, bien évidemment, il ne peut être octroyé ou introduit par ordonnance (...). Seule l'expérience permet les corrections et l'ouverture de nouvelles voies (...). La masse populaire doit participer dans son ensemble. Sinon le socialisme est décrété, octroyé par une douzaine d'intellectuels réunis autour d'un tapis vert (4). »

Ce qui importe c'est d'indiquer le chemin et la marche. Deux propositions simples peuvent être énoncées : s'il n'est de socialisme que démocratique, il n'est d'avancée vers ce socialisme que dans un élargissement ou s'élargit et s'approfondit la démocratie. Dès lors, marquer la fragilité ou les insuffisances de la « démocratie existant réellement » doit conduire, non pas à jeter au discrédit global sur la démocratie, mais au contraire à renforcer notre exigence pour tout ce qui touche à la démocratie (élections, vie des partis, information, libertés individuelles, collectives et politiques...)

Entre les puissances impériales et face à leur volonté de se partager le monde, il faut recréer, dans le monde, un espace de liberté où resurgisse la perspective d'une société à la fois démocratique et socialiste. Dans ce cadre, il est essentiel que les pays où les forces qui ont en commun la volonté d'indépendance nationale, le souci de promouvoir un développement qui réponde aux besoins les plus fondamentaux des classes populaires, le choix d'un cours démocratique de transformation sociale développent leur solidarité et tissent un réseau de plus en plus dense pour passer au stade du socialisme.

MICHEL BEAUD.

(1) Voir Michel Beaud : *L'Etat du socialisme, le socialisme démocratique*, mai 1979.  
(2) Plus brutalement : « Le socialisme, c'est le totalitarisme ».  
(3) Cf. le fameux slogan : « Elections, plus à nous ».  
(4) *Œuvres II (Textes politiques 1917-1918)*, Petite collection Maspero, Paris, pages 32-33.

delia 1980



Un instrument organisé  
et efficace, dans la tradition  
du mouvement ouvrier allemand

## La Fondation Friedrich-Ebert

La Fondation Friedrich-Ebert (FES), dont le siège est à Bonn-Bad Godesberg, est sans doute la plus ancienne et la plus importante fondation politique du mouvement ouvrier allemand. Créée le 15 avril 1925 pour développer l'héritage politique et spirituel du premier président social-démocrate de la République de Weimar, Friedrich Ebert (1871-1925), elle avait pour but de promouvoir la justice sociale, la compréhension entre les peuples et la solidarité internationale. Interdite par les nazis, immédiatement après la prise de pouvoir, elle se reconstitua après l'effondrement du régime hitlérien, grâce à un petit groupe d'amis politiques de Friedrich Ebert, qui jetèrent les bases de la nouvelle fondation.

Aujourd'hui, c'est une organisation très ramifiée et remarquablement organisée qui frappe par la diversité de ses activités à travers le monde entier, et plus particulièrement dans les pays en voie de développement. En Europe comme dans le tiers-monde, elle œuvre en effet des champs aussi divers que l'éducation politique, la recherche sur le mouvement ouvrier international, les échanges d'informations, le financement d'investigations particulières au moyen de bourses accordées à des chercheurs allemands et étrangers. Ses services, ses centres de recherches, ses experts, ses conseillers apportent une aide technique, une assistance technique à tous les groupes progressistes qui ont recours à elle pour résoudre un problème d'économie politique, de développement social, d'organisation, d'éducation et souvent de communication de masse. En Allemagne, elle organise des séminaires d'éducation politique dans neuf institutions d'enseignement et, en 1979, 33 691 personnes ont pris part à ses 1 385 séminaires. Chaque année, plus de 100 000 personnes à travers le monde assistent à ses rencontres, ses stages, ses conférences, qui s'adressent aussi bien à des « partenaires politiques », des syndicats, des jeunes et des ouvriers. Si, en République fédérale d'Allemagne, elle tente de développer chez les participants une conscience critique à l'égard de la société, à montrer la nécessité d'un engagement politique pour la social-démocratie, à faire connaître les possibilités de travail au sein du parti socialiste, elle aborde aussi des thèmes tels que la conception de la démocratie, la défense de la Constitution, la sécurité interne, l'économie mondiale, l'écologie, le mouvement des femmes, les politiques de développement, le Parlement européen, l'usage des moyens de communication de masse, etc.

Ce travail de formation et d'éducation politique est dispensé dans des écoles, des internats, des centres, les *Heimvolkshochschulen* construits en Allemagne et dans le monde entier. Avec ses partenaires, la FES a organisé dans le tiers-monde des *Residential Colleges*, des *Studenteninternats* aussi bien à Madagascar qu'à Costa-Rica, en Zambie, au Kenya ou à Djakarta. Elle s'efforce de

venir en aide à des étudiants étrangers, quelle que soit leur nationalité, afin de leur permettre d'accomplir un programme de recherches qu'elle juge important, mais aussi de jouer eux-mêmes un rôle dans leur pays. Accomplies en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, ces recherches couvrent les secteurs les plus divers de l'économie politique ou de l'histoire du mouvement ouvrier.

La FES est aussi un centre d'archives : un bâtiment entier abrite non seulement celles du S.P.D., mais aussi 100 000 volumes, des tracts, des affiches, des photographies auxquelles s'ajoutent les archives personnelles du président Gustav Heinemann et celles de M. Willy Brandt. Des centres de recherches plus spécialisés ont été créés dans des aires géographiques déterminées et, depuis 1983, un programme de bourses permet à des étudiants allemands de séjourner au moins deux années dans des universités d'Amérique latine. Nombre de ces centres sont animés par des chercheurs allemands et latino-américains. L'exemple le plus célèbre est celui de l'ILDIS (*Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales*).

La Fondation assure souvent elle-même la publication des recherches accomplies dans ses structures, grâce à des séries telles que *African Biographies*, *Schriftenreihe des Forschungsinstituts*, *Wirtschaftsberichte Probleme des Entwicklungsländer*. A ces collections s'ajoutent des revues en plusieurs langues : *Nueva Sociedad*, *Mujeres*, *Jadit*, spécialement consacrées aux pays en voie de développement. Pour permettre aux groupes progressistes du tiers-monde de se familiariser avec les techniques modernes de communication, la FES édite des manuels. Enfin, des journaux en anglais, français, espagnol, sont plus spécialement consacrés aux problèmes des syndicats (*Letter to our Friends*, D.G.B. Report). Une demi-douzaine d'autres revues concernent des pays ou des problèmes spécifiques.

Ce sont les pays en voie de développement qui semblent retenir son attention et dans lesquels elle est la plus active. Ses experts, ses délégués, ses conseillers sont présents dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Sur les cent quatre-vingt collaborateurs permanents qui la représentent, on en trouve en fait un seul aux Etats-

Aux trois principaux partis politiques west-allemands, correspondant trois institutions de recherche partageant la même idéologie : la Fondation Friedrich-Ebert, pour la social-démocratie ; la Fondation Konrad-Adenauer, pour les chrétiens-démocrates ; et la Fondation Friedrich-Nagel, pour les libéraux. Toutes trois reçoivent des subsides du gouvernement, des syndicats et du patronat. Les dirigeants de la Fondation Friedrich-Ebert assistent néanmoins sur l'indépendance de leur organisation, très active dans le tiers-monde.

Par JEAN-MICHEL PALMIER

Unis, onze en Europe, sept dans les pays de l'Est, cinq dans les Caraïbes, vingt-quatre en Amérique du Sud, vingt et un en Asie et quarante-cinq en Afrique. Elle est en rapport avec les groupes les plus divers, qu'il s'agisse de partis, de syndicats, de centres de formation et d'éducation, d'organisations internationales (ONU, UNESCO), d'associations de journalistes, de chaînes de télévision. Dans plus de dix pays du tiers-monde, elle a envoyé des experts chargés d'apprendre à des mouvements progressistes à utiliser les moyens de communication de masse en matière d'éducation politique et de propagande, qu'il s'agisse de la radio, de la télévision ou du cinéma. Ces experts s'efforcent d'aider à résoudre des problèmes spécifiques à ces pays en organisant des groupes de recherche, des séminaires de travail, des rencontres et des conférences. Outre la direction de Bonn-Bad Godesberg, ces différentes activités sont coordonnées par deux autres bureaux : celui de Bruxelles est spécialement chargé des rapports entre le Communisme européen et l'Amérique latine, celui de Rome travaille plus spécialement avec les syndicats, les institutions scientifiques, les partis politiques et développe les activités de la Fondation en direction de l'Italie et des pays méditerranéens. Elle accueille d'ailleurs chaque année comme hôtes un nombre important de personnalités du tiers-monde.

### Une importante zone d'action

Les experts de la FES pour l'Amérique latine reconnaissent volontiers que, dans le cadre de la commission Nord-Sud, le continent sud-américain est l'une des zones géographiques où ils sont le plus actifs. Les relations nouées par les organismes de la FES avec ces pays n'ont rien d'officiel. Il s'agit le plus souvent d'une demande d'assistance, de conseils formulée par des groupes locaux. Ces groupes peuvent être des partis, des syndicats, des mouvements, des militants membres de

plusieurs années, les séminaires, les centres de recherche, les rencontres et les conférences se sont multipliées.

L'*Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales* (ILDIS) a publié entre 1968 et 1979 une cinquantaine d'études portant aussi bien sur le Costa-Rica, le Chili ou le Venezuela que sur l'Argentine, la Bolivie, l'Uruguay, l'Equateur, le Nicaragua, et concernant aussi bien des problèmes sociaux, politiques ou économiques. Chaque fois que cela est nécessaire, des symposiums et des séminaires sont organisés sur des problèmes locaux. La FES a ainsi apporté son assistance à des syndicats et à des programmes sociaux en République Dominicaine, envoyés des experts économiques en Colombie, développés des relations de conseils économiques avec le Venezuela, l'Equateur, le Brésil, renforcés des groupes démocratiques en Amérique centrale et du Sud (Front sandinista de libération au Nicaragua).

Dans plusieurs de ces pays, elle s'est attachée à développer la formation et l'éducation des adultes à travers des organismes comme le CEDAL qui ras-

semble des études, des matériaux, des informations ensuite utilisées ailleurs (Costa-Rica, Nicaragua, Equateur). Non moins actif, le CENCIRA (*Centro Nacional de Capacitación e Investigación para la Reforma Agraria*) travaille avec des conseillers allemands en vue d'une réforme de la politique agraire. Au Mexique, l'INCA (*Instituto Nacional de Capacitación Agraria*) s'attache au développement des revenus de la population indienne. Des programmes d'éducation et de développement économique ont été parallèlement envisagés au Pérou tandis que le CIESPAL étudie les moyens d'action qu'offrent les communications de masse en Amérique latine, de même que le CANA dans la sphère des Caraïbes et de l'Amérique centrale.

A côté des problèmes spécifiquement économiques, l'activité au niveau des communications de masse est une des plus importantes. La FES apporte son concours aux tâches les plus diverses, qu'il s'agisse d'organiser des conférences, un journal mural, des caricatures, une émission de télévision ou un film, à des fins d'éducation, de propagande ou de mobilisation.

### Les rapports avec les partis socialistes

QUAND on interroge les dirigeants de la Friedrich-Ebert-Stiftung sur ses liens avec le parti socialiste allemand et l'Internationale socialiste elle-même, ils insistent sur le danger de croire que la FES ne serait qu'un moyen d'action de l'Internationale : la Fondation est et se veut indépendante. Elle n'est liée à aucun parti, à aucun gouvernement. Il s'agit avant tout d'une fondation politique du mouvement ouvrier allemand. Proche de la social-démocratie, elle entretient évidemment des rapports étroits avec l'I.S. par le fait même que M. Willy Brandt, leader du S.P.D. et président de l'Internationale, est aussi un membre actif de la Fondation. En pratique, la FES se sert de mettre ses infrastructures au service de l'Internationale socialiste, en particulier dans le tiers-monde. Sans mandat officiel, elle veut agir « comme un partenaire en esprit et en amitié » tout en refusant toute dépendance institutionnelle à l'égard de la fois de l'Internationale et de la Fédération des syndicats allemands (D.G.B.). Il en va de même pour les rapports avec les autres social-démocraties européennes.

Tout en reconnaissant l'existence d'une concertation au niveau des actions concernant l'Amérique latine, avec le P.S. français et la social-démocratie danoise ou suédoise, elle ne prend aucune initiative politique, celles-ci revenant à la direction de l'Internationale. Ses moyens sont essentiellement techniques et scientifiques. Elle met au service des pays, des mouvements, des partis intéressés par ses techniques, ses informations, ses conseillers, ses experts. Elle n'a jamais organisé ou pris part à des grèves ou des mouvements insurrectionnels, mais

elle a multiplié les conférences, les séminaires, les échanges, etc., sur des problèmes tels que l'organisation de la propagande électorale, l'éducation politique, la sensibilisation de l'opinion ou des questions sociales et économiques.

Une des accusations qu'elle tient particulièrement à réfuter est celle selon laquelle elle représenterait une sorte de « néocolonialisme allemand » en Amérique latine ou tenterait d'imposer un modèle social-démocrate là où elle intervient. Tout d'abord, elle souligne que ce n'est jamais elle qui propose une intervention ou décide de l'implanter dans un pays, mais un gouvernement, un parti, un groupe, un syndicat qui lui demande des conseils ou une assistance technique et technique. Si des représentants de l'Internationale socialiste prennent part à ses activités, ses séminaires, ses rencontres, c'est toujours à titre de participants actifs, et jamais la FES n'a pris l'initiative d'organiser quoi que ce soit au nom de l'Internationale. Elle lui permet seulement de bénéficier de ses infrastructures. Quant aux syndicats, si elle entretient de multiples rapports avec eux, elle se limite à fournir des conseils concernant des problèmes de structures. Une aide directe — par exemple la formation de cadres — est du ressort de l'I.B.F.G. (Internationale Bund Freier Gewerkschaften).

Son rôle se limiterait ainsi à offrir une assistance autour des trois principes affirmés par Friedrich Ebert : éducation sociale et politique dans un esprit démocratique ; amélioration des relations et de la compréhension entre les peuples ; aide matérielle aux étudiants de tous pays qui s'attachent à ces buts.

### La réunion

#### de Saint-Domingue

## A LA RECHERCHE D'UN « JUSTE MILIEU »

Par BERNARD CASSEN

La réunion du comité de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Saint-Domingue, du 26 au 28 mars dernier, avait d'abord valeur de symbole : pour la première fois cette organisation, dont le genre, la composition et la démarche politique reflètent une problématique européenne, tenait ses assises dans ce qui est actuellement sa « terre de mission ». Le choix de la République Dominicaine avait, à cet égard, une signification particulière.

En 1978, en effet, après douze ans de régime autoritaire, des élections portèrent au pouvoir M. Antonio Guzmán, candidat d'un parti se réclamant de la social-démocratie, le P.R.D. Le verdict des urnes avait été mal accepté par M. Balaguer, président sortant, qui, contrôlant l'appareil et les fonds de l'Estat, n'avait pas un instant envisagé sa défaite. Le président Carter, qui, dans cette deuxième année de sa présidence, jouait la crédibilité de sa politique des « droits de l'homme » en Amérique latine, avait dû mettre à la raison les généraux dominicains en vue de patner pour « rétablir » à leur façon M. Balaguer. L'Internationale socialiste avait manifesté sa solidarité active avec le P.R.D., multipliant les communications et déplaçant sur place nombre de ses dignitaires. Cette politique s'expliquait aussi par les efforts incessants accomplis par M. José Francisco Peña Gómez, secrétaire général du P.R.D., qui, longtemps avant le scrutin, avait entrepris de donner des garanties aux secteurs libéraux de Washington. Le P.R.D. de 1978 s'était

plus celui de 1965, dont les dirigeants avaient défendu les armes à la main, contre les « moristes », le soulèvement constitutionnel du colonel Cassa qui venait de renverser le président Juan Bosch déposé en 1963 par les militaires de droite qu'appuyaient les Etats-Unis.

Un passé « révolutionnaire » mais une pratique fort prudente d'homme-temps entre les aspirations réformatrices de la base de son parti et la politique digne de la droite classique du président Guzmán, le sens des limites à ne pas dépasser, le ferme encadrement à l'ouest, voilà les éléments qui ont sans doute incité l'I.S. à confier à M. Peña Gómez des responsabilités continentales en le portant à la présidence de son comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, officiellement créé à Lisbonne à la fin de mois d'octobre 1979. A ces raisons idéologiques s'ajoute l'équation personnelle de M. Peña Gómez, seul véritable « homme de parti » du P.R.D., et pour l'instant, apparemment dépourvu d'ambitions présidentielles immédiates.

Des travaux de la conférence se dégagent quelques grands axes, soigneusement équilibrés en un mouvement de balancier, qui permettent de mieux apprécier le rôle que l'I.S. entend jouer en Amérique latine.

1) UNE RHETORIQUE PROGRESSISTE ET TIERS-MONDISTE : les interventions des délégués et les textes adoptés se situent dans une dynamique de changement. Ils condamnent les dictatures militaires du côté sud, saluent la révolution nicaraguayenne (une délégation du Front sandinista était présente en observateur) et lui apportent « confiance, respect et appui », stigmatisant la justice salvadorienne, etc. L'invitation — formulée seulement à la veille de la conférence — par M. Benito Carlsen, secrétaire général de l'I.S., à M. Fidel Castro, en tant que président en exercice du mouvement des pays non alignés, d'assister aux travaux, n'était évidemment pas faite pour être acceptée mais seulement pour « se placer » dans le mouvement d'une organisation payée par beaucoup comme échappant à la logique des blocs militaires. M. Fidel Castro, de qualité, répondit par un télégramme d'excuses fort courtois. Les dirigeants cubains ne purent pas, par ailleurs, être rassemblés à la variété et à la représentativité des forces politiques latino-américaines présentes à la conférence. Aucune attaque contre Cuba ne figure, bien entendu, dans les documents finaux. La déclaration de Saint-Domingue dit elle-même que, depuis l'élection de M. Willy Brandt à sa présidence, au congrès de Genève de 1976, l'I.S. « entrepris » une offensive en direction du tiers-monde.

### 2) UNE PRUDENCE BIEN DOSÉE A L'EGARD DES ETATS-UNIS : la politique officielle des Etats-Unis n'est pas soumise à la critique

des documents finaux. Certes, forgant quelque peu le mot de désignation et surmontant celle du président Guzmán et des ambassadeurs de différents pays (notamment celui de la France) qui assistaient à la séance d'ouverture, M. Carlos Andrés Pérez fit adopter unanimement, en demandant à chacun de se lever pour signifier son accord, une motion condamnant « l'aide politique et militaire du gouvernement des Etats-Unis au gouvernement et aux forces armées du Salvador ». Mais ces formules tranchées ne se retrouvent pas dans la « déclaration de Saint-Domingue » qui constitue la charte de l'I.S. pour l'Amérique latine. Y sont, certes, fustigés les « exploités nationaux et étrangers de nos pays », l'« action interventionniste des forces conservatrices et monopolistes », le « pouvoir hégémonique » qui prend des formes de contrôle plus élaborées au moyen de ses corporations transnationales alliées aux bourgeoisies nationales, l'« impérialisme » qui applique un « nouveau modèle de domination », les « tentatives de déstabilisation contre la Jamaïque », etc. Mais il est clair, dans ce portrait, que chacun reconnaît la politique américaine présente ou passée. Néanmoins, le grand voisin du nord n'est pas désigné par son nom.

### 3) LA VOLONTÉ DE NE PAS ALLUMER DE NOUVEAUX FOYERS DE DESTABILISATION : Bien que, dans son discours d'ouverture, M. Peña Gómez ait exalté la nécessité d'une union plus étroite entre les forces politiques et les nations des Caraïbes, et même évoqué la vaine idée d'une fédération caribéenne, il évita de citer jusqu'aux noms des deux pays les plus voisins de la République Dominicaine, hôtes de la conférence : Haïti et Porto-Rico.

La dictature dynastique des Duvalier n'a pourtant rien à envier à celle des Somoza ou à celle du général Stroessner. Porto-Rico était par ailleurs représenté par un parti indépendantiste, le P.I.P., à titre d'observateur. Malgré cela, la « déclaration de Saint-Domingue » ne fait pas référence à Haïti et se borne à l'île de Porto-Rico. Dans ces deux cas, l'I.S. manifeste clairement ses intentions de ne pas encourager la création de nouveaux foyers de déstabilisation dans les Caraïbes et donc de ne pas créer de nouvelles difficultés aux Etats-Unis. On est, en effet, très inquiet à Washington de ce qui pourrait succéder au régime « jean-claudiste » dans un pays dont l'un des premiers voisins est Cuba. Quant à Porto-Rico, la question n'est pas tranchée, mais

la tendance actuelle de l'administration américaine serait plutôt favorable à l'annexion.

### 4) L'APPEL AUX MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS DÉJÀ DÉCLANCHÉS : Si elle

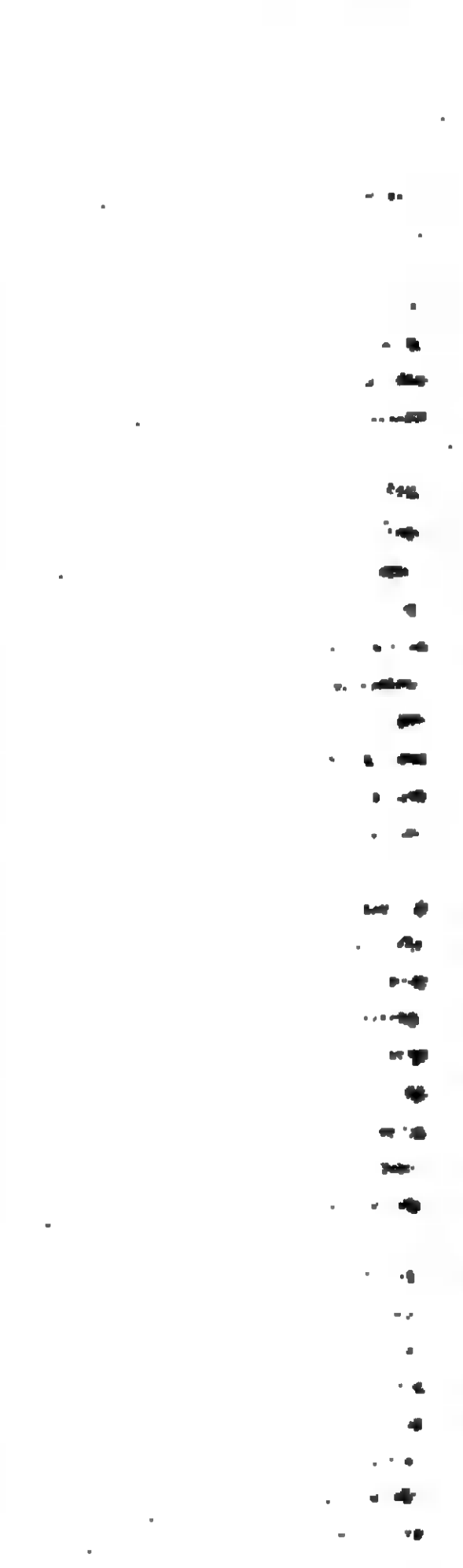
répugne à favoriser leur déclenchement, l'I.S. est, par contre, extrêmement disposée à leur offrir de son soutien les mouvements populaires déjà en passe de conquérir le pouvoir, même par la voie armée, « ultime recours des peuples opprimés quand on leur dénie le droit de vivre dans la paix et la liberté ». Le retrait du M.N.R. de la lutte salvadorienne semble indiquer que cette dernière est condamnée à terme aux yeux de l'I.S. qui souhaite ainsi jouer gagnant et accabler la « complicité du régime militaire » dans la violence institutionnelle qui sévit au Salvador ainsi que l'« incompréhensible participation de certains secteurs de la démocratie chrétienne ». Le régime guatémaltèque est associé à celui d'El Salvador dans le paragraphe suivant, et l'I.S. exprime sa solidarité à ces deux pays « pour les aider dans la lutte pour la libération ». La résolution sur le Nicaragua, d'un ton extrêmement chaleureux, est axée sur les profondes réformes de structures mises en chantier par le Front sandiniste, mais insiste, par contre, sur les potentialités de pluralisme politique qui subsistent dans le nouveau régime « comme le démontre la prochaine mise en place du Conseil d'Etat, organisme législatif de la révolution, avec la participation des partis politiques, groupes religieux et forces syndicales engagés dans la reconstruction spirituelle et matérielle de la révolution nicaraguayenne ».

L'Internationale socialiste est engagée en Amérique latine dans la définition d'une troisième voie entre « les régimes de Pinochet et de Videla et le système de Castro », pour reprendre les termes utilisés par M. Mitterrand. Un « juste milieu » social-démocrate est-il viable ? Si la démocratie politique, réduite (ce qui n'est certes pas négligeable) à la tenue d'élections libres, est actuellement en cours de restauration dans certains pays (Bolivie, Pérou), l'expérience de tous ceux qui en bénéficient déjà n'est pas suffisante en matière de progrès de la démocratie sociale. L'Internationale socialiste n'est cependant pas un club de politologues préoccupés par la possibilité théorique à long terme d'un projet de société. A Saint-Domingue, elle a montré, en même temps que ses limites, son dynamisme et sa « colle » à un terrain latino-américain nouveau et, pour elle, il s'agit d'arrêter de purer au plus pressé, à la recherche du moindre mal, que de réaliser un socialisme démocratique dans lequel les sceptiques voient une véritable « mission impossible ».

CAMERAS POLITIQUES



des d'un de



la tendance actuelle de l'administration américaine serait plutôt favorable à l'annexion.

4) L'APPEL AUX MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS DÉJÀ DÉCLANCHÉS : Si elle

répugne à favoriser leur déclenchement, l'I.S. est,

par contre, extrêmement disposée à leur offrir de son soutien les mouvements populaires

déjà en passe de conquérir le pouvoir, même

par la voie armée, « ultime recours des peuples

opprimés quand on leur dénie le droit de

vivre dans la paix et la liberté ». Le retrait

du M.N.R. de la lutte salvadorienne semble

indiquer que cette dernière est condamnée à

terme aux yeux de l'I.S. qui souhaite ainsi

jouer gagnant et accabler la « complicité du

régime militaire » dans la violence institu-

tionnelle qui sévit au Salvador ainsi que l'«

incompréhensible participation de certains

secteurs de la démocratie chrétienne ». Le

régime guatémaltèque est associé à celui d'El

Salvador dans le paragraphe suivant, et l'I.S.

exprime sa solidarité à ces deux pays « pour

les aider dans la lutte pour la libération ». La

résolution sur le Nicaragua, d'un ton extrême-

ment chaleureux, est axée sur les profondes

réformes de structures mises en chantier par le

Front sandiniste, mais insiste, par contre, sur

les potentialités de pluralisme politique qui

subsistent dans le nouveau régime « comme

le démontre la prochaine mise en place du

Conseil d'Etat, organisme législatif de la révo-

lution, avec la participation des partis politi-

ques, groupes religieux et forces syndicales

engagés dans la reconstruction spirituelle et

matérielle de la révolution nicaraguayenne ».

L'Internationale socialiste est engagée en

Amérique latine dans la définition d'une troi-

sème voie entre « les régimes de Pinochet

et de Videla et le système de Castro », pour

repandre les termes utilisés par M. Mitter-

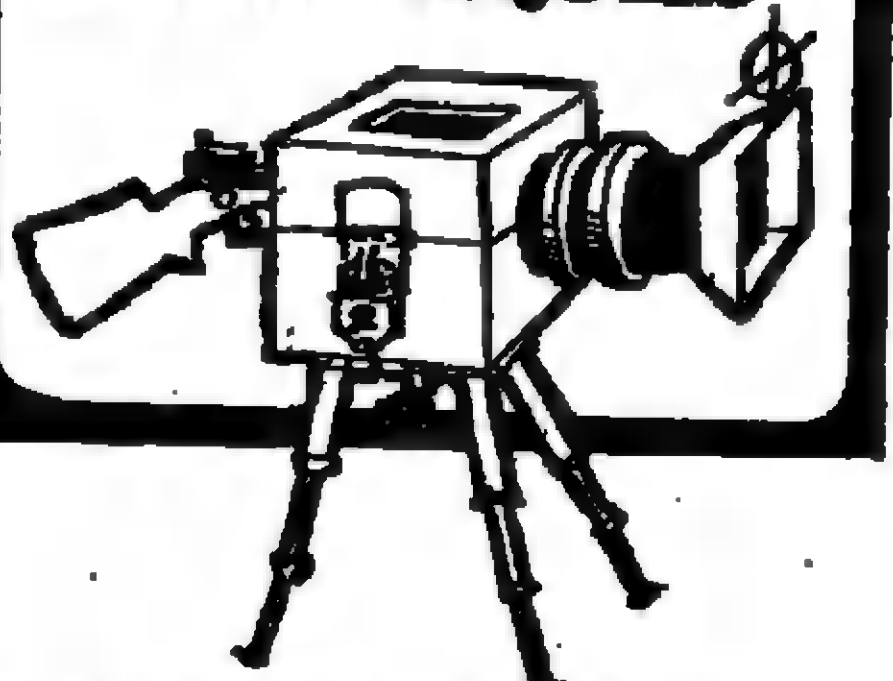
rand. Un « juste milieu » social-démocrate

est-il viable ? Si la démocratie politique,

réduite (ce qui n'est certes pas négligeable)



## CAMERAS POLITIQUES



Curieux projet que celui poursuivi par le cinéma ethnographique. Un projet de collectionneur. Quels que soient les moyens utilisés (souvent peu coûteux, comme les caméras qu'il filme), c'est un inventaire qu'il s'agit de constituer. La prise d'images, qui va de pair avec une aventure ou une expédition, un exploit, avec un grand voyage, prend la réalité à témoin, si ce n'est en otage : ce qui n'est pas d'ordinaire visible sur un écran pour l'être ; de ce qui est en voie de disparition une trace sera relevée et archivée, un reste au moins sera sauvé. Une survie : il faut en effet que la disparition, cette menace de destruction pour pouvoir filmer, s'en soit le corollaire.

Filmer, quel ? L'observateur, l'acteur, l'inconnu et l'étranger. Modes de vie, coutumes, rites, villages lointains d'autres sociétés, d'autres cultures. Loin de nous, mais si proches d'où quelques escroqueries potentes qui surent user du goût de l'exotisme pour parvenir finalement à élargir les différences. La réalité devient matière à

# Films ethnographiques

observations (voire à dissertations : il convient d'y ajouter du commentaire, pendant ou après). Mais, quelle réalité ? Et la question vaut pour l'ensemble du cinéma documentaire.

Est-ce observable à l'œil nu et en l'enregistrement que la reproduction pur et simple ou bien le cinéma sont deux formes-t-elles aussi cette réalité puisque l'un et l'autre sont deux systèmes de signes ? De la réponse dépendent les images qui traversent le genre documentaire. Autrement dit, où est l'observateur, d'où le film-t-il ? Et cela d'autant plus que ce qui fascine l'ethnographie c'est à la fois que la réalité apparaisse inépuisable et que, ce contenant inépuisable, le film la découvre — sans se faire voir.

« Monter en premier plan un « sauvage » coupeur de têtes surveillant l'arrivée des Blancs implique forcément que l'individu n'est pas un sauvage puisqu'il n'a pas coupé la tête à l'opérateur. » La formule est d'André Bazin. Dans un autre texte où il dénonce le pillage d'épaves et le trafic d'esclaves qui continuent par le truchement du cinéma d'exploration, il précise : « La splendeur d'un document, sa poésie ne sont pas indépendantes de sa vérité. (...) La beauté n'est pas une excuse ni même une circonstance atténuante » : elle peut ajouter, dit-il, au « crime », au « vol ». En révisant sans cesse le film, qui n'aurait pas la réalité, pour le faire passer de la fiction à la réalité, grâce à la caméra invisible sur le modèle du balthazar du commandant Costeau, Bazin défendait, avec son fantasme du réel, une conception de la représentation par l'image. Une position de

principe, en fait, qui demeure au-delà de ses rebonds intimes : la conviction que le cinéma est affaire de morale, encore plus lorsque c'est directement la réalité qui est en jeu. Tout n'est pas représentable. Tout n'est pas filmable.

La cause ethnographique ne légitime pas tout, ni même, bien entendu, le respect quasi sacré de la réalité tel qu'on le voit. L'ethnographie faisant de l'autre un objet d'analyse et d'observation (c'est pourquoi elle est loin d'être, délibérément ou non, la fiction), il est nécessaire d'aller plus avant. Du côté du construit tacite ou explicite, exorbitant peut-être, passé entre ceux qui filment et ceux qui sont filmés. Leur image leur est-elle volée ou soustraite pour l'avantage du spectacle ou au nom de la connaissance, de la science, de l'information ? Montrent-ils au contraire la représentation qu'ils veulent donner, est-ce leur regard, leur parole qui s'inscrivent sur la pellicule, qui en ont le temps, et par quels détours, qu'attendent-ils en échange, ou vient-on prendre leur image comme des prises de conscience ?

Qu'est-ce qui est en cause là, en effet plus particulièrement qu'ailleurs ? Si la présence de l'autre, et son identité qu'on voudrait non pas imaginer, inventer, recomposer mais bien capter sur le vif, en cherchant à saisir son expérience hors de l'écran, l'opacité dans laquelle elle est perçue et dans laquelle elle est elle-même tenue. De quel droit, le cinéma, filmer ? C'est la question cruciale dont les films ethnographiques ne devraient jamais pouvoir se tenir quittes.

JEROME PRIEUR

## « Images d'un doux ethnocide »

d'Arthur Lamothe

LES mots d'intégration, d'assimilation sont certainement parmi les plus menaçants qui soient. Car nous savons aujourd'hui qu'ils sont pratiquement synonymes de destruction, de négation. Mais, bien sûr, destruction sans violence visible, négation déguisée sous les apparences du respect. Bref, l'« ethnocide doux » dont nous parle Arthur Lamothe.

Car qu'y a-t-il à intégrer, sinon la différence ? Elément malentendu : si l'attachement des intégrés à leur différence, à leur identité, à leur autonomie, apparaît aux intégrateurs comme un refus de l'intégration, il n'y a, effectivement, pas d'intégration possible. Mais il n'y en a pas non plus si l'intégrés renonce à sa différence : ou, si l'on veut, il n'y a plus à intégrer qu'un fantôme, une fiction d'individu, d'être vivant.

De la grande série qu'il a consacrée à la *Chronique des Indiens du Nord-Est du Québec*, Arthur Lamothe a extrait trois films, formant deux programmes distincts. Chacun de ces programmes traite d'une déposition : celle de la langue — le montagnais, — celle du territoire. Dans les deux cas, la méthode employée est, naturellement, aussi conforme que possible aux règles de l'« ethnocide doux ».

A l'école Notre-Dame de Schererville, dans la réserve de Malakosch, il n'est pas tout à fait interdit au jeune Montagnais de parler sa langue ; mais il ne pourra le faire que grâce à l'initiative privée de quelques professeurs indiens, auxquels on concède un réduit sans fenêtre pour y installer leur classe. Réserve d'un autre genre, en somme. Quant au système scolaire, il préserve, en principe, l'égalité des chances : le jeune Indien, s'il dépasse la primaire, a toutes les chances, néanmoins, de se retrouver, avec ses frères de couleur, dans une classe pour « retardés », alors que les jeunes Blancs se retrouveront entre eux dans les classes dites « normales ». Un sociologue verrait là une tendance à l'« homogénéisation ».

Dans un autre film, Marcel Jourdain, de la réserve des Sept-Îles (on lui a pris, comme on voit, jusqu'à son nom), veut se rendre dans les territoires de chasse

appartenant à sa famille par voie d'héritage. Mais, aujourd'hui, il y a une barrière : les terrains ont été concédés à la compagnie Québec-Carter, filiale de l'U.S. Steel, et on a « oublié » les Indiens dans le contrat. De longues négociations seront nécessaires. Et nous retrouverons Marcel Jourdain, dans le troisième film, enseignant à son petit neveu l'art de construire des pièges à martres, des pièges à visons, ou celui des signes de piste. Merveilleuses scènes qu'aucun western, et pour cause, ne nous avait données à voir. Mais scènes, déjà, du passé : la forêt est mise en coupe réglée par les multinationales, ce qui signifie l'absence d'animaux, et de la seule source de revenus de l'Indien, condamné, s'il veut vivre, à la prostitution au sein de la civilisation urbaine et industrielle (autrefois dit, le terme de l'intégration).

MONDE de la parole, monde du geste et du contact avec la nature : chacun des deux programmes a son style, en rapport avec le thème. Matière première du premier, la parole se déverse sur l'écran de façon torrentielle, litaneuse, répétitive (il y a quelque chose de désespéré dans cette verbalité, volontairement ou non) ; on y perçoit comme le sentiment de la mort prochaine d'une langue. La cinéaste s'efface totalement : c'est la parole qui dicte le rythme, le montage. Pas question de la récupérer : le spectateur est invité à rencontrer une pensée, un discours étrangers. Traduction simultanée, absence totale de commentaires, intertextes en langue montagnaise.

Dans le second programme, ce qui est montré, c'est le temps. C'est-à-dire les gestes, les actes dans leur durée vraie, non mutilés. Ce qui suppose et révèle cette profonde intimité du cinéaste avec celui qu'il a filmé. C'est là, du reste, l'un des secrets, peut-être le secret de la réussite du « direct » canadien : Marcel Fournier est ici, pour Arthur Lamothe, ce qu'était un Alexis Tremblay pour Pierre Perrault.

CHRISTIAN ZIMMER

## Werner Herzog chez les Jivaro

### Société indienne contre société de spectacle

La « compagnie » ! C'est la Wildlife Film Peru S.A. Company, société péruvienne apparue à Iquitos en 1978, comme prête-nom de la Werner Herzog Film Produktion-München.

Mais les mythes aguarnas ne retiennent que le nom de la « compagnie », « Companias », puisque, comme tout combat, celui-ci a été vécu, actualisé et se perpétue dans la tradition orale. Point n'est besoin d'essayer de l'interpréter, même si ce conflit a été aussi mal compris que traduit par la presse et les intellectuels au Pérou et à l'étranger. Les faits, les actes, parlent d'eux-mêmes : la souveraineté des communautés indiennes Jivaro sur leur territoire, à travers l'autorité et la représentativité de leur Conseil ethnique (le Consejo Aguarna y Enamblisa), vient d'être reconnue et entérinée par les autorités péruviennes. La répression ne s'est pas poursuivie contre les Aguarnas, après la destruction du campement de la Wildlife Film. C'était bien là le seul débat important dans cette affaire : la première revendication des communautés Aguarnas et leur principal grief contre la « compagnie » qui s'était installée sans leur autorisation et qui a persécuté leur volonté commune, baissant ainsi la loi la plus progressiste en matière de terres indiennes — en Amérique latine.

Le débat juridique, qui fut, durant six mois, la spéculation essentielle en ce conflit étant clos, on peut se poser d'autres questions : pourquoi Werner Herzog, après *Aguirre* et avant les aborigènes d'Australie, venait-il tourner une « histoire » de Fitzcarrald chez les Jivaro de l'Amazonie péruvienne ? Pourquoi, et comment, a-t-il fait ?

Il n'y a jamais été question, pour les Aguarnas, d'accuser Werner Herzog d'ethnocide ou de prétendre qu'il allait mettre leur culture en danger dans le processus de la réalisation de ce film. De la même façon, ce dernier ne venait pas faire un film ethnographique sur les communautés Aguarnas, mais faire revivre un épisode spectaculaire de l'histoire de l'Amazonie, le baron du caoutchouc, d'origine irlandaise, du début du siècle, dont la passion pour l'art et l'opéra lyrique, en particulier dans cet univers sauvage, l'avait fasciné. Mais si Werner Herzog a pu dire qu'il ne s'intéressait à la communauté de Wawam que pour sa situation géographique, entre les fleuves Cenepa et Marañon, et à la population Aguarna uniquement en tant que figurants et main-d'œuvre « privilégiée », on peut penser qu'il avait été tenté de reproduire le mythe qu'il s'est forgé d'un Fitzcarrald dément, alcoolisé, rêvant de l'art, l'art, l'art, l'opéra lyrique aux barbares, aux sauvages et farouches indigènes. Si l'on écoute à ce niveau le mythe, la réputation des Jivaro en Occident, le choix des Aguarnas n'apparaît peut-être plus seulement géographique. Les faits l'ont prouvé, Werner Herzog ne s'est peut-être pas trompé — ou il l'a trompé que lui-même — en choisissant ses interlocuteurs dans le Marañon Aguarna.

Des tentatives tardives de dialogue ont été faites afin d'essayer d'associer les Aguarnas et le Conseil ethnique au projet (techniquement : scénario, décor ; et économiquement avec de nouvelles patentes : moteurs électriques, hors-bord, etc.). Après d'autres tentatives de corruption, après les avoir calomniés, dénoncés, après avoir fait appel aux forces armées et policières pour imposer l'installation de la compagnie à Wawam, la proposition était mal venue, traduisant, de surcroît, une incompréhension profonde de la dialectique indienne. Incompréhension qui était la prévision à vouloir associer les Aguarnas au nom de Fitzcarrald, et à ne vouloir traiter que les côtés les plus esthétiques et les passions les plus honorables de ce conquérant peu scrupuleux.

Si les Aguarnas ont pu associer le nom de Fitzcarrald à celui d'Herzog sans facilement et interpréter l'objectif de la « compagnie » comme la célébration d'un conquérant de triste mémoire, ce fut peut-être à cause du mimétisme entre ces deux passionnés d'esthétique, mais surtout à cause des parallèles inquiétants dans le type de moyens employés par les collaborateurs d'Herzog dans le Marañon : utilisation de la foule indienne comme travailleurs ou figurants, occupation identique du territoire par la domination technologique et économique — les hors-bord de 70 CV succédant aux « vapeurs », — comme dans un pays

conquis : gardes armés, armes automatiques, protection militaire ou policière, pois-de-vin et caisses de bière, il ne manquait rien. La blessure était faite : ce sont les Aguarnas agressés qui réagissent, pas des Indiens hébétés par un pouvoir technologique nouveau, « magique », même si cela a pu les désorienter un moment au début. Les tentatives de corruption, les calomnies et dénonciations de leurs leaders ont atteint la dignité aguarna et humilié dans sa totalité. Les Aguarnas ont chassé de leur territoire les travailleurs de la Wildlife Film en les fléchant dans leurs bateaux avec du matériel, en incendiant leurs habitations, avec plus d'humour que de cruauté. En effet, le ridicule de cette situation — les travailleurs de la « compagnie » dotés de carabines modernes, se retrouvant à sautoyer sans un seul coup de feu par une bande d'Aguarnas armés surtout de leurs peintures de guerre et de leur détermination, plus que par leurs traditionnelles lances de bois et les véritables vieilles « pétroles » de l'époque de Fitzcarrald n'était pas manqué de faire réfléchir sur eux tout le prestige et l'éclat de la victoire.

ILS considèrent ainsi l'unité ethnique et les valeurs des alliances qui avaient d'abord suivi la « compagnie ». Toute l'histoire de l'équipe d'Herzog en Amazonie peut se résumer entre ces deux dialectiques opposées : celle de l'alliance et de la puissance liées au prestige, à des relations de réciprocité inaliénables (non monétaires) de l'Aguarna contre l'accomplissement de l'alliance liée aux pouvoirs (notables), à l'argent (commerçants), à la force (police et militaires) de la Wildlife Film Company.

Il est certain que le personnage d'Herzog échappe à ce manichéisme qui fut celui de son équipe en général, dans la mesure où son incompréhension de ce qui se passait, ou surtout son indifférence, l'empêcha de nommer les Aguarnas autrement que ce que sa propre vision des choses lui dictait, en l'espèce de trois ou quatre passages à Marañon. S'échappant matériellement à ce manichéisme — les moyens ne semblent pas compter pour lui ou ne l'intéressent pas, seul compte le but — Herzog se bien au-delà, dans une attitude qui

aura été interprétée par certains comme un égoïsme torturé, et par les Aguarnas comme un mépris profond, désespéré ou non, conscient ou inconscient. C'est, en effet, Herzog le patron, le chef de la « compagnie », bref l'homme occidental, qui se jugeait totalement responsable des erreurs et abus de ses collègues et employés. C'est le même homme qui refusait la responsabilité de ses actes et de ses choix à la totalité ethnique, organique, vivante, en cherchant à faire porter cette responsabilité par d'autres « ego », individus occidentaux étrangers.

Ethnocentrisme fanatique, ou bien stratégie pour attirer les faveurs de secteurs nationalistes créoles de gauche ou de droite et des autorités péruviennes, contre la parole et la souveraineté indiennes ainsi « manipulées » ? Les deux sans doute... et la machine aurait bien fonctionné si les alliances locales, voire nationales, n'avaient basculé en faveur de la dignité des Aguarnas et des Enamblisa, communautés indiennes et péruviennes.

LES jeunes « guerriers » ou leaders de la résistance contre la Wildlife Film sont devenus tout naturellement les nouveaux délégués du conseil ethnique, s'étant imposés autant par leur vaillance et leurs qualités d'organiseurs durant le conflit que par leur aptitude à intégrer et à utiliser les arguments juridiques nationaux. On retrouve la tradition Jivaro qui veut que l'épouse de « chef » qu'en temps de guerre, le pouvoir étant normalement dévolu entre autres de chefs de famille qui sont autant de centres de redistribution.

Ce sont ces mêmes guerriers modernes Aguarnas qui devront raconter l'histoire de la « compagnie » à la façon dont on raconte, jute et vis les mythes toujours réactualisés. Lésés aux visions et rêves prémonitoires ou hallucinatoires, ces mythes, qu'ils soient châtis, parodie, danse, théâtre ou guerre, constituent le spectacle aguarna leur cinéma — un spectacle total, rétroprogre, qui est bien celui d'une totalité organique où l'on est à la fois acteur, spectateur et metteur en scène. Dans ces conditions, il n'y a plus besoin de caméra ni de projecteur. Domage qu'Herzog n'ait pas su mieux offrir son Fitzcarrald, il aurait pu recevoir tout cela.

ERIC SABOURIN, ancien assesseur agricole du conseil aguarna.

## Un faux documentaire

### « FARÖ », d'Ingmar Bergman

PEU ou prou bergmanien, la critique a traité *Farö*, mon film avec quelque dédain : est-ce parce que Bergman n'y parle que de la réalité, et la plus humble, et non des tourments de l'âme aux prises avec les mystères de l'au-delà ? Nous ne sommes pas du tout sûr, en fait, que *Farö* ne soit qu'un « documentaire ». Nous serions plutôt tentés de le rapprocher d'un film comme le *Filming Othello*, de Welles.

C'est bien, en effet, de son œuvre, de sa création que Bergman nous entretient ici. Mais, comme l'auteur de *Citizen Kane*, il les regarde, en quelque sorte, à l'envers. Il les retourne, il nous en dévoile l'autre face. Celle que le public ne connaît pas, qu'en principe il n'a pas à connaître. *Farö*, ce n'est pas un discours en marge, à côté des films de Bergman. C'est le même discours, mais déroulé en sens inverse.

Le film termine, on comprend que *Farö* est, pour Bergman, beaucoup plus qu'un cadre, qu'un décor : c'est d'abord un symbole. Celui du secret de la création, et de la solitude de l'artiste. Celui de la protestation, aussi, contre un ordre social qui viole ce secret, et dérange sans cesse cette solitude. *Farö*, morceau de terre isolé du territoire national par la mer et les difficultés d'accès, c'est l'espace intérieur que le créateur voudrait préserver. Mais le tourisme et la stupidité bureaucratique — *Farö* est, au fond, le premier film « politique » de Bergman — ont déjà commencé leur travail destructeur.

Le regard du cinéaste est nostalgique : il ne peut s'empêcher de se détacher continuellement du présent, pour rêver aux origines de l'île, pour revenir en arrière et évoquer le passé de ses habitants. Ceux-ci, du reste, ont peut-être pris, à la création de l'auteur, une part plus grande que lui-même ne l'imagine : il a une dette à leur égard, et c'est de cette dette qu'il s'acquitte, en leur donnant la parole, en leur offrant l'écran pour dire leur vie, parole toute simple, toute nue, parfois difficile, tragique (ce sont alors de véritables films dans le film : l'histoire de l'épave, celle des paysans dont le fermier a brûlé). On soupçonne, entre eux et le cinéaste, des liens plus profonds, plus mystérieux qu'on ne le supposerait. Et c'est en cinéaste que Bergman filme longuement — et remarquablement — la soirée du vieux paysan solitaire, la confection de son plat favori, son repas tranquille, l'arrivée de la nuit. La fiction n'est réellement présente que par quelques vestiges, quelques paysages, rencontrés par hasard par la caméra : une barque abandonnée, une grève, une orque tourmentée, qui nous rappellent tel ou tel film connu.

Mais cette pudeur même nous fait deviner que la réalité qu'a utilisée cette fiction a sans doute, en elle-même, beaucoup plus de prix pour le cinéaste, qu'on ne l'aurait cru : fiction et non-fiction se rejoignent, comme deux regards complémentaires, portés sur une même réalité.

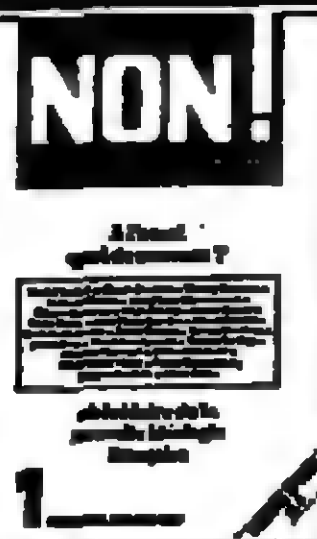
G. Z. C.

Ferro • Garnier • Gazeau • Guidoni • Herberg • Joxe

# NON !

REPÈRES POUR LE SOCIALISME

Le neuf commence par un non. À chaque seuil de notre histoire, vous entendrez ce cri d'éveil. À chaque stade de notre savoir, vous lirez ce cri écrit. Le soleil tourne autour de la terre, le bon Dieu a créé le monde en sept jours. L'énergie ne se dégrade jamais et le pays de Lenin est la patrie du socialisme. Dogmes, certitudes et magistères vont toujours dans le bon sens. Arrive un idocile et le vrai sens éclate.



abécédaire de la nouvelle idéologie française

depuis quand des positions différentes empêcheraient-elles de tirer dans la même direction ?

Bimestriel en vente dans les kiosques  
Abonnement 150 F 13, bd St-Martin 75003 - Paris

Leconte • Le Roy • Marchet • Molénaux • Pilles • Questiaux • Sandeau • Solo



## « LA GAUCHE ET LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE », d'Olivier Duhamel

Par YVES FLORENNE

Ce livre est l'histoire d'un couple. On a commenté un refus absolu, assorti d'une accusation de viol, aboutissant à un mariage de raison pour indissoluble. La gauche qui, par sa nature, son passé, ses principes, son éthique, ne peut, en mai 1958, que rejeter en bloc la conception de la V<sup>e</sup> République en vient aussitôt à une acceptation résignée, puis au ralliement (traversé de chagrin croisés), pour finir par la conversion pure et simple. Il est entendu que ce schéma s'applique rigoureusement à la gauche. L'adoption du premier avait d'ailleurs pour corollaire implicite l'élimination du second, par la nature des choses et sa propre nature à lui. On s'associait donc d'abord à l'élaboration des nouvelles institutions, puis on les défendait en attendant et préparant le moment de revenir à leur lecture démocratique. La première condition était que le président cessât d'être un souverain — fut-il plus « constitutionnel », allégué de toute gloire, et privé de légitimité intrinsèque pour n'être qu'un homme moyen. Le portrait robot de ce modèle (après l'abdication volontaire de 1969) parait coïncider, un court moment, avec les traits du président du Sénat.

Depuis, quelque chose avait écrit : « M. Herriot eut un mérite rare, il fut l'auteur de cette fameuse définition : la France moyenne. A force de vivre dans une honnête moyenne, les Français sont allés à Munich avec l'autre Édouard, le petit. Et Vicky fut la récompense amère de tous ceux qui, pour avoir refusé la grandeur, devaient être les premières victimes des exactions de la bassesse. » Le même écrit encore (en 1969, précisément) : « Un petit groupe de brigue et d'indigence prit la responsabilité de briser l'espérance populaire qui suivait la présidence. Les partis avaient au moins le plaisir de redevenir quelque chose par rapport à ce qui n'était plus rien. » Et le mémoriste cite le modèle de tous mémoires, ceux d'« Outre-Tombe » : « Il y a des temps où l'on ne doit dépendre que de soi-même, qu'une économie causant nombre de difficultés. C'est M. François Mitterrand. »

En celui-ci, Olivier Duhamel n'a-t-il pas quelques raisons de voir le candidat le plus guélin ? Jusque dans le langage et peut-être la solitude. Conduite et représentée par lui, la gauche ne se révéla-t-elle pas comme l'héritière légitime ? L'histoire a de ces ironies. Il va toutefois sans dire que la gauche, à ses propres yeux et à ceux de l'observateur, ne saurait, sinon inconsciemment, se caractériser par un homme, un seul homme. Ne reste pas moins l'essentiel : la V<sup>e</sup> République — et personne ne vit aussi bien et aussi tôt que M. Mitterrand, — régime majoritaire bipolaire, loin d'être le cadre à détruire, était le lieu même où, d'abord, prit d'envie la gauche ; la gauche, la gauche du pouvoir par cette gauche unie devenait concevable, jusqu'à finir par apparaître à tout le monde comme assurée.

Pour que le second point fût vérifié comme l'avait été le premier, il n'a manqué que la mise à l'épreuve. Est-ce l'imminence de cette épreuve qui a provoqué la rupture de la gauche ? Ou n'y eut-il qu'une coïncidence, évidemment troublante ? Olivier Duhamel

y trouve, en tout cas, l'occasion d'une analyse pénétrante du programme commun et d'un exposé particulièrement complet, rigoureux et « dramatique » du conflit présidentiel-parlementaire qui portait en elle la victoire de la gauche aux élections législatives. Il résulte de cette étude que contrairement à ce que croyait ou déclarait la gauche, et à ce qu'annonçait sombrement le président lui-même, la liberté d'action de la gauche n'est pas étroite, dans une alternance « future ». Car ce n'est point par le Parlement que se conquiert le pouvoir, c'est par le président. On s'en doutait. Mais le régime, pour autant, ne perd aucun de ses avantages, bien au contraire. Si elle mit du temps à s'en apercevoir, la gauche en est désormais convaincue. Ainsi, prendra en 1982, sur la peine de son herosisme et, au besoin, à y être étonné, l'enfant après avoir prouvé, pendant vingt ans, la robustesse de sa constitution, verrait s'ouvrir devant lui une langue « c'est que la « gauche » besoin de la V<sup>e</sup> République pour survivre », comme « la V<sup>e</sup> République a besoin de la gauche pour être démocratique ». Telle est, à la fois, la conclusion générale et celle de la troisième partie du livre. Les deux premières développent et expliquent le schéma en peu cavalier que nous traçons au début. Aussi l'ouvrage se trouve-t-il être, dans sa trame, une histoire des idées constitutionnelles, notamment celles de la gauche historique (si tant est que, dans la période considérée, elle prit le temps d'en avoir), et des courants spirituels, fondement de gauche, gauchistes, gauchismes, et doublement hétérodoxes, comme René Capitant, qui a proposé, dans l'indifférence ou l'indisponibilité générale, une lecture de la Constitution qui eût fait de la V<sup>e</sup> République un régime aussi nouveau qu'authentiquement populaire.

Il n'est guère permis de regretter que, dans cette histoire juridique et politique, la politique étrangère — puisqu'elle n'entraîne pas dans les propos de l'auteur — ne soit évoquée que par des situations d'ailleurs significatives. Elles concernent, en effet, les rapports de la gauche, beaucoup moins avec la V<sup>e</sup> République qu'avec son fondateur. Or ces rapports se traduisaient par une convergence à laquelle la gauche se référait volontiers aujourd'hui. Quant aux divergences, c'est au sein de la gauche même qu'elles se manifestent : sur la forme juridique de l'alliance atlantique et sa pratique ; sur la défense de l'Europe ; sur l'arme nucléaire nationale, son objet, stratégie et politique, et ses objectifs au sens le plus précisément balistique. On fera un mérite à l'auteur de s'être détaché de ses inclinations propres, ce qui confère à l'ouvrage une grande sérénité scientifique. Son âge y aide : il n'était pas né aux temps du gauchisme héroïque, et à peine quand naquit la V<sup>e</sup> République. N'étant pas tombé de mémoire, il peut ne l'être pas de passion. Disons-le : il est rare qu'un si gros livre, sur de telles matières, et imprégné de l'esprit qu'en vient de noter, soit d'une lecture si constamment excitante.

• La gauche et la V<sup>e</sup> République d'Olivier Duhamel, FUF, Paris, 1980, 592 pages.

## AMÉRIQUES

LES INDIENS DU CANADA. — Sabine Hargous.

• Éditions Ramsay, Paris, 1980, 182 pages.

Canada et Québec : francophones contre anglophones : à prêter attention aux périphéries visibles de la politique officielle, trop souvent l'observateur public ou l'homme de la rue, ne voit que le centre, les méthodes qui trahissent au cours des siècles. Aujourd'hui, dans la course effrénée aux ressources énergétiques, les autorités canadiennes ne font que suivre l'exemple des colons américains en refusant obstinément de reconnaître à l'Indien le droit à la différence. En violant même, au besoin, les dispositions de la loi canadienne reconnaissant les droits inaliénables des Indiens sur leurs terres de réserve.

De l'« arrachement » à la « survie », l'auteur aborde dans les deux parties les conceptions du monde des Indiens canadiens et leur quête passionnée d'une nouvelle réconciliation face à l'« invasion » permanente de la société moderne. C'est la démonstration d'un système colonial qui se perpétue sous couvert d'« aide » et de volonté d'intégration nationale, aggravé par un refus systématique d'accepter l'Indien comme un égal.

La troisième partie est consacrée à la « réconciliation ». Cependant, en déclinant les formes de lutte et la prise de conscience des Indiens, Sabine Hargous va plus loin et pose en filigrane des problèmes de société qui affectent pas uniquement le Canada : le rôle des entreprises transnationales, une politique aberrante de déboisement, l'empoisonnement des rivières au mercure par les grandes scieries, la destruction de l'équilibre naturel et la pollution de l'environnement sont autant de cas précis évoqués pour compléter un tableau différent du Canada classique. — J.-C. B.

Du Jardin d'Enfants aux grandes Ecoles  
le CENTRE NATIONAL  
DE DOCUMENTATION  
SUR  
L'ENSEIGNEMENT PRIVE  
vous informe sur toutes les institutions  
privées de France et met gratuitement à la disposition du public  
une importante documentation.  
Edite la liste des établissements  
privés, 107, rue de Valenciennes  
75007 PARIS — Tél. : 705-32-68

LE GUATEMALA ET SES POPULATIONS. —

J.-C. Buhner et C. Levenson.

• Éditions Complexe, Bruxelles, 1980, 214 pages.

Jean-Claude Buhner et Claude Levenson n'ont pas seulement écrit un ouvrage concis, et fort bien documenté, sur le Guatemala, le plus complet du genre. Ils ont aussi écrit une histoire de la longue lutte, en rappelant que les descendants des peuples qui forment l'économie guatémaltèque sont aujourd'hui exclus de leur société. On ne l'a jamais assez dit : le Guatemala n'est pas un pays à sa propre histoire, bien avant l'Europe sans doute, et en tout cas aussi essentielle pour l'histoire humaine.

Les auteurs consacrent ainsi une part importante, essentielle même, de leur guide à l'histoire passée et présente de ces peuples indigènes. Malgré quatre siècles d'« empreinte » espagnole, ceux-ci continuent à parler l'histoire des peuples. Dans une société dominée par la classe minoritaire des ladinos, d'« acculturation » et d'autoritarisme, les premières victimes du système d'exploitation économique sont les paysans indigènes. Longtemps passifs, ils commencent pourtant à couvrir leur identité. A l'heure où les forces démocratiques mettent en péril le pouvoir de l'oligarchie et des militaires, en place depuis 1954, c'est un événement significatif.

Aggravement de 1967 et de statistiques, abondamment illustrées, ce livre est un ouvrage sans aucun doute un outil fondamental pour la connaissance du Guatemala. Il mérite d'être diffusé et traduit. — B. B.

## SOCIÉTÉ

BOSSIER E. COMME ESCLAVES. — Jean

Benoît.

• Éditions Alain Moreau, Paris, 1980, 282 pages.

« Ma thèse est que les travailleurs immigrés sont une nouvelle sorte d'esclaves » : si cette affirmation qui ouvre le livre de J. Benoît — paraît excessive à certains, qu'ils regardent la réalité et, pour mieux la voir, qu'ils étudient tout d'abord, le meilleur dossier qu'on ait jamais publié sur la question. Rigueur et justesse du ton, richesse et précision de l'information, pertinence d'un analyse qui met à nu les mécanismes de l'exploitation et les ressorts de l'excitation, ces qualités font de cet ouvrage un instrument de travail de première main.

Elles en font, aussi, un document d'une acuité rare. Logiquement, l'auteur, qui s'intitule « préface le titre d'un chapitre », conditions de travail (les immigrés — moins de 11 % de la population salariale — travaillant de 22 % à 50 % des heures et des morts), santé (c'est-à-dire maladies et troubles psychosomatiques), solitude sexuelle et isolement culturel (une dizaine de mosquées, en France, pour deux millions de musulmans), racisme (en outre, l'ouvrage présente une chronologie des crimes racistes commis dans l'« Espagne » entre 1970 et 1978 : dix pages pleines, en petits caractères), ce dossier est un nouveau j'accuse. Sans s'élever le ton — les faits suffisent. — J. Benoît dénonce le vrai visage d'une société qui proclame son attachement aux principes de la « civilisation ».

M. T. M.

DES SOVIETS AU COMMUNISME BUREAUCRATIQUE. — Marc Ferro.

• Éditions Gallimard-Julliard, coll. « Archives », Paris, 1980, 265 pages.

La révolution d'Octobre est-elle le résultat d'une stratégie maîtrisée ? Cette question se trouve à l'origine de la réflexion de Marc Ferro. Pour lui, le rôle de l'« internationalisme » revient à donner à la révolution d'Octobre une portée mondiale. Les conditions de la révolution d'Octobre sont donc à chercher dans le contexte international, et non dans le contexte national. Les conditions de la révolution d'Octobre sont donc à chercher dans le contexte international, et non dans le contexte national. Les conditions de la révolution d'Octobre sont donc à chercher dans le contexte international, et non dans le contexte national.

## PROCHE-ORIENT

LA MEDITERRANÉE SANS LES GRANDS ? —

Charles Zoroghe.

• Presses Universitaires de France, Paris, 1980, 189 pages.

Dans sa forme interrogative, le titre recoupe l'une des revendications constantes de la plupart des pays au sud de la Méditerranée, comme celles de certains partis progressistes à gauche. C'est pourquoi, la Méditerranée orientale apparaît comme la microcosme du monde d'aujourd'hui, en ce sens qu'elle résume les tensions du monde. Elle est le théâtre de conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des tensions internationales. Elle est le théâtre de conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des tensions internationales. Elle est le théâtre de conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des tensions internationales.

Enfin, la Méditerranée est le théâtre de conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des tensions internationales. Elle est le théâtre de conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des tensions internationales. Elle est le théâtre de conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des tensions internationales. Elle est le théâtre de conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des tensions internationales.

LES PRISONNIERS D'OPINION EN U.R.S.S. —

Amnesty International.

• Éditions Maresme, Paris, 1980, 310 pages.

L'un regrette en conversant avec un ami, la rigueur d'un verdict qui vient de trapper un délinquant des droits de l'homme. Mais, dans la perspective d'un monde plus rigoureux de la société soviétique, les prisonniers d'opinion en U.R.S.S. sont des victimes de la répression. Les conditions de la révolution d'Octobre sont donc à chercher dans le contexte international, et non dans le contexte national.

Examinant — faits, dates, noms à l'appui — les conditions de la révolution d'Octobre, l'auteur se livre à une analyse rigoureuse de la société soviétique. Les conditions de la révolution d'Octobre sont donc à chercher dans le contexte international, et non dans le contexte national.

M. T. M.

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE. — José

Bortas.

• Chez l'auteur, 41, rue Camille-Desmoulins, 31400 Toulouse, 1980, 164 pages.

Qu'on ne se trompe pas : la forme « européenne » n'est ni neutre ni passive. C'est une idée qui a une portée politique. C'est une idée qui a une portée politique. C'est une idée qui a une portée politique. C'est une idée qui a une portée politique.

• LA FRANCE ET LE TIERCE-MONDE :

Michel Beaud, Gérard de Bernis et Jean

Ménil ont réuni dans cet ouvrage les

principales interventions de chercheurs

(comme Christian Paillet, Jean-Marie

Chavaler ou Samir Amin) et de repré-

sentants du monde syndical et des par-

tis de gauche française, lors d'un collo-

que organisé à Vincennes, en 1978, par

l'Association des économistes du tiers-

monde. (Presses universitaires de

Grenoble, 1979, 351 pages.)

• BRETAIN 1980, AN OFFICIAL HAND-  
BOOK : trente-troisième édition de

l'annuaire publié par l'Office central

d'information du gouvernement bri-

tannique. Les structures de l'Etat, ses

institutions, l'économie, les sciences, la

culture et les sports y sont présentés

des chapitres documentés (avec cer-

tains tableaux statistiques et biographiques).

Her Majesty's Stationery Office, Lon-

dres, 1980, 487 pages.)

## AFRIQUE

YEAR OF FIRE, YEAR OF ASH, THE SOWETO

REVOLT : ROOTS OF A REVOLUTION ? —

Baruch Hirson.

• Zed Press, Londres, 1979, 330 pages.

Physicien blanc sud-africain, militant contre l'apartheid, Baruch Hirson a passé neuf années en prison et vit aujourd'hui en exil. Il analyse dans cet ouvrage nourri de textes et de documents la révolte des étudiants et étudiants noirs d'Afrique du Sud en 1976 et 1977, révolte dont il se demande à quelles conditions elle pourrait être la répétition générale d'une révolution victorieuse.

Dans une première partie, il montre la longue histoire des révoltes sociales en Afrique du Sud et le rôle joué par les révoltes ouvrières de 1972 et 1974 dans le développement de la résistance africaine. A ses yeux, les mouvements étudiants et les mouvements ouvriers en développement parallèlement sans se rencontrer.

Étudiant de façon très fouillée les événements et les positions des différents acteurs sociaux à partir du 16 juin 1976, l'auteur rend hommage au courage et à l'esprit de sacrifice de la génération de Soweto », mais il se montre très critique pour la philosophie de la « Conscience noire » qui a empêché, selon lui, les leaders étudiants d'analyser de façon réaliste la nature de l'Etat sud-africain et les rapports de classes qui la sous-tendent, les privant ainsi d'une stratégie à long terme. Il indique le rôle joué par les cellules clandestines du Congrès national africain (A.N.C.) dans la politisation des élèves de l'enseignement secondaire (qui forment un groupe beaucoup plus nombreux que celui des étudiants proprement dits) dans l'organisation, la S.A.S.M. (South African Students Movement) doit être à ses yeux une simple filiale de l'organisation étudiante S.A.S.O. (South African Students Organisation). Le « sommet » du mouvement se situe, selon lui, aux mois d'août et de septembre 1976 lorsque, à plusieurs reprises, les milliers d'ordres de grève lancés par les étudiants ont été suivis par des milliers de milliers de travailleurs, Africains et métis. Mais le niveau d'organisation et les perspectives de « mobilisation » des étudiants ont été insuffisants pour réussir à paralyser l'économie sud-africaine et à s'opposer victorieusement à la répression policière. Tous les mouvements de la « Conscience noire » sont aujourd'hui interdits et un grand nombre de militants ont pris le chemin de la prison ou de l'exil.

Pour Baruch Hirson, une meilleure compréhension de la nature des forces en jeu (on notera ici une critique discrète de l'A.N.C. dans une perspective trotskiste) et une analyse plus rigoureuse de la société sud-africaine sont des contributions que les études politiques doivent apporter à l'analyse de l'intérieur du pays, le combat décisif.

A. M. G.

POLITICS AND PUBLIC POLICY IN KENYA

AND TANZANIA. — Sous la direction de

Joel D. Barkan et John I. Okumu

• Praeger, Praeger special studies »,

New York, 1980, 300 pages.

Le Kenya et la Tanzanie sont plus souvent opposés l'un à l'autre que rapprochés : ils représentent, en Afrique orientale, la tentation capitaliste ou l'incitation socialiste ; la dépendance ou la volonté de compter sur ses propres forces ; la réussite ou l'échec, le succès ou l'échec. Mais la transformation de la réalité n'est pas toujours à la mesure du projet et les problèmes de mutations sociales qui en découlent se retrouvent largement similaires.

Il n'est pas moins que, avec leurs succès et leurs échecs, les deux pays diffèrent, d'autant plus que sont opposés leurs buts : d'un côté, au Kenya, une croissance rapide permettant une intégration des régions proches dans les réseaux qui suivent l'indépendance ; d'un autre, une croissance semblable sur laquelle se sont développées les volontés socialistes divergentes. Mais la transformation de la réalité n'est pas toujours à la mesure du projet et les problèmes de mutations sociales qui en découlent se retrouvent largement similaires.

THE POLITICAL ECONOMY OF UNDERDEVELOPMENT DEPENDANCE IN GENERAL. — Rita Cruise O'Brien (Editor).

• Sage Publications, Beverly Hills, 1979, 278 pages.

Cet ouvrage présente les problèmes sociaux du Sénégal sous le vernis hypothétique de l'économie du point de vue de la dépendance et de la démocratie à la sénégalaise. Ouvrage d'autant plus rare que, à une exception près (le Sénégalais B. Barry, il est le fait de spécialistes — anglophones. Introduit par deux études historiques qui démontrent la richesse de l'histoire sociale et économique de la République (B. Barry sur le Walo et M. Klein sur la Sine-Saloum), le livre propose ensuite des analyses théoriques. R. Cruise O'Brien rappelle l'importance économique et politique des Français et des Libanais et les limites de l'« africanisation ». C. Barry, M. Macintosh et D. Cruise O'Brien présentent quant à eux l'évolution des secteurs artisanaux et « informels », industriels et agricoles au cours des dix dernières années. Enfin, O. Le Brun offre une perspective critique des politiques d'enseignement qui reviennent à leur époque une lutte des classes. Une longue bibliographie analytique sur la dépendance clôt cet ouvrage à la fois de réflexion et de référence. — J. O.

LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE. — Bernard Coubertand

• FUF, Paris, 1979, 244 pages.

Juge-t-on qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil ? B. Coubertand ne s'en prive pas : des accords d'Évian (1962) à la Constitution de 1976, il analyse les documents de quelque importance que son livre ne contienne. C'est, à ce titre, un bon instrument de travail. Justement — c'est-à-dire la mise en travail, de ces matériaux — reste à faire. Car, si l'auteur a raison, il ne parvient pas à dégager du postulat qui inspire sa démarche, une réalité à partir de son référent idéologique tel que le renvoient les textes officiels : « La seule voie salvatrice ne pouvait être que socialiste, puisque l'adversaire était capitaliste. » Peut-être ; encore faudrait-il le démontrer. Mais, en son nom, ses propos sonnent encore plus faux : ne craint-il pas, par exemple, que l'Algérie de Saïd Bouteflika ne soit ce qu'il y a de plus « bourgeois » de son genre, le dérivé de l'« éprouvé » et la « soumission à l'indivisible » ?

M. T. M.

COLONIALISTES, AFRICANISTES ET AFRICAINS.

— Alf Schwarz.

• Nouvelle Optique, Montréal, 1979, 108 pages.

Dans un sens très pertinent sur l'« africanisme » contemporain, l'auteur passe en revue les critiques libérales puis « radicales » (au sens anglo-saxon du terme) de ces dernières années et nous en montre les franchissements les limites qui tiennent, selon lui, à la nature même de la science occidentale. Les critiques personnelles ou idéologiques ne remettent guère en question la socio-épistémologie qui a permis non seulement l'ethnologie des autres mais plus généralement toutes les sciences sociales. Les « biais » ethnocentriques de la connaissance concernent également les Africains : méprisisme ou anti-méprisisme vis de l'« autre » par le fond du problème, car « la surévaluation descriptrice et dogmatique des facteurs externes à la société africaine (...) peut conduire à une sous-estimation épistémologique des sources et des forces dynamiques de la décolonisation ». Le décolonisme est plus difficile à formuler : la révolution à mener n'est pas seulement épistémologique, elle doit être aussi politique et pratique. On pourra compléter la lecture de cet essai par celle des contributions de la revue *Revue africaine* (vol. 12, 1-2, 1979) et portant sur l'« africanisme », l'histoire, la géographie, la science, la philosophie, etc. (A. Schwarz revenant quant à lui sur la sociologie). — J. O.



# Oasis de croissance

Il reste que la dynamique propre de l'effort fantastique engagé par PEMEX (15 milliards de dollars d'investissements dans l'industrie pétrolière), les pressions

**ETATS-UNIS**

**MEXIQUE**

**GOLFE DU MEXIQUE**

**Golfe de Californie**

**Produits de la pêche (sardines, thons, crevettes)**

**Exploitation : pétrolière**

**Charbon**

**Diversifiés minéraux (Al, argent, Fe, fer, Cu, zinc)**

**Métallurgie, sidérurgie**

**Industries chimique et pétrochimique**

**Voies ferrées**

**Routes panoramiques**

**Cartographie végétale, agriculture et élevage**

**en blanc : zones incultes ou désertiques.**

**Zones forestières (acajous, cedars tropicaux, pins de montagne)**

**Cultures vivrières (maïs, haricots, légumineuses associées au blé et à l'orge sur les plateaux)**

**Cultures commerciales tropicales (bananes, ananas, avocats, café, caoutchouc à sucre, cacao)**

**Cultures irriguées (coton, blé, riz)**

**Plantes fibreuses (hennepin, sisal)**

**Zone d'élevage extensif (caprins)**

**0 250 500 km**

**7ème année**

**SAUVANET**

**HONDURAS**

**GUATEMALA**

**El Estero de Yucatan**

**Mer du Mexique**

**Mer du Golfe**

**Mer du Pacifique**

**Mer du Nord**

**Mer du Sud**

**Mer de l'Est**

**Mer de l'Ouest**

**Mer du Centre**

**Mer du Nord-Est**

**Mer du Nord-Ouest**

**Mer du Sud-Est**

**Mer du Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer de l'Est-Nord-Ouest**

**Mer de l'Est-Sud-Est**

**Mer de l'Est-Sud-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Nord-Est**

**Mer de l'Ouest-Nord-Ouest**

**Mer de l'Ouest-Sud-Est**

**Mer de l'Ouest-Sud-Ouest**

**Mer de l'Est-Nord-Est**

**Mer**

extérieures, particulièrement nord-américaines, en faveur d'une hausse plus sérieuse de la production mexicaine, ainsi que les Etats-Unis ont proposé dans son accord intérieur. Le financement de son développement, vont dans le sens d'une accélération de la production. Le vrai problème qui se pose, et va se poser de plus en plus, aux dirigeants mexicains est de savoir comment résister à cette dynamique dont ils redoutent avec raison les périls.

A court terme, la progression encore raisonnable et limitée de la production pétrolière mexicaine favorise une dévaluation accrue des exportations et donc une moins grande dépendance à l'égard des Etats-Unis, principal partenaire. Elle permet de dresser des plans à long terme, dépassant la simple limite d'un mandat

présidentiel normal, et de tenter de mieux équilibrer la redistribution des revenus. Il est clair, en effet, que le redressement économique de ces trois dernières années a été globalement payé par les travailleurs. Leur pouvoir d'achat a baissé d'environ 40 %. Le chômage se maintient à un taux préoccupant. L'exode rural, conséquences de la dépression agricole, se poursuit sans arrêt et nourrit excessivement des villes déjà géantes et presque incontrôlables. En particulier Mexico qui compte aujourd'hui quinze millions d'habitants. C'est donc sur le social que le président Lopez Portillo entend mettre l'accent pendant les trois prochaines années. Son mandat est donc compte, bien entendu, sur la manne pétrolière pour réussir.

**«Nous restons fondamentalement solidaires des nations du tiers-monde»  
nous déclare M. Jorge Castaneda**

— est en passe, d'ici à 1982, de devenir l'un des pays pétroliers parmi les plus importants du monde, le gouvernement préfère pour le moment employer la pédale douce et faire montre de modération, tout en réaffirmant sa ferme intention de négocier « durement » avec les Etats-Unis, et les autres clients potentiels.

« Le pétrole est un instrument politique », dit M. Castaneda. « Comme le président Lopez Portillo l'a déjà indiqué, ajoute-t-il, c'est un instrument légitime qui peut aider au développement de la nation. Il est évident qu'un

pays qui possède du pétrole actuellement a plus de moyens d'action que les autres. Mais le pétrole n'est pas tout. La Suisse, le Brésil ou l'Inde, qui n'ont pas de pétrole, sont quand même des puissances.

— Le Brésil a une dette extérieure encore plus lourde que la vôtre et il doit expérimentement de nouvelles formes d'énergie alors que vous disposez de réserves considérables de pétrole.

— C'est un pays vers lequel nous nous tournons car il y a de nombreux terrains sur lesquels nos

deux pays peuvent coopérer étroitement. Par exemple, ils ont du minerai de fer, ce qui est assez rare. Il y a peu de pays qui en ont : le Brésil, la Suède, la Mauritanie.

■ Nous-mêmes nous aurons

un goulot d'étranglement dans cinq ou six ans avec le minerai de fer. Par conséquent, nous pouvons développer ensemble nos ressources, transformer leur minerai de fer en « pellets » dans une usine qui fonctionnera au Mexique avec du gaz mexicain, et qui sera ensuite transformé en acier également par le procédé de réduction au gaz. Les

négociations sont déjà bien avancées. Nous avons l'énergie, ils ont le minerai, et peut-être que par les bateaux avec lesquels ils nous envoient leur minerai de fer, nous pourrions leur envoyer du pétrole. D'après les Suédois, cette technologie existe déjà.

— Votre position pétrolière, pour ne pas parler de votre « puissance », ne modifie-t-elle pas votre pratique de la diplomatie ? vos relations internationales ?

— Il est toujours exact jusqu'à un certain point que nous voyons dans l'Europe un élé-

ment, il contrepoids pour éviter la dépendance économique trop accentuée à l'égard des États-Unis, également une dépendance politique car les aspects sont toujours liés. Mais les réalités ne changent pas d'un jour à l'autre, c'est évident. Nous autres, nous avons l'intention d'établir des contacts plus importants dans le domaine politique avec un groupe de pays que nous pourrions considérer du qualifier de puissances moyennes — indépendamment du camp auquel il appartient.

(Lire la suite page 22.)

**SERFIN**

# Au Mexique Serfin a tout cela à la fois

**BANQUES SERFIN S.A.**  
Caja de Pensiones  
Caja de Seguro de Vida

**CASA DE BOLSA SERFIN S.A.**  
Comercio Exterior

**ARRENDADORA SERFIN S.A.**  
Factoring

**FACTORIZING SERFIN S.A.**  
Factoring

**ALMACENADORA SERFIN S.A.**  
Almacenamiento

**ALTAZARADORA SERFIN S.A.**  
Altazaramiento

**SEGUROS MONTERREY SERFIN S.A.**  
Seguros

**Si vous avez besoin d'un service bancaire, venez nous voir**

**En Mexico**  
Banco e I.B. de Capitalización  
México, D.F.  
Tél. 160-7838  
Teléfono SERFIN de la SERFIN

**En Monterrey**  
Banco e I.B. de Capitalización  
Monterrey, Co. de México  
Tél. 160-7838  
Teléfono SERFIN de la SERFIN

**En New York**  
Banco e I.B. de Capitalización  
New York, N.Y.  
Tél. 160-7838  
Teléfono SERFIN de la SERFIN



# Le MEXIQUE est loin ...

Traditionnellement tournée vers l'aide  
au **COMMERCE EXTERIEUR**, la **BNP**  
vous permet d'établir les contacts  
nécessaires à la réalisation de vos  
exportations, ou de votre future im-  
plantation, grâce à sa présence au  
MEXIQUE :

- **BANQUE NATIONALE DE PARIS**  
DELEGATION GENERALE  
Avenida Juárez 4, 6ème Piso, Mexico  
Tél. 585.40.56 - Télex 01771037 Natioper
- **BANCO DEL ATLANTICO**  
BANQUE ASSOCIEE  
Venustiano Carranza n° 48 - Mexico  
Tél. 585.31.00 - Télex 01771305 Banatlan

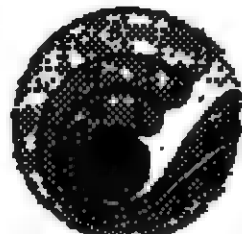


**BANQUE NATIONALE DE PARIS**  
Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS  
Tél. 244.45.48 - Télex 280 605

1550



**Le Mexique requiert la construction de nouveaux centres touristiques et de nouveaux hôtels qui offrent de meilleurs services et facilités, ainsi que de nouvelles façons d'attirer le touriste national ou étranger et de rendre son séjour inoubliable.**



**san josé del cabo    loreto    puerto escondido**

**Participe au nouvel élan du tourisme au Mexique.**

Fondo Nacional de Fomento al Turismo - Fideicomiso del Sector Turismo  
en Nacional Financiera, S.A. **FONATUR**

Isabel la Católica 24, México 1, D.F.

**FONATUR**  
fondo nacional de fomento al turismo  
585-30-44

**585-30-44**

investir  
si vous

vous renseignez  
Bancomer est



**Bancomer**

**Une adresse très utile pour les affaires mexicaines.**  
Division International - Centre Bancomer - Ave. Universidad 1200  
México 12, D.F. - Téléphone 534 0034 - Télex 1775781 BCSAME.

**Bureaux à l'Etranger:**  
**Londres - Madrid - New York - Los Angeles - Tokyo - Sao Paulo**

AE BC T 48/80

**Associé à Libra Bank Ltd. of London.**

(Suite de la page 21)

Pourvu que ces pays aient certaines caractéristiques, qu'ils aient un certain poids spécifique sur la scène internationale. Des moyennes puissances qui se seront manifestées par une politique indépendante des pays, tels que la Yougoslavie, la Suède, le Canada, l'Algérie, l'Inde, le Brésil, peut-être la Roumanie. Ils peuvent appartenir au camp socialiste, ils peuvent faire partie des pays occidentaux capitalistes, ou du tiers-monde.

**» Je me rappelle qu'aux Nations unies les initiatives les plus fructueuses dans le domaine du désarmement étaient présentées par le bloc des pays non alignés. La Suède, la Yougoslavie ou le Mexique, sont ceux qui poussaient le plus vigoureusement à lutter pour un nouvel ordre économique international.**

— Il s'agit d'une esquisse de rupture du schéma classique du conflit entre les puissances industrielles du Nord et les pays en voie de développement du Sud.

— Dans une certaine mesure il faut chercher d'autres formules de coopération. Les schémas traditionnels se modifient rapidement. Vous voyez vous-même qu'il y a vingt ans le schéma était Est-Ouest, ensuite il est devenu Nord-Sud ; mais il s'agit là d'une conception très linéaire, caricaturale. Récemment, la « semi-monde » est aussi en train de se servir d'oculatoire, car existe une telle hétérogénéité qu'il faut embrayer d'autres formules d'association et de coopération dans le domaine politique et économique.

— Avez-vous noté une différence dans le comportement des Etats-Unis à votre égard depuis trois ans ?

— Je crois pouvoir dire que oui; on a noté jusqu'à un certain point une nouvelle attitude basée sur les réalités. Ils savent que le Mexique a la possibilité de s'opposer, qu'il a de meilleures cartes de négociation; d'autre part, comme nous le savons tous, les Américains sont très réalistes pragmatiques et, pour cette raison, ils ont dû eux-mêmes changer d'attitude.

» Cependant vous voyez bien qu'ils ont récemment adopté des attitudes très traditionnelles de grande puissance qui agit et fait sentir tout son poids et qui voudrait que tous les pays amis agissent comme eux : Jeux olympiques de Moscou, sanctions économiques contre l'Iran. Et finalement, trois semaines après avoir demandé, ils abandonnent. De sorte que s'ils ont en partie changé, en partie ils continuent. »

— Pendant le gouvernement Echeverría, le Mexique projetait à l'étranger l'image d'un pays préoccupé par les problèmes du tiers-monde. Quelle est à votre avis l'image du Mexique sous le gouvernement de M. Lopez Portillo ?

— Nous avons profondément conscience de la solidarité naturelle qui existe entre les pays du tiers-monde. On a peut-être exagéré ici ou là, mais cela correspond fondamentalement à une catégorie de pays qui ont bien certaines aspirations, certains besoins, certains problèmes, cherchant certaines solutions. Nous avons pleinement conscience que le Mexique en fait partie. Nous pensons effectivement à une solidarité naturelle que nous désirons utiliser pour des objectifs communs. L'un d'entre eux, le plus important, est de pouvoir surmonter les différents éléments d'un nouvel ordre économique international.

« Le président Lopez Portillo l'a dit. Je crois qu'il est indis-

pensable que nous prenions conscience de la nécessité de passer d'une époque aux hydrocarbures, sans que les hydrocarbures nous aient entraînés à une étape d'énergies renouvelables et réussit ce passage de l'époque pétrolière à l'époque nucléaire. Les convulsions et la faiblesse seront celles dont nous souffrirons à l'approche d'une catastrophe, d'une guerre. Donc, un des éléments-clés est la question de l'énergie. On ne peut pas la traiter de façon isolée mais dans le cadre d'un développement, un certain ordre dans le système monétaire international qui est complètement désordonné, le commerce, les transferts de technologie, ce qui est de plus en plus important pour les pays en voie de développement.

« Ce qui a changé peut-être entre l'administration actuelle et l'administration précédente — en ce qui concerne le tiers-monde — c'est le fait que cette administration est plus rigoureuse dans ses engagements. Elle ne dit pas : « Je t'ai promis ça », mais elle n'en a pas besoin — de moyens gratuits et irritants. Je crois que le Mexique est maintenant un pays suffisamment sûr pour préserver, pour le tiers-monde, une amitié, une solidarité avec tous ces pays, mais sans trahir gravement d'autres pays tels que les Etats-Unis. Mais nous avons la même conscience qu'après-coup, nous ne pouvons pas trahir le tiers-monde. Nous restons fondamentalement solidaires.

### *Le rôle de Cuba*

— Quel rôle, selon vous, joue Cuba en Amérique centrale ?

— Nous savons qu'au Nicaragua Cuba a eu une influence franchement modératrice. Les Cubains ont conseillé aux Nicaraguénais — et nous le savons — d'écarter les problèmes qu'ils avaient au cours de la première étape. Je crois que l'on a prononcé la modération. Le problème est que les États-Unis sont vraiment obsédés par Cuba, et croient que n'importe quel mouvement d'opposition avec une inspiration anti-gauche, comme il y en a eu tant dans le monde, est une menace. C'est la même origine : on s'est l'Union Soviétique ou c'est Cuba, et ça ne correspond pas à la réalité.

C'est évident qu'il existe une inspiration idéologique, car Cuba — par le simple fait d'exister et d'avoir réussi vingt ans et d'avoir résolu ses problèmes fondamentaux — apparaît comme un exemple à suivre. Mais l'inspiration de gauche : les problèmes d'éducation, de santé, de logement, Cuba les a résolus. Tous ces mouvements de gauche, pensent de façon idéologique, les modèles cubains, mais cela n'est qu'une intervention cubaine active. Cela dépend aussi de ce que font les autres pays : et on ne peut pas dire une inspiration idéologique en Nicaragua, que Cuba t-4? Que les Cubains, eux, la donnent, et il y a donc beaucoup de professeurs cubains, de médecins, et cela me semble très très bien, et ne se voit pas une aide militaire.

— Il me semble que le P.R.I. se préoccupe davantage des problèmes d'Amérique latine. On note une action un peu

parallèle à celle de l'Internationale socialiste en Amérique du Sud.

— Je crois qu'il se produit dans le parti révolutionnaire institutionnel le même phénomène que dans le pays ; le pays est devenu d'une certaine façon plus complexe, l'incidence réciproque entre la vie intérieure et la vie internationale est plus importante. Auparavant, nous visions heureux, comme si l'extérieur n'existait pas. Maintenant, je crois que le parti aussi a conscience de l'importance de ses relations

— Vous avez indiqué dans un discours récent que l'un des plus graves dangers pour le Mexique n'est pas tant la dépendance du pays à l'égard des Etats-Unis que la dépendance de ceux-ci à l'égard du pétrole mexicain.

— Lorsque j'en parle de dépendance, en fin de compte, il s'agit toujours d'une interdépendance. Le plus grand danger n'est pas de dépendre de quelqu'un, mais de ne pas dépendre de personne. Beaucoup des Etats-Unis en matière pétrolière, car le Mexique a toujours la possibilité de dissuader, mais une dépendance excessive des Etats-Unis n'est pas une bonne chose. C'est pourquoi aussi que les Etats-Unis diversifient leurs sources d'approvisionnement. Nous voudrions que le Venezuela leur vende davantage, mais nous ne pouvons pas leur dire d'augmenter sa production d'un million de barils, nous voudrions que l'Iraq recommence à leur vendre trois ou x millions de barils, mais nous ne pourrions pas leur dire de le faire. Nous voudrions une plus grande liberté économique, souffrir ; ils dépendraient moins de nous et évidemment il y aurait

(Propos recueillis par  
**MARCEL NIEDERGANG.**)

**L**a liberté de la presse mexicaine est seulement limitée, en pratique, par les intérêts des éditeurs de journaux et de revues. L'ouverture politique qui s'est traduite, en 1878, par une amnistie et par la légalisation de plusieurs formations politiques, y compris celle du parti communiste, a été précédée dans les moyens de communication de masse d'une large ouverture vers la gauche.

C'est ainsi qu'est apparu le premier quotidien de tendance gauchiste du pays, *Uno mas uno*, qui ne caractérise par une grande indépendance de jugement et par des points de vue critiques à l'égard du gouvernement, qui ne vont pas, cependant, jusqu'à la contestation totale. Les plus importants représentants de cette presse de gauche sont *El Uno*, *Uno mas uno*, le *revue Proceso*, l'agence Cisa et le journal *El Di*, bien que ce dernier reflète souvent l'opinion de la droite gauchiste du Parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.) et qu'il adopte en politique étrangère une ligne pro-soviétique. Cette situation a eu pour conséquence un meilleur traitement de l'information, à tel point que les journaux et les magazines sont considérés comme «subversifs» dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Cela dit, il convient d'indiquer, au passif, les intérêts des éditeurs et propriétaires de journaux, les bas salai-

res payés aux journalistes et la diffusion relativement faible de la presse écrite.

Il n'est pas rare que certains patrons de presse fassent des affaires qui n'ont rien à voir avec le journalisme, à l'ombre protectrice d'un important moyen de diffusion. D'où l'énorme inflation de titres et de revues. Dans la seule ville de Mexico, on édite vingt-sept quotidiens, mais aucun d'eux ne dépasse un tirage de quatre cent mille exemplaires. En revanche, le volume de publicité disponible est très important grâce, en partie, à l'influence de la presse nord-américaine au Mexique.

Les bas salaires des journalistes sont complétés par des « commissions » qui proviennent très souvent des organismes du gouvernement. Il n'est pas rare qu'un journaliste touche un salaire « complémentaire » dans l'un ou l'autre ministère. Cette corruption n'interdit pas une professionnalisation de plus en plus grande de la presse et un niveau de qualité en somme très nettes. Cette situation n'empêche pas non plus que plusieurs instances politiques se livrent grâce à la presse. En fait, l'éventail des opinions représentées dans la presse mexicaine est, malgré tous les défauts signalés, beaucoup plus grand que dans tous les autres pays d'Amérique latine.

**JOSE CARRERO.**









## Une situation agricole difficile

LORSQUE, le 16 janvier 1980, le gouvernement mexicain a signé un contrat pour l'achat de 4,7 millions de tonnes de produits agricoles nord-américains, les milieux de Washington ont laissé entendre qu'il s'agissait d'un appui donné aux États-Unis dans leur effort pour organiser un boycottage contre l'Union soviétique, à la suite des événements d'Afghanistan.

Le ministère des affaires étrangères mexicain a aussitôt réagi, qualifiant la nouvelle de « ridicule » et expliquant que les achats répondaient à des besoins réels. Le problème n'est pas nouveau. L'an dernier, le Mexique avait acheté 6 millions de tonnes à différents pays (États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Brésil et Argentine) pour un montant de 19,145 milliards de pesos (1 dollar = 24 pesos). Cette année, l'achat est d'une valeur de 17,250 milliards de pesos, et seulement aux États-Unis, pour l'importation de 1,7 million de tonnes de maïs, 1 million de tonnes de sorgho, 650 000 tonnes de blé, 500 000 tonnes de haricots.

En fait, le Mexique consacre près de la moitié de ses terres cultivables au maïs (7,200 millions d'hectares), 1,585 million d'hectares aux haricots et 635 000 hectares au blé, on a l'impression que les efforts du gouvernement ne sont pas encore suffisants. Il en résulte que le Mexique a un modèle de consommation très rigide et peu diversifié. Les 11 millions de tonnes de maïs que produit le pays ne suffisent pas à la fabrication des célèbres *tacos* (*tortillas*), à la base de tout menu mexicain.

### Les importations de maïs

L'ECONOMISTE mexicain Arturo Warman calcule que, « approximativement, 75 % de la population trouve dans le maïs la majeure partie des calories et autres éléments nutritifs ». Effectivement, chaque habitant consomme quatre fois plus de maïs que de blé et dix fois plus que de haricots.

La demande croissante de maïs et l'augmentation des prix sur le marché ont entraîné, dans les années 70, le président Luis Echeverría à mettre en place le Conseil national des subsides populaires (CONASUPO). Cette

institution avait établi un « prix de garantie » qui, en raison de l'inflation, se trouve, à l'heure actuelle, proche du prix de production. Le CONASUPO achète 15 % de la production nationale, qui servent d'abord à ravitailler les *tortilleros* des zones urbaines. Face à une production insuffisante, certains technocrates ont proposé une importation systématique de céréales, grâce aux devises provenant du pétrole. Mais la production et la commercialisation des céréales sont déjà

Aussé, le président Lopes Portillo estime que l'organisation plus équitable de la production pourrait être un moyen d'obtenir une production agricole suffisante. Les minifundistas apportent la moitié de la valeur de la production de l'agriculture et de l'élevage, pour 45 % de la superficie agricole. Bien que ces petits propriétaires (*efidatarios*) et communautaires aient une grande capacité d'absorption de la force de travail (60 % de la main-d'œuvre rurale), ils ne bénéficient pas de tous les

grand pourcentage des aliments, et c'est grâce à leur effort que, en 1979, il a été possible de semer 1 million d'hectares de plus qu'en 1978. Malgré cela, les *efidatarios* ne reçoivent pas une attention privilégiée des pouvoirs publics, ni en crédits ni en assistance technique. Pour remédier à cette discrimination, le gouvernement a annoncé que la Banque du crédit rural (BANRURAL) augmenterait en 1980 ses prêts aux paysans à 55 milliards de pesos, contre 38 milliards en 1979.

C'est insuffisant, certes, mais cela est peut-être la première réaction du gouvernement. Cependant, le président des chambres d'industrie (CONCAMIN) estime qu'une telle politique conduirait à une situation économique « inefficace et insensée », puisqu'elle « ne profite pas des avantages comparatifs du marché mondial », ce qui, à son avis, est possible grâce à l'importation des aliments payés avec les bénéfices du pétrole. Cette apologie des vieilles idées de David Ricardo a valu au patron des industriels d'être la cible de la presse progressiste.

### Les « déviations » de la politique de soutien aux prix alimentaires

Le chef de l'Etat a décidé l'annulation de la politique de soutien aux prix des aliments, estimant que ces subsides, destinés aux masses populaires, ne remplissent plus leur rôle puisqu'il y avait des phénomènes de « déviations » (exportations, usage industriel), de telle sorte que les prix « soutenus » favorisaient les grands commerçants et les classes aisées.

Le gouvernement a précisé que la politique de soutien continuerait seulement dans les magasins de la CONASUPO et que le sucre serait vendu à prix réduit aux « familles pauvres » sur présentation d'une carte. Et le président Lopes Portillo a donné le feu vert, le 18 mars 1980, à un vaste plan appelé « système alimentaire mexicain », qui vise à l'autosuffisance alimentaire de la nation. Mais des obstacles importants demeurent sur le chemin d'une modernisation de l'agriculture mexicaine.

EDGAR MONTIEL.

## Le Chiapas, splendide et menacé

LONGTEMPS les montagnes qui le cerment ont constitué, pour l'Etat de Chiapas, le rempart le plus efficace contre les velléités du voyageur de s'aventurer au-delà des chemins battus. Après l'isthme de Tehuantepec et aux confins du Guatemala, le Chiapas reste encore un monde à part dans la mosaïque mexicaine. Si Tuxtla-Gutiérrez, la capitale, déçoit quelque peu, San-Cristóbal de Las-Casas offre toujours les mille facettes d'un marché indien richement coté et authentique. Partout dans cette région demeurent en dehors des grands courants jusqu'au récent essor pétrolier qui menace de tout bouleverser, on retrouve quelque chose du Guatemala voisin.

Huitième Etat de la fédération par sa superficie, avec 75 000 kilomètres carrés, le Chiapas compte à peine deux millions d'habitants. De bonnes distances séparent les villages, et dans les montagnes les *pueblos* s'élevaient à l'aise. San-Cristóbal, l'ancienne capitale coloniale, ressemble aux bourgades de l'Altiplano guatémaltèque : à quelque 2 000 mètres d'altitude, les nuits sont froides. Eglises baroques, bougainvillées, hibiscus flamboyants, placettes et ruelles bordées de maisons coloniales coussues aux fenêtres grillagées. C'est une bourgade paisible d'environ quarante mille habitants. Dans la journée, on croise des indiens vêtus de leur costume traditionnel. Mais à la tombée du jour, ils regagnent leurs villages à pied, à dos de mule ou en canoë. Et dans le silence du soir, seul monte le son lancinant de la *marimba*.

Dans le voisinage, les villages aux noms chantants sont le domaine des Indiens descendants des Mayas. Ils sont encore quelque trois cent cinquante mille à vivre ici en marge du pays et tentent silencieusement de préserver leur héritage ancestral. Au cours des siècles de colonisation, ils ont réussi à maintenir des structures sociales et une économie d'autarcie grâce précisément à leur éloignement des grands centres de décision politique.

Zinacantan Amatenango, Chamula, Oxchuc : l'entrée du village est marquée par des croix. Mais il ne faut pas s'y tromper : les croyances traditionnelles sont les plus fortes malgré le vernis chrétien. Les églises restent encore le plus souvent fermées à l'étranger.

de passage, car les Indiens n'apprécient pas la présence d'intrus à leurs cérémonies. A Zinacantan, on s'émerveille du mariage du blanc rude des coturnades naturelles au carmin clair des rayures qui séparent les tuniques. Le chapeau des hommes est un chef-d'œuvre d'habileté : plat à large bord, il est orné de multiples rubans de couleur. Quand les faveurs flottent au vent cela veut dire que l'homme est encore célibataire.

Les femmes portent le plus souvent des jupes foncées et leurs huipiles s'ornent de fines broderies d'une harmonie de couleurs étonnantes.

Plus au nord, de « vieilles pierres » témoignent de la majesté des civilisations olmèque et maya. Bonampak raconte, dans des fresques d'une qualité exceptionnelle, la vie quotidienne des Mayas, leurs préoccupations, leurs fêtes et leur rituel. Cette merveille n'a été « découverte » qu'en 1946. Palenque avait été retrouvée sous son épais manteau végétal en 1773, mais c'est en 1861 seulement que l'archéologue mexicain Alberto Ruz Lhuillier devait y mettre au jour un tombeau souterrain dans le temple des inscriptions, l'une des « pièces » les plus fabuleuses du passé pré-colombien. Et à Villahermosa, capitale du Tabasco, la tête géante du musée de La Venta témoigne pour le mystère des Olmèques.

C'est dans le Chiapas que survivent les derniers Lacandons voués à plus ou moins brève échéance à la disparition totale. A San-Cristóbal, le musée de Na Balam, mis sur pied par l'anthropologue Frans Bloom et dirigé maintenant par sa femme, expose des trésors d'un peuple qui meurt à petit feu. Les Lacandons ont perdu leur ressort vital.

Comment intégrer les Indiens marginaux à la communauté nationale alors qu'eux-mêmes ne semblent guère désireux d'accepter les bienfaits d'une « civilisation » qu'on veut leur imposer ? Le bon pétrolier n'est pas loin et ses vagues brutales finiront bientôt par éblouir le Chiapas. Dans les Etats voisins de Tabasco, dans les Etats voisins de Veracruz, les derricks ont surgi au-dessus du tapis végétal, d'énormes machines ont détruit le silence.

CLAUDE LEVENSON.



FRANUL.

## Nacional Financiera S.A. est une des plus importantes banques du monde... elle est au Mexique.

Fondée en 1934, Nacional Financiera S.A. (NAFINSA) est le principal instrument du Gouvernement Fédéral du Mexique pour financer le développement économique de ce pays. En tant que banque de développement, NAFINSA est chargée du financement des industries de base, des petites et moyennes entreprises, de la promotion des projets industriels régionaux et du tourisme. En tant que principal agent financier de l'Etat,

NAFINSA a contribué à la consolidation du crédit international du Mexique. Nos syndicats d'investissement, en commun avec des banques d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Allemagne et du Japon, repèrent des occasions nouvelles d'investissement au Mexique et lancent des co-entreprises. La promotion de l'industrie au Mexique, c'est notre affaire.



**nacional financiera, s. a.**

Isabel la Católica No. 51  
Cable: NAFIN

México I, D. F. (México)  
Télex: 017-72-538 (NAFINMEX)



Bureaux de représentation dans le monde :

Grande-Bretagne  
Seventeenth Floor  
Ninety Nine Bishopsgate  
London EC2M 3XD  
England

Washington  
1120 Connecticut Avenue  
Suite 1140  
Bender Building  
Washington, D.C. 20036

New York  
450 Park Avenue  
Suite 401  
New York, N.Y. 10022

Japon  
Kokusai Building 915  
14 Maronouchi 3-chome  
Chiyoda-ku  
Tokyo 100, Japan

**LE METRO DE MEXICO**  
13 ANS DE COLLABORATION  
ENTRE LE MEXIQUE ET LA FRANCE

**SOFRETU apporte l'expérience de 80 ans de conception-exploitation des transports de Paris cela dans plus de 40 villes de plus de 25 pays 400 km de métro en exploitation; d'autres suivent...**

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES DE TRANSPORTS URBAINS**

12, rue Jules César - 75012 Paris - Téléphone 346 11 26 - Télex 210 120 F





## Le Chiapas, splendide

Le Chiapas, splendide... (Text continues with a description of the region, mentioning its beauty and the work of the French Mission Archaeological and Ethnological in Mexico.)

Le Chiapas, splendide... (Text continues with a description of the region, mentioning its beauty and the work of the French Mission Archaeological and Ethnological in Mexico.)

**EXEMPLE**

**FRANCE**

rapporte

de 80 ans

exploitation

Paris

40 villes

en

autres suivent...

## La mission archéologique et ethnologique française

## A l'écoute de Tonina...

C'EST en 1961 que fut fondée la Mission archéologique et ethnologique française au Mexique, sous l'égide du ministère des affaires étrangères (direction générale des relations culturelles). Cette fondation n'était en fait qu'une renaissance, héritière d'une longue tradition de recherches françaises au Mexique. Les travaux d'Aubin, de Brasseur de Bourbourg, de Charnay et de Waldeck ont été repris par les scientifiques français : ils furent suivis par les activités de la Commission scientifique du Mexique, organisée lors de la malencontreuse expédition de Maximilien, et dont le dictionnaire national de Simon constituait une des meilleures productions. Puis, en 1930, la création par le professeur Rivet de l'École française de Mexico devait en particulier fournir les contributions de MM. Ricard et Soustelle. Après une interruption due à la seconde guerre mondiale, M. Stresser-Péan aboutissait à la fondation de la mission scientifique, celle qu'elle existe, et, ajoutait à l'apport fondamental de la direction générale des re-

lations culturelles une contribution, non négligeable, du Centre national de la recherche scientifique.

Bénéficiant d'un statut officiel, puisqu'elle est partie prenante des accords culturels bilatéraux depuis 1970, la Mission archéologique et ethnologique française au Mexique est chargée de développer les recherches françaises au Mexique ; notamment, elle doit canaliser, par obligation des autorités mexicaines, toutes les demandes françaises dans le domaine toujours délicat de l'archéologie. Ses activités se poursuivent en étroite relation avec l'Institut national d'anthropologie et d'histoire du Mexique et d'autres institutions mexicaines de recherche. Pendant plusieurs années, la M.A.E.F.M. a travaillé au Mexique dans la Huasteca et sa périphérie ; il s'agit des plaines chaudes de Tampico et des hauteurs de la Sierra Madre orientale, l'ouest, où furent effectuées des études archéologiques, historiques, ethnologiques et botaniques. Les activités de la Mission ont également touché à l'Amérique centrale, notamment au Panama et au Honduras.

## Deux « terrains »

ACTUELLEMENT, deux « terrains » constituent la mission principale de la M.A.E.F.M. : le site de Tonina, dans l'Etat du Chiapas, et le secteur situé à l'est de San-Luis, Peten, où une recherche pluridisciplinaire commence cette année.

Son objectif, à partir des connaissances accumulées sur la Huasteca et de restes archéologiques, est de préciser l'évolution du peuplement de la région, celle de son milieu physique et les rapports entre cette région et les plaines de l'Est, tout comme avec les hautes plateaux du Nord et du Sud.

La cité maya classique de Tonina, située dans la vallée d'Ocosingo, au Chiapas, a fait l'objet de cinq campagnes de fouilles depuis 1972. Bien que se trouvant à la limite des hautes terres et hors de la grande forêt tropicale humide où est née la civilisation maya, Tonina présente toutes les caractéristiques principales des cités classiques : temples et palais à pièces couvertes en voûtes, terrasses de jeu de balle, sculptures à inscriptions hiéroglyphiques. Les fouilles architecturales ont été limitées à la détermination des éléments essentiels des édifices correspondant à l'apogée de la cité au cours de la période classique récente (de 800 à 900 après J.C. selon les inscriptions chronologiques dont nous disposons). Ont été étudiées deux des principaux temples, les deux terrasses de jeu de balle et diverses plates-formes d'habitation. La sculpture s'est révélée abondante et variée, utilisant tant la ronde-bosse que le bas-relief. Stèles et statues représentent les dignitaires de la cité. Des statues de capitaine et des scènes de capture figurent sur des panneaux témoignant d'une activité militaire sans doute plus importante que celle d'autres centres contemporains.

L'analyse des nombreuses inscriptions a permis d'établir une liste de neuf dirigeants successifs, dont le nom est associé à divers titres honorifiques et à un glyphe ambivalent désignant la cité de Tonina.

Afin de connaître l'organisation régionale de l'habitat, une carte archéologique de la vallée a été établie. Au classique récent, Tonina était le seul centre majeur, la population de la vallée résidant dans de petits hameaux placés de préférence sur les collines, et dont certains possédaient de petits temples à usage local.

Tonina a été abandonnée après 900 à la suite d'événements violents, marqués par la multiplication de nombreuses sculptures, et en particulier la décapitation des statues de dignitaires. On tend à adopter l'hypothèse d'une invasion par des populations venant de la côte du golfe du Mexique, invasion dont on a eu la preuve dans la plupart des grandes cités de la vallée de l'Usamecinta.

Bien que les recherches aient été surtout consacrées aux vestiges de la période classique, on a pu établir que l'occupation de la région avait commencé au

préclassique récent, vers le début de notre ère, et avait continué jusqu'à la conquête espagnole. Afin de connaître les grandes lignes de l'évolution culturelle, des origines à nos jours, et en particulier d'étudier la persistance de certaines formes d'habitat dispersés, des recherches ethnologiques et linguistiques ont été effectuées dans des communautés mayas actuelles de la région. Ces travaux, que l'on souhaite poursuivre, permettront de mieux connaître une région particulièrement intéressante de l'ère maya qui n'avait pas jusqu'à présent fait l'objet de recherches approfondies.

En dehors de ces activités de recherche propre, la M.A.E.F.M. tâche, dans un cadre budgétaire limité, d'offrir aux chercheurs de passage ce qu'il est convenu d'appeler des services : une petite mais intéressante bibliothèque en cours d'enrichissement, une photothèque considérable, une cartothèque importante, et la disposition des visiteurs, avec la possibilité de l'usage d'un bureau ou d'un coin de table de travail... Ce rôle d'accueil est loin d'être négligeable. Si l'effectif de « permanents » se réduit à cinq personnes, la venue de chercheurs pour des missions de courte durée apporte à la M.A.E.F.M. un appui précieux dans les affaires administratives, le C.N.R.S. et l'enseignement supérieur se partagent le coût. Cette collaboration, dont la poursuite est très souhaitable, ressort bien dans la liste des auteurs de la double série des « Etudes mésoaméricaines », publication de la M.A.E.F.M., entièrement financée par la direction générale des relations culturelles (1).

Enfin, si la M.A.E.F.M. n'échappe pas aux avatars actuels de la recherche française, il faut se féliciter de la part prise ici par la direction des relations culturelles des affaires étrangères : la construction d'un bâtiment fonctionnel, un désir profond de répondre aux souhaits mexicains, en sont la preuve actuelle, et il est envisagé d'étendre cette collaboration par des projections de films scientifiques et autres activités culturelles.

PIERRE BECQUELIN et PIERRE USSELMANN.

(1) ETUDES MESOAMERICAINES  
Série I - Volumes reliés :  
J. Gaias, Les Mayas de Chiapas (Guatemala, Mexique), 1972.  
Cl. Baudou et P. Becquelin, Archéologie des Mayas (Honduras), 1972.  
G. Stresser-Péan, San Antonio Nogales (Tamaulipas, Mexique), 1977.  
A. Chapman, Les Sujets de la mort (Tehuacan, Mexique), 1978.  
H. Fougère, La Végétation de la Huasteca (Mexique), 1978.  
Cl. Baudou et P. Becquelin, Tonina, une cité maya du Chiapas (Mexique), volume 1, 1979.  
Série II - Volumes brochés :  
G. Baudou, Tratado de la Escultura y Escritura (Maya Antigua de Ocosingo), 1979.  
J. Gaias, N. T. T. Les Indiens Ocosingo (Sud Yucatán, Mexique), 1979.  
A. Tobo, Archéologie du sud de la péninsule d'Ameco (Panama), 1980.

## L'« Indien des autres », de Judith Friedlander

POURQUOI doit-on être Indien ? Telle serait, selon l'ethnologue américain Judith Friedlander, la version moderne, et mexicaine, du fameux « Comment peut-on être Français ? », de Montesquieu.

Voilà donc quatre mille Hueyapenos, habitants d'un bourg de la région montagneuse de l'Etat de Morelos.

La plupart d'entre eux, assure l'auteur de l'Indien des autres, n'ont qu'un désir, mais ardent : « perdre leur identité indienne et devenir mestizos » — c'est-à-dire Mexicains à part entière. Car les habitants du village de Hueyapan seraient conscients que leur « prétendue identité indienne », loin d'être une référence à leur originalité culturelle, n'est que le nom donné, par d'autres, « à leur situation socio-économique inférieure dans le système de stratification nationale ».

Pour justifier sa thèse, irrévérencieuse, Judith Friedlander a étudié plus d'une année la vie de cette pauvre communauté, en commençant par sa première cellule, la famille ; précisément, celle de Dona Zefelina Barreto.

Qu'a-t-elle constaté ? Que, hormis peut-être la langue, le nahual, les éléments ordinaires de la vie quotidienne, les habitants du village de Hueyapan ne sont que des traditions très abâtardies — pour avoir été intégrées, par les colonisateurs espagnols, puis par leurs successeurs, après l'indépendance, « au système culturel hispano-mexicain ».

Seules ont donc survécu les traditions préhispaniques qui « s'accordaient à la culture ibérique ».

Le plus remarquable exemple de « décolonisation » n'est-il pas le poids de la religion catholique, pratiquée par la quasi-totalité des habitants du village ? « Tout ce qui peut être qualifié d'indigène a été éliminé » et intégré à la version hispanique de la culture, les prières pour la pluie et les récoltes... la tendance à déifier les saints — toutes pratiques reconnues par l'Eglise et contrôlées par elle. Le plus notable, en cela, est sans doute que les Hueyapenos, qui se considèrent inférieurs aux autres Mexicains, regagnent, « grâce à leur religion, le même statut que celui des non-Indiens ».

— un peu d'égalité.

On revient, dès lors, à la question initiale : pourquoi être Indien ? La réponse de Judith Friedlander risque bien de prendre à rebrousse-poil les Mexicains très soucieux sur le chapitre. C'est parce que, dit-elle, les non-Indiens, gouvernements en tête se sont « arrangés pour que les Hueyapenos soient obligés de rendre hommage à la nation en jouant les Indiens pour les autres ».

L'auteur assure encore que « les gouvernements post-révolutionnaires » (il s'agit de la révolution de 1910) avaient « un intérêt idéologique précis à sanctifier l'ethnique indigène ».

Il est possible que Judith Friedlander vote juste. On lui reprochera de n'avoir pas pris une peine excessive à en faire

la démonstration. Il s'agit plutôt, chez elle, d'une intuition, qui lui est venue du spectacle de quelques « extrémistes culturels », actifs dans une organisation appelée le Movimiento (mouvement), qui, depuis une vingtaine d'années, s'efforce de « donner aux paysans indiens l'orgueil de leur héritage et la volonté de le conserver » — et cela non dans une « optique yucatéque », mais pour « construire un modèle pour une nation autochtone, afin que le Mexique redevenne ce qu'il fut à l'époque précoloniale ». Tentative évidemment vouée à l'échec, puisque les Indiens sont bien les derniers à vouloir épouser ce modèle !

« Incorporer » ou « préserver » l'Indien ? Ce débat, le Mexique

n'en sort pas depuis des décennies. Il est, au demeurant, celui de tous les pays qui abritent une ou des minorités nationales ou ethniques, ont l'honnêteté de ne pas trancher automatiquement en faveur de la loi du plus fort. Il semble que, à nouveau, au Mexique, prévienne le point de vue de ceux qui veulent « préserver » ce qui reste d'authenticité culturelle chez les Hueyapenos et leurs frères.

L'Indien des autres, quoi qu'il en soit, échoue à faire comprendre les motivations de ceux qui, sincèrement ou non, entendent agir, pour leur part, afin de « conserver l'identité indienne ».

J.-P. C.

\* Fayot, Paris, 232 pages.

## Au-delà de Cancun

## Les profondeurs du Quintana-Roo

LE Yucatan ? pourquoi pas ?... Tant de témoignages d'un passé aussi mystérieux qu'attrayant jalonnent cette péninsule baignée par les eaux du golfe du Mexique et de la mer des Antilles.

Il y a le Yucatan touristique, classique, au départ de Mérida, cette cité qui se donne des allures rétro avec ses calèches à chevaux rangées le long du Zocalo, ses fleurs chatoyantes, ses petites ombres d'entrevue au-delà de lourdes portes à l'entrée des demeures coloniales. C'est la ville des ruines animées au crépuscule. C'est aussi, à une heure de route, la beauté de Chichén-Itza, la majesté de son temple des guerriers et de ses pyramides. Ou encore Uxmal, avec ses palais dits des nonnes, du gouverneur et du Devin. Et puis Labna, Kabah, Sayil, Xlapac.

Il y a l'autre Yucatan, ouvert au visiteur grâce à la construction de Cancun, vaste complexe hôtelier qui se voit le fleuron touristique du Quintana-Roo. La route continue au-delà de Cancun : il faut l'emprunter sans

hésiter pour goûter aux charmes plus subtils du Quintana-Roo, à l'écart de la péninsule yucatéque. Le Quintana-Roo, ce sont les pyramides enfouies dans la jungle, les lagunes au détour d'un sentier, les riques solitaires.

La route d'Aspachito file à travers de hautes taillis. Les poteaux de la ligne à haute tension ne sont pas encore tous plantés, et ce n'est qu'au début de cette année que le petit village de Play-del-Carmen a vu arriver le téléphone. C'est pourtant le point d'embarquement du ferry-boat pour l'île de Cozumel.

Au cœur même de la forêt, en direction de Chetumal, Coba surprend. Des collines s'élèvent au-dessus des arbres : ce sont des pyramides à peine à demi dégagées qui donnent la mesure du site à nettoyer. Des stèles sont plantées au creux d'un sentier, des lambeaux de fresques éveillent des souvenirs.

Reste la perle des sites mayas de cette zone. Les grands mas-

ques ricanants de Kukulcan, à proximité immédiate de Chetumal, impressionnent. Mais comment dire l'envoûtante beauté de Tulum, cette cité-citadelle haut perchée sur une falaise au-dessus d'une mer de jade et de turquoise, au rasac languissant sur un sable si fin qu'on le dirait poussiéreux d'or ? C'est la cité du dieu descendant, ainsi qualifiée en raison des statues qui ornent le faîte des temples. La pureté des dessins et quelques traces de couleurs ont défié les siècles. D'autres trésors jalonnent cette côte découpée : une route mène au monde enchanté de Xel-Ha. De véritables aquariums naturels, reliés à la mer par des bras d'eau, regorgent de poissons exotiques et multicolores. Près d'Akumal, il est une petite crique solitaire sous les cocotiers. Dans la sérénité dorée d'un crépuscule flamboyant, le soleil couchant illuminait de ses derniers rayons un petit temple maya dressé sur un rocher comme porté par les vagues.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

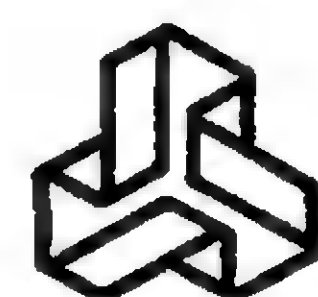
## El Atlantico nous rapproche

Parce que le Groupe Financier del Atlantico met à votre disposition sa grande expérience dans le financement du Commerce International entre le Mexique et le reste du Monde, et en particulier avec la France.

Les interventions sur le marché financier et les émissions d'actions et d'obligations sont une autre de nos spécialités. Nous pouvons aider vos filiales au Mexique dans ce domaine.

Banque Associée à la Banque Nationale de Paris.

EXPORT — IMPORT — FINANCEMENT



**BANCO DEL ATLANTICO**  
Tout un océan de possibilités

Division Internationale: V. Carranza No. 48 México 1, D.F. Tel: 585-31-00  
TELEX: 71 305 • 72 456

*Handwritten signature or note*







## CONVENTION DE LOMÉ

## la C.E.E. et ses associés du tiers-monde

En 1977, c'est ainsi que la part de l'aide publique de toutes provenances dans le rapport total au tiers-monde a atteint 52 % en 1978 à 58 %. Cela reflète la plus importante des limitations imposées par les règles et pratiques actuelles des pays donateurs, en particulier, le fait qu'ils préfèrent financer seuls des projets précis plutôt que des programmes comportant des dépenses locales, et des investissements plutôt que des dépenses liées au développement (10).

Si l'on considère, en outre, que la majeure partie de l'aide est « liée » et qu'une partie de cette aide est constituée par des prêts, le montant de l'aide publique est encore inférieur au chiffre mentionné par l'O.C.D.E.

Un autre élément relatif considérablement la portée de la convention de Lomé : c'est l'importance essen-

tielle que les États membres de la Communauté accordent actuellement à l'aide bilatérale, par rapport à l'aide multilatérale assurée par la convention de Lomé. Les aides bilatérales, comme les aides multilatérales des pays de la Communauté aux pays du tiers-monde (et en particulier aux A.C.P.), demeurent d'ailleurs très limitées puisqu'un seul État membre fournit une aide publique globale supérieure à l'objectif (0,7 % du P.N.B.) fixé par les Nations unies : les Pays-Bas, 0,79 % de leur P.N.B.

La nature comme la destination de l'aide publique bilatérale des pays de la Communauté traduisent la persistance et quelquefois la consolidation des anciens courants commerciaux et d'investissement qui existaient avec les anciennes puissances coloniales.

## Permanence des échanges « coloniaux »

L'IMPACT de la convention de Lomé sur le développement des A.C.P. doit s'apprécier en fonction de deux aspects : l'impact sur le développement des pays de la Communauté, et l'impact sur le développement des pays du tiers-monde. La convention contient essentiellement des dispositions de caractère commercial avec un système de stabilisation des recettes d'exportation, et les aides financières accordées par le Fonds européen de développement (FED) et la Banque européenne d'investissement (B.E.I.).

Les dispositions commerciales de la première convention de Lomé sont apparemment très favorables aux A.C.P. En effet, elles comportent un libre accès sans droits de douane, pour tous leurs produits industriels et pour la quasi-totalité de leurs produits agricoles, soit 98,5 % de leurs exportations vers la Communauté, sans obligation de réciprocité pour les produits européens exportés vers les A.C.P. ; elles comportent surtout pour la Communauté une obligation d'importer 1,3 million de tonnes de sucre à un prix au moins égal au prix garanti aux producteurs européens ; enfin un système de stabilisation de leurs recettes d'exportation (11).

Malgré ces dispositions commerciales apparemment favorables, il faut bien constater que la convention de Lomé, à la suite des conventions de Yaoundé, n'a pas modifié la structure coloniale et « traditionnelle » des échanges commerciaux entre la Communauté et les A.C.P. : la C.E.E. importe des produits primaires en provenance des A.C.P. et leur exporte des produits manufacturés. En outre, depuis 1978, la balance commerciale de la Communauté est même légèrement déficitaire, cela sans obligation des A.C.P. de plus de 900 millions d'unités de compte (11), et la part des A.C.P. dans les importations communautaires a diminué de 7,4 % à 6,3 % par rapport aux importations de la Communauté. Il faut aussi noter la part dominante d'une seule pays africain, le Nigeria, dans les importations et les exportations de la C.E.E., ce qui rendit un déséquilibre des échanges dans les échanges avec les autres pays : en 1977, 50 % des importations de la C.E.E. en provenance des A.C.P. provenaient de trois pays : Nigeria (36 %), Côte d'Ivoire (13 %) et Zaïre (10 %), et 50 % des exportations C.E.E. sont destinées à trois pays : Nigeria (37 %), Libéria (7 %), Côte d'Ivoire (6 %).

Les produits primaires constituent encore l'essentiel des importations européennes en provenance des A.C.P. : 55 % en 1976, ainsi réparties :

— Produits alimentaires : 34 % con-

tre 25 % en 1974, la part des A.C.P. dans les importations de la Communauté passant de 10 % à 14 % ;

— Produits énergétiques : 38 % contre 42 % en 1974, soit environ 7 % des importations communautaires ;

— Matières premières : 28 %, contre 30 % en 1974. Les A.C.P. restent parmi les pays du tiers-monde les principaux fournisseurs de la Communauté (14,5 % des importations) bien que leur part ait tendance à fléchir ;

— Produits manufacturés : ils ne représentent en 1979 que 3,6 % des achats de la Communauté.

La plupart des A.C.P. dépendent de deux ou trois produits pour leurs recettes d'exportation, produits soumis à d'importantes fluctuations sur le marché mondial ; pour trente-trois A.C.P., leur principal produit d'exportation couvre plus de 50 % de leurs exportations vers la C.E.E.

Enfin, en 1977, dix produits de base couvrent 80 % des importations communautaires, et trois (pétrole, café, cacao) plus de 50 %. Les exportations de ces importations, en revanche, sont constituées pour 88 % par des produits manufacturés.

A cela il faut évidemment ajouter la baisse du niveau des échanges intra-A.C.P., que la convention de Lomé n'a pas contribué à accroître puisque, de 1974, il est tombé à 4 % en 1977 (12).

Le « protocole sucre » constitue quant à lui une réelle garantie d'écoulement pour les A.C.P. Mais le sucre de canne est toujours raffiné dans les métropoles européennes et cette garantie d'écoulement constitue aussi pour la C.E.E. une garantie que les A.C.P. auront des ressources financières nécessaires pour acheter les produits manufacturés qu'ils leur vendent ; la politique d'investissement soutenu par les multinationales, avec des financements de la Banque européenne d'investissement, ne va pas sans certaines incohérences dénoncées par la Commission européenne elle-même.

Les pays associés dont la Communauté a accepté de recevoir 1,3 million de tonnes de sucre par an aux prix communautaires sont en train d'accroître considérablement leur production (près de 1 million de tonnes de sucre en 1979, contre 800 000 tonnes en 1974), et cela au moment où le marché mondial est européen est déjà en excédent structurel grave : le marché communautaire dispose en 1978 de 2,8 millions de tonnes à l'exportation sur les marchés mondiaux. Or les projets d'accroissement de la production dans ces pays sont mis en œuvre à l'initiative des multinationales européennes.

## Le STABEX et la dépendance à l'égard du marché mondial

Le système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX), inséré pour la première fois dans la convention de Lomé — qui consiste à donner à certains produits, et non à des pays, une garantie de recettes d'exportation remboursable une fois la « tempête » passée, — n'est pas une idée nouvelle. Dès 1944, René Fieven proposait de créer « un comité des oligopoles coloniaux », un comité des territoires coloniaux, un comité des continents », etc. dont l'objectif était d'« assurer une priorité aux besoins que la métropole demanderait à ses territoires de satisfaire » et d'envoyer « des missions à l'étranger chargées de recueillir tous renseignements utiles pour déterminer la situation exacte des produits cotés à leurs cours ». Ceci pour aboutir à une « coopération plus étroite de l'administration et de l'industrie » (13).

La convention de Lomé, quant à elle, consacrait au STABEX 280 millions d'unités de compte, mais pour un nombre limité de produits (surtout produits agricoles tropicaux et minéraux de fer) et pourvu que certaines conditions restrictives soient remplies. Ce STABEX a en fait un objectif très limité. Ses effets ne sont pas, contrairement à ce qu'un examen rapide pourrait faire croire, de garantir aux A.C.P. pour les produits couverts, des prix stables et rémunérateurs. En effet :

— le système ne couvre que certains produits ;

— deux seuils limitent l'automatisme de déclenchement des transferts compensatoires.

Les résultats risquent d'être très hétérogènes puisque certains pays (comme le Zaïre, le Nigeria, le Lesotho) n'ont aucune chance de voir leurs recettes stabilisées, leur courant d'exportation vers l'ensemble des pays de la C.E.E. étant faible.

D'autre part, pour bénéficier d'un transfert, les recettes effectives des

exportations d'un produit donné vers la C.E.E. doivent être inférieures à la moyenne des recettes correspondantes pour les quatre années précédentes. Par ce mode de calcul, on est toujours en retard de rapport à l'évolution des prix ; en effet, on ne tient pas compte de la hausse tendancielle à long terme des prix des produits industriels. L'inflation remet aussi en cause l'efficacité du mécanisme. Le STABEX ne vise pas à assurer le maintien du pouvoir d'achat ; il ne couvre pas les pertes résultant du fait que l'augmentation relative des prix des exportations des A.C.P. est inférieure à l'augmentation relative des prix de leurs importations (détérioration des termes de l'échange) (14).

Enfin, et surtout, le STABEX ne s'applique qu'aux produits exportés vers la Communauté, il favorise et canalise le commerce des A.C.P. vers une zone exclusivement communautaire au détriment des échanges avec les autres pays du tiers-monde (15). Il favorise l'insertion des A.C.P. dans le système mondial des échanges, dominé par les pays industrialisés et leurs firmes.

Dans ces conditions, la coopération financière prévue par la convention de Lomé a un impact limité sur le développement des A.C.P. Certes, de nombreux projets ont été réalisés, et il est difficile de porter sur eux une appréciation d'ensemble. Il faut cependant noter que le montant de cette aide demeure très bas. Les 3,067 milliards d'unités de compte du Fonds européen de développement et les 990 millions d'unités de compte prêtés par la Banque européenne d'investissement sur cinq ans représentent une aide de 3 dollars par an à chaque habitant des A.C.P.

C'est la France et l'Allemagne qui fournissent la contribution la plus importante au FED (26,95 % chacune) ; le Royaume-Uni n'en fournit que 18,75 % et l'Italie 12 %. Les trente-deux pays les moins développés des

A.C.P. représentant 42 % de la population des A.C.P., reçoivent 64 % des aides programmées ; 39 % des crédits du FED vont au développement rural. La convention crée un centre de développement industriel chargé d'accroître la coopération entre entreprises européennes et entreprises des A.C.P.

L'intérêt de la convention à cet égard était de mettre les A.C.P. en position de formuler une position unique et de limiter les effets des politiques d'aides bilatérales des États membres de la Communauté. Mais cet avantage pour les A.C.P. était relatif, puisque la part la plus importante de l'aide restait bilatérale et « liée ». Même multilatérale, l'aide demeurait fortement orientée par les anciens pays colonisateurs : ce sont des entreprises françaises qui, pour les trois premiers FED, ont reçu à elles seules de 42 à 45 % des marchés financiers ; en 1978, la France accordait aux A.C.P. 270 millions de dollars d'aide bilatérale, soit, pour cette année-là, 40 % de l'aide bilatérale de l'ensemble des pays de la C.E.E. (602 millions de dollars) et plus que la C.E.E. pour cette même année (209 millions de dollars).

La part des firmes ou des États européens dans les projets et livraisons de la coopération financière s'est, en outre, élevée à 71 % pour le premier FED, 85 % pour le deuxième FED, 83 % pour le troisième FED, et 82 % pour le quatrième FED (état au 31 décembre 1978).

D'autre part, alors que près de 80 % de la population des A.C.P. vit du secteur rural, on constate que l'aide allouée par le FED pour le secteur « industriel » est de 40 à 45 % aux secteurs « industrialisation », « tourisme » et « infrastructures » alors que 38 % seulement allaient au « développement rural » (16).

La « priorité au développement rural » qu'attribue la Commission européenne dans ses bilans de la convention de Lomé ne semble donc pas correspondre exactement à la réalité, même si l'effort de la Communauté dans ce secteur demeure plus important que celui d'autres institutions internationales.

Il ne faut pas non plus oublier que les fonds des quatre FED (des ressources des trois premiers FED ne sont pas encore épuisées) sont distribués très lentement : la Commission européenne des fluctuations des cours de l'huile de palme, tandis que les besoins alimentaires des importations croissent. En 1979, les importations indiennes de riz ont atteint 30 000 tonnes, ce n'est pas en prenant puisque la production indienne n'a augmenté que de 3 % par an, tandis que celle des cultures industrielles ou d'exportation doublait en dix ans... (17).

## Les innovations de 1980

La deuxième convention de Lomé, à été signée en octobre dernier, contient des innovations sérieuses par rapport à la première :

Les dispositions commerciales de Lomé II sont similaires à celles de Lomé I. Le système STABEX est amélioré : son montant passe à 550 millions d'unités de compte, et le seuil de déclenchement est abaissé de 7 milliards de dollars en 1970 à 22 milliards de dollars en 1978. En 1980, le déficit céréalière des pays du tiers-monde sera de 90 millions de tonnes. Selon le rapport Inter-futures (O.C.D.E.), « à la fin du siècle, le revenu par tête en Afrique noire demeurera probablement inférieur à 400 dollars de 1976 » ; et, selon la

tion », s'explique aussi par l'importance croissante des « colmatements » avec la Banque mondiale et les fonds arabes.

Bien sûr, la Communauté a mis au point des aides « exceptionnelles », des aides à la coopération régionale entre A.C.P. (ce qui est original par rapport aux actions des autres pays industrialisés), des aides à des « micro-industries », et une aide alimentaire. Les moyens prévus dans ce cadre restent cependant dérisoires : pour les aides exceptionnelles, 150 millions d'unités de compte sur cinq ans ; pour l'aide à la coopération régionale, 207 millions d'unités de compte ; pour l'aide aux « micro-industries », qui est une innovation de la convention de Lomé, moins de 30 millions d'unités de compte. Quant à l'aide alimentaire, elle s'élève actuellement à 1,3 million de tonnes de céréales, 150 000 tonnes de poudre de lait et 45 000 tonnes de beurre. Cette assistance, qui est aussi pour la Communauté un moyen de se débarrasser de ses excédents, atteint annuellement 3,5 milliards de francs, soit un pourcentage infime des dépenses agricoles communautaires actuelles.

Le centre de développement industriel institué par la convention de Lomé a essentiellement permis à des entreprises européennes de trouver des débouchés dans les A.C.P. ce qui est après tout l'objectif recherché. Ce centre a renforcé la tendance de la Communauté à aider prioritairement les plus développés des pays A.C.P. (18).

L'expérience des quatre premiers Fonds européens de développement montre aussi une tendance de la part de la Communauté à laisser aux entreprises privées le soin d'industrialiser les A.C.P. en finançant des projets conçus en fonction du marché mondial, plutôt que des projets directement orientés vers la couverture des besoins économiques internes des populations :

« En Côte-d'Ivoire, par exemple, le FED avait longtemps considéré comme un de ses plus beaux fleurons la réalisation d'un projet de 33 000 hectares de palmiers. La production importante de cet investissement apportait sans doute à la Côte-d'Ivoire de substantielles ressources en devises. Mais il faut admettre que celles-ci dépendent brutalement des fluctuations des cours de l'huile de palme, tandis que les besoins alimentaires des importations croissent. En 1979, les importations indiennes de riz ont atteint 30 000 tonnes, ce n'est pas en prenant puisque la production indienne n'a augmenté que de 3 % par an, tandis que celle des cultures industrielles ou d'exportation doublait en dix ans... (19).

Banque mondiale, six cents millions d'êtres humains vivront dans la pauvreté absolue.

Pour le moment, la Communauté européenne ne dissimule pas qu'elle considère encore les pays de son « tiers-monde » comme un moyen parmi d'autres de sortir de la crise en créant ou en relançant les demandes de ces pays. A cet égard, les diagnostics de toutes les institutions internationales concordent étrangement. Pour l'O.C.D.E. (Inter-futures) : « Les pays industrialisés ont tout intérêt au développement du tiers-monde, et doivent élaborer ensemble des stratégies d'action pour réaliser des projets qui améliorent l'efficacité du système économique international » (21).

Pour la Commission européenne de Bruxelles : « L'idée (est d') injecter pendant une période donnée, trois, quatre ou cinq ans, des flux financiers massifs de l'ordre de 10 milliards de dollars par an dans les pays du tiers-monde, qui représentent pour l'Europe les plus gros marchés potentiels, et de continuer ainsi à une réduction de l'économie mondiale » (22).

Pour la Banque mondiale : « Au cours de la prochaine décennie, les pays industrialisés pourraient se trouver confrontés au même choix que lors de la dépression des années 30 : se replier strictement sur soi et s'efforcer de préserver un maigre privilège, ou se tourner courageusement vers l'extérieur et s'efforcer de devenir des partenaires productifs dans un système international en expansion » (23).

En conclusion du film *Sure*, réalisé par Claude Favart et commandité par la Commission européenne, qui était évoquée la dépendance de l'île Maurice à l'égard de ses exportations de sucre vers la Communauté, et l'intérêt d'un « protocole sucre » de la convention de Lomé, M. Claude Cheysson a eu le mot de la fin : « L'aide au développement que nous accordons aux A.C.P. a pour objet de conserver et de créer des marchés pour nos produits. Si l'île Maurice, qui exporte 600 000 tonnes de sucre vers la Communauté à un prix garanti, n'en exportait plus, elle croquerait ; et si elle croquait, que nous acheterait-elle ? »

JEAN-PIERRE DUBOIS  
et PAUL RAMADIER.

- (10) Idem, pp. 27 et 118.  
(11) I. U.C. = 1,35 dollar environ.  
(12) Xavier Ridel, « A.C.P.-C.E.E. pour quoi l'impasse ? », *Débat*, 1979, pp. 28-35.  
(13) Cf. C. Fieven, ouvrage cité, pp. 30, 31.  
(14) P. Jodet et B. Chapronière, « Problèmes liés à la coopération industrielle entre le Nord et le Sud », colloque international sur les stratégies de développement dans la monde arabe, Louvain, décembre 1978.  
(15) *Le Monde*, 8-9 juillet 1979.  
(16) Claude Cheysson, dans le *Nouvel Observateur* du 1<sup>er</sup> août 1977.  
(17) Robert McNamara, à l'Assemblée du Fonds monétaire international, octobre 1979 (*Le Monde* du 3 octobre 1979).

## Messieurs les Diplomates, profitez de vos privilèges en toute sécurité.

Demande de documentation sur les modèles Volvo.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_  
Date de l'arrivée en France \_\_\_\_\_

Découpez et retournez ce bon à Volvo France, Service TDS, 112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 télex 642.602 ou 16 rue d'Orléans, 92200 Neuilly. Tél. 747.50.05.

Différents programmes de vente et une gamme de modèles de 7 à 15 CV à partir de 25.000 F.H.T.



**VOLVO**  
La passion de la qualité.

Je tiens à remercier







1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1038.



July 10, 1950.



## O.C.D.E.

## La production de charbon en l'an 2000

La première réunion du comité consultatif de l'industrie du charbon, organisée les 24 et 25 avril par l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), a été consacrée au doublement de la production mondiale de charbon d'ici à 1990, et à son triplement d'ici à l'an 2000. A l'issue de ses travaux, le comité a indiqué que les investissements nécessaires pour le triplement de la production n'ont pas encore été mis en œuvre. Le comité a demandé une « stabilité accrue des standards de protection de l'environnement » de la part des gouvernements, les déclarations d'exploitation des mines de charbon étant actuellement trop locales en ce qui concerne l'environnement des écosystèmes. L'A.I.E. estime que la plus grande part de l'augmentation de la production, dans le monde non communiste, viendra des Etats-Unis et de l'Australie.

Le conseil de direction de l'A.I.E. s'est, d'autre part, réuni les 8 et 9 mai à Paris, pour préparer la réunion ministérielle du conseil, prévue pour le 22 mai.

**LA SITUATION ECONOMIQUE EN TURQUIE.** — Dans le rapport sur la Turquie, le 30 mai par l'O.C.D.E. dans la série « Etudes économiques », les experts de l'Organisation indiquent que la nouvelle ligne d'action adoptée par le gouvernement turc pour réduire les déficits budgétaires et pour réduire les dépenses publiques, mais qu'il est possible que la situation commence par empirer, avant d'être améliorée. Le premier résultat des nouvelles mesures sera en effet d'accroître l'inflation et le chômage risque d'augmenter un peu.

**LUTTE CONTRE LE BRUIT.** — Une conférence sur les politiques de lutte contre le bruit, organisée du 7 au 9 mai, à Paris, par l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), recommandait la réduction de 3 à 10 décibels notés en 1985-1990 des limites d'émission sonore applicables aux automobiles, aux poids lourds, aux véhicules de transport en commun et aux motocyclettes.

**LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DANS LES ANNEES 80.** — Un symposium international sur la politique industrielle dans les années 1980 a été organisé, du 5 au 9 mai, à Madrid.

**ADHESION DU PORTUGAL A L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE.** — La demande d'adhésion du Portugal à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a été approuvée à l'unanimité par le conseil de direction à l'occasion de sa cinquante-troisième réunion, à Paris, le 23 avril. Le Portugal est ainsi le vingt-et-unième pays membre de l'Agence.

**RECENTE PUBLICATION.** — Pays-Bas, dans la série « Etudes économiques », 88 pages, O.C.D.E., 1980.

## Organisation des pays exportateurs de pétrole

## Accord partiel sur la stratégie à long terme

La cinquante-septième réunion extraordinaire de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) s'est tenue les 7 et 8 mai à Taïf (Arabie Saoudite) en l'absence du Nigeria. Le communiqué publié à l'issue des travaux indique que la conférence a examiné le rapport présenté par le comité de la stratégie à long terme — et l'a accepté — et que trois pays ont émis des réserves sur la question des prix : c'est-à-dire que neuf pays ont admis le principe d'une augmentation des prix du pétrole sur des éléments de conjoncture des pays industrialisés membres de l'O.C.D.E.; les trois pays qui ont émis des réserves, tant sur les indices retenus que sur le niveau du prix de base, sont l'Algérie, l'Iran et la Libye.

La création d'une agence d'aide au développement, qui était proposée dans le rapport, a été adoptée à l'unanimité; cet organisme, doté de la personnalité juridique et de fonds propres, assistera les pays en voie de développement affectés par les hausses des prix du pétrole.

La conférence a recommandé que la question des relations de l'Organisation avec les pays développés soit examinée par une réunion commune des ministères des affaires étrangères, des finances et du pétrole des pays membres de l'O.P.E.P. qui doit se tenir prochainement. Cette réunion sera également consacrée à la préparation du sommet des chefs d'Etat de l'O.P.E.P. prévu au mois de novembre prochain, qui devra approuver la stratégie à long terme.

**FONDS SPECIAL DE L'O.P.E.P.** — Le Fonds spécial de l'O.P.E.P. d'aide aux pays en voie de développement a accordé les 21 et 24 avril et les 2 et 5 mai derniers quatorze prêts d'un montant de 44 millions de dollars, dont 30 millions de prêts de

soutien aux balances des paiements et 14 millions pour aider au financement de projets de développement.

Les prêts de soutien aux balances des paiements ont été accordés à la Guinée-Bissau (2 millions), au Cap-Vert (1,5 million), au Niger (4 millions), à la Mauritanie (2,5 millions), à la Gambie (1,5 million), aux Seychelles (0,5 million), à la Jamaïque (1 million), à Grenade (1 million), à la République dominicaine (0,5 million), à la Guyane (5 millions) et à Barbade (1,5 million). Tous ces prêts ont une durée de dix ans, et portent intérêt entre 0 et 4 % en sus du taux de 0,5 % pour les prêts de soutien.

Les prêts destinés au financement de projets de développement concernent l'Ouganda (5 millions), le Kenya (4 millions) et la Tanzanie (5 millions). Ils sont libérés de tout intérêt avec 0,75 % pour frais de gestion; leur durée est de quinze ans, à l'exception du prêt à la Tanzanie accordé pour vingt ans.

**ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHEANGE.** — Le comité de parlementaires des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), réuni à Lisbonne du 16 au 18 avril, a passé en revue les activités de l'Association durant les cinq mois qui ont suivi sa dernière réunion.

La première partie de la réunion était consacrée à la situation économique au Portugal, qui s'est améliorée. Tout en se félicitant de l'aide économique que les pays de l'A.E.L.E. continuent à apporter à ce pays, le comité a pris acte de la décision du Portugal d'adhérer à la Communauté européenne.

**ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-ECHEANGE.** — Le conseil de politique monétaire et financière a tenu sa dix-huitième session annuelle à Lima du 17 au 19 avril. Les participants ont examiné la situation économique et financière de la région, à partir du 1er mai, des ressources ordinaires disponibles au titre de l'accord de Saint-Domingue (ce qui portera leur montant à plus de 300 millions de dollars) ainsi que l'élaboration du plan des transactions effectuées par les pays membres. A la même occasion, le conseil a élu son comité consultatif des problèmes monétaires d'effectuer une étude sur l'obtention de ressources d'origine régionale pour résoudre les problèmes des balances des paiements des pays membres.

La douzième session annuelle du groupe de la valeur s'est tenue à Montevideo du 14 au 18 avril. A son ordre du jour : les nouvelles normes relatives à la définition de la valeur en douane adop-

tées au cours de la dernière étape des négociations commerciales multilatérales de Gênes; l'accord portant application de l'article 7 du GATT de la valeur du GATT et les amendements introduits dans la définition de la valeur de Bruxelles par le conseil de la coopération économique.

**CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN.** — Le Conseil international de l'étain, réuni à Genève le 14 mai, pour sa dix-huitième session, a pris note qu'il n'avait pas été possible d'achever les négociations sur un accord international sur l'étain lors de la conférence des Nations unies qui devait se tenir durant un mois à Genève. Il a pris l'engagement de faire tout possible pour parvenir à des positions mutuellement acceptables sur les termes d'un système accord, avant la fin de l'année.

Le Conseil considère que s'il n'est pas possible de réunir à nouveau la conférence de négociation avant la fin de 1980, la conférence ne pourrait pas à un consensus avant cette échéance. Il se réunira en janvier 1981 pour prononcer la prolongation de l'accord international sur l'étain.

**GROUPE ANDIN.** — La quatrième réunion du conseil de la planification du Groupe Andin s'est tenue à Quito du 5 au 7 mai. L'objectif était d'examiner le programme d'intégration sous-régionale pour les années 80.

La première réunion sous-régionale sur la science et la technologie a eu lieu à Lima du 15 au 18 avril. A son ordre du jour : l'établissement d'un mécanisme permanent de consultation et de coopération scientifique et technique entre les Etats-Unis en matière de science et de technologie et le programme d'action de Vienne.

Les membres du conseil de l'accord de Cartagena se sont réunis le 19 avril avec les représentants de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (O.L.A.E.) en vue d'établir les bases d'une collaboration étroite entre les deux parties.

**SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAINE.** — La première réunion des ministères des finances et des présidents des banques centrales des pays membres du système économique latino-américain s'est tenue à Lima (Pérou) les 11 et 12 avril. Elle s'est consacrée aux problèmes du financement de la région, de la coopération économique et du commerce international. Dans cette double perspective les participants ont examiné la situation économique, financière, monétaire et budgétaire, le renforcement des mécanismes de compensation des transactions, et l'accroissement de l'aide aux balances des paiements.

## COMMUNAUTES EUROPEENNES

## Marché commun

## Au conseil européen : échec des efforts pour régler le problème de la contribution britannique...

Les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne ont quitté Luxembourg, le 28 avril, sans avoir pu se mettre d'accord sur un dossier essentiel, celui de la contribution britannique au budget communautaire jugée « injuste et intolérable » par le premier ministre britannique. Après avoir laissé entendre que la proposition française de réduction de la quote-part de la contribution britannique était « intéressante », Mme Thatcher a rejeté successivement trois suggestions ou propositions de solution.

Persone n'imaginait de solution chiffrée à une crise ouverte pratiquement depuis la « renégociation », en 1974, de l'adhésion britannique à la C.E.E. et qui apparaît, en fait, aussi politique que technique. Elle porte sur la conception même que la Grande-Bretagne a de son appartenance à un système qui n'est pas une zone de libre-échange et qui obéit à des règles de solidarité et de préférence communautaire.

Tous les pays de la C.E.E., à l'exception de la Grande-Bretagne, sont tombés d'accord pour augmenter de 5 % les prix agricoles européens pour la prochaine campagne.

## ... et déclarations sur l'Iran et l'Afghanistan

En revanche, les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne se sont mis d'accord pour réitérer leur condamnation de la prise en otages du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et réaffirmer leur solidarité avec le gouvernement iranien et le peuple des Etats-Unis dans l'épreuve qui leur est imposée.

Les Neuf considèrent que la situation créée par une « violation flagrante des droits fondamentaux » ouvre la porte à « des développements graves et lourds de conséquences. Le retour à l'état de droit constitue la seule voie permettant d'assurer la paix et la sécurité ».

Le texte adopté par les Neuf ne fait aucune mention des efforts entrepris par les Etats-Unis pour libérer les otages, et notamment du récent raid qui a échoué. En revanche, les Neuf ont exprimé leur solidarité avec le peuple iranien et le peuple des Etats-Unis dans l'épreuve qui leur est imposée.

A propos de l'Afghanistan, le conseil européen a constaté que une « profonde inquiétude que les forces militaires soviétiques n'ont pas été retirées de l'Afghanistan ». Il réaffirme, alors que, « d'une part, les Neuf, une fois de plus, ont exprimé leur solidarité avec le peuple afghan et leur soutien à l'Organisation des Nations unies pour l'obtention d'une formule permettant à l'Afghanistan de se tenir à l'écart de la compétition des puissances et de revenir à une position traditionnelle d'Etat neutre et non aligné. Respectueux des droits du peuple afghan de déterminer librement son propre avenir, ils estiment qu'il est de leur devoir de respecter la souveraineté et l'intégrité de l'Afghanistan, de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures et de s'interdire toute forme de pression ou d'association militaire avec lui ».

La déclaration poursuit : « Les Neuf sont prêts à apporter leur appui en accord avec les pays amis et alliés à toute initiative visant à promouvoir une telle solution, en soulignant que leur proposition n'a rien de rigide ni d'exclusif. A cet égard, ils estiment que les pays islamiques et non alignés ont un rôle particulièrement important à jouer ».

A propos du Proche-Orient, le conseil européen a rappelé d'autre part que « seul un règlement durable et durable peut apporter une paix véritable », et il a chargé les ministères des affaires étrangères de lui soumettre un rapport sur ce problème à sa prochaine session.

Le conseil a, enfin, dénoncé « les actes de violence commis au Sud-Libon contre les étudiants de la F.V.I.L. ». Il a exigé qu'il y ait « mis fin sans délai » et que les forces soient mises en mesure de remplir pleinement le mandat qu'elles ont reçu du Conseil de sécurité ».

**Les sanctions contre l'Iran**

Les pays de la C.E.E. se sont mis d'accord, le 22 avril à Luxembourg, pour imposer une série de sanctions immédiates contre l'Iran et pour prendre, dès le 17 mai, des mesures beaucoup plus draconiennes si « aucun progrès décisif » n'intervenait entre-temps dans l'affaire des otages américains. Alors que l'on s'attendait à une

décision rapide dans la capitale luxembourgeoise, ce n'est qu'en fin de soirée que les ministères des affaires étrangères des Neuf se sont entendus sur un texte définitif, dans lequel il n'est pas fait mention d'un boycottage pétrolier. Toutefois, Lord Carrington, secrétaire d'Etat au Foreign Office, a expliqué au cours d'une conférence de presse que la question de la suspension des achats pétroliers occidentaux à l'Iran ne se posait pas, puisque les alliés des Etats-Unis avaient déjà accepté de ne plus acheter de brut lorsque son prix se situe au-dessus des barèmes fixés par l'O.P.E.P., ce qui est le cas actuellement avec le pétrole iranien.

Les sanctions immédiates prises par les Neuf à l'encontre de l'Iran ont pu apparaître, dans les faits, comme une mesure de circonstance. Mais elles constituent surtout un avertissement, et les ministères des affaires étrangères ont adressé à Téhéran un véritable ultimatum : les pays de la C.E.E. ne feront pas de concessions commerciales avec l'Iran, sauf pour les produits alimentaires et médicaux, si aucun progrès décisif n'intervient avant le 17 mai.

## La hausse des prix agricoles toujours suspendue

Après le conseil agricole des 5 et 7 mai à Bruxelles, l'adoption d'une hausse moyenne de 5 % des prix dépend toujours de la solution du problème de la contribution budgétaire britannique à la C.E.E. Les ministères de l'Agriculture se sont en effet séparés après avoir traité, pendant quarante-huit heures, sur le dossier des prix agricoles, pour se donner rendez-vous les 28 et 29 mai à Bruxelles en même temps que les ministères des affaires étrangères.

M. Peter Walker, le ministre britannique de l'Agriculture, a déclaré d'une voix agacée que les Etats-Unis ont des points secondaires comme les contrats de stockage dans le secteur vinicole, à répétition qu'il n'y aurait pas d'accord britannique sur les prix aussi longtemps que la contribution britannique ne serait pas réglée. Les ministères des Neuf ont toutefois donné leur accord de principe à la dévaluation de 1,35 % du « franc vert » demandée par la France.

**ENERGIE.** — Les ministères de l'énergie des Neuf ont constaté le 13 mai à Bruxelles que la C.E.E. risque de connaître une situation de « pénurie » pétrolière, étant donné la réduction des livraisons iraniennes et l'engagement des pays de la C.E.E. à ne pas acheter de pétrole aux pays prisés du brut iranien. Toutefois, ils ont souligné que les stocks de la C.E.E. sont actuellement suffisamment importants pour assurer la consommation, n'ayant jamais été aussi élevés.

Les ministères ont chargé la Commission européenne de faire un rapport sur la situation de la consommation de pétrole dans la Communauté européenne à uniformiser entre les Neuf les effets d'une crise éventuelle par des mesures nationales conservant néanmoins la liberté de la circulation des produits pétroliers. Mais la plupart des pays de la C.E.E. sont hostiles à des politiques de restriction de la consommation, et la plupart ont que le recours au marché libre de Rotterdam, où les prix ont augmenté de plus de 21 % depuis le début du mois d'avril, est le seul moyen de surmonter la crise en 1979.

Les ministères ont également arrêté des orientations pour 1980, prévoyant notamment que la part du pétrole dans la consommation d'énergie primaire de la C.E.E. ne devrait pas dépasser 40 %. Et ils ont adopté une résolution sur les secteurs de l'habitation, des transports, de l'agriculture et des bureaux.

**TRAVAIL.** — A l'issue d'une réunion informelle des ministères des Communautés européennes, les 15 et 16 mai à Venise, M. Vredeling, vice-président de la Commission, a engagé les Etats membres à une restructuration radicale de leur économie et à relever le défi de la crise actuelle en Europe. « Si, à moyen terme, l'expansion ne dépasse pas 3 %, le chômage officiel et le chômage occulte continueront à augmenter », a-t-il estimé. De son côté, le ministre italien du travail, M. Fanfani, a déclaré que les ministères européens devaient définir les « lignes » d'une politique économique européenne capable de combattre la crise actuelle et de réorienter l'économie européenne vers une croissance durable.

M. Fanfani a également indiqué que les difficultés pour établir un programme commun dépendent de la volonté de tous les Etats membres de la Communauté et des différents accords existant entre les gouvernements et les syndicats de nombreux pays membres de la C.E.E. Cette réunion préparait également le conseil des ministères des affaires sociales et du travail prévu pour le 9 juin à Luxembourg.

**LA POSITION COMMUNAUTAIRE SUR LE COMMERCE DE SUBSTITUTION.** Les ministères des finances des Neuf se sont réunis à Luxembourg le 21 avril, à Luxembourg, pour examiner le projet de « compte de substitution », qui devrait être examiné par le conseil d'administration de l'A.I.E. (la réunion du comité de l'A.I.E. pour les Neuf, la réunion du conseil de l'A.I.E. pour les Neuf, la réunion de ce comité dont le mandat initial pourrait se situer entre 20 et 25 milliards de dollars)

devrait être fondé non seulement sur l'or mais aussi sur des contributions, notamment sur celle des Etats-Unis. Il leur semble en effet que pour rallier les suffrages des pays en voie de développement en tant que fonds d'investissement de l'or du P.M.I. est venu au profit des pays en développement.

**RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS.** — La C.E.E. et le Brésil se sont accordés mutuellement la clause de la cession la plus favorable aux termes d'un accord de coopération commerciale et économique mis au point le 17 avril, à Bruxelles, par les deux parties. Les deux parties s'engagent également dans leurs relations commerciales à élargir les échanges au plus haut niveau possible, compte tenu de leur situation économique du moment.

Les ministères des affaires étrangères de la C.E.E. et du Pérou (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) se sont rencontrés le 5 mai à Bruxelles. Une déclaration conjointe sur les problèmes internationaux et d'intérêt commun a été publiée. C'était la première fois que des représentants des pays du Marché commun et d'un groupe de pays d'Amérique latine se réunissent à un niveau aussi élevé. La déclaration a été faite à une rencontre de ce type avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

**LES VENTES DE BEURRE A L'O.E.C.E.** — La Commission européenne a refusé le mois dernier la vente de 25 000 tonnes de beurre provenant des stocks communautaires de la C.E.E. à l'Union soviétique. Elle a en effet refusé d'accorder un tel traitement à des exportateurs européens, désireux de vendre du « vieux » beurre européen en Union soviétique.

## Parlement européen

## Bilan de la session d'avril

REUNI à Strasbourg du 14 au 18 avril pour sa session mensuelle, le Parlement européen a adopté une résolution présentée au nom de la commission du développement et de la coopération sur l'industrialisation de l'Afrique que la Communauté doit accompagner par l'envoi d'experts et à la Thaïlande. Seuls les communistes français se sont opposés à ce texte. Les parlementaires ont d'autre part adopté, le 17 avril, une résolution sur le système monétaire international (S.M.I.) relevant trois lacunes : absence d'une véritable politique de convergence des économies des pays participants, faiblesse des instruments monétaires et de crédit, manque d'harmonisation à l'égard du système monétaire international, absence d'un véritable fonds européen, autorité monétaire de la Communauté ou l'unité de compte puisse jouer le rôle de monnaie de réserve et d'échange ainsi que de monnaie internationale de réserve.

Le Parlement a adopté le même jour un projet de résolution présenté par la majorité de centre droit sur les otages américains de Téhéran; il y invite les Neuf à « prendre toutes mesures nécessaires (...) en consultation étroite avec les Etats-Unis et les autres membres de l'alliance atlantique, pour obliger les autorités iraniennes à libérer les otages » et envisage « le cas échéant (...) de suspendre les relations diplomatiques » avec l'Iran.

Le 18 avril les parlementaires ont aussi adopté une résolution du groupe libéral protestant contre la procédure anti-dumping initiée par les Etats-Unis contre les producteurs d'acier de sept pays européens et la suspension consensuelle des trigger prices. Ces derniers, selon le texte, doivent pallier les frais entraînés par la restructuration nécessaire des entreprises européennes et assurer une sécurité aux exportateurs. Le 18 avril, le Parlement a aussi prononcé en faveur d'une augmentation sensible des franchises douanières applicables aux voyageurs se déplaçant entre les différents Etats membres.

D'autres résolutions adoptées pendant cette session se rapportent, en particulier, au fonctionnement du Fonds européen de développement régional, aux atteintes aux droits de l'homme en Tchétchénie et au Chili, au droit de séjour des ressortissants de pays de la Communauté dans les autres pays membres, aux économies d'énergie, à l'adhésion de la Grèce au Marché commun, etc.

## CECA

## Reprise de la production charbonnière

POUR la première fois depuis plusieurs années la production charbonnière des Neuf a recommencé à augmenter nettement. Au premier trimestre, les pays de la CECA ont extrait 87 millions de tonnes de houille contre 84,5 millions seulement un an plus tôt. Ce progrès de 3,8 % (0,5 % en 1978) est dû seulement à l'augmentation de la production du Royaume-Uni (34,5 millions de tonnes au lieu de 32 millions de tonnes, soit 6,4 % de plus), car l'extraction a, au contraire, légèrement baissé en Belgique (-1,9 %) et en France (-3,8 %) et stagné en Allemagne fédérale.

La reprise de la consommation de charbon a simultanément permis une diminution des stocks de houille sur le carreau des mines. Ceux-ci étaient, au début de mai, de 15,3 à 16,3 millions de tonnes, correspondant de l'année précédente à pareille époque. Cette baisse des stocks est le fait uniquement des deux plus grands pays producteurs de charbon (l'Allemagne avec -9,5 % et le Royaume-Uni avec -27,7 %), tandis que les pays dont la production a diminué ont vu augmenter leurs stocks au cours de la période. La France avec +10,2 %, la Belgique avec +10,2 %, la plus grande partie des stocks (13,02 millions de tonnes) se trouve actuellement auprès des mines allemandes, suivies de celles du Royaume-Uni (11,02 millions de tonnes), de la France (4,659 millions de tonnes), de la Belgique (288 000 tonnes) et de l'Irlande (30 000 tonnes).

En un an, neuf sièges d'extraction ont été fermés dans la Communauté, entraînant une perte de capacité de production de 3,1 % (8 millions de tonnes par an). Il y a désormais moins de 300 sièges en activité (285 exactement) dans la CECA : 219 au Royaume-Uni, 40 en Allemagne, 23 en France, 8 en Belgique et 5 en Irlande. Le nombre des mineurs employés au fond de mine a baissé de 10 100 (-2,8 %) pour revenir à 360 300, dont 184 200 en Grande-Bretagne, 119 000 en R.F.A., 31 600 en France et 17 100 en Belgique.

La nécessité d'accroître le mouvement de reprise de la production a été soulignée en mai par une étude sur le marché mondial du charbon effectuée par le MIT pour le compte de l'Agence internationale de l'énergie. Selon ce document, l'extraction mondiale devrait être multipliée par 2,5 ou 3 dans le monde, pour faire face à la progression de la demande énergétique et à la diminution probable des réserves de pétrole.

En France, le gouvernement vient d'ailleurs de décider d'augmenter la consommation de charbon par l'industrie, qu'il souhaite porter de 3 à 10 millions de tonnes en 1985 et à 20 millions de tonnes en 1990. A cet effet, une prime sera attribuée à tous les utilisateurs industriels qui équineront pour se servir du charbon au lieu d'hydrocarbures lorsque le surcoût d'investissement annuel par TEP déplacé est compris entre 400 F et 2 000 F. Le montant de la prime sera de 20 à 25 % du surcoût avec une action va être entreprise en faveur des constructions de matériel français d'utilisation du charbon, et 45 mil-

## AVIGNON

## VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'énergie souterraine d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.



(IPA ATZINGER.)

- Le Palais des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Bénézet, populaire à travers le monde par la légende et la chanson, son nombreux édifices civils et religieux;
- Les trésors de ses musées : musée Calvet, musée du Petit Palais (collection de primitifs italiens) notamment;
- Un Centre international de Congrès aménagé dans le Palais des Papes;
- Son Théâtre;
- Son Festival (15 juillet-15 août) Théâtre, Chorégraphie, Cinéma, Musique;
- Des services réguliers de trains à autocar-spectacles aller et retour au port de Paris-Strasbourg (La Touraine), Boulogne, Liège, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karlsruhe;
- Son important Marché d'intérêt national;
- Des magnifiques excursions à travers la Provence;
- Ses folklores (danse et vieilles traditions);
- Le Parc des Expositions de Châteauneuf;
- La Foire et Expositions du Grand Delta;
- Des satisfactions gastronomiques et des vins de grande crûe (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Cigoli, Tavel, etc.);
- Visitez AVIGNON et la Souveraine de Jolie L.

Reservations : Syndicat d'Initiative, cours Jean-Jaurès







## INTERROGATIONS

De nombreux signes témoignent aujourd'hui de ce qu'il faut bien appeler une *maladie psychologique*. Du plus simple au plus grave, existe déjà ce sentiment diffus et répandu, d'ennui qui marque la difficulté à s'accomplir dans la réalité et à y investir ses forces vives en y prenant du plaisir. C'est, ensuite, ce fort sentiment d'insécurité dans le quotidien, s'exprimant par le mélange paradoxal : intolérance à la violence et fascination (films, télévision, romans policiers) — une violence qu'on situe généralement là où elle n'existe que peu : dans la délinquance (où elle n'augmente pas), mais non, par exemple, dans les accidents de voiture (15 000 morts et 200 000 blessés graves en France par an).

C'est l'angoisse, c'est le sentiment de fatigue, ce sont les insomnies. Cette misère là, on peut la mettre en chiffres en suivant la courbe croissante des tranquillisants et des somnifères : le médecin connaît bien la place majeure qu'ils occupent dans la publicité pharmaceutique.

Un degré de plus, viennent les dépressions : de récentes enquêtes ont montré qu'un malade sur dix qui consultait pour la première fois un généraliste souffrait d'un syndrome dépressif. C'est aussi la gamme si vaste des maladies psychosomatiques (ulcères gastro-duodénaux, certaines hypertension, l'asthme, l'eczéma, les rhumatismes dans le corps, la vasculopathie progressive en véritable maladie organique).

Devant la montée de cette misère psychologique, les schémas traditionnels, ceux de la psychiatrie comme ceux de la psychanalyse, ne répondent plus bien à ce qu'on peut observer. Les désorganisations et réorganisations psychosomatiques demandent de nouvelles grilles d'approche, les dépressions s'expriment sous des formes camouflées. Quant aux névroses, elles sont devenues largement stériles, et le champ de ces atypies ne cesse de croître : névroses narcissiques, névroses de caractère, névroses borderlines, les limites sont floues. « Les patients des psychanalyses, des psychologues, des travailleurs sociaux, des psychiatres paraissent avoir changé », écrit R. Gori (1) ; et le professeur Lebovici : « Les modifications contemporaines de la psychopathologie sont incontestables » (2).

Il paraît difficile de ne pas établir une relation entre l'accroissement de la misère psychologique ou les formes nouvelles qu'elle revêt et ce qui, précisément dans le même temps, se déroulait sur le plan socio-économique. A savoir, l'industrialisation à marche forcée du vieux pays rural qu'était la France. Tout changeait très vite : la forme des villes, les mœurs, les loisirs, l'éducation, les rapports entre les sexes ou les générations.

Sur l'existence d'une telle relation, un exemple particulièrement illustratif : l'un des psychosomatiques les plus expérimentés d'aujourd'hui, qui, depuis vingt ans, retourne chaque année dans la même région d'Espagne, confiait récemment que si les névroses y avaient gardé longtemps leurs formes historiques du dix-neuvième siècle, elles prenaient, depuis peu, des formes de plus en plus proches de celles qu'on observe actuellement en France.

La sociopsychanalyse se propose, justement, d'étudier dans cette perspective l'articulation du social et du psychique. L'époque, évidemment, est à cet égard propice. Car que voyons-nous ?

Nous assistons à la déchirure du tissu social traditionnel, à la désintégration des modèles — éducatifs, familiaux, religieux, sociaux et même politiques — dans lesquels s'inscrivait l'existence de chacun, de la naissance à la mort. L'individu, coupé de ses racines communautaires, simple unité d'une « foule solitaire », reste seul, démuné, vulnérable, sans système de valeurs. Et cela, au moment même où tout se déstabilise autour de lui, ce qui est vécu comme une agression permanente et quotidienne : c'est là, très vraisemblablement, qu'est la cause véritable du sentiment d'insécurité et de l'angoisse.

Plus profondément encore, on peut faire l'hypothèse que c'est la légitimité de toute autorité qui se trouve atteinte par cette déchirure, d'origine socio-économique, du tissu collectif et des traditions. Dans toutes les sociétés connues jusqu'à maintenant, les rapports sociaux de pouvoir — depuis

le ciel des religions jusqu'aux profondeurs de l'inconscient — se trouvaient enveloppés et dissimulés dans les structures de l'autorité patriarcale. C'est ce « système-père » qui se défait irrémédiablement, depuis déjà deux à trois siècles, mais de plus en plus rapidement aujourd'hui. Rien ne vient le remplacer, dans la mesure où les rapports sociaux de pouvoir qu'il dissimulait ne sont pas pris en charge par les intéressés.

Toutes les tensions sociales, faute d'être reconnues et élaborées à un niveau adéquat, viennent finalement se briser sur l'individu. De la misère psychologique à la fuite dans la maladie, il n'y a bien souvent qu'un pas ; aider à reconnaître le caractère collectif et social de ces problèmes, c'est donc établir et, par là, permettre de les affronter.

C'est évidemment au niveau de l'adolescent qui, par définition, est en voie de socialisation, que ces problèmes sociopsychologiques prennent le plus d'acuité. Le malin le plus faible de notre société est peut-être là : dans une jeunesse en voie de marginalisation, peu identifiée

société où, comme l'écrivait déjà Marx, « le travailleur est parcellaire », « l'individu morcelé ».

Un phénomène, apparu depuis trois ou quatre ans, et que notre expérience sur le terrain nous a permis d'étudier, semble confirmer ces vues. Nous avons proposé le terme de « mouvements dans les institutions » pour cette tendance nouvelle qui s'exprime sur certains lieux de travail, en particulier dans les professions du travail social (éducateurs, assistants), dans l'enseignement, parmi les jeunes militants des partis et syndicats de gauche. Concernant avant tout la génération des vingt-cinq-trente-cinq ans — la génération d'après 68 —, cette tendance est marquée par un désir très fort de travailler différemment. D'une manière moins hiérarchique, moins délégitimée, moins individualiste. Un temps trop long se passe sur le lieu de travail pour renouer à tout plaisir durant huit heures par jour : il faut donc inventer une manière autre de travailler, moins parcellaire et répétitive

de l'extérieur de l'institution (obstacles juridiques, financiers) ou de l'intérieur (organisation du travail, facteurs psychologiques ou idéologiques).

On voit ici à quel point l'organisation du travail dans le secteur économiquement productif (usines, entreprises) joue le rôle de véritable matrice organisatrice de la société civile et de l'ensemble de ses institutions (urbanisme, écoles, hôpitaux, loisirs, fonctionnement interne des partis et syndicats de gauche, comme l'avait déjà si fortement noté Rosa Luxemburg). Si Michel Foucault n'avait pas fait l'im-passe sur la sphère de la production, il aurait été amené à voir que les « grands renfermements » dans la société sont sortis tout armés de cette matrice qu'est le lieu de production capitaliste.

Cette perspective ne peut que conduire à une position critique envers un très notable courant théorique de la gauche qui défend la thèse d'une société dualiste, dans laquelle on ne pourrait que s'accommoder de l'économie capitaliste — le seul secteur dans lequel la liberté peut et doit être développée étant celui des activités non productrices économiquement. Faut-il rappeler que c'était déjà la thèse de J.-J. Servan-Schreiber dans le *Manifeste radical* ?

Au contraire, si l'on pense que l'organisation du travail capitaliste dans l'usine et dans l'entreprise est la véritable matrice de la société civile et politique, les limites d'un changement dans la société sont vite atteintes dès lors qu'on se refuse à toucher et d'en haut (l'Etat) et d'en bas (les travailleurs) au secteur productif. C'est-à-dire à s'attaquer à la question de « ce que l'on produit » et du « comment on le produit ».

Il est probable qu'il s'agit là d'un problème fondamental que ni le mouvement socialiste depuis le milieu du dix-neuvième siècle ni Marx n'ont pu et ne peuvent aborder. Un problème dont on peut estimer qu'il représente le « grand refoulé », le grand « non-dit » de l'histoire du socialisme depuis un siècle.

En ce sens, les « mouvements dans les institutions » constituent à poser des problèmes qui étaient devenus tabous. Mais à les poser un peu à la manière dont les utopistes du début du dix-neuvième siècle abordaient les problèmes de leur époque. Comment, dans une telle perspective, ne pas voir tout l'intérêt qu'il y aurait pour le mouvement socialiste, sans lequel rien de global ne peut se faire, à rechercher le dialogue, la communication, l'échange d'expériences aussi bien avec les « mouvements dans les institutions » qu'avec les mouvements sociaux ?

Car si la misère psychologique et la misère politique actuelles, même dans les formes les plus déguisées, les plus « en creux » ou en négatif, sont, dans une large mesure, les indices de l'aliénation capitaliste au travers de son organisation du travail, on est alors amené à penser que ce sont là des formes nouvelles, même si elles ne sont pas encore reconnues comme telles de la lutte des classes à un niveau psychologique, idéologique, culturel, voire anthropologique.

Formule qui peut apparaître surprenante, voire choquante, tant la tradition théorique depuis cent ans — à l'exception d'Histoire et conscience de classe, de Lukacs — ne parle que d'une lutte de classes au niveau économique ou au niveau politique. Mais, également, si les « mouvements dans les institutions » ou les mouvements sociaux sont des formes possibles d'accès à une conscience politique, il est de toute nécessité pour le pouvoir de les neutraliser et de procéder à l'intégration des opposants. Les militants risqueraient alors de devenir les boy-scouts du système, les « gentils membres » qui s'essaiment à réparer localement et dans le détail ce que le capital détruit en gros, les chauffeurs sans livrée dont nous avons parlé plus haut. Et si l'aliénation n'en diminuait pas pour autant et que la société aille de mal en plus, il ne manquerait pas de bons auteurs pour assurer que l'homme est décidément un animal bien malade et pathologiquement agressif et que, puisqu'il n'accepte pas de se plier de bon gré, on saura l'y contraindre. « Dans l'intérêt général ».

(1) Cf. R. Gori, « La question Winnicott », *Psychanalyse à l'université*, décembre 1979.

(2) L'Évolution psychiatrique.

## L'angoisse et la lutte

Par GÉRARD MENDEL \*

aux adultes, en attente. Les adultes eux-mêmes, combien de temps encore acceptent-ils la charge psychologique de l'éducation d'enfants qu'ils pensent bien toujours comme la chair de leur chair, mais une « chair » qui leur ressemblera de moins en moins, qui ne sera plus leur perpétuation, leur « auto-mort » ? Mettre aujourd'hui un enfant au monde, c'est devoir accepter l'idée inacceptable que l'organisation éducative et politique de notre société — l'école, la rue, la ville, la télévision, le système social — loin de compléter le rôle éducatif de la famille, va, au contraire, dissoudre les effets de cette action.

Sur tout cela, la psychanalyse aurait des choses importantes à nous dire par l'accent qu'elle a toujours mis sur un développement psycho-affectif en deux phases de l'enfant. Une première phase, liée à l'imaturité biologique de notre espèce à la naissance, est marquée par une impulsion motrice et une dépendance totale envers les adultes — et, corrélativement, par l'effacement d'un univers fantasmatique particulièrement riche, mais totalement irréaliste. C'est seulement dans une seconde phase, au fur et à mesure de son développement neurophysiologique et psychologique, que l'enfant sera capable d'établir un lien rationnel entre ses actes et leur pouvoir limité, relatif, de modifier le monde ambiant.

On ne sort, partiellement du reste, du monde de l'irrationnel et de la pensée magique que par l'exercice d'un pouvoir sur ses actes. Or, aujourd'hui, tout paraît se passer comme si l'enfant, l'adolescent, l'adulte, ayant de moins en moins de pouvoir sur leurs actes parcellaires et « en mièges », se voyaient contraints de régresser vers une sorte d'infantilisisme archaïque et irrationalité. Ainsi se comprendraient bien des traits si régressifs de la misère psychologique actuelle. En un mot, nous ne parvenons plus bien à percevoir le lien entre ce que nous faisons et la transformation des choses ; nous ne nous sentons plus modifier si peu que ce soit, et de concert avec les autres, la matière du monde ; nous ne voyons plus à quel aboutissent nos actes ; nous vivons dans une

(ou bien refuser de travailler, sous les différentes formes qu'on connaît : absentéisme, turnover, drop out).

On conçoit aisément tous les obstacles que rencontrent ces tentatives qui naissent spontanément ici et là, en particulier au fur et à mesure de la relève des générations. Obstacles tenant à l'organisation de travail elle-même. A l'insécurité d'un autre modèle possible. A l'absence d'information sur ce qui se fait ailleurs, de théorie qui permettrait le cumul des expériences. Obstacles psychologiques dans une société où tout pousse à un hyperindividualisme. Obstacles idéologiques, juridiques, politiques.

Les partis et syndicats de gauche, qui n'ont pas encore su trouver les voies d'un véritable dialogue avec les mouvements sociaux (écologistes, féministes, régionalistes, jeunes), se montrent le plus souvent réticents devant les « mouvements dans les institutions », d'ailleurs fréquemment perçus de manière apolitique par les intéressés eux-mêmes. Il faut bien reconnaître que l'ambiguïté est ici souveraine, et déjà dans les mots d'auto-gestion, d'expérimentation sociale.

S'agit-il d'une sorte d'intégration politique qui consisterait finalement à n'être qu'un chauffeur sans livrée conduisant la voiture de la société civile vers une direction commandée par le pouvoir en place ? Ou bien, par le fait même que sont en cause les problèmes de l'organisation du travail, n'est-ce pas le cœur même du système capitaliste qui se trouve, à moyen terme, politiquement mis en cause et non plus seulement sur le plan économique du partage ? Pour notre part, nous pensons que cette seconde façon de voir est la bonne. Que c'est bien l'aliénation capitaliste et non plus seulement l'exploitation qui se trouve visée. Mais, si l'on ne pousse pas à son terme l'analyse de l'ambiguïté politique propre à ces tentatives, il est exact que le risque de récupération par le système est très grand.

Les multiples interventions que nous avons eu l'occasion de pratiquer indiquent combien le facteur socio-économique intervient dans la nature des obstacles rencontrés chaque fois qu'on tente de mettre en place une manière différente de travailler. Que ces obstacles viennent

\* Médecin et psychanalyste.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

INTERDIRE LES ARMES BIOLOGIQUES ? par Ricardo Frade.

## PAGE 3 :

LA RENCONTRE A PARIS DES PARTIS COMMUNISTES D'EUROPE, par Lily Marcon.

## PAGE 4 :

Les relations entre communistes italiens et chinois, par Xavier Luciani. — Suite de l'article de Jean Daubier sur les relations entre la Chine et l'U.R.S.S. Les sociologues et la légitimité des dominateurs, par Jean-Pierre Garnier.

## PAGES 5 à 7 :

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE, par Paul Chamsol.

Dans les revues... — Recherches universitaires : Retour à Berlin, par Charles Zorngbibe.

## PAGES 8 à 10 :

LE CRÉPUSCULE DE LA RAISON, enquête de Maurice T. Maschino.

## PAGES 15 à 18 :

LA SOCIAL-DEMOCRATIE EN AMERIQUE LATINE : Un rôle grandissant, mais des objectifs limités, par James F. Petras. — La démocratie dans la crise, par Michel Beaud. — A la recherche d'un « juste milieu », par Bernard Casten. — La Fondation Friedrich-Ebert, par Jean-Michel Palmier.

## PAGE 19 :

CAMERAS POLITIQUES : Films ethnographiques.

## PAGE 20 :

Les livres du mois.

## PAGES 21 à 25 :

MEXIQUE, OASIS DE CROISSANCE (supplément).

## PAGES 26 et 27 :

Un bilan limité des relations entre la C.E.E. et ses associés du tiers-monde, par Jean-Pierre Dubois et Paul Ramadiaz.

## PAGES 28 à 31 :

L'activité des organisations internationales.

Boîte 5 : 37.050 F\*

Automatique : 38.850 F\*

1,6 litre. Traction avant.

HONDA

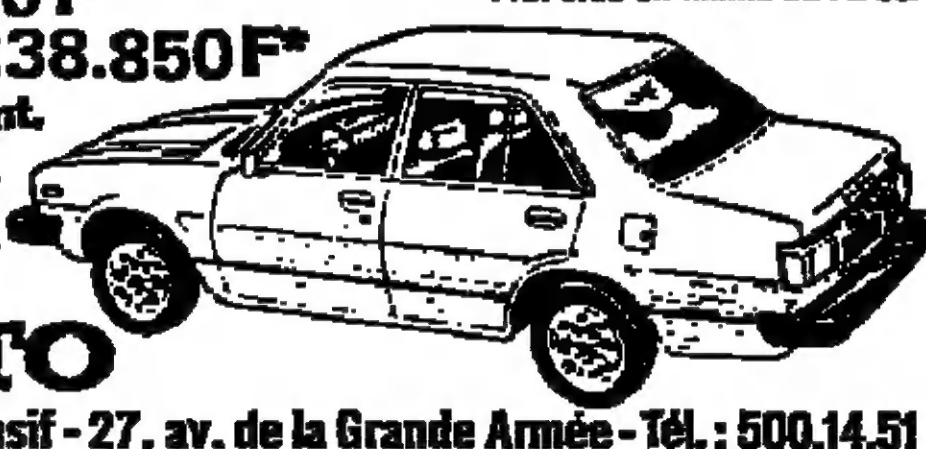
ACCORD

JAPAUTO

Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51

Service spécial TTX - CD - K - VIP.

\* Prix clés en mains au 1-2-30.



préférez TOTAL